

CONCILIATION A ROME

**Communistes
et démocrates-chrétiens
se partagent
les présidences
des Assemblées italiennes**
LIBRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 100 m.
Allemagne, 1 DM; Autriche, 10 sch.; Belgique, 12 fr.;
Canada, 5 \$; Danemark, 3 kr.; Espagne, 25 pes.;
Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 10 dr.; Iran, 40 rls.;
Italie, 300 L.; Liban, 125 p.; Luxembourg, 12 fr.;
Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 120 esc.;
Suisse, 2,25 fr.; Suède, 2,25 kr.; Thaïlande, 10 bahts;
Yugoslavie, 10 n. din.
Tarif des abonnements page 21
S. RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 10
C.C.P. 4297-23 Paris
Tél. Paris 10 69678
Tél. 10 246-72-23

Le succès du raid israélien en Ouganda

COMMANDO

La libération des otages d'Entebbe est une des opérations militaires les plus magistrales réalisées depuis 1945. C'est pour le gouvernement israélien un immense succès de popularité à l'intérieur et l'occasion à l'extérieur de regagner un prestige que quelques semaines de la guerre d'octobre 1973.

Pour l'Afrique, le raid israélien est un coup de tonnerre, non point seulement parce que le maréchal Amin Dada sort de l'histoire africaine, mais aussi parce que la fragilité d'un continent divisé est apparue au grand jour.

Les Palestiniens auront une fois de plus été compromis par des éléments extrémistes dans une aventure qui risque de leur aliéner une partie de l'opinion publique mondiale au moment même où, malgré les efforts de leurs leaders les plus modérés, l'affaire libanaise les met en situation de faiblesse.

Dans son éditorial, le « Financial Times » écrit notamment : « Sur le plan militaire, ce sauvetage rappelle que l'intervention par la force des armes peut réussir alors qu'il est devenu de bon ton de penser que la force est contraire à l'efficacité. »

L'affaire d'Entebbe marque une évolution de la guerre larvée qui continue de sévir en tout point sur la planète. Déjà, lors du dernier conflit mondial, les opérations de commandos avaient montré que de petites troupes d'hommes bien entraînés et très déterminés pouvaient remporter, à peu de frais, des victoires plus décisives que les gros bataillons. Les « amateurs » britanniques du colonel David Stirling, dans leur raid derrière les lignes italo-allemandes de la Libye, avaient obtenu des succès d'aviation et de réserves de commandos que les bombardements de la R.A.F. Du côté allemand, Otto Skorzeny, même s'il a quelque peu gonflé ses mérites personnels, a en libérant Mussolini de son hôtel-prison du Gran-Sasso, en enlevant en plein Budapest le chef de l'Etat hongrois, le régent Horthy, marqué en quelques heures des points sur la carte d'une guerre pourtant déjà perdue. Dans la « période française » de la guerre du Vietnam, les opérations secrètes ou discrètes à l'arrière des lignes ont joué un rôle non négligeable.

Aujourd'hui, les opérations à petite échelle sont devenues fréquentes. Les grandes nations, encombrées par un arsenal nucléaire trop puissant et trop lourd de dangers suicidaires, se battent à coups de services secrets, non sans leur donner parfois une autonomie redoutable. Mais elles ont quelque peine à aller au-delà, gênées par l'entrecroisement de leurs alliances et de leurs intérêts, les terribles dangers de leurs mutuelles suspensions.

Les faibles et les fanatiques usent de petits groupes terroristes, dont la tâche est facilitée par la vulnérabilité des objectifs qu'ils visent.

Passé maître dans la tactique du commando, Israël a toujours su jouer — il le lui fallait bien — du petit nombre contre le grand, de la surprise contre la passivité. L'affaire d'Entebbe marque un nouveau pas dans l'escalade des opérations ponctuelles : mener en quelques heures à 4 000 kilomètres de son territoire une affaire de ce genre est un exemple qui sera médité par les gouvernements et leurs conseillers militaires.

La lutte contre le terrorisme a marqué, de façon éclatante, un point. Mais certains règlements de comptes entre nations pourraient bien, après ce succès de la technique et de l'audace, prendre une forme nouvelle.

La crainte d'une surprise renforcera encore la suspicion dans un monde qui voit que les preneurs d'otages ne sont pas seuls à ignorer les distances et les frontières. Obsédés pendant des années par l'état, la construction en l'achat de machines de plus en plus coûteuses et complexes, il redécouvre que les hommes comptent.

- Le gouvernement Rabin se trouve renforcé
- L'Organisation africaine est menacée d'une nouvelle crise

L'audacieux raid de commando qui a permis de libérer les cent deux derniers otages de l'Airbus d'Entebbe a suscité en Israël une joie générale. « L'opération d'Entebbe a été la contribution d'Israël dans la lutte mondiale contre le terrorisme », a déclaré M. Itzhak Rabin devant la Knesset. La déclaration du premier ministre a été approuvée par M. Begin, leader de l'opposition nationaliste de droite, qui a exalté « l'unité nationale qui s'est manifestée à cette occasion ».

Dans le monde occidental, la satisfaction est quasi générale. En revanche, la consternation règne à Port-Louis (île Maurice), où se tient le « sommet » de l'O.U.A. L'agence Tass a qualifié pour sa part l'opération de « nouvel acte de piraterie », et l'Égypte, contrairement à la majorité des pays arabes, qui se sont abstenus de commenter l'opération — a dénoncé le raid comme étant une « agression contre le monde africain ».

L'opération avait été préparée dans le plus grand secret, et les autorités françaises, qui poursuivaient des négociations en vue de la libération des otages, affirmant qu'elles n'en ont été informées qu'après son déroulement.

Le raid a fait une trentaine de tués : une vingtaine de soldats ougandais, un officier israélien, trois otages et les sept pirates de l'air.

« Stupéfiante opération », « acte qui relève de la fiction », « acte avec imagination », « courage » et « audace ». La presse internationale, à quelques exceptions près, ne tarit pas d'éloges pour l'armée d'Israël et pour le raid sur l'aéroport d'Entebbe, que le premier ministre, M. Rabin, n'hésite pas à qualifier de « légende ». Il mériterait d'être chantée par les futures générations.

L'admiration dont témoignent la plupart des chroniqueurs étrangers n'est pas excessive. L'exploit est, en effet, de taille, sur le plan technique. Ses résultats sont brillants. Il y a eu, certes, une trentaine de morts (dont une vingtaine de militaires ougandais), mais plus d'une centaine d'otages innocents ont été sauvés. Si les masses médias et, grâce à elles, l'opinion mondiale, ne retiennent essentiellement que l'aspect spectaculaire de l'entreprise.

ERIC ROULEAU.
(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

LE REFUS

Ce n'est pas tellement l'exploit, qu'on ne peut s'empêcher d'admirer dans l'opération israélienne sur Kampala ; il y a eu d'autres en d'autres temps. Ce n'est pas non plus cette technique raffinée du coup de poing à la Postnikovski, que M. Shimon Peres semble vouloir élever au statut de l'ordre international.

Ce qui force le respect plus encore que l'admiration, c'est simplement l'irréductible refus de cette lâcheté universelle qui seule donne de la force à cette autre lâcheté qu'est la prise d'otages.

ROBERT ESCARPIT.

Les entretiens franco-allemands s'ouvrent à Hambourg

M. Giscard d'Estaing arrive, ce lundi 5 juillet, en début d'après-midi, à Hambourg, pour le « sommet » semestriel franco-allemand.

Le président de la République et le chancelier Schmidt auront trois conversations en tête à tête : ce lundi, pendant le déjeuner, puis de 16 heures à 18 heures et enfin mardi matin. M. Jacques Chirac et M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, se joindront aux entretiens de mardi qui se termineront par une séance réunissant les deux délégations. Pendant les tête-à-tête, les autres ministres qui accompagnent M. Giscard d'Estaing, MM. Pompidou (ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur), Sauvagnargues (affaires

étrangères), Fourcade (économie et finances), d'Ornano (industrie et recherche), Raymond Barre (commerce extérieur) et M. André Rossi (porte-parole du gouvernement), auront des entretiens parallèles avec leurs collègues allemands.

Lundi soir, le chancelier reçoit à dîner le président de la République et M. Chirac. Le président de la République offrira mardi un déjeuner en l'honneur du chancelier et regagnera Paris dans l'après-midi.

Au cours de ces entretiens (lire page 5), on fera naturellement le point de la conjoncture économique caractérisée par une certaine reprise.

De notre envoyé spécial
PAUL FABRA

Le chancelier Helmut Schmidt ne perd pas une occasion de faire valoir sans complexe cette supériorité.

(Lire la suite page 29.)

Après la reprise et avant les élections

I. — « Modell Deutschland »

Bonn. — La démocratie allemande est aujourd'hui sur la sellette. Ses censeurs, et notam-

ment le parti socialiste français, ont sans doute raison de lui reprocher quelques abus commis au nom du maintien de l'ordre constitutionnel. Mais personne ne songe à nier son existence. Les étrangers qui habitent la République fédérale savent que la démocratie, telle qu'on l'y pratique, n'est dans l'ensemble ni meilleure ni pire qu'ailleurs, c'est-à-dire dans le petit nombre de pays qui peuvent, comme elle, s'enorgueillir d'avoir de libres institutions.

Si toutefois on choisit d'abord la réalité multiforme sous l'angle de l'économie, on est amené à reconnaître un mérite particulier à cette démocratie-là. Elle est à peu près la seule à se révéler compatible avec la conduite d'une politique aussi rationnelle que possible en matière économique et financière. Presque partout ailleurs, il arrive toujours un moment où le ministre, le haut fonctionnaire, le confesseur ou le journaliste : telle mesure serait évidemment nécessaire pour combattre l'inflation, ou rétablir la santé des entreprises, mais il est politiquement impossible de la prendre !

D'où vient que, libre société, la R.F.A. se présente aussi sous les aspects d'un laboratoire d'économie politique où les décisions qui s'imposent finissent le plus souvent par s'imposer à l'esprit de tous ?

De notre envoyé spécial
PAUL FABRA

Le chancelier Helmut Schmidt ne perd pas une occasion de faire valoir sans complexe cette supériorité.

(Lire la suite page 29.)

AUX RENCONTRES DE LA ROCHELLE

John Cage sur son île

L'Amérique musicale, ce n'est pas seulement John Cage. Pas plus qu'on ne pourrait réduire à de la musique — du moins à ce que désigne généralement ce terme — les livres assemblages de sons qu'il donne aux uns à jouer et à entendre aux autres. — Il y a longtemps que pour moi les problèmes artistiques ne sont plus exclusivement d'ordre musical, mais avant tout social », précise Cage au cours de la rencontre organisée à la Rochelle le lendemain de l'exécution, au sens propre, d'« Atlas Exipitcalis » par l'Orchestre de la Résidence de la Haye, un orchestre parmi d'autres, victime des conséquences abusives de la hiérarchisation.

Sollicité par d'autres questions, John Cage ajoute : « Chaque être, et aussi bien chaque son, peut être considéré comme le centre de l'univers, il n'y a pas de foyer unique — l'œuvre — mais une multitude de centres qui doivent se respecter. Pour jouer une partition comme celle-ci, chacun doit être parfaitement libre. Comment puis-je dire

secrétaire général du P.C.E. et Camacho, dirigeant des commissions ouvrières, ont déclaré qu'il était difficile de se prononcer avant de connaître la composition du nouveau gouvernement, qui devrait être formé cette semaine. MM. Fraga Iribarne, ministre de l'Intérieur, et de Arellano ont déjà décidé de ne pas participer à la nouvelle équipe, qui pourrait être dominée par de jeunes « technocrates » proches de M. Lopez Bravo, ancien ministre des affaires étrangères et liés à l'« Opus Dei ».

De notre envoyé spécial

La Zarzuela, l'homme jeune — le nouveau chef de gouvernement n'a que quarante-trois ans, — le politicien presque sans passé et sans couleur, dont le visage aigu et souriant est scruté depuis ce lundi avec perplexité par les Espagnols.

Deux voix seulement au Conseil du royaume

Juan Carlos a, en revanche, décliné les candidatures proposées de MM. Federico Silva Muñoz, ancien ministre des travaux publics, et Gregorio Lopez Bravo, ancien ministre des affaires étrangères, les deux autres personnalités figurant sur la « liste ». Pourtant, ces deux chefs de file de « courants » très influents dans le système ont respectivement obtenu quinze et quatorze voix au cours des scrutins du Conseil du royaume. M. Adolfo Suarez douze voix exclusivement. C'est un indice intéressant. Le Conseil du royaume, organisme-clé dans la période de transition actuelle et composé en majorité de conservateurs, n'est certainement pas encore disposé à aller au-devant des désirs du souverain

ou à lui faciliter la tâche d'une manière excessive. Connaissant les préférences de Juan Carlos pour M. Suarez, les conseillers ont pourtant presque à l'unanimité plébiscité deux « anciens », deux vieux « routiers » du franquisme, dont le retour, au premier plan illustre parfaitement les négociations et les « alliances » qui se nouent à l'ombre des Cortès.

La situation politique et économique du pays, pour le moins délicate, plaide en faveur d'une solution rapide de la crise ouverte par le limogeage de M. Arias Navarro. Le nouveau gouvernement devrait être constitué avant la fin de cette semaine. Et c'est seulement l'analyse attentive de la liste des membres de la nouvelle équipe qui permettra de dire si la décision prise par Juan Carlos de remanier M. Arias Navarro ou non favorise une accélération de la marche à la démocratie.

Bien que ministre secrétaire général du Mouvement dans le précédent gouvernement, M. Suarez n'est pas à proprement parler un « phalangiste », si tant est que cette qualification ait encore un sens dans l'Espagne d'aujourd'hui. Les ultras de droite le considèrent d'ailleurs ouvertement avant sa nomination comme un « renégat » chargé de liquider avec élégance l'héritage du Mouvement. Chef du gouvernement, M. Suarez assume automatiquement la direction suprême de ce qui est encore, pour peu de temps, le parti unique du régime. L'une des premières conséquences de la promotion de M. Suarez pourrait bien être la disparition de la charge de secrétaire général du Mouvement, une nouvelle étape dans la mise en sommeil des institutions franquistes incompatibles avec un régime réellement démocratique.

MARCEL NIEDERGANG.

(Lire la suite page 6.)

LE PSYCHIATRE ET SON MALADE

Ce lundi 5 juillet s'ouvre à Paris le X^e Congrès international de psychiatrie. Il rassemblera, jusqu'en 10 juillet, plusieurs milliers de participants. A cette occasion nous commentons page 9 la publication d'une enquête de XAVIER WEEGER.

Passer l'été dans une famille américaine

Une dynastie américaine
Les Rockefeller

par Peter Collier et David Horowitz

Le 1^{er} a fait de l'argent.
Le 2^e a fait du bien.
Le 3^e a fait de la politique.
Les 4^e en ont marre.

Traduit de l'américain par Robert Morle et Morgan Morle - 608 pages (32 p. de photos) 49 F

SEUIL

LE RAID ISRAËLIEN

L'opération israélienne aéroportée d'Entebbe a été accueillie avec une satisfaction quasi unanime dans les pays occidentaux. Elle a en revanche été qualifiée d'acte de piraterie par les journaux soviétique et yougoslave. Les gouvernements arabes, à l'exception de l'Égypte, qui a condamné l'opération israélienne, ont évité de se livrer à des commentaires.

● **AUX ÉTATS-UNIS.** Le président Ford a adressé un message de félicitations au premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, affirmant sa profonde satisfaction devant la libération des passagers de l'avion d'Air France détourné et le fait qu'un acte de terrorisme « insensé » ait été déjoué.

● **EN GRANDE-BRETAGNE.** Witehall a maintenu ce que le « Guardian » appelle un

« silence étonnant ». Dans les milieux diplomatiques, signale notre correspondant à Londres, on ne doute guère que Washington comptait sur une réaction positive de la Grande-Bretagne et attendait que M. Callaghan fasse écho à la satisfaction exprimée par le président Ford. M. Reginald Maudling, porte-parole pour les affaires étrangères du « cabinet fantôme » conservateur, s'est félicité de la réussite de

l'opération. « Sans l'action audacieuse des Israéliens, a-t-il dit, il y aurait beaucoup plus de morts. Les pirates de l'air se sont rendus coupables d'un crime bestial contre des innocents, et tous les gouvernements arabes se sont dissociés de leur action ».

● **EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE.** Le chancelier Schmidt a adressé à M. Rabin un télé-

Les soldats ougandais et les terroristes ont été totalement surpris

a déclaré l'officier israélien qui commandait l'opération

Un raid audacieux de commandos israéliens — Entebbe se trouve à 340 kilomètres de Tel-Aviv — a permis, dans la nuit du samedi 3 au dimanche 4 juillet, de libérer, en Ouganda, les cent quatre derniers otages de l'Airbus d'Air France détourné le 27 juin, après l'escorte d'Athènes, sur la trajectoire Tel-Aviv-Paris. L'opération, mise au point par les services spéciaux de sécurité du « Shin Beth », n'a pas duré une heure sur le terrain.

L'ultimatum formulé par les auteurs du détournement expirait dimanche à 13 heures (14 heures, h. loc.). Les terroristes exigeaient que leur soient remis, sur l'aéroport d'Entebbe, cinquante-deux militants palestiniens ou pro-palestiniens détenus en Israël, en Allemagne fédérale et en Suisse. Samedi, les autorités israéliennes hésitent à entendre qu'elles étaient prêtes à négocier, et qu'un tel échange effectué dans les prisons de l'État hébreu. En revanche, on démentait en Allemagne fédérale tout préparatif de libération des six militants d'extrême gauche réclamés par les « pirates de l'air ». Aussi, c'est semble-t-il sous le couvert d'une simulation de restitution des prisonniers réclamés à Israël, que le commando aéroporté israélien a pu gagner l'aérodrome de Kampala.

Il était 23 heures lorsque les trois avions militaires Hercules C-130 qui transportaient les soldats israéliens, se sont posés à Entebbe. L'armée ougandaise ayant bénéficié naguère du concours de conseillers techniques israéliens, le commando disposait de tous les renseignements nécessaires pour pouvoir évoluer sur le terrain avec le maximum d'efficacité. Les combats ont été brefs et violents. « Les soldats ougandais et les terroristes ont été totalement surpris », a déclaré dimanche, dans une conférence de presse, le général Dan Shomron, qui dirigeait l'opération. « Nous estimons les pertes des forces ougandaises à une vingtaine de tués, et nous croyons avoir détruit entre six et dix avions de chasse Mig », a ajouté le général Mordchei Gur, chef d'état-major de l'armée israélienne, en précisant que tous les pirates de l'air, « qui étaient au nombre de sept », avaient été tués « presque immédiatement ».

Un officier israélien a été tué au cours des affrontements. Trois otages sont morts et onze autres ont été blessés. Sept ont dû être hospitalisés. Deux des otages tués sont de nationalité israélienne. Il s'agit de M. Jacques Mimouni (qui avait la double

nationalité, israélienne et française), et de Mlle Ida Borkovitch. Le troisième a succombé à ses blessures à Nairobi, et son identité n'a pas été révélée.

Interrogé sur les circonstances auxquelles les trois otages ont trouvé la mort, le général Shomron a expliqué que lorsque les commandos forcèrent l'entrée de l'aérogare, ils crièrent à tous les otages de rester couchés à plat ventre.

« L'obscurité était totale, et terroristes, israéliens et ougandais étaient entremêlés dans la salle où se trouvaient les otages. Je sais cependant, a poursuivi le général, qu'un des otages a été atteint lorsque, ayant perdu son sang-froid, il se leva et se précipita vers la sortie. Il fut atteint par une balle des terroristes. Toutefois, ceux-ci n'eurent pas le temps de lancer des grenades ».

Une antenne chirurgicale au Kenya

Sur la route du retour en Israël, l'unité militaire aéroportée a fait escale sur l'aérodrome d'Embasak, au Kenya, où un Boeing 707 avait débarqué précédemment une antenne chirurgicale de campagne. Les trois Hercules C-130 se sont posés à 1 heure du matin. Ils devaient repartir deux heures plus tard, ainsi que le Boeing 707 après que plusieurs blessés eurent été opérés.

A 7 h 35, dimanche, le premier avion ramenant des otages libérés atterrissait à l'aéroport de Lod, près de Tel-Aviv, où il était attendu par le premier ministre, M. Yitzhak Rabin. Les autres appareils se posaient dans la cour de la maternité.

Quatorze des quatre-vingt-quatre otages valides ont pris place en fin d'après-midi dans le Boeing-707 régulier assurant la liaison Tel-Aviv-Paris, sans escale. Les douze membres de l'équipage de l'Airbus ont fait de même. Tous sont arrivés dans la soirée à Orly.

Le maréchal Amin, chef de l'Etat

ougandais, qui avait regagné samedi matin Kampala, a envoyé dimanche un message au « sommet » de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), réuni à Port-Louis pour annoncer qu'il avait demandé la convocation immédiate du Conseil de sécurité des Nations unies. Quelques heures auparavant, il avait eu une conversation téléphonique avec un journaliste israélien de Maariv, M. Uri Dan, et lui avait déclaré : « J'ai tout fait pour aider Israël, et Israël m'a répondu en me faisant du mal. » Selon la journaliste, le chef de l'Etat ougandais était « plutôt théorique dans sa déception, dégoûté comme un boudin ».

Dimanche soir, le président Amin a confirmé dans un communiqué lu à la radio nationale que vingt militaires avaient trouvé la mort lors du raid israélien, et que les sept terroristes — deux allemands et cinq palestiniens — avaient été tués. Treize soldats ougandais ont été grièvement blessés.

« Nos forces, a encore déclaré le maréchal, n'ont pas voulu tirer sur les appareils israéliens, parce que nous ne voulions pas que les gens innocents qui se trouvaient à l'intérieur soient tués ».

Après avoir signalé la destruction, par les commandos israéliens de plusieurs avions ougandais — il n'en a pas donné le nombre exact — le président Idi Amin a lancé un appel aux pays du tiers-monde et aux pays d'Afrique, pour qu'ils condamnent le Kenya, coupable d'avoir autorisé les avions israéliens à faire escale à l'aéroport de Nairobi.

Les chiffres des pertes ougandaises données par le chef de l'Etat sont inférieures au bilan communiqué quelques heures auparavant au « sommet » de l'O.U.A., réuni à Port-Louis, par le ministre ougandais des affaires étrangères, M. Juma Ory. Celui-ci avait affirmé qu'une centaine de militaires ougandais avaient été tués, et que l'aéroport d'Entebbe avait été complètement détruit. A.F.P., A.P., Reuters.

Les témoignages des rescapés font apparaître une complicité entre les Ougandais et les terroristes

Une foule nombreuse se pressait dimanche soir à juillet à Orly pour accueillir quatorze des passagers de l'Airbus détourné le 27 juin, et les douze membres de l'équipage.

A 21 heures 55, le Boeing 707 des lignes régulières d'Air France atterrissait.

A leur descente d'avion, les passagers ont été salués par M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, par François-Poncet, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, et M. Gazit, ambassadeur d'Israël à Paris.

Quelques minutes plus tard, les rescapés étaient accueillis dans le salon archaïque du pavillon d'honneur aux cris de « Israël », « Israël ».

Cet hommage au président de la République ougandaise contraste avec les témoignages des otages. Tous, en effet, ont insisté sur la « complicité » qui aurait régné entre les soldats et les autorités ougandaises, d'une part, et les membres du commando pro-palestinien, d'autre part.

« Nous n'avons pratiquement rien vu »

L'un des otages, M. Jacques Gauthier, a fait état d'une division des tâches de surveillance entre les membres du commando et les soldats ougandais : les premiers assuraient, selon lui, la surveillance rapprochée des otages, les seconds la surveillance à distance. Un autre otage a déclaré : « Ceux qui gardaient les Israéliens étaient non seulement le commando, mais des soldats ougandais. S'il n'y avait eu que cinq personnes pour nous surveiller, nous aurions pu les anéantir nous-mêmes. Mais il y avait les soldats du maréchal Idi Amin Dada. Les Israéliens détenus ont eu plus peur des Ougandais que des pirates de l'air. » Un troisième a affirmé que des échanges d'armes avaient eu lieu entre soldats ougandais et membres du commando.

Quant au déroulement de l'intervention israélienne, tous les otages n'ont pas eu conscience de ce qui arrivait. « Nous avons tout de suite pensé à déclarer l'un d'eux, que c'étaient les Israéliens qui avaient monté une opération sur l'aéroport, lorsque nous avons entendu les premiers coups de feu. Eux seuls, à notre avis, avaient pu tenir cette action. Nous n'avons pratiquement rien vu, dans le hangar où nous nous trouvions ».

Un autre a affirmé : « Ce n'est qu'en entendant des ordres donnés en hébreu que nous avons interprété les bruits que nous avions entendus auparavant. Une demi-heure après le départ, nous étions dans les cantons qui nous menaient aux avions ».

Après avoir accompli les formalités, en particulier les déclarations de perte de bagages, les otages ont quitté les uns après les autres l'aéroport en compagnie de leur famille. Dans un coin, un parent d'un jeune otage scabell de questions un responsable d'Air France : « Comment se fait-il que vous fussiez si peu de cas de la sécurité de nos enfants, en tout cas beaucoup moins que les autres compagnies ? » L'homme interpellé multipliait les dénégations et protestations de bonne intention. Lorsque l'un de ses collaborateurs entra à l'écart : « Faites attention, tout ce que nous disons est enregistré ».

LES RESCAPÉS ARRIVÉS À PARIS DIMANCHE SOIR

LES PASSAGERS — Silver Ayache, Aline Benichou, Annie Bonafant, Fabienne Chatelet, Jean-Marie Dahan, Anne-Marie Delol, Evelyn Dina, Monique Epstein, Jacques Gauthier, Maryse Levy, Michaël Livni, Amar Sahel, Hélène Welli, Gilbert Wolf.

L'EQUIPAGE — Commandant de bord : Michel Besson ; pilote : Daniel Lom ; mécanicien navigant : Jacques Lemoine ; chef de cabine : Daniel Courriel ; chef de cabine : Bernard Coste ; hôtesse : Mme Marie-Christine Bonchard, Lydie Devine, Azne Franking, Mlle Pierrette Violet ; stewards : Gérard Gabas, Patrick Palanca, René Peschet.

Assaillis par des dizaines de cameramen, photographes et journalistes, ils se pressaient dans la cohue de retrouver parent ou amis. Le plupart semblaient épuisés.

Un hommage au président de la République ougandaise

Pendant ces scènes de retrouvailles, M. Jacques Lemoine, officier mécanicien de l'Airbus d'Air France, a fait, au nom de l'équipage, la déclaration suivante : « L'épreuve d'une semaine que nous venons de subir avec nos passagers peut se scinder en trois phases : 1) Le détournement de l'avion, peu après le décollage d'Athènes, par un commando de quatre membres, dont une femme, se réclamant du mouvement de libération de la Palestine (mouvement Che Guevara). Ce détournement, d'une durée de vingt-sept heures, nous a conduits à Entebbe, en Ouganda, après une escale à Benghazi. En dehors du climat inhérent à l'attente proprement dite, l'attitude de nos commandos était stricte pendant la suite du vol. 2) Notre détention à Entebbe s'est déroulée dans des conditions décentes. A cet égard, nous devons rendre hommage au président Idi Amin Dada pour son souci constant visant à assurer notre sécurité, notre confort matériel et sanitaire : c'est ainsi qu'une infirmerie et une infirmière ont été détachées à notre seule disposition. 3) Notre libération par l'armée israélienne survenue la nuit de samedi à dimanche, comme vous avez pu l'apprendre dès les premières heures de la matinée ».

● **Le porte-parole de l'ambassade d'Israël à Paris, M. Primor,** a affirmé dimanche soir sur TF1 qu'il avait réellement cherché à négocier avec les gouvernements impliqués dans le détournement de l'Airbus français sur Kampala. Il a ajouté que le maréchal Idi Amin Dada avait été un « complice de l'opération. Il a des preuves irréfutables de l'aide de l'Ouganda, avec des armes, du matériel et finalement avec l'armement, pour aider le terrorisme. Ce terrorisme dont la victoire ne peut être une défaite pour le monde civilisé. La victoire du chantage ne peut être que destructrice pour le monde libre, et face à la folie des événements à Entebbe, il est évident que des négociations ne mèneraient à rien ».

● **RECTIFICATION.** — Ce n'est pas avec le général Bar Lev, ancien chef d'état-major israélien, que le maréchal Amin se serait entretenu, selon des dépêches d'agence, entre-tout au téléphone la semaine dernière au sujet des otages d'Entebbe, mais avec le colonel Bar Lev, ancien chef de la mission militaire israélienne en Ouganda.



(Dessin de PLANTU.)

« UN COUP DE MAIN VA-ET-VIENT »

« Un coup de main va-et-vient », c'est ainsi que tous les services « action » des services spéciaux, dans le monde, baptisent des opérations analogues à celle des Israéliens sur l'aéroport d'Entebbe.

Une telle intervention suppose un secret opérationnel absolu, dès le départ, pour bénéficier de la surprise et, surtout, la réunion de spécialistes entraînés que fournissent généralement les services « action » ou les troupes d'élite, comme les parachutistes ou les commandos. Les renseignements collectés au préalable permettent d'avoir été fournis par les techniques israéliennes qui ont, dans le passé, collaboré à la construction de l'aéroport d'Entebbe et par des « otages », précédemment libérés, qui ont pu donner des indications sur la position des troupes ougandaises, leur armement ainsi que sur le nombre, la détermination et l'équipement des ravisseurs palestiniens. Dès lors, ces renseignements servent à reconstruire les lieux — au besoin par l'étude d'une « maquette » préalable — et à distribuer les missions à chacun des membres du commando.

Si l'on tient compte du chargement possible des avions Hercules, on peut estimer que les Israéliens ont été en mesure de grouper jusqu'à cent cinquante « intervenants » — c'est un maximum — répartis en commandos d'attaque pour la prise de l'aéroport, en commandos de sabotage pour la destruction des avions de chasse ougandais susceptibles de s'en prendre ensuite aux appareils israéliens et en commandos de protection pour la récupération des « otages » et des blessés. Le fait de devoir embarquer, au retour, un nombre important de passagers a obligé les équipages des Hercules israéliens à prévoir une escale technique de relais et de ravitaillement.

La plupart des grands pays disposent de tels moyens de commando, surtout depuis que la pratique des otages se répand. Ces moyens résultent généralement de la conjugaison des services spéciaux et de l'armée régulière.

En France, de tels moyens existent, et leur emploi ne peut dépendre que de la seule autorisation du chef de l'Etat, comme l'a démontré l'affaire du rapit des avions de Djibouti, le 3 février dernier, pour laquelle M. Valéry Giscard d'Estaing avait donné son accord à l'envoi sur place de tirailleurs d'élite de la gendarmerie, de la 13^e demi-brigade de la Légion étrangère et du 2^e régiment étranger de parachutistes.

Contre cette nouvelle forme de guérilla et de terrorisme, la France dispose, pour intervenir à l'étranger, des agents du service « action » du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), qui reçoivent leur entraînement au camp du Cercotien, près d'Orléans, et de détachements de la 11^e division parachutiste stationnée dans le Sud-Ouest. En particulier, l'armée française met actuellement sur pied des unités d'intervention composées entièrement d'engagés et elle dispose du Groupement opérationnel de la Légion étrangère (le G.O.L.E.), cantonné à Bonifacio, en Corse.

Il reste que la principale difficulté à laquelle se heurte une intervention rapide et courte de la France réside dans l'insuffisance de ses moyens d'aéroport. Basée principalement sur le cargo-bombardier Transall, qui a des performances moindres que celles de l'avion Hercules, une telle intervention exigerait la réunion d'autres moyens de transport aérien comme la réquisition des avions commerciaux ou l'utilisation des quadricoptères Douglas DC-8 et KC-135 de l'armée de l'air française. — J. L.

LES RECORDS DE L'AVION HERCULES

Produit à plus de mille quatre cents exemplaires depuis son premier vol en 1954, le cargo militaire quadricoptopropulsé Hercules C-130 a été conçu par la société américaine Lockheed pour les besoins, à ce jour, de trente-huit pays au total. L'armée israélienne est actuellement dotée d'une quinzaine d'avions de ce modèle. Elle les a reçus, pour les premiers exemplaires, pendant la guerre d'octobre 1973 en deux versions : la version E et la version H pour le transport de troupes et des missions de sauvetage.

Exploitant, à l'époque, le choix de l'avion Hercules, l'état-major israélien a toujours affirmé son désir de pouvoir lancer une opération aéroportée aussi loin de son territoire que le sont la Libye ou le Koweït. Le Hercules E emporte une charge marchande maximum de 20,5 tonnes ou il peut larguer jusqu'à seize-vingt-quatre parachutistes. En version pour passagers, ce même avion transporte jusqu'à quatre-vingt-deux hommes d'infanterie.

L'altitude de croisière économique de l'avion se situe entre 6.800 et 10.500 mètres et la vitesse maximum est de l'ordre de 350 kilomètres à l'heure.

Selon le type des opérations qui lui sont confiées, l'avion Hercules a longtemps détenu certains records. Il a, par exemple, été capable d'atterrir par parachute, au-dessus de la base d'El Centro (Californie), à 3 mètres au-dessus du sol, un colis de 25 tonnes. De même, il détient le record mondial du saut multiple en chute libre, avec neuf parachutistes du Marine Corps, lâchés à 13.400 mètres. Enfin, un avion Hercules de l'armée de l'air américaine a volé sans escale de l'île de Guam, dans le Pacifique, jusqu'à Wayne County (Michigan), soit 10.000 kilomètres. Sur la distance de Washington à Paris, soit 7.000 kilomètres, un avion Hercules a transporté jusqu'à 12.500 kilos.

Les bagages nylon de Lancel.

575 F 360 F 375 F

LANCEL

Opéra (parking Paramont)
Rond-Point des Champs-Élysées (parking Matignon)
C.I.P. Porte Maillot - Parly 2 - Vélizy 2 - Créteil
lyon Part Dieu et rue de la République-Nice
Dépositaires officiels - Liste sur demande

مكتبة الأنجلو

07.10.1976

RAID ISRAËL

5 rescapés font apparaître l'Ougandais et les terroristes

Nous n'avons pas encore vu...



COUP DE MAIN VA-ET-VIENT

SUR L'AÉROPORT D'ENTEBBE

gramme pour le féliciter du succès du raid israélien. De son côté, M. Willy Brandt, président du S.P.D. et ancien chancelier, a estimé que le 4 juillet « restera une date importante de la confrontation avec le terrorisme dans le monde ». Les chefs des grands partis de la R.F.A. ont exprimé une satisfaction analogue à celle du gouvernement.

● EN UNION SOVIÉTIQUE, le détournement de l'appareil d'Air France n'a entraîné aucune condamnation officielle. Mais l'agence Tass a décrit l'opération des commandos israéliens sur l'aéroport d'Entebbe comme « un nouvel acte de piraterie commis par les terroristes israéliens (...) sous prétexte de libérer les passagers de l'avion détourné ».

● EN YUGOSLAVIE, à Belgrade, l'organe officiel du parti, l'Unité, dimanche soir

qu'Israël avait grossièrement violé l'intégrité territoriale de l'Ouganda. Le journal réserve une place importante aux déclarations et aux réactions du président Idi Aminé, qui fut, fin avril, l'hôte du président Tito.

● EN ÉGYPTE, M. Ismail Fahmy, ministre égyptien des affaires étrangères, a condamné l'opération d'Entebbe, qu'il a qualifiée d'« agression militaire israélienne contre l'Ouganda ».

« Cette agression préparée par le gouvernement israélien et ses forces armées, a-t-il ajouté, ne peut en aucun cas être comparée à des actions individuelles menées par des personnes irresponsables. » Le ministre égyptien a déclaré que son pays réprobat toute opération terroriste ou détournement d'avion, mais qu'il condamne de même « la démonstration terroriste de type théâtral d'Entebbe ».

JÉRUSALEM : l'armée a retrouvé tout son prestige

De notre correspondant

Jérusalem. — Les Israéliens estiment que par leur étonnante prouesse de la nuit de samedi à dimanche, les commandos de l'opération d'Entebbe ont rendu à l'armée d'Israël, tout son prestige, que la guerre du Kippour avait sérieusement amoindri aux yeux de la nation.

Lorsque, pour la première fois, la radio a diffusé, dimanche à trois heures du matin, le communiqué officiel confirmant la nouvelle du raid et son succès, les milliers de foyers endormis par copieux d'heureuse nouvelle. Des premières heures de l'aube, les gens se congratulaient dans la rue, en retrouvant une formule un peu oubliée depuis un certain jour d'octobre 1974 : « Et l'honneur de l'armée ! » (Honneur à l'armée d'Israël !)

L'armée avait aussi sorti le pays d'un affreux dilemme : il fallait, certes, pour une nouvelle et sanglante tragédie, ou pour la cascade de périls qu'aurait entraînée une victoire des pirates de l'air palestiniens.

Des amis rencontrés à Jérusalem dans la nuit de samedi, après une absence de quelques semaines, nous avaient décrit le moral du pays en des termes particulièrement sombres : « Nous avons, c'est bien connu, un gouvernement incapable de prendre une décision. Mais avec cette affaire de Kampala, personne ne voudrait être à sa place. Cette fois, c'est bouché. » Tous les Israéliens interrogés partageaient un profond pessimisme. S'il était impensable à leurs yeux que les otages soient délibérément sacrifiés, le prix qu'il faudrait payer pour leur sauver la vie risquait d'entraîner rapidement le pays dans un tourbillon mortel. De main, disait-on, c'est un car d'écoliers qui pourrait être intercepté à Paris, à Londres, à Bruxelles, par des Palestiniens, qui réclameraient, en échange de la libération des enfants, l'annulation du Golan, ou encore que leur soit livré Mme Golda Meir ou le général Dayan.

L'idée d'une action militaire à quelque 4 000 kilomètres du territoire israélien, en pays hostile, au cœur d'une région inamical, n'était alors l'œuvre d'un esprit de personne, ce qui fut dit des premières heures de dimanche. Si tout le monde s'accorde pour juger que l'opération relève de la fiction, personne, parmi ceux qui pourraient le faire, n'est disposé

à lever le moindre pan du mystère qui l'entoure. Le ministre de la défense, M. Shimon Peres, le général Mordechai Gur, commandant en chef, et le général de brigade Dan Shomron, qui a commandé le raid sur le terrain, ont répondu à des dizaines de questions des journalistes sans précéder de la moindre phrase.

Pour M. Peres, la complicité du maréchal Amin Dada avec les ravisseurs de l'Airbus ne fait pas de doute : « Les ravisseurs, a-t-il dit, étaient quatre lorsque l'avion a été détourné, l'un d'eux, au-dessus d'Athènes, et leur nombre a doublé ou presque à l'aéroport d'Entebbe ». Les Palestiniens, selon M. Peres, appartiennent à l'organisation que dirige M. Wadhi Haddad, « membre de l'Internationale de la terreur ».

M. Peres a évoqué les deux problèmes qu'il a fallu surmonter : « Cette fois, a-t-il dit, l'armée a parcouru la distance la plus longue qu'il ait jamais parcourue pour une action quelconque, près de 4 000 kilomètres de ses bases. D'autre part, il a dû se contenter du temps le plus court dont il disposait pour une action sérieuse. En un ou deux jours, et des nuits très courtes, l'état-major général a dû trouver des solutions à des problèmes auxquels nous n'avions pas été préparés, réunir les moyens d'action et monter une opération que le général Gur a qualifiée de « vague calculée ».

Dans la conclusion de sa déclaration préliminaire, le ministre a rendu hommage à l'équipe de l'Airbus d'Air France, et affirmé avec force que le raid sur Entebbe était une victoire israélienne, et que tous les risques qu'elle comportait incombent à Israël, de même que son succès revient exclusivement à Israël.

Cette affirmation, reprise dans la journée par M. Itzhak Rabin, tendait à mettre un terme aux rumeurs faisant état de concours, sinon de « complicités », dont Jérusalem aurait bénéficié.

Le premier ministre a affirmé d'autre part que son gouvernement « était sincèrement désireux de négocier avec les terroristes, mais que la décision d'agir militairement n'a été prise qu'après que les négociations se soient épuisées ». « Dès qu'il nous est apparu qu'une solution militaire était réalisable, en dépit des risques énormes qu'elle impli-

Les commentaires de la presse

En France...

L'HUMANITÉ : la loi de la jungle.

« En agissant ainsi les autorités israéliennes (et leurs leaders) se placent sur le terrain des auteurs du détournement. Le droit international n'est plus que chiffon de papier. L'indépendance est fustigée aux pieds. Les crimes des pirates de l'air — que nous avons chaque fois condamnés avec la sévérité que méritent — ne sauraient autoriser aucun État à faire régner la loi de la jungle. » (JACQUES GOURAUD.)

L'AURORA : une initiative payante.

« Ce qui compte, c'est, pour Israël, d'avoir illustré sa légende, de s'être imposé à son peuple, de servir de base de départ aux soldats de Tsahal, il est ouvert à tous, à ceux qui ont été admis après l'attaque d'Entebbe, qui s'est fait la nuit, et qui a permis de ramener à Tel-Aviv soldats et otages libérés si les Israéliens n'avaient pas consenti à fournir le carburant. »

Il est, d'autre part, difficile d'admettre que le poste d'observation français de Djibouti n'ait rien décelé sur ses radars du passage de l'Airbus, mais les gros avions de transport militaires à faible distance.

Quoi qu'il en soit, l'arrivée des parachutistes israéliens à Entebbe a totalement surpris les sept Palestiniens et les quatre-vingts Ougandais qui entouraient les otages. Le combat a été rapide et, comme l'a dit le général Shomron, plus facile à mener qu'à élaborer. Aucun des passagers de l'Airbus ne s'attendait à l'intervention des commandos israéliens.

Quarante minutes plus tard, les Hercules s'envolaient en direction de Nairobi, où des blessés ont été soignés. Les cent deux otages et les douze membres de l'équipe d'Air France étaient accueillis dans une joie bruyante, vers midi. Le premier ministre a affirmé qu'un aéroport militaire israélien.

On compte en tout quatre morts, trois parmi les otages, et un parmi les militaires israéliens : le capitaine de réserve et ancien pilote qui commandait l'élément qui s'est lancé à l'assaut des ravisseurs et des soldats ougandais.

ANDRÉ SCHEMAMA.

THE TIMES (Londres, indépendant) : Israël a eu raison, mais...

« Ce fut un acte d'un grand courage mené avec un grand savoir-faire. Mais était-ce un acte juste ? Il faut poser cette question à froid, car il ne s'agit pas d'un simple fait d'armes, mais aussi d'une action politique aux nombreuses implications. (...) « Politiquement, Israël a eu parfaitement raison (...) et a rendu un service au plan international en réussissant. (...) Mais il faut faire deux réserves. D'abord, l'opération était justifiée, elle aurait pu échouer et coûter la vie de tous les otages, de tous les soldats israéliens et de bien d'autres personnes. (...) Ensuite, on pourrait objecter à la répétition d'une telle action. Dans le cas où un gouvernement ferait de son mieux, mais ne serait pas d'accord avec le gouvernement israélien sur la procédure, la tactique ou les buts poursuivis. »

FINANCIAL TIMES (Londres, organe de la City) : un triomphe qui peut tourner à la tragédie si...

« Aussi naturelle qu'elle soit, l'admiration pour la détermination et l'esprit de suite d'Israël ne peut pas être la seule réaction. Les Israéliens se sont très brillamment d'une situation donnée, mais une question plus fondamentale se pose : celle de savoir comment une telle situation est née. Le détournement a été fait par un groupe minoritaire de Palestiniens. Il n'y a aucune raison de croire que les extrémistes palestiniens seront éliminés uniquement en organisant des opérations antiterroristes. Au contraire, de nouveaux groupes continueront à se former aussi longtemps que la cause des Palestiniens ne sera pas résolue. Et il faut se rappeler qu'ils n'ont pas l'intention de livrer à une éradication. »

« Le problème du Proche-Orient ne trouvera un début de solution que lorsque les dirigeants palestiniens modérés auront l'espoir d'un règlement négocié. Le sauvetage d'Entebbe tournera à la tragédie plus qu'à un triomphe s'il a pour résultat d'encourager les Israéliens à ignorer cette réalité. »

FRANKFURTER ALLGEMEINE (Frankfurt, proche des milieux d'affaires) : une situation désespérée transformée en triomphe.

« Une fois de plus les Israéliens ont su transformer en triomphe une situation désespérée. Leur coup de main a démontré la précision de leur planification militaire et la valeur de leurs forces armées. (...) Les Etats porteurs probablement devant les Nations unies cette affaire dont le préambule a été fourni par la carence des membres de l'ONU à s'engager à lutter contre le terrorisme sur le plan international. (...) Un règlement du conflit du Proche-Orient ne sera nullement facilité par un appui des terroristes. De tels appuis ne favorisent pas la cause palestinienne. Les ennemis les plus acharnés d'Israël — qu'ils soient arabes ou africains — devraient le comprendre. »

DIE WELT (Bonn, indépendant de droite) : seul Israël en était capable.

« Le hardi coup de commando des Israéliens était préparé par des professionnels, mais impliquait des risques énormes jusqu'à sa conclusion. Toute ruse de guerre, toute manœuvre de camouflage sont naturellement permises face aux terroristes. C'est pourquoi on se laisse aller dans des « négociations » comme lors d'affaires antérieures. Le temps gagné fut utilisé pour planifier et préparer. L'attaque vint comme éclair, dans une situation d'attente. Seul Israël est pour le moment en mesure d'exécuter de telles actions. Les Européens n'avaient rien entrepris d'analogue sur le plan militaire. Il leur manquait le moral et la liberté que procurent le sentiment tragique de la vie, l'expérience historique des Juifs. »

SÜDDEUTSCHE ZEITUNG (Munich, libéral de gauche) : le droit des hommes passe avant le droit des peuples.

« Dans l'histoire du terrorisme moderne à l'échelle du globe, la fin du drame des otages d'Entebbe marque une césure : pour la première fois, un État a libéré par la force ses ressortissants retenus dans un autre pays comme gages et instruments de chantage pour la libération de terroristes. La victoire sur le terrorisme, après le premier soulèvement, pourrait entraîner pour Israël et pour les autres États, des complications politiques et militaires qui entraîneraient de nouveaux sacrifices. »

« La complicité d'Amin avec les ravisseurs doit passer au second plan les aspects de droit international de l'entreprise. Mais elle ne les liquide pas. On ne doit pas, dans la discussion, omettre deux facteurs : l'attaque israélienne visait d'abord les terroristes et non pas l'Ouganda. Et le droit des hommes, en de telles situations, passe avant le droit des peuples. »

Le gouvernement Rabin se trouve renforcé

(Suite de la première page.)

Si paradoxal que cela puisse paraître, les dirigeants du mouvement palestinien ne devraient pas être mécontents. En dernière analyse, l'épilogue d'Entebbe, certes, ils peuvent le regretter que la victoire éclatante des Israéliens ne porte atteinte au moral des Palestiniens, en particulier dans les territoires occupés. Mais si l'opération s'était soldée par le succès des terroristes, le tort qu'aurait subi la résistance aurait été bien plus étendu. Non seulement parce que les ravisseurs de l'Airbus appartiennent très probablement à un

groupuscule, dirigé par M. Wadhi Haddad, en rupture de ban avec le Front populaire de libération de la Palestine, et dont l'hostilité à l'O.L.P. est de notoriété publique, mais surtout parce que l'événement survenait à un moment où le mouvement palestinien est engagé dans un combat crucial au Liban.

C'est pourquoi, sans doute, le représentant M. Arafat, en France, M. Ezzedine Kallak, a condamné, dès le détournement de l'appareil, cette « opération spectaculaire » dans laquelle une « tentative destinée à ébranler l'image de la résistance palestinienne et à détourner l'attention de l'opinion mondiale du conflit au Liban ».

Il est, en tout cas, bien connu que les principaux dirigeants du mouvement palestinien sont parvenus à la conclusion, depuis 1973, que le terrorisme international leur est préjudiciable, d'autant plus que l'O.L.P. a acquis une « respectabilité » internationale qui s'est manifestée notamment par l'accueil triomphal qu'a reçu Arafat à l'ONU, à l'automne de 1974.

Il est de bonne guerre sans doute que M. Rabin et ses amis tentent d'exploiter politiquement le tour de force que vient d'accomplir leur armée, qu'ils tiennent à croire que la poignée d'hommes qui entourent M. Wadhi Haddad sont d'authentiques représentants de l'ensemble de la résistance palestinienne, pour justifier leur refus de reconnaître ou d'engager le moindre dialogue avec l'O.L.P. S'il est douteux qu'une telle argumentation ait quelque influence sur les gouvernements étrangers favorables à un compromis israélo-palestinien, il paraît d'ores et déjà évident qu'une bonne partie de l'opinion israélienne a été confirmée dans sa conviction que les Fatah sont tous des terroristes qui ne comprennent que le langage de la force ».

Le drame d'Entebbe a déjà servi M. Rabin. Il est parvenu, en quelques heures, à rétablir la cohésion de son gouvernement, qui ébranlé sous le poids de redoutables problèmes politiques, économiques, financiers et sociaux. Les observateurs sont unanimes pour constater que jamais depuis la guerre de Six Jours « l'union sacrée »

SERVICES SECRETS CONTRE FLN

Erwan Bergot

Le dossier rouge

L'Algérie brule.

Parachutistes et légionnaires se battent dans les djebels. Les services spéciaux français reçoivent l'ordre de traquer le FLN jusqu'en Europe.



ERIC ROULEAU.

● Mlle Catherine Lévy, est ingénieur du C.N.R.S. retenue en gage à Entebbe (Ouganda) depuis le 23 juin, devait recevoir ce lundi matin 5 juillet la visite de son avocat de Paris, M. Louis Liard, accompagné du consul de France. D'autre part, lors de l'entrevue, il avait été précisé qu'avec le nouvel ambassadeur d'Israël en France, M. François Mitterrand avait attiré l'attention de ce dernier sur la situation de Mlle Lévy.

ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en villégiature en France ou à l'étranger puissent trouver leur journal chez les distributeurs.

Mais, pour permettre à ceux d'entre eux trop éloignés d'une agglomération d'être assurés de lire le Monde, nous offrons des abonnements de vacances d'une durée minimum de deux semaines, aux conditions suivantes :

FRANCE :

Quinze jours	20 F
Trois semaines	25 F
Un mois	34 F
Un mois et demi	42 F
Deux mois	62 F

ÉTRANGER (vols normaux) :

Quinze jours	27 F
Trois semaines	36 F
Un mois	50 F
Un mois et demi	74 F
Deux mois	97 F

EUROPE (vols) :

Quinze jours	43 F
Trois semaines	53 F
Un mois	81 F
Un mois et demi	118 F
Deux mois	156 F

Dans ces tarifs sont compris les frais d'expédition et d'abonnement, le montant des numéros demandés et l'envoi des numéros non lus. Pour faciliter l'inscription des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous les transmettre accompagnés du règlement correspondant. Les abonnements au moins avant leur départ, en indiquant les noms et adresses en lettres majuscules.

LE RAID ISRAËLIEN PROCHE-ORIENT

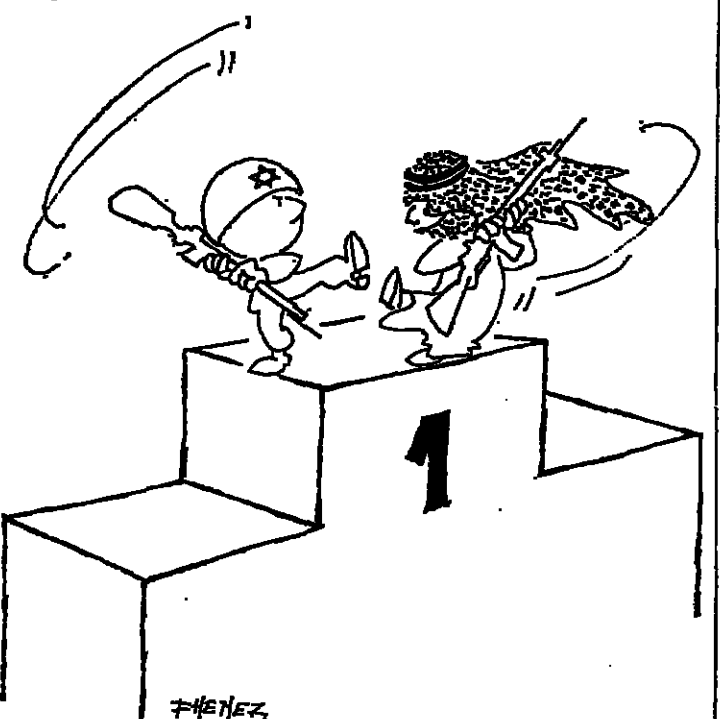
Consternation à la conférence de l'O.U.A.

De notre envoyé spécial

Port-Louis. — La consternation, l'émotion sur tout autre sentiment à la conférence de l'O.U.A. à laquelle le maréchal Amin a adressé un message le dimanche 4 juillet, dans lequel il évoque les pertes subies par l'armée ougandaise pendant le raid israélien sur l'aéroport d'Entebbe. Le message a été lu par M. Juma Ory, ministre ougandais des affaires étrangères, devant les chefs d'Etat et de gouvernement africains présents à l'île Maurice, qui se sont déclarés « profondément choqués » par l'opération israélienne. « L'aéroport d'Entebbe a été complètement détruit », a également fait savoir le maréchal Amin, en annonçant qu'il réclame une convocation urgente du Conseil de sécurité des Nations unies. Selon M. Peter Ony, porte-parole de l'O.U.A., le président sortant de l'Organisation panafricaine a souligné que l'attaque avait été lancée à partir d'un pays africain voisin, le Kenya, en violation de la charte de l'ONU et de celle de l'O.U.A.

Le premier réflexe du président Senghor — adresser une motion de sympathie au président ougandais — cache mal les graves préoccupations d'une Afrique Noire humiliée. Crois-

JEAN-CLAUDE POMONTI.



(Dessin de CHENEZ.)

Les relations entre Nairobi et Kampala n'ont cessé de se dégrader depuis six mois

La dégradation des relations entre Kampala et Nairobi, plus encore que la poursuite des contacts entre Israël et le Kenya — malgré la rupture des relations diplomatiques — explique pourquoi le Kenya a aidé Israël à monter l'opération de dimanche. On ne peut oublier non plus que le commando qui a détourné l'Airbus demandait la libération de Palestiniens qui seraient détenus au Kenya.

Le 15 février, le maréchal Idi Amin Dada avait affirmé qu'« une partie de l'Ouganda » avait autorisé le détournement de l'Airbus par les colonnes britanniques ». Depuis lors, les relations entre les deux Etats n'ont cessé de se détériorer.

Les dockers de Mombasa ont refusé, pendant plusieurs se-

maines, de décharger les marchandises à destination de l'Ouganda. Le Kenya a refusé de livrer l'essence à l'Ouganda des conditions financières telles que Kampala a manqué de carburant l'hiver dernier.

L'Ouganda a, de son côté, multiplié les brimades à l'égard de la communauté kenyanne (cent vingt mille personnes). Récemment, à Jinja, ville située à mi-chemin entre Kampala et la frontière du Kenya, plusieurs commerçants kenyans ont été tués par des militaires ougandais. Le 29 juin, l'Ouganda a accusé les Kenyans d'avoir tué un policier et d'en avoir enlevé dix-huit autres au poste frontière de Karamoja (l'accession à été refusée par Nairobi. Le maréchal Amin a aussi accusé l'ancien ministre kenyan des affaires étrangères, M. Mungai, d'être impliqué dans l'attentat manqué dont il a été l'objet le 10 juin.

L'armée ougandaise, équipée par les Soviétiques de plus de quarante avions de chasse, de cinquante-huit chars légers et de vingt-sept chars lourds, semble être beaucoup plus puissante que l'armée kenyanne. Celle-ci ne dispose que de quelques Hawker Hunter biplaces, de trois automitrailleuses, mais n'a pas de chars. Et les livraisons d'armes américaines annoncées par Nairobi en juin n'interviendront pas avant deux ans.

Les événements de dimanche porteront sans doute un coup fatal à la Communauté de l'Afrique orientale, ainsi que le note J.-C. Pomonti en marge du sommaire de l'O.U.A. Créée en décembre 1967 pour renforcer les liens économiques entre le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda, cette Communauté, qui gère encore quatre offices (chemins-de-fer, ports, transports aériens, poste et télécommunications), a longtemps fait figure de modèle en Afrique malgré ses imperfections. Mais elle a été sérieusement mise en crise financière et les divergences croissantes entre l'Ouganda et la Tanzanie, puis entre la Tanzanie et le Kenya.

LISEZ

Le Monde des Philatélistes

Centre ISTH Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
 Institut privé des Sciences et Techniques humaines
PRÉPARATIONS INTENSIVES
JUILLET-AOÛT 76
 • Examen d'entrée à :
SC PO
 • 1^{er} A, fin d'AP et 2^e année
 • Concours d'entrée à :
PENA
TAUX CONFIRMÉS DE RÉUSSITE
DEPUIS 23 ANS
 AUTEUIL 6, Av. Léon-Henry
 75015 Paris - Tél. 224.10.72
 TOLBIAC 83, Av. d'Italie
 75013 Paris - Tél. 589.63.91

ANNALES SC.PO
 • Annales corrigées, examen d'entrée. Exclutivité CEPES.
 • Préparation d'été ou annuelle à 1^{re} et 2^e années. Sur place ou par correspondance.
 • Seconde session fin d'AP.
CEPES
 Responsable : M. de Professeurs
 17, rue Charles-Lafitte, 92 NEUILLY
 722-94-94 ou 743-05-19

LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

Les Palestiniens du camp de Tell-El-Zaatar ont opposé une vive résistance aux milices chrétiennes

La bataille du camp de Tell-El-Zaatar — la plus sanglante qui se soit déroulée au Liban depuis le début de la guerre civile — semble toucher à sa fin. Après treize jours d'assauts répétés, les forces de droite (sept mille hommes et près de deux cents véhicules blindés) ont réussi à pénétrer à l'intérieur du camp, et ont occupé la majeure partie, comme on le voit constamment des journalistes venus de Jounieh. Cependant, les Palestiniens tiennent toujours dans une partie du camp, et se battent avec l'énergie du désespoir contre les milices chrétiennes.

Ils ont rejeté dimanche soir un nouvel ultimatum de leurs adversaires, qui leur demandait l'assaut final par crainte d'avoir à subir de lourdes pertes. Forces de droite et Palestiniens ont été, cependant, dans la soirée de dimanche, de laisser les ambulances passer au travers de leurs lignes, afin d'évacuer les blessés.

Les combats se poursuivent également sur les autres « fronts traditionnels », notamment dans le secteur de Khabala, à une douzaine de kilomètres au sud-est de la capitale, et sur le front de Chiah-Aln-El-Remmaneh (ban-

lieue sud-est de Beyrouth). Les affrontements dans ces régions ont fait samedi et dimanche 170 morts et plus de 300 blessés.

M. Mahmoud Riad, secrétaire général de la Ligue arabe, pour le Liban, a tenu dimanche matin une réunion de médiation. Une première réunion entre les représentants des principales parties au conflit a duré dimanche, près de six heures, dans le petit centre de villégiature de Sofar, sur la route Damas-Beyrouth. Assistait à cette réunion M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'O.L.P. — arrivé la veille au Liban — entouré d'un certain nombre de responsables palestiniens, et des représentants du parti des Phalanges libanaises, M. Khaddam, vice-président du conseil syrien et ministre des affaires étrangères, était également présent.

Une seconde réunion, qualifiée d'« importante », devait avoir lieu lundi, selon M. Mahmoud Riad, retour de Damas. Le secrétaire général de la Ligue arabe s'est déclaré « optimiste » en ce qui concerne l'application du cessez-le-feu par toutes les parties intéressées. « On pourra alors passer, a-t-il dit, à la phase politique de la solution. » — (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

Notre bataille sera désormais contre le régime syrien

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — L'attention des habitants de Beyrouth s'est instantanément détournée de la guerre lorsqu'ils ont appris, dimanche, le raid israélien sur l'aéroport d'Entebbe. Les Libanais, principalement dans les milieux progressistes, ont constaté une nouvelle fois l'efficacité du pays voisin. Ils se sont souvenus, notamment, de l'expédition des commandos hélopontés sur l'aéroport de Beyrouth en 1968. Dans les milieux palestiniens, on faisait preuve d'une grande discrétion, en dissimulant mal une profonde amertume après cette affaire qui, selon certains, déconsidère la cause palestinienne, bien que l'O.L.P. ait désavoué le détournement. Différents responsables rappelaient que le P.L.P. avait démenti toute responsabilité dans cette opération, ajoutant que celle-ci ressemblait fort à une provocation, « au moment où le peuple palestinien lutte pour sa survie dans le comptoir libanais contre lui au Liban ».

Alors que les combats continuent sur tous les fronts de Beyrouth, et que le dernier cessez-le-feu annoncé par le se-

crétaire général de la Ligue arabe, M. Mahmoud Riad, est resté lettre morte, M. Salah Khalaf (Abou Ayad), dirigeant de l'O.L.P., considéré comme le « numéro deux » du Fatah, a adressé, au cours d'une conférence de presse samedi soir, une véritable déclaration de guerre politique au régime baasiste syrien. Tous les journaux de Beyrouth ont relevé, dans leurs éditions de dimanche, que c'était la première fois, depuis que le conflit avec le gouvernement de Damas a éclaté au grand jour, qu'un responsable palestinien s'exprimait publiquement d'une manière aussi violente au régime du président Assad.

M. Khalaf, qui s'exprimait quelques heures avant le retour de M. Yasser Arafat dans la capitale libanaise, a déclaré que l'agression des forces de droite contre les camps palestiniens de Tell-El-Zaatar et Jisr-El-Bacha et la poursuite de l'offensive syrienne dans le nord et le centre du pays, plaçaient plus que jamais le peuple palestinien en état de légitime défense, puisqu'il apparaît clairement aujourd'hui que cette guerre n'a d'autre but que de détruire la résistance. Le leader palestinien estime que les partis de droite ne sont que des « instruments » aux mains des Syriens, et qu'ils reçoivent leurs ordres de Damas.

M. Khalaf a souligné que ce n'était pas un hasard si le blocus de Tell-El-Zaatar et Jisr-El-Bacha avait été renforcé au moment de la demande de retrait des troupes syriennes. « Il y avait un plan syrien, a-t-il dit, pour frapper Tell-El-Zaatar. » Il a ajouté : « Aussi notre bataille sera-t-elle désormais contre le régime syrien. » Il a, d'autre part, affirmé que la prise du camp de Tell-El-Zaatar mettrait fin à tout espoir de parvenir à un cessez-le-feu au Liban, en précisant qu'une telle opération « ruinerait définitivement du vocabulaire de la résistance et du mouvement national libanais les termes de cessez-le-feu et de dialogue politique ». Il a conclu : « Je fais assumer au président Assad personnellement la responsabilité de tout ce qui arrivera à Tell-El-Zaatar, et de ce qui en découlera ».

Après avoir affirmé que certains mouvements de droite avaient accepté une aide militaire israélienne directe, M. Khalaf a dit : « Je ne peux pas croire que les forces arabes de sécurité et que tous les pays arabes ne puissent pas arrêter l'assaut contre Tell-El-Zaatar. Faisons face au grand complot dont le régime syrien est l'exécutant. Il y a une collusion arabe certaine, sinon au cours des quinze derniers mois, du moins au cours des douze derniers jours. Si Tell-El-Zaatar tombe, beaucoup de régimes arabes tomberont aussi ».

Tandis qu'une grande partie de Beyrouth est illuminée la nuit par la lueur des incendies allumés dans le secteur de Tell-El-Zaatar et par les éclats des coups de canons, on apprendit dimanche qu'une délégation de la Croix-Rouge internationale devait tenter de pénétrer au cours de la journée de lundi à l'intérieur même du camp assiégé, afin de transporter les nombreux blessés dans les hôpitaux des quartiers ouest de la ville.

Dimanche matin, une longue colonne de quelque cent vingt colporteurs chargés de lourds sacs a quitté Beyrouth pour Damas. Le convoi était organisé par l'ambassade d'Allemagne fédérale avec la participation des ambassades américaine et britannique. Près de quatre cents personnes ont pu ainsi fuir les combats. Jeudi dernier, une grande partie des ressortissants soviétiques à Beyrouth avait quitté la ville par bateau. Deux jours auparavant, un convoi souterrain organisé par l'ambassade de France avait rejoint la Syrie.

FRANCIS CORNU.

Soudan

Après l'échec de la tentative de putsch le président Nemeiry a proclamé l'état d'urgence

La situation paraissait redevenue normale, dimanche 4 juillet, à Khartoum, après la tentative de coup d'Etat de vendredi. Cependant, le président Nemeiry a proclamé l'état d'urgence afin de faciliter la recherche des personnes ayant participé à la tentative de putsch et permettre la protection des biens et des personnes. Des arrestations ont été opérées dès samedi et se poursuivent.

Environ trois cents personnes auraient été tuées et trois cents autres blessées vendredi. Selon le quotidien de Khartoum, Al-Sahafa, ont notamment perdu la vie le commandant du corps médical militaire, le général Hussein Abdel Rahman El-Shelaly ; le chef du service des renseignements, le général Mohamed Fakih El-Musawi, et le colonel Kamel Ahmed Yousuf, membre du commandement général de l'armée. Selon le journal, l'un des responsables du soulèvement, le colonel Mohamed Nour Saad, aurait été blessé et serait en fuite, et certains mutins arrêtés auraient déclaré que des

mercénaires entraînés dans un « pays voisin » auraient participé à la tentative. Selon la radio soudanaise, ce pays serait la Libye.

L'agence égyptienne Mena a annoncé, dimanche, que le gouvernement soudanais a rappelé son ambassadeur à Tripoli.

Le président Nemeiry, dont on était sans nouvelles depuis son départ de Paris pour Khartoum, jeudi soir, en compagnie de M. Bou, directeur général de l'Unesco, a annoncé, samedi après-midi, dans un message à la nation, l'écrasement de la tentative de putsch et affirmé que l'unité et le progrès du Soudan avaient été la cible des rebelles. « Il a remercié le président Sadate et le roi Khalid d'Arabie pour leur attitude » pendant le soulèvement de certaines unités. Il a annoncé qu'il comptait demander la réunion du Conseil de sécurité des Nations unies à propos de ce qu'il a appelé « une invasion étrangère » du Soudan.

Un complot fomenté par la Libye ?

De notre correspondant

Le Caire. — M. Fahmy, ministre égyptien des affaires étrangères, a annoncé vendredi, au cours du dernier week-end, que mille cinq cents personnes ont été envoyées en Libye au titre de l'aide militaire interarabe, « avaient été rapatriées en vingt-quatre heures au Soudan, grâce à un pont aérien des forces armées égyptiennes ». Selon un commentaire officieux, ces mille cinq cents hommes, « qui ont emporté avec eux leur armement », auraient joué un rôle décisif en faveur de la reprise en main la situation par le général Nemeiry.

L'annonce du rapatriement des militaires soudanais a surpris, au Caire, où l'on pensait généralement que le contingent envoyé par Khartoum en Libye, au moment de la guerre d'octobre 1973, avait été rapatrié dans ses foyers après le second accord israélo-égyptien du 1^{er} septembre 1975.

Le pont aérien n'est qu'une répétition de ce qui s'était passé en juillet 1971, lors d'une des précédentes tentatives de coup d'Etat contre le régime du général Nemeiry. Les unités soudanaises d'Egypte avaient, de la même manière, été ramenées chez elles par l'aviation égyptienne.

Cette fois, on déclare à Khartoum et on semble croire au Caire que la nouvelle tentative de renversement du régime soudanais a été menée « avec l'aide de l'étranger », en l'occurrence, des forces « Kadhafi » derrière le complot de Khartoum, titre la presse caennaise de lundi. L'officier Al Ahram estime que Tripoli « essaie d'agir au Soudan comme il le fait déjà au Liban ». De source militaire égyptienne, on affirme que des avions égyptiens ont localisé, le samedi 4 juillet, près du djebel Ouqat, en Libye, un convoi militaire composé d'une douzaine de camions et de plusieurs Land-Rovers se dirigeant vers la frontière soudanaise.

Il y a six mois, à Khartoum, des personnalités politiques nous avaient fait part de leurs craintes de voir le colonel Kadhafi fourvoyer le Soudan dans une « dissidence » du Darfour septentrional, aux confins soudano-libyens. Selon ces personnalités, le dialogue judéo-chrétien « Cela a renforcé notre attitude, qui

réfugié en Egypte, a commencé au Caire le 3 juillet.

Si les informations démenties par les dirigeants égyptiens leur permettent d'être certains que le président Nemeiry a mis en échec ses ennemis, ces mêmes informations donnent également à penser que la situation n'est pas encore tout à fait claire au Soudan. Pourquoi, en effet, aucun avion civil n'a-t-il été autorisé à quitter le Caire pour Khartoum, le dimanche 4 juillet, bien que les passagers aient été convoqués ? Une certaine confusion règne aussi à l'ambassade du Soudan au Caire, assaillie par de nombreux étudiants soudanais des universités égyptiennes qui s'apprêtent à regagner leur pays, et qui maintiennent sont en quête de nouvelles. L'Egypte sera-t-elle, en tout cas, décidée à s'engager encore plus directement au Soudan en faveur du statu quo. Dans le message à Khartoum, dimanche, au général Nemeiry, le Fatah écrit : « Les forces armées égyptiennes sont prêtes à remplir complètement leur devoir envers le président et le peuple soudanais, et la situation, à Dieu ne plaise, s'aggrave ».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Une conférence de l'Amitié internationale judéo-chrétienne

« ISRAËL. SIGNIFICATIONS ET RÉALITÉS »

Jérusalem. — Du 20 au 30 juin, s'est tenue, à Jérusalem, la conférence de l'Amitié internationale judéo-chrétienne, sur le thème : « Israël. Significations et réalités ». Plutôt que d'une conférence, il s'agit, en fait, d'un voyage d'étude, au cours duquel quelque cent participants — juifs et chrétiens — de douze pays se sont divisés en cinq groupes de travail pour enquêter sur certains aspects d'Israël à travers ses diverses communautés. En plus des visites aux lieux saints, des rencontres ont eu lieu avec des responsables religieux et politiques. Les résultats de ces enquêtes des cinq groupes ont ensuite été discutés à Jérusalem par tous les participants à la conférence, qui ont trouvé dans ce voyage de nouvelles raisons de relancer le dialogue judéo-chrétien. « Cela a renforcé notre attitude, qui

consiste à s'accepter réciproquement dans sa propre identité, sans arrière-pensée », a expliqué Mme Claire Huchet Bishop, présidente de l'Amitié internationale judéo-chrétienne. « Nous avons senti encore plus la nécessité d'expliquer aux chrétiens de nos pays respectifs la légitimité et le droit à l'existence d'Israël — chose très difficile à comprendre pour les chrétiens, qui ont beaucoup de mal à accepter la trilogie : « Terre, peuple, terre. Il s'agit là d'un grand obstacle à la compréhension judéo-chrétienne que nous sommes bien des surmontés, pour essayer de prendre l'attitude d'Israël et de la faire passer à nos amis chrétiens. »

Des protestations contre la prise d'otages d'Entebbe ont été adressées au pape et au conseil mondial des églises. Trois membres de la conférence, le Père Dubois et la sœur Dominique d'Israël, ainsi que Mlle de Tyron Montalembert, de France, ont également fait savoir qu'ils se portaient volontaires pour prendre la place des otages. — R. S.

● La section française du Mouvement catholique international pour la paix Pax Christi (1) déclare, dans un communiqué, « ne pouvoir prendre son parti de l'indifférence dans laquelle semble s'enfoncer l'opinion publique » à propos du Liban. Elle « invite les chrétiens, dans l'esprit des déclarations du Saint-Père, à prier pour les victimes de la guerre civile et à leur apporter tous les secours matériels possibles, et lance un appel à la réconciliation des parties en lutte pour que chacun trouve, dans la paix, le respect de sa dignité et la reconnaissance de ses droits ».

(1) 88, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.

● Le Comité français de la conférence mondiale des chrétiens pour la Palestine (1) « exprime son profond désaccord avec la mise au pas » sanglante des Palestiniens par les forces syriennes entrées au Liban. Le Comité français de la C.M.C.P. « lance un appel au président Assad pour qu'il ordonne immédiatement l'arrêt des combats contre les Palestiniens ».

(1) 40, rue du Faubourg-Poissonnière, Paris-8^e, France. Tél. 634-07-04. Téléc. 25521 France.

محاضرات الأنجلو

EUROPE

Italie

CLIMAT D'ENTENTE A ROME

La Chambre sera présidée par un communiste et le Sénat par un démocrate chrétien

Rome. — La présidence du Sénat restera à la démocratie chrétienne, mais celle de la Chambre reviendra à un communiste ; c'est la première conséquence importante des élections législatives du mois dernier, qui avaient marqué une consolidation du parti gouvernemental et une nette avance du P.C.

La décision a été prise à Rome le samedi 3 juillet, au cours d'une assemblée à laquelle participaient les dirigeants des six partis dits de « l'axe constitutionnel » parce qu'ils élaboreront la Constitution en 1984 : démocrate chrétien, communiste, socialiste, social-démocrate, libéral et républicain. Ni le Mouvement social italien (extrême droite) ni les formations révolutionnaires et le parti radical n'y avaient été invités — ce qui provoque diverses protestations. La seule incertitude portait sur le choix des personnes. Chez les démocrates-chrétiens, on avançait, pendant le week-end, le nom de M. Amintore Fanfani pour la présidence du Sénat. Le chef de file de la droite redevenait ainsi le deuxième personnage de la République après l'avoir été pendant cinq années, de juin 1963 à juin 1973. Ce serait la consécration de son retour au premier plan de la scène politique, mais aussi un moyen de l'écartier définitivement de la direction du parti et de celle du gouvernement. Lundi, les communistes ont désigné M. Ingrao.

Une orientation positive

L'accord du 3 juillet a détendu le climat politique. Au P.C., on en souligne volontiers le caractère « historique ». Selon l'Unità, l'attribution de la présidence de la Chambre à un communiste consacre « la chute d'une longue et absurde exclusion » du deuxième parti d'Italie. Bien que moins satisfait, les démocrates-chrétiens sont cependant soulagés d'un certain poids. Le premier nœud de la crise a sauté, et tout laisse à croire que la formation du futur gouvernement se décidera au cours de consultations similaires. Il s'agit, en fait, d'une seule et même négociation dans laquelle l'épineux problème de la mairie de Rome pourrait être inclus : chaque parti ne se montre conciliant que dans la mesure où il est assuré d'obtenir des compensations. Le talon même de se réunir pour en parler est une victoire pour les communistes : à défaut d'un cabinet d'union nationale, on s'entendra sur le programme et peut-être sur les noms des futurs ministres.

Dans tout cela, les socialistes jouent un rôle important. La démocratie chrétienne a besoin d'eux pour gouverner et c'est leur principal atout. Ils n'ont certainement pas cédé de gauchisme de cœur la présidence de la Chambre au parti de M. Berlinguer. Celui-ci — représentant désormais 34 % du corps électoral — était en droit d'exiger un tel poste qui va prendre plus d'importance avec une Chambre profondément ralliée. Par conséquent, cette présidence pourrait donc faire davantage, mais dans le bon sens du terme. En face d'un pouvoir législatif renforcé, le

Portugal

L'AMIRAL DE AZEVEDO A SURMONTÉ UNE NOUVELLE ATTAQUE CARDIAQUE

Lisbonne (Reuter, U.P.I.). — L'amiral Pinheiro de Azevedo, ancien premier ministre et candidat malheureux aux élections présidentielles, a été victime d'une nouvelle attaque cardiaque dans la soirée du samedi 3 juillet. Selon un bulletin de santé publié dimanche 4 juillet, le cœur de l'amiral s'est arrêté de battre à 22 h 30, pendant quelques instants. Les médecins qui ont réussi à ranimer le malade ont déclaré que cette nouvelle crise n'avait provoqué aucune lésion cérébrale, mais que leur pronostic demeurait très réservé. L'amiral de Azevedo avait déjà été frappé par une attaque cardiaque le 23 juin dernier.

Le général Antonio de Spínola rentrerait au Portugal dans la seconde quinzaine de juillet, à 40 ans après son départ à Rio de Janeiro dans les milieux proches de l'ancien chef de l'Etat portugais. Il regagnerait Lisbonne, précise-t-on de même source, aussitôt après l'entrée en fonctions du président élu le 27 juin dernier, le général Antonio Ramalho Eanes. — (A.F.P.)

De notre correspondant

gouvernement se voit contraint de faire peu de bruit. Cela dépend essentiellement de la démocratie chrétienne. L'Eglise, qui l'a soutenue pendant la campagne électorale, l'invite maintenant de manière pressante à changer de cap. Dans un texte adopté le 3 juillet, la présidence de la conférence épiscopale s'adresse, en effet, à « ceux qui, par vocation personnelle ou par mandat public, se réclament du christianisme dans le domaine social, syndical et politique ». Elle leur dit notamment : « Les réformes que notre société attend depuis longtemps » doivent être affrontées selon des principes évangéliques et par « un sérieux renouvellement de personnes, de programme et de méthodes ». Selon les évêques, « on ne peut oublier que les temps sont difficiles et que le jugement de la communauté se fait toujours plus sévère. Pour cela aussi, il est encore

plus indispensable de témoigner d'une transparence honnête personnelle et d'une disponibilité, claire et désintéressée, à ouvrir pour le bien commun ».

En termes plus directs, *Civiltà Cattolica*, revue jésuite qui exprime le point de vue du Saint-Siège, écrit dans son dernier numéro : « Les quatorze millions d'Italiens qui ont choisi la démocratie chrétienne ne sont pas une masse de naïfs. On ne peut poursuivre les vieux jeux de pouvoir « clientéliste » comme si rien n'était arrivé ».

ROBERT SOLÉ

Roumanie

Le parti élargit son Comité exécutif et son secrétariat

De notre correspondant

Vienne. — La rotation des cadres, qui est de règle en Roumanie, s'est appliquée jeudi 1^{er} juillet à la direction du parti, après avoir touché, le 15 juin dernier, le gouvernement (le Monde du 17 juin). Le Comité central, réuni en séance plénière, a nommé MM. Aurel Duma et Constantin Dăscălescu secrétaires du C.C. M. Dăscălescu avait été porté, le 15 juin, à la présidence de l'Union nationale des coopératives agricoles de production. Aucune explication n'a été fournie pour justifier la promotion de M. Duma, dont les fonctions de chef du parti pour la capitale pour devenir un des vice-premiers ministres. Les changements décidés paraissent répondre au souci d'accroître l'importance qu'auront au sein du parti les responsables des secteurs économique et culturel et, surtout, de la sécurité. Complétant ces remaniements, l'Assemblée nationale, réunie le vendredi 2 juillet, a fait entrer au Conseil d'Etat (présidence collégiale de la République) M. Ion Dima, nouveau membre du parti, et M. Ion Iordacheanu, ancien ministre de la Défense, qui est le Conseil d'Etat. — (Interim.)

Hongrie

Les prix de la viande et du poisson sont relevés de 30 %

De notre correspondant

Vienne. — Une nouvelle augmentation de prix est entrée en vigueur le lundi 5 juillet, en Hongrie. Elle est de 30 % en moyenne pour la viande et la charcuterie, de 20 % pour le poisson, et de 30 % pour le porc. Les prix des graisses animales et du lard restent inchangés. Ces hausses seront compensées par un relèvement égalitaire des salaires et des prestations sociales. Les coopératives agricoles peuvent, elles aussi, accorder des augmentations allant jusqu'à 60 forints (1). Les retraites, les allocations familiales et les bourses des étudiants sont également relevées. Les autorités justifient ces augmentations par le fait que le prix de la viande est resté inchangé depuis dix ans, en dépit du coût croissant de la production et de la distribution. Le gouvernement, qui subventionne depuis toujours les prix de détail, a ainsi déboursé, l'an dernier, des sommes variant entre 18 forints par kilogramme de viande de porc et 28 forints pour le bœuf. Dans un pays où la consommation annuelle par habitant a atteint selon les statistiques officielles, 70 kilogrammes, la charge est lourde pour le budget.

Dès le mois de décembre 1975, lorsque ces augmentations avaient été annoncées par les autorités, M. Bela Csikos-Nagy, président de l'Office national des prix, leur assignait un double but : « Le rétablissement de l'équilibre entre les prix à l'importation et les prix à l'exportation, d'une part, la baisse des subventions de l'Etat et la répartition équitable, d'autre part, des pertes issues des changements sur les marchés mondiaux ». La vague de

hausse avait d'ailleurs déjà commencé en 1975 : augmentation de l'essence et de certains matériaux de construction en août ; relèvement de 5 % du prix du sucre en décembre ; 5 % pour le riz, d'autres matériaux de construction (24 %), du papier (10 à 15 %), des meubles (34 %) et des services (27 %). Les transports et voiles notamment en janvier de cette année. A chaque fois, l'Etat s'attachait à verser des compensations salariales. Le gouvernement a fait précéder les augmentations d'une campagne d'information à l'échelle nationale, mettant en évidence l'importance des prix à l'importation pour un pays qui tire son commerce extérieur 40 % de son revenu national. L'ancien système, moins souple, « enchevêtrait les entreprises et appauvissait l'Etat », nous a-t-on expliqué à Budapest. La population semble avoir accepté la dévaluation du taux de croissance des salaires. En raison de la progression des prix à la consommation, qui doit atteindre 4,5 %, celui-ci ne dépassera pas 1,5 % cette année. Mais les subventions de l'Etat sont partiellement maintenues, la croissance des prix à la production devant atteindre 6,4 %.

La campagne d'explication et le relatif bien-être de la population ont ainsi évité que ne se manifeste, en Hongrie, le « pouvoir populaire », qui une semaine auparavant, avait obligé le gouvernement polonais à reculer. Les autorités de Budapest ont d'ailleurs couru à toute vitesse de protestation ouverte, en donnant clairement à entendre, à l'occasion d'un commentaire radiophonique, que les événements de Radom, qu'elles envisageaient en aucun cas de revenir sur l'application des hausses. — (Interim.)

(1) Au cours officiel, 1 franc vaut 4,74 forints.

Espagne

Les libéraux redoutent un retour en force des « technocrates »

(Suite de la première page.)

Pour l'heure, c'est la surprise qui l'emporte nettement à Madrid dans les milieux politiques comme dans l'opinion. On savait le roi résolu à écarter M. Arias Navarro, qui n'a pas réussi, en sept mois, à persuader les secteurs les plus conservateurs que la réforme était urgente et nécessaire. Juan Carlos avait confié à ses intimes pendant son voyage aux Etats-Unis sa ferme intention de nommer un chef de gouvernement critiqué à la fois par l'opposition démocratique et par les ultras de droite. Mais il hésitait encore sur la date de l'opération. Son geste de jeudi dernier — qui a même pris de court le plupart des ministres — confirme amplement son désir, manifesté depuis trois mois, d'intervenir plus nettement et plus directement dans les affaires, en s'appuyant essentiellement sur des hommes de confiance, comme M. Torcuato Fernández Miranda, président des Cortes, le Richelieu du régime, et M. Adolfo Suarez, placé soudainement à la tête du gouvernement.

La politique des « petits pas » du roi, aussi secrète que celle de Franco, surprend les Espagnols, qui voient encore mal comment M. Suarez, jeune politicien pratiquement sans expérience, réussira à dominer et à contrôler les différents groupes, qui s'affrontent. Le roi répète volontiers qu'il mise sur la jeunesse et sur la démocratie, garante de la survie d'une monarchie encore fragile. Dimanche soir, M. Suarez a été significativement présenté par la télé-

sion comme un « démocrate », partisan « du pluralisme et de la participation », et de la « présence nécessaire de la gauche ». Comme un homme « jeune, en accord avec la monarchie ». Pas une seule référence au Mouvement.

Si le choix de M. Suarez a surpris, c'est aussi que les chances de M. de Arellaza, ministre des affaires étrangères, paraissent solides vendredi soir. Une agence de presse espagnole avait même cru pouvoir annoncer que le comte de Motrico figurait sur la « Terna ». C'était faux. Le ministre le plus libéral a, certes, obtenu des suffrages de courtoisie devant le Conseil, mais sa présence éventuelle

sur la « liste » a été repoussée par la majorité des conseillers, qui n'ont pas davantage envisagé, semble-t-il, de faire confiance à M. Fraga, ministre de l'intérieur. Dans le cadre actuel des institutions, M. Suarez dispose sans doute d'une capacité de manœuvre bien supérieure à celle de M. Arias. Sa brillante élection au conseil national du Mouvement, alors que le marquis de Villaverde, grand de France, était candidat, le prouve. Mais ce n'est pas, en revanche, l'homme d'un éventuel dialogue avec les chefs de l'opposition démocratique, que M. de Arellaza, par exemple, aurait été en état de conduire avec succès.

MARCEL NIEDERGAANG.

Portrait

M. Adolfo Suarez Gonzalez ami du roi et réformateur

« Je me sens démocrate et je crois à l'ère », déclarait, le 2 mars dernier, M. Adolfo Suarez Gonzalez qui, à l'âge de quarante-trois ans, est le plus jeune chef de gouvernement de l'histoire moderne de l'Espagne.

Marié, père de cinq enfants, simple et discret, avec une allure hésitante entre celle du play-boy et celle de l'homme d'Etat, M. Suarez n'avait pas fait jusqu'alors, toujours très élégant, M. la brillante carrière que peut laisser imaginer son accession soudaine à un si haut poste.

Issu de la petite bourgeoisie (son père était officier de justice), élevé de cinq garçons, il venait de présenter sa thèse de doctorat en droit lorsque, après la mort de son père et pour subvenir aux besoins de sa famille, il ouvrit un collège privé à Avila. Devenu fonctionnaire, il occupa d'abord des postes subalternes. Il devint ensuite chef des relations publiques de la présidence du gouvernement de l'Amiral Carrero Blanco, qui le patronna et le fit nommer en 1968 gouverneur de la province de Ségovie, charge qu'il occupa pendant un an, jusqu'à sa nomination officielle en 1969 comme directeur général de la radio et de la télévision. A ce poste jusqu'en juin 1973 il se consacra de suivre les directives sans imagination de celui qui était alors ministre de l'Information et du Tourisme, M. Alfredo Sanchez Bella.

Dans le même temps, il continuait de mener une activité professionnelle privée et fut président du conseil d'administration de l'entreprise d'Etat de tourisme Entursa, ainsi que de la branche espagnole de Y.M.C.A. (Young Men Christian Association). Sa gestion à ce dernier poste continua hier encore de susciter des polémiques dans la presse, bien qu'il ait abandonné cette présidence il y a plus d'un an.

Le 24 mars 1976, son ami Fernando Herrero Tejedor, phalangiste et ministre secrétaire général du Mouvement, le nomma son adjoint avec le titre de vice-secrétaire, poste qu'il occupa jusqu'à la mort accidentelle du ministre au mois d'août de la même année.

Dès lors, libre de toute charge politique officielle, il poursuivit une idée chère à Herrero Tejedor : celle de monter l'Union demo-

cratique du peuple espagnol (U.D.P.E.), association politique qui prétendait être pour le tranquillisisme l'équivalent de l'U.D.R. pour le gauchisme. Il est rapidement nommé président de l'U.D.P.E. mais doit abandonner ce poste lorsqu'il devient, en décembre 1975, ministre secrétaire général du Mouvement dans le premier gouvernement de la monarchie. Il y a quelques semaines à peine, il était élu membre à vie du Conseil national (le futur Sénat), contre la propre candidature du général Franco, le marquis de Villaverde.

M. Suarez est-il phalangiste ? Les phalangistes « orthodoxes » le nieront formellement. Est-ce un homme du Mouvement ? Cela non plus n'est pas évident, si l'on se réfère au discours dans lequel, le 9 juin dernier, devant les Cortes, il défendit avec fermeté le nouveau projet de loi sur les associations politiques. Dans ce discours on relève notamment cette phrase : « La présence active de la gauche est nécessaire ».

Définissant il y a quatre mois sa pensée politique, M. Suarez écrivait : « J'aspire à une vie en commun, harmonieuse et appuyée sur la représentativité et la participation. Je crois en l'évolution sans traumatismes, mais je crois également que, pour qu'il n'y ait pas de traumatismes, l'évolution est indispensable. Je considère que le plus grand danger historique qui se présente par les extrémismes, et qu'il n'y a pas de meilleur antidote contre ceux-ci que la réforme en profondeur ».

Légitime au roi, ami intime de M. Torcuato Fernández Miranda (président du Conseil du royaume et des Cortes), et homme fort de l'Espagne actuelle, M. Suarez, avec son air timide, paraît appelé à servir d'instrument à plus hautes instances plutôt qu'à incarner le président à la fois souple, froid et autoritaire, dont l'Espagne a besoin.

Sa jeunesse le servira sans doute. Il appartient à une génération espagnole qui se définit plus volontiers par la technique et l'efficacité que par les préjugés idéologiques. M. Suarez, c'est important, n'avait que trois ans quand commença la guerre civile.

JOSÉ-ANTONIO NOVALS.

DEUX COMMENTAIRES DE PRESSE

L'HUMANITE : comment peut-on être à la fois libéral et franquiste ?

« Comment peut-on être à la fois libéral et franquiste ? Il semble de nos jours que ce soit la question la plus brûlante de la contradiction fondamentale. En tout cas, il a été écrit délibérément la candidature des libéraux moins libéraux et sans doute moins franquistes, comme des partisans de l'ancien ministre des affaires étrangères, le comte de Motrico.

Entre Arias Navarro, l'ancien, et Suarez, le nouveau, il existe une même fidélité à des idées et à des principes franquistes. »

LE FIGARO : la droite libérale fait ses bagages

« Ainsi l'Espagne tombe-t-elle de Charybde en Scylla. La droite libérale, qui s'efforçait de sortir la nation de l'ornière, fait ses bagages. Elle se retire du mouvement des technocrates sûrs d'eux, qui n'ont cessé d'affoler le jeune roi en agitant devant lui le spectre de la catastrophe économique, de la dépopulation, de la désertification de l'Etat dans l'Etat du temps du Castrillo. »

Albanie

LA POPULATION ALBANAISE a augmenté de 2,8 % l'an dernier, atteignant 2 millions 432 000 habitants à la fin de 1975. Le taux de natalité est maintenant de 20,4 pour mille, comparé à une moyenne européenne de 17 pour mille. Le taux de mortalité est tombé à 6,7 pour mille, de sorte que deux Albanais sur trois ont maintenant moins de trente ans. — (Reuter.)

Allemagne fédérale

L'ALLEMAGNE FEDERALE a décidé d'accorder un prêt à l'Indonésie pour le financement d'une aciérie à l'ouest de Java ; en état de marche celle-ci produira annuellement 500 000 tonnes d'acier. Ce projet n'est pas nouveau : il avait en principe été abandonné par le gouvernement indonésien au moment où les graves difficultés financières de Pertamina (la société pétrolière d'Etat qui devait en supporter la charge, avaient été rendues publiques.

Colombie

LE GOUVERNEMENT COLOMBIEN a relâché, samedi 3 juillet, sa ligne au bureau de presse UPI (United Press International) à Bogotá. Il a

A travers le monde

également enlevé son accréditation au directeur de l'agence espagnole EFE en Colombie, M. Guillermo Trujillo.

Cette décision a été prise en raison de la transmission vers l'étranger par ces deux agences d'une fautive information annonçant la mort supposée du président de la République colombienne, M. Alfonso Lopez, dans un attentat terroriste. Les deux agences avaient rectifié leur « erreur » après un démenti officiel. Le représentant de l'UPI qui avait présenté ses sincères excuses au président colombien et aux clients de l'agence a expliqué en outre que la dépêche en question avait été transmise accidentellement par un glaglaire qui s'exerçait au manège du téléscripteur. — (A.F.P., Reuter, U.P.I.)

Corée du Sud

DE HAUTES PERSONNALITES SUD-CORÉENNES, parmi lesquelles un dirigeant de l'opposition, M. Kim Dae Jung, sont actuellement jugées à Séoul. Elles sont accusées d'avoir incité à la révolte contre le régime lors d'une manifestation religieuse le 1^{er} mars.

Maroc

LE TRIBUNAL MILITAIRE PERMANENT DES FORCES ARMÉES ROYALES, siégeant à Rabat, a condamné à mort, le samedi 3 juillet, M. Abdallah Malki pour sa participation au « complot du 3 mars » 1973. Six autres accusés, impliqués dans l'affaire du groupe dit « d'Al-Baï », qui avait provoqué des désordres au Maroc oriental en 1972, ont été acquittés. Les juges ont donc suivi le ministère public (le Monde daté 4-5 juillet) qui avait requis la peine capitale contre M. Malki et s'en était remis au tribunal pour les autres inculpés. — (Corresp.)

Union soviétique

M. KEHANS KRUIUS, membre fondateur du parti communiste estonien, est mort le 30 juin à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, a annoncé le 4 juillet l'agence Tass. De 1917 à 1921, il avait été président du comité central du parti socialiste révolutionnaire estonien, qui devait prendre par la suite l'appellation de parti communiste. Il fut en 1940-1941 vice-président du gouvernement de la République démocratique populaire d'Estonie, puis ministre des affaires étrangères de la République socialiste soviétique d'Estonie de 1944 à 1950. — (U.P.I.)

AMÉRIQUES

L'Amérique, bicentenaire et adolescente

II. - Trois citoyens « consentants »

De notre envoyé spécial ALAIN-MARIE CARRON

Dans un premier article, notre envoyé spécial a évoqué l'atmosphère dans laquelle les États-Unis vivaient leur bicentenaire, en expliquant pourquoi celui-ci ne suscitait qu'une curiosité modérée (le Monde, 4-5 juillet).

À la mort du président Andrew Jackson, selon une anecdote réputée véridique, quelqu'un demanda à un de ses esclaves si le général irait au ciel. L'homme interrogé répondit : « Si le vent, si sûr ».

LE COMMERCANT TEXAN :

Houston (Texas). — M. Robert Sakowitz est âgé de trente-cinq ans environ. Son bureau est un aimable capharnaüm où s'entassent livres et dossiers sous quelques tableaux anciens aux encadrements vieillots. Ses vêtements traduisent eux aussi la « pointe de fantaisie » d'un commerçant du vieux continent. Il parle d'ailleurs français avec une grande aisance. Sakowitz est sans doute aujourd'hui le plus grand chaine de grands magasins appartenant à une seule famille aux États-Unis. Robert y seconde son père, Bernard Sakowitz, ancien président de la chambre de commerce de Houston, membre du conseil d'administration d'une demi-douzaine de grandes entreprises ou organismes d'intérêt public. Au cours d'une conversation d'une heure, M. Sakowitz a décrit pour nous l'image de l'Amérique du succès telle qu'elle voudrait se voir et qu'on la voit.

« Une des premières caractéristiques qui distingue les États-Unis des autres pays tient à nos conditions, qui sont encore fortes et positives. Non seulement nous croyons au futur, mais nous nous adaptons à lui. Beaucoup de nations européennes vivent dans la gloire du passé et sont prises dans une série de conflits internes tels que l'Amérique n'en a jamais connus, sauf au moment de la guerre civile. L'Amérique a été avant tout le pays de l'accomplissement, et nous nous enorgueillons de cela. Nous sommes une nation nouvelle, nous pouvons trouver une meilleure façon de le faire. La seconde différence tient sans doute à ce que notre pays n'a jamais eu une de ces aristocraties rigides et fétales telles qu'on en trouve en Europe. »

En Europe, on rencontre fréquemment chez les membres de l'aristocratie ou simplement dans les familles bourgeoises des hommes persuadés que leur seul devoir est de conserver et de préserver ce qu'on leur a donné. Ici, nous avons un sentiment de responsabilité beaucoup plus grand, qui peut devenir très vite un sentiment de culpabilité. Le garçon qui est né avec une cuillère d'argent dans la bouche, comme nous disons, sera très vite interpellé par ses amis. Ceux-ci lui feront remarquer qu'il est riche, et qu'il a beaucoup plus d'argent qu'un autre. Et sous la pression de son entourage se développera en lui le sentiment extrêmement fort qu'il doit mériter ce qu'il a. Étendu à l'ensemble d'une nation qui est la plus riche du monde, qui a les plus importantes ressources naturelles, la plus haute productivité, cela crée cette attitude mentale et moi comprise en Europe : le complexe de culpabilité américaine.

Notre formation judéo-chrétienne, notre philosophie, nous inculquent que nous ne devons pas simplement accepter ce que nous avons eu la chance de recevoir à notre naissance. Ce qui ne veut pas dire que cela se soit

L'Amérique est encore le pays où la volonté individuelle est considérée comme la clé qui ouvre presque toutes les portes. Quand Jefferson mourut, Lincoln avait dix-sept ans. Quand Lincoln mourut, Woodrow Wilson avait huit ans. Quand il mourut, Gerald Ford, actuel président des États-Unis, avait dix ans. Dans un pays aussi jeune, les « valeurs » les plus communément admises, l'« idéologie dominante », n'a pas eu le temps de vieillir. Nous avons sélectionné et dessous trois interviews recueillies auprès d'Américains qui acceptent le « système » tel qu'il est.

comme nos pères avant nous

Il faut tout seul, que nos ancêtres n'ont pas donné leur vie et leur sang pour créer à partir de la nature sauvage un pays extraordinaire. Mais précisément, en venant ici, nos ancêtres s'engageaient à créer quelque chose de mieux que les vieux pays qu'ils avaient laissés. C'est pour cela qu'ils partaient ! Ils l'ont fait pour leurs enfants et si ces enfants ne respectent eux-mêmes, ils doivent poursuivre l'effort entrepris par leurs parents en venant en Amérique.

Comment expliquez-vous l'attitude de ceux qui rejettent la priorité donnée à l'acquisition de biens matériels ?

Vous savez que ce phénomène a beaucoup diminué depuis la fin des années 60, et notamment la fin du Vietnam. Je pense que le sentiment général dans la jeunesse a changé, et cela se voit dans le nombre sans cesse croissant des demandes d'inscriptions dans les « business schools ». Je crois qu'ils sont beaucoup plus réalistes aujourd'hui. Évidemment, ils étaient tous tellement guidés, à force de recevoir tout ce qu'ils voulaient.

LE PÉTROLIER : ne dépendre de personne

John Strake est un Texan de 1,80 m et ne doit pas avoir beaucoup plus de quarante ans. Dans la « Mésopotamie du pétrole », la région qui rassemble les États-Unis, il occupe des bureaux assez modestes. C'est un « pétrolier indépendant » à la tête de l'entreprise pétrolière, aux murs de l'antichambre, on peut voir les photos de ses parents et de ses frères. John Strake ne cherche pas tant à convaincre qu'à défendre ses convictions avec une sincérité évidente et candide.

« Je crois, dit-il, que je ne battrai à mort qu'un type qui ait le droit de « faire » 1 million de dollars. Mais s'il ne comprend pas qu'il est dans le monde de Dieu, et qu'il veut voir durer le système qui lui a permis de gagner cela, il lui faut donner une partie de son argent, de son talent aux déshérités, alors c'est un imbécille. »

Il est sans doute un peu moins individualiste que nous, dans l'est du pays, ajoute-t-il. Pour ma part, je n'oublierai jamais que l'indépendance du Texas coïncide avec les premiers cow-boys. Les cow-boys vivaient seuls sur leur ranch, seuls contre les Indiens, les moustiques, la chaleur, que sais-je ? Ils ne cherchaient rien d'autre que de l'espace pour respirer et vivre par eux-mêmes.

À côté de cela, notre État porte la marque d'une autre race d'hommes : les chercheurs de pétrole. Le plupart d'entre eux n'étaient pas des ingénieurs ou des géologues vous savez, ils pouvaient être bûcherons ou épicier.

Mais ils se sont dit : « N... Dieu, voilà l'occasion de faire fortune ! »

« Mon père n'avait pas beaucoup d'argent quand il s'est lancé là-dessus. Orphelin, il avait commencé comme opérateur-radio, à 10 dollars par semaine. Il avait travaillé quelques années à l'Empire, au Mexique, pour des compagnies pétrolières, investies dans des actions de la Western Union (compagnie d'aviation plus tard rachetée par la TWA) parce que sa formation, son expérience, son savoir-faire, lui ont permis de reconnaître, dans le terrain qu'il prospectait, des signes indiquant la présence probable de pétrole. Il est allé voir neuf grandes compagnies pour qu'elles creussent un puits. Elles ont refusé, pensant qu'il n'y avait pas assez de chances. Alors il est allé voir sa mère, il lui a dit : « J'ai assez d'argent pour creuser un puits. Si il n'y a rien dessous, je me retrouverai à la rue en train de chercher du travail. »

« Si il y a quelque chose, si seras aussi à l'aise que n'importe qui dans cet État. Et il l'a fait. »

Voyez-vous, si l'on souhaite dans la vie, c'est que notre société reste capable d'offrir à nos enfants les mêmes chances et les mêmes risques, et qu'ils sachent ne dépendre de personne. Je suis

assez actif en politique, du côté des conservateurs, de Reagan. Les idées d'Hamilton me rendent malade. Quand je discute avec des gens qui pensent comme lui, des syndicalistes par exemple, nous arrivons à nous mettre d'accord sur des choses fondamentales : 1) nous saurons la même drapée ; 2) nous pensons qu'il

L'ANCIEN MARINE : comment être pacifiste ?

Mahassus (Virginie). — Carl Carlson jette un regard détaché sur la société américaine. Il est le seul de nos interviewés qui ait parlé beaucoup plus des autres que de lui-même. Marqué par sa très dure expérience du Vietnam, ce major des marines (trente-six ans), issu d'une vieille famille, barde de diplômes de sciences-politiques, de philosophie et de langues, compte sans doute encore plus que tous les autres uniquement sur lui-même. Il a son franc-parler, mais joue volontiers au jeu de « Je pense ce que je dis, mais je ne dis pas tout ce que je pense ».

« La grande théorie, dit-il, est qu'il existe une éthique du travail anglo-saxon. Le terme est générique, peu importe que vous soyez juif, indien, français ou d'importe quel pays. Quelque chose est venu dans l'esprit d'améliorer la situation matérielle. Cette attitude devant le travail a été diffusée à tel point, dans l'éducation des enfants et partout, que ne pas travailler apparaît vraiment comme une tare. Vous êtes censé être constamment actif, et vous souffrez à vous-mêmes.

Mais il y a une petite théorie, tout aussi importante, qu'on pourrait appeler : « Rester au niveau des Dupont ». Chacun connaît ou simulement désire, ce qu'a son voisin. Dans les quartiers résidentiels où toutes les maisons se ressemblent, si un homme plante un arbre dans son petit jardin, il s'achète une voiture, il va la montrer aux Dupont, qui l'ont vu auparavant, lesquels pensent aussitôt à changer la leur. Dans le même temps, cet homme va chercher à trouver un travail mieux payé pour pouvoir s'installer dans un autre quartier, un peu plus chic. Ne vous y trompez pas, ce modèle de comportement est extrêmement répandu et contraignant.

Croyez-vous que les États-Unis soient devenus un pays paisible ?

Non. Depuis les origines il y a des courants de méfiance, de mépris, entre différents groupes d'Américains. Le consensus social a des limites étroites, de région ou d'éthnie. Les préventions que les différents groupes ethniques ont les uns à l'égard des autres avant de venir ici existent toujours. L'Irlandais est toujours hostile à l'Anglais, aux non-catholiques, etc.

D'un autre côté, il existe de nombreux accords de gens qui se nomment eux-mêmes des « vigiles ». Ils se promettent dans des voitures ou des camions pleins de revolvers, de fusils ou d'armes automatiques. Ils s'attendent qu'un geste des autres, les radiocassette, pour utiliser leur artillerie. Ce, groupes, qu'il s'agisse de la John Birch Society ou des Minutemen, menacent eux aussi la société de l'intérieur. Il y a toujours des gens dans ce pays qui sont engagés dans une sorte

y a un Dieu, et que nous sommes entre ses mains ; 3) nous voulons empêcher que l'Amérique ne tombe sous l'emprise d'une puissance étrangère ; 4) nous n'aimons pas, les uns ou les autres, que le dollar achète moins cette année qu'il y a deux ans. Nous sommes d'accord là-dessus, mais pas sur les moyens d'organiser notre société.

Moi, je pense qu'il vaut mieux donner aux gens une chance de se débrouiller eux-mêmes plutôt que de demander toujours au gouvernement de s'occuper d'eux.

de chasse aux sorcières, qui se cherchent un ennemi.

On ne peut pas être pacifiste aux États-Unis ?

Vous ne pouvez pas être pacifiste dans ce pays. Depuis ses origines, lorsqu'il fallait devenir un rebelle et prendre les armes pour conquérir l'indépendance, ou bien, dans le cas des loyalistes, s'exiler au Canada pour garder la vie sauve, les conflits ont été très forts.

Les groupes contestataires n'ont pas réussi à troubler les fêtes du bicentenaire

De notre correspondant

Washington. — Les États-Unis ont entamé leur troisième siècle d'existence dans un climat rasséréné. De l'Atlantique au Pacifique, dans tous les États, villes et villages de l'Union, des millions d'Américains, apparemment remis des chocs du Watergate et du Vietnam, ont célébré dans la bonne humeur le deux centième anniversaire de la Déclaration d'Indépendance. Pendant quarante-huit heures, en tout cas, ils se sont offert un « temps mort », oubliant délibérément les préoccupations du moment et mettant fin à une autocritique virulente qui en avait amené un certain nombre à remettre en cause les institutions les plus traditionnelles.

L'insurrection nationale à laquelle se sont livrés les médias a débouché, en général, sur une conclusion positive, et il faut bien admettre que protestataires et minoritaires n'ont représenté, dimanche, qu'une infime partie de la masse des Américains, selon la tradition, ont salué par des prières et des chants, des parades, des pétards et des feux d'artifice, le « glorieux 4 juillet ». Quelques dizaines de membres du parti nazi américain, une cinquantaine d'indiens devant la Maison-Blanche, mais une foule importante — inférieure aux prévisions cependant — répondait à l'appel des « gauchistes » du « People Bicentennial Council » témoignant, à la satisfaction des autorités, de l'existence d'une contestation jugée finalement nécessaire à la bonne santé de la République.

Une déclaration d'indépendance économique dénonçant les fiscalités financières fut naturellement votée après quelques paroles vigoureuses de Jane Fonda et de son mari Tom Hayden. Mais il faut bien en prendre son parti : pour la grande majorité, le 4 juillet est une kermesse, une fête nationale et non une révolution.

À l'exception de l'hommage international illustré par l'impressionnante revue navale dans le port de New-York des navires de guerre et

— Que pensez-vous de la justice dans ce pays ?

— La justice, ici, est pour ceux qui ont de l'argent. Si vous avez de l'argent, vous pouvez louer les services d'un bon avocat, qui utilisera toutes les ficelles imaginables pour vous obtenir une peine réduite ou un sursis. Le cas de Patricia Hearst n'est qu'une exception. Si vous êtes un P.D.G. véreux, ce que l'on appelle un criminel « en col blanc », vous pouvez vous en sortir assez bien. Mais si vous êtes un pauvre type qui a fait un hold-up dans un magasin, dont le rapport a été de 50 dollars, vous risquez d'en prendre pour vingt ans. Et ce type, jugé à la hâte, dans 75 % des cas, commettra un nouveau délit. Je crois vraiment que l'argent est une des clés du système.

Prochain article :

LE SOLEIL SE LÈVE À L'OUEST

Coup de balai sur les soldes, jusqu'au 10 juillet.

Printemps
Haussmann/Nation/Parly 2/Vélizy 2 Créteil
Entrepôt de l'île St-Denis

AMÉRIQUES

Mexique

VOTE SANS SURPRISE À MEXICO

M. José Lopez Portillo est élu président de la République

De notre correspondant

Mexico. — M. José Lopez Portillo a été élu dimanche 4 juillet président du Mexique par 17.500.000 voix sur 18.500.000 suffrages exprimés. Les abstentions qui avaient dépassé 35 % lors des précédentes consultations ont été cette fois de l'ordre de 30 %. Ce vote n'est pas une surprise puisque M. Lopez Portillo, présenté par le parti révolutionnaire institutionnel (au pouvoir depuis quarante-cinq ans), était l'unique candidat officiel. Il remplacera M. Luis Echeverría dont le mandat expire en décembre prochain et conduira, à-t-il précisé, la même politique.

Deux candidats « indépendants » se présentaient sans bénéficier du soutien d'un parti autorisé :

M. Valentin Campa, communiste, et Pablo Emilio Maderio, dissident du Parti d'action nationale. Le succès massif enregistré par le parti révolutionnaire institutionnel ne doit cependant pas faire oublier l'existence d'un certain malaise notamment dans les milieux ouvriers et paysans. Le parti révolutionnaire institutionnel s'est efforcé de retrouver l'audience dont il bénéficiait dans ces milieux, mais il a déjà décidé de réorganiser ses structures et à reconsidérer ses méthodes. Cette volonté de réformes a d'ailleurs provoqué des tensions au sein de M. Lopez Portillo sera donc conduit à former un gouvernement de coalition nationale sous la bannière de la démocratie sociale. — J. C.

PORTRAIT

Un gestionnaire réaliste

Pour moi, l'essentiel est le respect de la Constitution car je crois dans le gouvernement des lois. « Mieux que de longs discours, cette affirmation définit à la fois l'homme et sa conception de la chose publique. Les références à la loi fondamentale, aux institutions et au rôle de l'Etat reviennent comme un leit-motiv dans les propos de M. José Lopez Portillo.

La personnalité du nouveau président du Mexique doit autant à sa formation universitaire qu'à sa carrière de grand commis de l'Etat. Né le 16 juillet 1920 à Mexico, M. José Lopez Portillo y a fait ses études de droit et de philosophie. Il a obtenu le diplôme de la bourgeoisie mexicaine de l'Etat de Jalisco, déjà étroitement liée à la classe politique mexicaine. De ses années d'études date le début d'une longue amitié avec Luis Echeverría Alvarez. En 1941, les deux étudiants obtiennent des bourses pour aller suivre ensemble un cours d'été de sciences politiques à l'université de Santiago du Chili. Licencié en droit en 1948, M. José Lopez Portillo se voit confier, une année plus tard, la chaire de théorie générale de l'Etat qu'il occupera jusqu'en 1958 à la faculté de droit et à l'école de sciences politiques de l'université nationale autonome de Mexico.

Appartenant lui-même au P.R.I. depuis 1946, M. José Lopez Portillo est appelé à siéger dès 1949 aux conseils de planification économique et sociale. Il est successivement nommé en 1948 sous-secrétaire à la présidence, en 1970 sous-secrétaire au patrimoine national, et en 1972 directeur de la commission fédérale d'électricité.

En mai 1973, le président Echeverría fait son ministre des finances, poste qu'il occupera jusqu'à sa désignation officielle comme candidat du PRI le 5 octobre 1975. Relativement peu connu lors de sa campagne pour l'apporter son image de président. Puis, étonnamment, élu par la machine bien huilée de l'omniprésent

parti officiel, il a parcouru le pays, s'adressant à toutes les couches de la population.

Marié et père de trois enfants, le nouveau président du Mexique se sent, à cinquante-six ans, en pleine force de l'âge. Doué d'une solide constitution et d'une grande capacité de travail, on le dit naturellement persévérant. Surtout, il ne cache pas sa prédilection pour les disciplines vivantes, comme le football américain ou la boxe et pratique lui-même le karaté.

Tout en rejetant les classifications hâtives, M. Lopez-Portillo se considère avant tout comme un humaniste. Sans doute ne conteste-t-il pas la réputation de gestionnaire que lui a valu sa carrière, mais il se défend résolument d'être un technocrate. Sur le plan philosophique, il reconnaît volontiers l'influence qu'a exercée sur lui la dialectique hégélienne. Ayant perdu la foi durant son adolescence, il n'est pas pratiquant, mais déclare accepter la morale chrétienne.

Tant par tempérament que par conviction, M. Lopez-Portillo se montre enclin au réalisme. En tout cas, ses connaissances des réalités économiques et sociales mexicaines ne lui seront pas de trop pour affronter les graves problèmes qui se posent actuellement à son pays. S'il entend poursuivre la politique d'ouverture sur le monde entreprise par Luis Echeverría, il prônera également davantage d'attention à la politique intérieure. Héritier de la révolution de 1910, la Constitution mexicaine reconnaît des droits sociaux étendus et ouvre la voie aux réformes.

Pour respecter ses promesses électorales et assurer une meilleure distribution des richesses, le nouveau président s'est engagé à appliquer la Constitution. Le 1^{er} décembre prochain, quand il prendra officiellement la succession de Luis Echeverría, José Lopez-Portillo aura six ans devant lui pour tenir cette promesse.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Pérou

LE GOUVERNEMENT INTERDIT LES DOUZE PRINCIPAUX JOURNAUX

Lima (A.F.P., Reuters). — Après l'instauré, jeudi 1^{er} juillet, l'état d'urgence et suspendu les parlements constitutionnels pour un mois, le gouvernement militaire péruvien a interdit samedi 3 juillet les douze principaux quotidiens et hebdomadaires politiques nationaux qu'il accuse d'avoir cherché à diviser les forces armées. Cette mesure affecte aussi bien la presse de droite que de gauche, mais épargne les journaux à caractère apolitique.

D'autre part, trois cents personnes au moins ont été arrêtées durant les dernières heures du gouvernement militaire péruvien à proclamation de l'état d'urgence, déclarant-on samedi à la police.

Parmi eux figurent des étudiants, des ouvriers et de nombreux « délinquants ». Tous les détenus seront jugés par des tribunaux militaires en vertu des pouvoirs d'exception. Vendredi, des nouvelles manifestations contre les grèves des transports publics et la hausse des prix alimentaires avaient eu lieu dans plusieurs villes péruviennes.

Argentine

CINQ RELIGIEUX SONT ASSASSINÉS DANS UNE ÉGLISE

Buenos-Aires (U.P., A.F.P.). — Pour la troisième fois depuis le début de cette année, des ecclésiastiques ont été victimes de la violence politique en Argentine. La police a annoncé en effet dimanche 4 juillet que trois prêtres d'origine italienne et deux séminaristes avaient été assassinés par un groupe d'hommes armés non identifiés, dans l'église San-Patrick (Saint-Patrick), à Coghlan, l'un des quartiers de Buenos-Aires.

De sources proches de la police, on précise que les meurtriers ont pénétré dans l'église pour se rendre dans les cellules des ecclésiastiques. Là, les victimes furent bâillonnées et, une fois leurs mains liées derrière le dos avec du fil de fer, abattues de plusieurs balles chacune.

Dans les premiers jours de juillet, la violence en Argentine a fait 70 victimes, dont une vingtaine de terroristes, 18 policiers, 17 inconnus, un responsable politique du parti radical, 3 religieux, et un militaire. Depuis le début de l'année 1976, le total des victimes dépasse le chiffre de 500 personnes.

POLITIQUE

APRÈS LES «ÉTATS GÉNÉRAUX» DE MALAKOFF

Le P.S.U. veut donner une nouvelle impulsion à la lutte pour l'autogestion

Le P.S.U. a organisé, samedi 3 et dimanche 4 juillet, à Malakoff (Hauts-de-Seine), des «états généraux pour l'autogestion socialiste», qui ont rassemblé quelque cinq cents participants, répartis en seize «comités» la première journée et en quatre forums la deuxième (le Monde daté 4-5 juillet). Outre le parti socialiste, représenté par M. Le Garrec, membre du comité directeur, et la C.F.D.T., représentée par M. Roscazou, directeur

Cette diversité a été célébrée par différents orateurs comme une source de richesse pour les réflexions du courant autogestionnaire, mais elle en a aussi illustré les ambiguïtés et parfois les limites. La C.F.D.T., par exemple, s'était refusée à participer à un forum auquel le représentant de la L.C.R. (trotskiste) devait également prendre part, estimant que les amis de M. Krivine ne sont pas de véritables partisans de l'autogestion. Toutefois la variété et l'intensité des débats, de même que l'attitude relativement indépendante pour une pareille date, autorisent sans doute les organisateurs de la rencontre à considérer celle-ci comme un succès.

Indépendamment de leur attachement aux thèmes autogestionnaires, les dirigeants du P.S.U. tenaient d'autant plus à ces succès qu'ils poursuivaient trois objectifs factuels en organisant ces états généraux.

Le premier était de mettre un terme à l'isolement des socialistes unifiés vis-à-vis de forces politiques ou syndicales beaucoup plus puissantes, qui se réfèrent explicitement, elles aussi, à l'autogestion — essentiellement le P.S. et la C.F.D.T. C'est ce qu'un membre de la direction politique nationale exprimait en soulignant qu'il s'agit de «faire oublier la censure des assises du socialisme» : en octobre 1974, tandis que MM. Chapuis et Rocard s'apprêtaient à partir pour la France, un P.S.U. était exclu de la minorité, la nouvelle direction de celui-ci avait été exclue — et c'était encore elle-même — de toute participation à ces qualités

redacteur en chef de la revue confédérale, de nombreux mouvements avaient été conviés : Comités de défense des appelés, amis de l'émancipation chrétienne, comité d'action des prisonniers, groupes d'action municipale, jeunesse ouvrière chrétienne, Mouvement rural de la jeunesse chrétienne, Ligue communiste révolutionnaire, etc.

En second lieu, le P.S.U. cherchait, tout en se défendant de tout «impérialisme de parti», une occasion de s'affirmer au sein du courant autogestionnaire. Non pas seulement comme son avant-garde ; mais aussi, vis-à-vis de nombreuses petites organisations que l'autogestion intéresse, comme celui par qui la vérité arrive : en pratique avec ces mouvements, non directement politiques, une sorte de médiation qui les conduise à découvrir dans l'autogestion la solution des problèmes auxquels ils se sont attachés.

Le P.S.U. peut ainsi espérer que son importance propre se trouve augmentée de celle, parfois, d'une «réelle» dont disposent dans leurs milieux respectifs ces différentes organisations, lorsque celles-ci auront trouvé en lui une véritable «contre-pouvoir» que cette sympathie soit ancienne ou toute récente. Si les socialistes unifiés parvenaient à exercer une sorte de médiation morale sur ces nombreux autres participants aux états généraux, l'autogestion constituerait la réponse démocratique à la question du pouvoir en général.

Le P.S.U. et ses amis estiment disposer désormais de moins de deux ans pour en convaincre une majorité de Français, ou au moins une minorité suffisante pour qu'un éventuel gouvernement de gauche soit obligé d'en tenir compte (politique n'attendant rien à cet égard de la majorité actuelle). De nombreux orateurs ont émis le vœu que la réunion des 3 et 4 juillet ne soit pas «un colloque de plus», mais «un coup d'envoi».

BERNARD BRIGOLEUX.

LE CNIP REGRETTE DE NE PAS AVOIR ÉTÉ INVITÉ À LA CONVENTION NATIONALE DES R.I.

M. Bertrand Motte, président du Centre national des indépendants et paysans, souligne une nouvelle fois, dans le numéro du 29 juin du journal de sa formation, les faiblesses de l'alliance théorique, mais aussi pratique, entre le CNIP et la Fédération nationale des républicains indépendants. Depuis juin 1975, M. Motte écrit : «Nos amis républicains indépendants n'ont pas fini de nous trahir. Le chemin de la confédération devait, semble-t-il, tout naturellement, nous conduire à la convention qu'ils organisent, le 19 juin, au Champ-de-Mars.

» Et voici que les lampions se sont éteints sans que la moindre invitation nous soit parvenue. Étrange coïncidence : la nouvelle étape qui se présente aux indépendants confédérés ! Le président du CNIP ajoute : «Il est probable que les républicains indépendants n'ont pas encore réussi ce qu'on peut appeler une implantation populaire, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas arrivés à faire passer leurs idées dans les élections locales, la sécurité électorale des députés et des sénateurs qu'ils ont rassemblés. De ce point de vue, un rapprochement et une coordination entre les R.I. et le CNIP répondraient à une prestation réciproque et complémentaire. »

TROIS ASSOCIATIONS DU «CADRE DE VIE» S'ÉTONTENNES DES DÉCLARATIONS DE M. JUQUIN (P.C.F.)

Dans le rapport sur les «problèmes du cadre de vie» qu'il a présenté mardi 22 juin devant le comité central du P.C.F. (le Monde du 25 juin), M. Pierre Juquin, député de l'Essonne, reprochait à des organisations se situant dans le courant socialiste leur «réformisme». La Confédération syndicale du cadre de vie, les groupes d'action municipale et le mouvement «Vie nouvelle» ont participé, les 24 et 25 avril, à une rencontre nationale sur le thème «Cadre de vie et socialisme» et se sont vu de ce fait reconnaître et ont demandé à rencontrer à ce propos les responsables du P.C.F. Dans un communiqué, ces trois associations déclarent qu'elles ont été totalement ignorées de la stratégie de tel ou tel parti et que leur Rencontre nationale n'avait nullement pour but de mettre en évidence les structures syndicales de la mise en œuvre de la politique du cadre de vie. Elles précisent qu'elles ne rejettent absolument pas le rôle fondamental des centrales syndicales dans les luttes du cadre de vie et qu'elles ne veulent nullement les confiner dans les entreprises et se réservent qu'elles à leurs travaux, le P.C.F. n'ait pas été présent et que, de ce fait, il ait porté sur eux un jugement manifestement erroné.

BERNARD BRIGOLEUX.

Les radicaux de gauche s'efforcent de développer leurs contacts internationaux

Les dirigeants du Mouvement des radicaux de gauche ont le sentiment d'être parvenus en moins de six mois à capter l'essentiel de l'héritage radical français. Cet acquis n'est cependant pas suffisant pour mettre le mouvement de M. Robert Fabre sur un pied de réelle égalité avec ses alliés du programme commun. C'est pourquoi les radicaux de gauche mènent une double action en vue, d'une part, de renforcer l'unité de leur parti en faisant appel à des personnalités désireuses de participer à l'action de la gauche sans accepter pour autant les contraintes du P.S. d'autre part, d'accroître leur audience en se faisant connaître au niveau international.

M. Robert Fabre a ainsi noué une série de contacts tant avec des partis membres de l'Internationale socialiste qu'avec l'Internationale libérale. Les radicaux de gauche découlent en effet du fait qu'ils ne se sentent pas totalement à leur aise ni dans l'une ni dans l'autre de ces deux structures.

N'étant pas un parti socialiste, le M.R.G. ne peut siéger au sein de l'Internationale socialiste, même s'il s'efforce d'entretenir les mêmes rapports avec des partis comme le S.F.D., par exemple. M. Fabre, lors de son séjour à Bonn, les 24 et 25 juin, a eu un long entretien avec Willy Brandt, au terme duquel il a été

UNE ÉLECTION MUNICIPALE

EURE : Louviers (1^{er} tour). Inscr. 10 018 ; vot. 2 116 ; suff. expr. 1 844. MM. Patrice Yung (Action de gauche), 1 188 voix ; Maurice Brossaud (P.C.), 407 ; Daniel Lamy, sans étiqu., 251. [Le taux requis de 25 % des électeurs inscrits n'est atteint par aucun candidat. Il n'y a pas élection et un second tour de scrutin aura lieu le 11 juillet. Les abstentions atteignent 79 %.

C'était la quatrième fois que les électeurs de Louviers allaient aux urnes depuis mai 1971. Il s'agissait, dimanche, de désigner un seul conseiller municipal en remplacement de M. Thiers qui, mis en malice lors de la précédente élection, s'était démis de ses mandats de maire et de membre du conseil municipal.

Pour ce premier tour, les centristes avaient préconisé l'abstention et les socialistes n'avaient pas désigné de candidat, laissant aux électeurs le choix entre les candidats de gauche.]

M. GUÉNA : l'opposition gagne les sondages mais perd les élections.

Devant les assises U.D.R. de Charente-Maritime, M. Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré dimanche 4 juillet : «Combattre le président de la République, c'est combattre la Constitution et nous ne le ferons pas. Sur l'essentiel, la politique étrangère, la défense nationale et les institutions, rien n'a été remis en cause. Il appartient à l'U.D.R. d'entourer Jacques Chirac. Il faut vivre avec ses alliés et qu'on ne compte pas sur moi pour les combattre. Ce ne sont pas nos alliés qu'il faut attaquer mais plutôt nos adversaires. A notre loyauté il faut que répondent une loyauté semblable. Nos adversaires gagnent régulièrement tous les sondages mais perdent les élections.

M. Jean de Lipkowski, ministre de la coopération, ministre U.D.R. de Royan, a dit de son côté : «Il nous appartient d'être au premier rang parmi ceux qui entendent soutenir fermement l'action de la République et par le premier ministre ; au premier rang de ceux qui souhaitent l'avenir sans référence à des dogmes préétablis. Cela veut dire que notre véritable vocation n'est pas d'être le grand parti conservateur français.»

BERNARD BRIGOLEUX.

POSITIONS ET PROPOSITIONS

«Une association de lycéens U.D.R.» va être créée pour «faire face dans les lycées à l'action de l'UNICAL» a annoncé M. Alain Aubert, député national de l'U.D.R.-Jeunes, dimanche 4 juillet à Moulins. Il a indiqué que l'U.D.R.-Jeunes publierait un journal tiré à cent mille exemplaires.

A Aix-en-Provence, les conseillers municipaux appartenant au Centre des démocrates sociaux viennent de remettre leur députation au maire, M. Félix Cicolini, sénateur (P.S.). Dans des déclarations rendues publiques en termes identiques, le maire et le C.D.S. expliquent qu'ils ont «examiné ensemble la situation politique à Aix et l'impossibilité de maintenir, lors d'un scrutin municipal de 1977, l'alliance entre les socialistes et les centristes».

L'actuel conseil municipal d'Aix est constitué de socialistes, de radicaux de gauche, de centristes et de «personnalités». Les délégués des affaires économiques, de la jeunesse et des bâtiments communaux étaient confiés à des élus centristes.

Dans la Loire, huit organisations d'extrême droite (parmi lesquelles le Parti des forces nouvelles, le Groupe d'union et de défense de la France, la Jeunesse ont constitué un comité de soutien à la famille Dauplet, récemment expulsée du pavillon qu'elle occupait depuis l'indépendance du parti communiste, place du Colonel-Pabien, à Paris (le Monde du 25 juin). Dans une déclaration intitulée : «Les brades du P.C.», ce comité dénonce les expulsions auxquelles il a été procédé lors de la construction de cet immeuble, pour laquelle «des gens de condition modeste ont été délogés».

La Fémale nationale, revue nationaliste, publie, dans son onzième numéro, un ensemble de textes intitulé : «Mandate pour la France». Parmi ces textes figurent ceux de MM. Pierre Gaxotte et René Huyghe, de la famille Dauplet, Jean Cau, Michel Drele, de la famille Dauplet, Philippe de Saint-Robert, Jean-Gilles Malliarakis et Pierre Sidon.

Le Pénal national, 4 bis, rue Antoine-Bourdelle, 75015 Paris.

STAGES DE PRÉPARATION

MÉDECINE PHARMACIE

- Recyclage scientifique (Bac A ou B) et mise en condition (Bac C ou D) en septembre.
- Encadrement annuel par matière et par faculté.
- Révisions intensives avant chaque session d'épreuves.

SCIENCES PO

- Entrée en 1^{re} année (A.P.) : 5 semaines intensives, fin juillet-début septembre.
- Entrée directe en 2^e année : 4 semaines en août, 3 options au choix : histoire, politique, économie.

IPESUP Enseignement Sup. privé
Tél. : 32-33-34 - 16-18, rue du Cloître-Notre-Dame, 75004 Paris.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

Offre en dossier complet sur :

L'EAU

Envoyez 8 francs (timbres ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Lafont, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 30 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

محضان الأمل

ÉDUCATION

DÉFENSE

POINT DE VUE

La loi d'orientation de l'enseignement supérieur, huit ans après

par
GÉRALD ANTOINE (*)

JUIN, pour les étudiants et pour les professeurs, c'est le mois des examens. Mais pour tous, ce doit être en outre celui des examens de conscience et de bilan. Plus encore au terme d'une année universitaire marquée par tant d'incertitudes et de soubresauts.

Le décompte ou le rétrospectif comme on voudra, ce fut — il faut presque déjà le rappeler — le projet de réforme du deuxième cycle, sans nul doute équivoque et par là inquiétant. Mais chacun a compris que la malice venait de plus loin et s'étendait au-delà.

Les analyses du processus n'ont point manqué; les suggestions de remèdes furent plus rares et discrètes: c'est qu'il s'agissait de la fois courage et imagination. Courage parce que, de quelque manière qu'on s'y prenne, ce fut — on le rappelle — la loi d'orientation de 1968, ses antécédents et ses suites, surtout toujours brillantes. Imagination, parce que le problème a été retourné en tous sens, en France et ailleurs, et selon les apparences nul encore ne lui a découvert d'autre clé. Notons d'ailleurs que les ministres de l'éducation des États-Unis ont dû examiner ensemble leurs difficultés, au lieu de s'écarter à vouloir les résoudre chacun pour soi. Ainsi l'Allemagne fédérale a adopté, en janvier dernier, une loi-cadre des enseignements supérieurs sans que le texte ait reçu, de la part de notre secrétaire d'État, la moindre diffusion, et l'on ose se plaindre de demander, et les fameux textes relatifs à l'orientation du second cycle finissent d'être publiés, comme le démontre la loi-cadre des enseignements supérieurs dans les pays du Marché commun.

Mais revenons à notre propre loi de 1968 pour constater qu'au long de ce printemps plus dangereusement atteint de langueur que de violence, presque tous les thérapistes en appelaient à une application plus nette et entière des règles édictées en 1968 — autonomie, participation, interdisciplinarité — tandis que quelques-uns, à l'inverse, frôlaient en sourdine une antienne prise à renouer chaque fois que l'horizon s'assombrit: « haro sur cette loi d'où nous vient tout le mal! ». Récemment, avec sa coutumière franchise, Raymond Aron a dit haut et clair ce qu'il en pensait: « Pour rendre aux universités un minimum de dignité, il faudrait de toute évidence modifier sur certains points la loi d'orientation. » Et de plaider en particulier les malheurs de la « déprogrammation », « déprogrammation de la légitimité et de la force ». Que faut-il en penser?

Cette loi appelle, après huit ans d'âge, amendements et correctifs, surtout en un domaine aussi mouvant et complexe, mais en effet parlant évident. Encore faudrait-il, avant de la modifier, se soucier de l'appliquer, non pas selon la loi mais en esprit, non point par morceaux maladroits mais en totalité. R. Aron évoque le statut du président d'université; mais quel chef d'entreprise dispose donc de plus de « légitimité et de force » selon un contrat qui fait de lui tout ensemble un président de conseil d'administration élu et un responsable de l'exécutif nommé, investi de pouvoirs à la fois administratifs, financiers et moraux (art. 15, 20, 36, 37)?

Non immédiatement réajustable, il est de surcroît à l'abri des tentations démocratiques et, si d'ailleurs, une difficulté grave se présente, le recteur-chancelier est là pour l'aider dans la tâche ingrate, mais parfois nécessaire, des rappels à l'ordre voire, si survient un risque excessif, pour le suppléer (art. 10 et 18). Or il est de fait qu'il est, par manque d'information, de savoir-faire ou de volonté, des situations d'anarchie latente se sont développées qui donnent à croire que les universités sont des corps élastiques, vivants sur leurs nerfs et trop privés de muscles: la faute en est non à la loi, mais à ceux qui oublient qu'elle existe.

Même! cet oubli est loin d'être le seul et l'on compterait pour ma part au moins cinq autres.

Du côté des structures d'abord, l'article 8 prévoyant la mise en place de conseils régionaux de l'enseignement supérieur et de la recherche est demeuré lettre morte. Or cette carence aboutit à tronquer le dessin de l'enseignement de l'époque. Dans l'esprit du général de Gaulle, la loi d'orientation n'était qu'une pièce du grand édifice de la participation, laquelle devait trouver deux terrains favorables et solidaires, la région et l'université. « Comme notre pays renait à la vie régionale, il souhaite que les ensembles universitaires soient adaptés localement à cette vie régionale » (entretiens du 7 juin 68). Les conseils régionaux, régionaux et interrégionaux, comme le désirait heureusement M. Olivier Guichard, auraient été l'instrument de cette régénération mutuelle qui ne cesse de s'imposer.

Du côté des contenus, les vides ou les falsifications ne sont pas moindres: on attend toujours les décrets d'application du septième alléluia 7 de l'article premier sur la mission des universités, qui — le texte n'est-il pas assez explicite? — « forment les maîtres de l'éducation nationale, veillent à l'unité générale de cette formation ». Le problème est primordial, sa solution est urgente.

Il y aurait long à dire sur l'absence ou les erreurs d'application du deuxième alléluia de l'article 6, relatif à la « déprogrammation » des universités, le cas échéant assorti d'une vocation dominante. « Comble d'université se sont-elles contentées de rebaptiser disgracieusement U.E.R. les facultés d'antan! Quant à celles qui se sont efforcées de créer de véritables systèmes cohérents de formation interdisciplinaire ajustés à des objectifs économiques, sociaux ou culturels majeurs, elles ont le plus souvent enduré à la fois le mauvais vouloir de l'administration et l'indifférence des chefs de file des disciplines traditionnelles, bref un double refus.

Là où la carence se peut-être la plus grave, c'est dans le domaine vital, de l'application des articles 21 et 22 sur l'orientation initiale et continue des étudiants. On préfère braver le spectre de la sélection sans chercher à savoir ce qu'il représente, au lieu simplement de lire la loi, de la comprendre et de la mettre en œuvre, étape par étape.

Comment enfin ne pas avoir le cœur serré devant les articles 34, 35 et 36 sur l'exclusion de toute forme de propagande, d'intolérance et de désordre? C'est à croire que professeurs et étudiants ont perdu le sens des mots ou le sens tout court.

L'ajoutai-je pour mémoire? Si l'on s'en tenait à l'article premier de l'arrêté du 16 janvier dernier portant réforme du second cycle, il faudrait enregistrer un système abandonnant, lui, l'essentiel puisqu'il reviendrait à privilégier jusqu'à l'exclusion l'une des deux missions de l'université, à savoir: « répondre aux besoins de la nation en lui fournissant des cadres dans tous les domaines », en mettant sous le boisseau la liberté de promotion culturelle offerte à tous ceux qui le souhaitent.

Comment expliquer une telle somme de reculs? A priori, ce n'est pas un bon signe: si un ensemble de préceptes législatifs n'est pas appliqué, c'est qu'on le tient pour inapplicable ou qu'il n'est pas venu à son heure.

Depuis plus de cinquante ans, il est vrai, des esprits lucides s'appliquent à dénoncer les vices et les manques de notre système éducatif, en particulier de nos enseignements dits supérieurs: tels Péguy avant l'autre guerre, Valéry après. L'appel et ceux de tant d'autres demeurent sans écho. Jusqu'à jour où tout explosa et où l'on alla chercher un thaumaturge qui dut, en catastrophe et sous le coup du désastre, élaborer une immense mutation indéfiniment remise. Cependant, il lui fallut s'attaquer d'abord au troisième étage de l'édifice, et le temps ne lui fut pas laissé de remanier le premier ni le second; dont la refonte, en sa ligne logique, eût dû le précéder. La réforme, dans l'esprit de beaucoup,

porte comme une tare la marque de cette tumultueuse naissance.

Mais ce n'est pas tout: une loi-cadre n'acquiesce force et contenu que par ses décrets d'application. Or, ceux-ci, pour des motifs que les historiens auront à démentir, au lieu de suivre aussitôt comme il avait été projeté, furent différés comme à plaisir, tant et si bien que plus d'un an s'écoula jusqu'à la mise en place des nouvelles universités: le temps pour les mendiants de quitter leurs peureuses retraites et de remonter à leurs tours hautes, pour les réformistes de revenir à leurs doutes et de rallier le camp des anarés.

Et puis, convenons-en, le monde universitaire dans son ensemble, figé dans ses longs refus d'adaptation aux besoins de l'homme et de la société modernes, était on ne peut plus mal préparé à cet effort de renouveau. On ne change pas l'homme du jour au lendemain — et l'homme académique est bien de tous le moins malléable, le moins prêt à s'ouvrir, soit à sa discipline, soit à d'autres et de la leur.

Le bon usage de la loi d'orientation implique une pédagogie et de la gestion, et de la responsabilité, et de la libre discussion — bref, une pédagogie de la démocratie qu'il faut inventer et mettre en œuvre, de l'école primaire à l'université. Quant à ceux qui sont portés à un poste de responsabilité académique ou universitaire, leur reste à prendre la mesure du célèbre axiome de Fayol: « Administrer, c'est prévoir, organiser, commander, coordonner, contrôler. » La loi leur en donne tous les moyens: à eux de s'en servir.

Tout cela dit, il serait parfaitement injuste et déshonorant de laisser croire que, jusqu'ici, nul « patron » d'entreprise universitaire n'a su exercer ses prérogatives au bénéfice d'une participation des maîtres et des étudiants à la vie de la communauté dont il a la charge, comme d'une ouverture des enseignements aux appels de la vie: à travers tous les siècles, malgré les obstacles, les désordres et les incompréhensions, les universités en maints endroits ont accompli plus de progrès en huit ans qu'en deux siècles. Des créations indispensables, marquées du sceau d'une interdisciplinarité vraie, rigoureusement imposées, avant 1968 ont vu le jour depuis.

Pour peu que Paris, au lieu de trainer en de brèves initiatives, les stimule, aide à les contourner et à les faire connaître (à quand un Livre blanc des innovations universitaires révisées?), pour peu aussi que, dans le même temps, chaque responsable se souvienne des pouvoirs et des devoirs qu'il tient de la loi, nos universités devraient devenir ce que Baudelaire nommait des villes, des phares allumés sur les vagues, les régions, la nation, sans oublier l'au-delà des frontières.

(*) Ancien recteur de l'académie d'Orléans, ancien chargé de mission auprès de M. Edgar Faure, directeur de l'éducation nationale (1968-1969), chargé de mission auprès de M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale.

A Paris

DEUX ÉPREUVES DE P.C.E.M. 1 SONT ANNULÉES À L'U.E.R. BICHAT

Les épreuves d'histoire embryologique et de biophysique du concours de P.C.E.M. 1 (fin de première année) de l'U.E.R. Bichat ont été annulées par arrêté du président de l'université Paris-VII, sur proposition du jury et du doyen de l'U.E.R. Les nouvelles épreuves auront lieu le jeudi 6 septembre (14 h.: histoire-embryologie; 14 h.: biophysique).

L'annulation de ces épreuves est motivée par le fait que les conditions de déroulement de ces épreuves, qui ont été annulées, le 2 juin dernier, à la suite de l'annulation de la manifestation de l'U.E.R. Bichat, ne permettent pas de garantir la qualité de la manifestation.

Le conseil d'administration de l'université Paris-VII a décidé, le 2 juin dernier, d'annuler la manifestation de l'U.E.R. Bichat, qui devait se dérouler les 2 et 3 juin prochains. Cette décision a été prise à la suite d'une délibération du conseil d'administration de l'université Paris-VII, qui a constaté que les conditions de déroulement de ces épreuves ne permettent pas de garantir la qualité de la manifestation.

RELIGION

Aux arènes de Lutèce

UN NOUVEL ORDONNÉ DE Mgr LEFEBVRE A CÉLÉBRÉ LA MESSE DE PIE V

Malgré l'interdiction du cardinal Marty, archevêque de Paris, l'abbé de Chalard, nouvel ordonné de Mgr Marcel Lefebvre, responsable du séminaire d'Écully, a célébré, le 3 juillet, la messe aux Arènes de Lutèce sous la présidence de Mgr Ducaud-Bourget, et en présence d'un millier de catholiques traditionalistes, partisans du retour à la messe d'avant le concile de Vatican II.

Dans une homélie de Mgr Lefebvre, célébrée le 29 juin et diffusée par la radio, le prélat a appelé à ce qu'il appelle la messe d'avant le concile de Vatican II, et a déclaré qu'il continuerait son œuvre.

JEUNESSE

Au cours de son assemblée générale LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT CONFIRME SON OPTION SOCIALISTE

De notre correspondant

Lyon. — Les trois cents délégués présents à l'assemblée générale de la Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente, réunie du 30 juin au 2 juillet, ont maintenu la référence à une perspective socialiste introduite par le congrès de l'an dernier. Le prochain, prévu à Caen en 1977, tentera de définir « une politique globale de l'éducation dans une société socialiste ». Mais, dès maintenant, la ligue entend profiter des élections municipales pour « faire connaître et avancer ses idées en proposant des éléments concrets de mise en œuvre d'une politique sociale-culturelle laïque et démocratique ».

Ce sera aussi un moyen de « mobiliser » davantage ce mouvement qui compte des millions d'adhérents adultes et « coiffe » deux millions de scolaires, pour des activités multiples (voyages, séjours, stages, publications). Certains délégués ont estimé que la ligue n'est pas allée « assez loin » dans sa réflexion politique.

Les délégués des fédérations départementales des œuvres laïques (FOL) ont réclamé le doublement de la prise en charge journalière de l'État pour les stages extérieurs, constatant notamment que « c'est dans le domaine socio-culturel que le désengagement de l'État est le plus net (le secteur représente 0,7 % du budget 1976). La diminution de

l'aide de l'État dans la participation aux stages, selon le secrétaire général, M. Paul Fahy, est d'au moins 50 % cette année. « La situation risque d'être encore plus grave l'an prochain, s'il est ajouté, d'autant que le budget 1977 de la jeunesse et des sports sera sans doute inférieur à celui de 1976. »

Le rapport d'activité présenté par les dirigeants de la ligue a été voté par 1412 voix contre 28 et 94 abstentions. M. Jean Dehiesse, président, et M. Paul Fahy, secrétaire général, ont été réélus; MM. Pierre Lamarque, Charles Dupuis et Paul Liot ont été élus vice-présidents, tandis qu'une vice-présidente a été désignée: Mme Pauletté Lacaze, présidente de la Fédération des œuvres laïques du Rhône.

(Interim.)

Chantiers de jeunesse. — Des places sont encore disponibles au siège de l'association d'échanges internationaux Concordia pour des chantiers de jeunesse, tant en Pologne qu'en Turquie, Israël, Allemagne et même en France. Il faut être âgé de moins de dix-huit ans. Les inscriptions varient de 140 F pour l'Auvergne à 500 F pour Israël, et seul le voyage est à la charge du participant.

★ Concordia, 27, rue du Fontenay, 75001 Paris, tél. 231-42-10.

La sécurité de la France ne repose plus sur une masse de soldats placés aux frontières qui sont celles de pays amis

constate l'amiral Joire-Noulens dans « Défense nationale »

« Pour la première fois dans l'histoire, la sécurité de la France ne repose plus sur une masse de soldats placés aux frontières (qui sont d'ailleurs celles de pays amis) mais sur les sous-marins nucléaires tipis au fond des océans ». C'est ce que constate dans la revue Défense nationale, qui publie ses réponses aux questions militaires et civiles de l'Institut des hautes études de défense nationale, l'amiral Albert Joire-Noulens, chef d'état-major de la marine nationale. L'amiral en tire, du reste, la conclusion qu'il conviendrait de réexaminer les conditions dans lesquelles la marine doit être représentée à l'état-major des armées puisque, note-t-il en se félicitant de la qualité du recrutement à Navale, « la stratégie de dissuasion a renforcé le rôle du marin ».

« Nous sommes ainsi conduits, écrit notamment l'amiral Joire-Noulens, à distinguer, à l'intérieur de l'état-major des armées, les postes spécifiques d'opérations, les postes spécifiques d'opérations, les postes spécifiques d'opérations, etc. où il conviendrait que la marine soit représentée à égalité avec les deux autres armées et les postes à caractère général où la représentation peut être assurée au prorata des effectifs de chaque armée ». Le chef d'état-major de la marine nationale observe que les expériences précédentes de fusions interarmées dans le commandement, ont montré que l'on n'a pas fait d'économie ni gagné en efficacité.

L'amiral Joire-Noulens a tenu ces propos le 16 mars dernier, soit un jour après les déclarations du général Guy Méry, le chef d'état-major des armées, qui ont été publiées dans le numéro 100 de la revue Défense nationale et qui ont donné naissance à une polémique sur les rapports de la France avec l'Otan. Par rapport à ce commandement, le général Méry a déclaré que la marine était « la seule armée qui ait une stratégie indirecte et agisse par États interposés ». Le chef d'état-major des armées a répondu que c'est précisément l'absence de la dissuasion nucléaire qui, en interdisant toute attaque frontale à travers les frontières terrestres, suscite les manœuvres de la stratégie indirecte qui menacent nos intérêts hors de l'hexagone. De ce point de vue, notre situation n'a rien de comparable avec celles de l'Allemagne fédérale ou des Pays-Bas.

« La notion de sanctuaire ou de dissuasion élargie, mise récemment en avant par le chef d'état-major des armées, est en fait une notion qui n'a rien de nouveau. L'amiral Joire-Noulens continue d'opposer la notion de sanctuaire national. « Le territoire national étant couvert par la dissuasion nucléaire, écrit-il, la notion de sanctuaire national n'est pas d'actualité. Elle ne manquerait pas d'affecter nos vies de communication maritimes, et ce n'est pas le chef d'état-major de la marine, qui ajoute: « De telles crises, dans le contexte de neutralisation réciproque des puissances nucléaires, ne nous concernent pas. Elles sont la conséquence de la situation internationale, et bien des chances de se développer d'abord sur mer où nous sommes directement au contact ».

★ Défense nationale, juillet 1976, 1, place Joffre, 75007 Paris, prix 10 F.

Centre Isth Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et
Techniques humaines
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
PRIVE DEPUIS 23 ANS
Concours d'entrée à :
HEC-ESSEC
ESCP-ESCAE
PRÉPARATIONS ANNUELLES
CONTINUES
AUTEUIL 6, Av. Jean-Henry
75016 Paris - Tél. 268.52.06
TOLBIAC 83, Av. d'Italie
75003 Paris - Tél. 508.63.25

PRÉPARATION AUX
sur place (du 6 au 29-9)
ou par correspondance
(du 16-8 au 29-9)
• P.C.E.M. 1
• Pharmacie
IPEM
7 rue de la Purpe
75011 PARIS - Tél. 594-19-73

ÉTUDES MÉDICALES
pour devenir
assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse
Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)
CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

UNE ÉLECTION MUNICIPALE
impulsion

M. GUÉNA : l'opposition
des sondages mais pas
des élections

Le mouvement de gauche s'efforce
d'apporter leurs contacts internationaux

RENTREE 1976-1977
Les inscriptions pour la
PRÉPARATION AUX
B. T. S.
• Comptabilité et gestion des
entreprises
• Secrétariat de direction et
trilingue
• Gestion et exploitation de centres
informatiques
sont reçues au secrétariat
6, rue d'Assolvi (9^e)
Tél. : 874-45-58
94, rue Saint-Lazare (9^e)
Tél. : 874-45-58

PCEM1
1^{er} STAGE
- du 1^{er} sept. au 4 octobre 76 :
rattrapage et aide à niveau
pour les bases A, B, C et D en
physique, chimie et mathématiques.
2^e STAGE
Préparations parallèles
semestrielles ou annuelles
- du 1^{er} nov. 76 à fin février 77 :
- du début mars 77 à juin 77.
Inscription à l'assemblée
ou à la secrétaire
Institut Privé
des Sciences et
Techniques Humaines
Enseignement supérieur, depuis 23 ans
CENTRE AUTEUIL
6, av. Jean-Henry - 75016 Paris
268-52-06 et 231-10-72
CENTRE TOLBIAC
83, avenue d'Italie - 75003 Paris
508-63-25

REINE
INACIE

L'EAU

ARTS ET SPECTACLES

Culture

Les incertitudes budgétaires pèsent sur les projets

C'est très prochainement que seraient annoncées les dispositions du secrétariat d'Etat à la culture concernant la répartition de son budget. Si, comme il semble en être question, celui-ci ne dépasse pas 0,37 % du budget national, il est à craindre que la crise du public s'ajoute à celle des subventions, un certain nombre d'opérations engagées lors de la nomination de M. Michel Guy en 1974 ne puissent être menées à leur terme.

Le ministère des finances retarde l'approbation — ou le refus des projets qui lui sont soumis : ceux des théâtres nationaux, ceux de Chailoff notamment. La Comédie-Française — dont le budget 1976 vient de paraître au Journal officiel — se trouve en difficulté, les accords intervenus

entre les syndicats des personnels et l'administration générale restent bloqués. Rue de Rivoli (le Monde daté 4-5 juillet).

Henri Ronse, directeur du Théâtre Oblique, a déposé son bilan (le Monde du 22 juin) et le secrétariat d'Etat à la culture envisage différentes solutions qui lui permettraient d'éponger les déficits de sa salle, dont il est personnellement responsable. L'incertitude règne, et les directeurs d'organismes subventionnés, plutôt que de devoir établir à la hâte les programmes de leur prochaine saison, préfèrent miser sur l'optimisme.

Pierre Laville, directeur du Centre national de création contemporaine, installé au Palais, est parmi ceux-ci.

Le programme de Pierre Laville

À partir de la fin septembre 1976, Pierre Laville veut confirmer, au sein de la politique de modernisation au Théâtre du Palais, l'activité de son Centre national de création contemporaine devant se déployer sur plusieurs plans.

Par une formule nouvelle, Pierre Laville va susciter des auteurs qui n'ont pas encore écrit pour le théâtre. Commande est passée à des écrivains, et pour les auteurs, les « chauffers », des rencontres permanentes leur sont assurées avec les acteurs, les techniciens, ou qui ils veulent.

Ainsi prévoit-il, à la mi-janvier 1977, une pièce de Marie Cardinal, « Au nom de la mère, et de la fille et de la... », mise en scène d'Isabelle Héliot, en janvier-février, « Dehors », de Jacques Dupuy, mise en scène de Jacques Guinat, puis « Les Vies », de Pierre Le Fort, mise en scène de Yvanka Wada ; enfin, dans une mise en scène encore de Jacques Guinat, « Le Voyage immobile », de Jacques Lacroix.

De l'autre part, l'architecture de la salle doit être modifiée, les textes choisis, les mises en scène réalisées, les auteurs encouragés. C'est dans cette perspective que sont attendus, à partir du 25 janvier 1977, « Les Métèques », de Michel Tournier ; « Le Babil des chasses dangereuses », de Valère Novarina ; « Le Voyage de Mozart à Prague », de François Regnaud, d'après Édouard Héliot ; « L'Alibi », celle qui danse », de Marcel Bonnet ; « Photo-finish », de Jean-Baptiste Malartre ; « A l'horizon, le désert », de Jean-Marie Villégier et Christian Rist.

Autre atout, cette fois plus récent, du théâtre : une emprise particulière créée par l'alliance de plusieurs éléments : la déformation du théâtre, en tout cas mis au second plan : musique, rythme, timbre et modulations des voix, couleurs, volumes.

Catherine Dasté, Michel Puig, Michel Lonsdale, Edith Sobel, seront au Palais, les magiciens de ce polythéâtre plus institut que d'autre. Ils annoncent, de novembre à janvier, « Mirot », « En visite à Louis Solus », « Le Rêve du papillon » et « Le Quotidien ».

L'un des plus beaux romans du vingtième siècle, « Le Sang noir », de Louis Guilloux, qui fut salué par Gide, Malraux, Aragon comme une œuvre majeure de la génération du Front populaire, mais qui n'avait pas été lu, sera mis en scène, d'après une adaptation de l'auteur, par Marcel Maréchal, avec son Nouveau Théâtre national de Marseille.

Deux jeunes compagnies, celle de La Courneuve et celle de la Grande Cailleur, complèteront la saison avec « Les Troubadours », farandole médiévale mise en musique par Antoine Duhamel (auteur de la musique du film « Pierrot le Fou ») et « Paris c'est grand ». Enfin, studios de dramaturgie et studios de l'auteur seront, la saison prochaine, au Palais, ouverte au public, accompagnés de stages pratiques plus spécialement réservés aux enseignants et étudiants.

Rappelons que pendant la saison 1975-1976 le Palais avait donné trois cent vingt-huit soirées publiques à Paris et en tournée. Les réalisations les plus fréquentées ont été « Alexandre le Grand », d'André Bernabé ; « Une anémone pour Guignol », de Maurice Maréchal ; « La Passion du général Franco », d'Armand Gatti.

M. C.

■ Folk, romances, chansons, poésies, de la fin de la saison 1975-1976, à 19 h. 30, square Langlois, pour le Festival du Marais.

Répét à Créteil, inquiétudes à Nanterre

Le conseil d'administration de la Maison des arts et de la culture de Créteil (MACO) est donc réuni sur sa décision : il n'y aura pas de licenciement (le Monde du 1er juillet). Entre-temps, cependant, la situation financière est restée ce qu'elle est, sans allègement au budget ; le déficit est là, même et le personnel dénonce une « dramatisation » des difficultés financières. Les administrateurs ne sont pas convaincus que l'on pouvait trouver d'autres solutions que la leur ; reste à les trouver. Mais le personnel a la certitude qu'une concertation, est désormais possible.

Création, animation, diffusion : animateurs et techniciens, soutenus par les usagers, se battent à Créteil pour que ces trois termes restent associés. A Nanterre, on tient le même discours, et l'on se prépare également à des heures difficiles. Les nouveaux locaux de la Maison de la culture seront inaugurés le 28 septembre, mais, après la description du nouvel équipement, une information écrite adressée au futur public se termine sur ce constat : « En raison de la gravité de la situation financière due à la décision du secrétariat d'Etat à la culture concernant la répartition des subventions attribuées à notre Maison de la culture, nous n'aurons pas les moyens nécessaires pour faire fonctionner cet équipement au maximum de ses capacités. Les conséquences de cette situation de spectacle sera ouverte ».

Prévu par le VI^e Plan, décidé en 1965, la construction de la Maison de la culture a été

pensée et suivie par Pierre Debauche, qui assure la « préfiguration » du bâtiment depuis 1963 et travaille à Nanterre depuis onze ans. Bâtiment provisoire qui pour une fois ne deviendra pas définitif, le Théâtre des Amateurs, qui abrite pour le moment le Centre dramatique national (animé par le même Pierre Debauche), va être démoli. Entre les deux équipements (la Maison de la culture se dressera juste en face), il y a toute la différence du préfabriqué par rapport au béton ; ici, un volume susceptible d'attirer les plus grands metteurs en scène ; là, une salle perméable aux vromissements des moteurs.

Pierre Debauche et les architectes de la Maison de la culture (Jean Darras et Michel Ecochard) ont tiré les leçons des cent cinquante théâtres européens qu'ils ont visités. D'où une multitude de trouvailles techniques qui finissent par faire deux très belles salles. L'une est transformable et peut même s'adapter aux spectacles en plein air. L'autre est traditionnelle, avec une scène frontale. S'y ajoutent un planétarium, un atelier de construction de décors à proximité, une cafétéria et la salle d'exposition. Mais la subvention accordée au Théâtre des Amateurs n'est augmentée que de 11 %. Les frais fixes incompressibles (salaires et fonctionnement) pèsent sur une place croissante dans le budget, c'est une fois encore, la programmation, la diffusion et l'animation qui risquent d'en subir les conséquences.

CLAIRE DEVARIEUX.

Ici et là...

LE THÉÂTRE DES NATIONS POURRAIT NE PAS AVOIR LIEU A AVIGNON EN 1977

Le ministère des finances a repoussé le projet de l'ILLT (Institut International du Théâtre) d'organiser à Avignon en 1977 le siège de la troisième saison mondiale du Théâtre des Nations (le Monde du 3 juillet). Le projet avait obtenu l'accord de M. Jean Durrant, maire d'Avignon, de M. Paul Puxux, directeur du festival, et le soutien de M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, qui se déclare « favorable à la réalisation d'une saison du Théâtre des Nations en France et à Avignon en 1977 ou 1978 ».

M. J. Durrant, secrétaire général de l'ILLT, au nom des cinquante pays membres, a adressé à M. Jacques Chirac un télégramme sollicitant son intervention afin que le projet puisse être mené à bien aux dates prévues. Selon sa nouvelle formule, consacrée à la réorganisation de la structure du festival, le Théâtre des Nations doit s'installer chaque année dans un pays différent. Pour 1976, il aura lieu en septembre à Barcelone, où les troupes invitées profiteront de la structure du festival, qui se tient chaque année dans la capitale catalane.

BERGMAN PASSE SES VACANCES EN SUÈDE

Ingmar Bergman, qui avait annoncé en avril sa décision de rompre définitivement avec la Suède et de s'expatrier en raison de ses différends avec le fleuve, se trouve actuellement en vacances dans son pays natal. Le cinéaste occupe, en location, la maison qu'il avait abandonnée aux impôts au moment de son départ.

LE DOME DE FLORENCE EN DANGER

Une commission d'experts a demandé samedi aux autorités municipales de suspendre la circulation automobile à proximité de la cathédrale à la suite de l'apparition de fissures dans le dôme, chef-d'œuvre de l'architecte Brunelleschi, construit au quinzième siècle et composé de huit éléments dont trois sont aujourd'hui endommagés.

Cinéma

« MA VACHE ET MOI » de Buster Keaton

Les rires des enfants, nombreux dans la salle, prouvent que « Ma vache et moi » (Go West, 1929) n'a rien perdu de son fraîcheur, même si — à juste titre — les exégètes considèrent ce film comme l'une des œuvres mineures de Buster Keaton. Garçon de ferme dans un ranch, Buster se prend d'amitié pour une vache que, par tous les moyens, il va s'efforcer de protéger et de soustraire au sort cruel qui l'attend. On a souvent noté le caractère quasi chapiquesque de ce pauvre pouvre surnommé Friendless, qui, lorsque le film commence, se trouve sans travail et sans un sou en poche, et qui semble condamné à la solitude. Mais Keaton n'insiste guère sur cette note pathétique. Dès qu'il rencontre la vache, Friendless retrouve l'activité, l'esprit de décision, les astuces ingénues (et ingénieuses) de Buster. Il évite à sa copine la douleur du fer rouge, la rend redoutable en fixant sur son front les bois d'un cerf, cherche à la racheter en jouant au poker et, finalement, obtient sa liberté en la prêtant (momentanément) à la jeune fille de la maison.

Ces gags où perle l'humour keatonien font oublier les limites du scénario et certaines défaillances de la mise en scène. Cependant, le morceau d'anthologie du film reste la longue séquence au cours de laquelle Buster conduit un troupeau de chèvres sauvages dans les rues de Los Angeles. L'intrusion des bêtes chez divers commerçants de la ville provoque naturellement la panique des citoyens. Mais Buster, cédé par le diable, garde la tête froide et réussit le double exploit de faire franchir à ses pensionnaires la porte des abattoirs, tout en sauvant la vie de sa vache bien-aimée.

Deux courts métrages complètent le programme. Le premier, « Cut West » (1918), appartenant à la période où Buster Keaton travaillait sous la direction de Roscoe Arbuckle (Fatty), il est confus et assez médiocre. En revanche, le second, « The Blacksmith » (Malec, forgeron, 1922) est d'une inspiration plus personnelle et renferme quelques bons gags. — J. B.

★ Studio Saint-Sébastien, Saint-Fulgent, Action-La Fayette, Saint-Mont-Convention, 14-Juillet, Gen-

Festivals

« LA DUCHESSE DE LANGEAIS » de Giraudoux, à Bellac

L'Asmodée du Diable botteux enlevait les toits de Madrid pour surprendre les secrets de chaque habitation. Les spectateurs qui assistaient, au château de la Couture-Renai, près de Bellac, à la « Duchesse de Langeais », de Jean Giraudoux, d'après Balzac, n'ont pas eu à déplorer le même pouvoir diabolique. Surplombant des gradins la scène installée au ras du sol, près de la façade tapissée de lierre de la gentilhommière, les assistants au défilé, à la mise à nu de deux âmes prises dans la même histoire d'amour et de mort, Jean Giraudoux a donné une dimension nouvelle à l'œuvre de Balzac, dans ce drame romantique créé dans le cadre du XXII^e Festival national de Bellac.

Les deux principaux protagonistes furent à l'image de la vache, au début floue et à la fin d'une grande densité. Geneviève Fontanel, duchesse de Langeais fûtée, bavardée, un peu transparente, devenant quand le drame se noue, la femme responsable, sûre d'elle, trouvant le ton juste, irréprochable dans l'intelligence du texte. Après d'elle, Jacques Desloges (le général de Montmoreau), coquet, et tour à tour

naïf, épris, haïné, implacable, écrasé par la fatalité : un rôle de répertoire dans lequel il excelle. Autour de ces deux interprètes, le Centre dramatique national du Limousin avait réuni une distribution d'une belle homogénéité. Le metteur en scène et le scénographe, Jean-Pierre Larcay et Jean-Pierre Barlier, avaient conçu d'immenses harpes diaphanes déployées au fil de l'action et délimitant les espaces scéniques.

Il faut dire que Bellac a bénéficié d'un spectacle rodé déjà les jours précédents à Boussec (Creuse) et à Collonges (Corrèze). Car, pour la première fois dans son histoire, le Festival national de Bellac, répondant aux vœux des conseils généraux de la Corrèze et de la Creuse, a accompli un périple en Limousin. Mais ce fut en définitive, pour revenir à Bellac, dont Giraudoux disait qu'elle était « la plus belle ville du monde, la ville où il était né ».

Ainsi, le spectacle a été vu par six cents à sept cents spectateurs à Bellac, cinq cents à Boussec et six cents à Collonges.

MARCEL SOULÉ.

John Cage sur son île à La Rochelle

(Suite de la première page.)

A La Rochelle, l'Atlas Ecclésiastique (1982) pour un à quatre-vingt-dix-huit musiciens d'orchestre — vingt-cinq mille sons en liberté pendant deux heures quarante, — « Winter Music » pour un à vingt pianistes et « Solo for Voice 45 » étaient joués simultanément. Rien d'étonnant à cela — sauf pour une partie du public qui n'y avait pas été préparé — puisqu'il s'agit d'une des accusations les plus spécifiques de Cage.

Les choses deviennent moins simples lorsqu'il s'agit de comprendre pourquoi, lors du concert précédent, on a entendu successivement et non ensemble dix des Etudes austères et des extraits d'Empty Words lus par Cage... Mixage de syllabes et de lettres obtenu en soumettant le Journal de Henry David Thoreau à une série d'opérations de hasard effectuées avec un recueil d'oracles de la Chine ancienne, le I Ching (selon un processus généralisé chez Cage depuis le début des années 50, Empty Words est une lecture à voix basse, murmurée dans un micro, avec seulement quelques cris ou vocalises lorsque apparaît dans le texte un mot en italique).

Très différentes, les Etudes austères conçues spécialement pour Grete Sultan, une merveilleuse pianiste sans âge, pourraient ressembler à de la musique sérieuse pointilliste, avec de brusques oppositions de nuances et de registres, s'il n'y avait ce et là, l'attente d'une perturbation pacifique, quelques ondes et quelques consonances incongrues qui forcent à s'interroger. Cage a écrit là des

pages pour piano dans le sens le plus traditionnel du terme, et loin de s'en excuser, il l'avoue ouvertement.

Quant à l'avenir, il ne se montre pas plus rassurant en déclarant : « Vous n'avez pas le sens harmonique, me reprochait Schoenberg, et vous allez vous heurter sans cesse à la mort. C'est pourquoi, au début, je me suis tourné vers une musique qui pouvait se passer d'harmonie — les percussions, par exemple. Mais ce qui m'intéressait à présent, ce sont les musiques révolutionnaires américaines, vus précisément du point de vue de l'harmonie et le m'exerce à les imiter ; je crois que j'ai maintenant assez d'expérience pour cela ; j'ai réussi à casser le mur ».

GERARD CONDÉ.

PRESSE

« LUTTE OUVRIÈRE » ET LES DIFFICULTÉS DU QUOTIDIEN TROTSKISTE « ROUGE »

Lutte ouvrière (trotskiste) publie dans son numéro daté du 3 juillet la réponse à la demande qu'elle a apportée à la demande d'un prêt de 150 000 francs formé le 15 juin dernier par le quotidien de la Ligue communiste révolutionnaire, Rouge, également trotskiste, qui connaît actuellement de sérieuses difficultés financières.

L.O. écrit notamment : « Lorsque vous avez pris la décision de publier un quotidien, nous n'avons pas cherché à estimer si vous aviez réellement les moyens d'atteindre cet objectif ou si vous ne les aviez pas. Nous avons considéré que vous étiez une organisation majeure et que, si vous ne réussissiez pas, pour le lancement, aux groupes politiques les plus proches de vous, vous pensiez que Rouge devait être votre organisation et d'elle seule. »

« Cependant, pour nous, la parution du quotidien Rouge reste une question politique d'importance. Et si vous considérez qu'en tout état de cause la sortie de ce quotidien ne peut être assurée, dans l'avenir, de façon valable par votre seule organisation, nous sommes prêts à examiner toute proposition de votre part pour la mise en commun de nos ressources humaines et matérielles, pour atteindre cet objectif. Bien entendu, à notre avis, cela ne saurait se faire que sur de strictes bases d'égalité entre nos deux organisations. »

Le syndicat des employés de la presse et du livre C.G.T. proteste, dans un communiqué, contre le refus de la direction de la Librairie Hachette d'engager de véritables négociations. Il demande en effet pour le personnel des agences Hachette de province (diffusion) et une augmentation de leur prime d'assiduité de 30 F par mois et le passage de la prime de transport de 35 à 40 F, alors que, sur la première revendication, la direction « accorde » 10 F.

Le syndicat dénonce en outre les « méthodes d'intimidation » consistant d'humilier, à l'action en (référé, etc.) pour essayer de briser « les actions menées pour obtenir le déblocage de la situation ».

Danse

SUR UN AIR DE FOLKLORE

Comme tous les pays qui se sont industrialisés et urbanisés, la France a perdu très vite la pratique des danses folkloriques.

Depuis dix ans Michel Blaise et sa compagnie s'efforcent de les ressusciter. Une recherche méthodique d'archives, une quête patiente auprès de maîtres à danser, souvent réticents à divulguer leur héritage, ont permis de constituer un répertoire d'une richesse et d'une variété insoupçonnées.

Toutes ces bourrées du centre de la France, d'une invention inégalable, font chavirer les cœurs et sauter les épaules. Les chorégraphes et les danseurs, accompagnés par la musique oïglette des ménestriers, elles font flotter dans leurs nocturnes le souvenir de George Sand. On préfère peut-être le branle de Normandie, de nombreuses gavottes où la Bretagne a su faire preuve d'une invention chorégraphique peu commune. Que dire du diabolique haberdasherie et ses crochets nerveux... Il était dansé sur la lande dans les nuits de sabbat.

La Provence, dans sa grande farandole, affirme son appartenance au monde méditerranéen. Si la présentation des danses de la crèche n'est qu'une carte postale touristique juste bon à l'exportation, quel plaisir rare on prend à voir danser les matelots, inspirés des gestes des marins, ou la voyageuse, une gigue bien oscillée sur le coup de pied, à rendre jaloux les Ecossais, ou encore l'espagnole de Catalogne, une des vives basses danses (avec la fougère).

ÉLECTION A L'ACADÉMIE D'ARCHITECTURE

M. Jean Connehaie, président du conseil supérieur de l'ordre des architectes, a été élu membre de l'Académie d'architecture. Ancien président du conseil régional de Paris, nommé président du conseil supérieur de l'ordre au début de l'année, M. Jean Connehaie a contribué, avec les services du premier ministre, à la mise au point du nouveau projet de loi sur l'architecture.

L'inauguration d'une antenne de la cinémathèque, implantée dans le vieux Nice, a eu lieu samedi 3 juillet en présence de M. Henri Langlois. Au programme, jusqu'au 11 juillet, des films sur l'histoire des États-Unis, de King Victor, John Ford, Otto Preminger, etc., et des longs métrages sur le jazz.

S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

L'EXPÉRIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cuir chevelus au cours de leur carrière. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu malade.

DES SYMPTÔMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu hypersensible ou tendu, des cheveux très gras ou très secs, ce sont là des manifestations d'auto-défense du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne se préoccupe de cette notion capitale, elle a mis au point des produits hygiéniques traitant le cuir chevelu et favorisant ainsi la croissance naturelle du cheveu.

LA DIFFÉRENCE

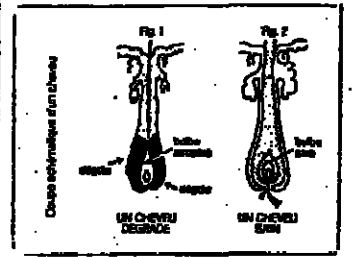
possibilités d'amélioration, ainsi que sur la durée et le coût du traitement à suivre. Des traitements sont préparés pour les clients habitant en banlieue ou en province. L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est ouvert sans interruption du lundi au vendredi de 11 h. à 20 h. et le samedi de 10 h. à 17 h.

L'AVIS D'UN SPÉCIALISTE

Bien ne peut expliquer le succès des méthodes de l'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP, sinon leur efficacité et leur sécurité. Pour se bénéficier, il suffit de prendre rendez-vous par téléphone ou d'écrire. Un SPÉCIALISTE vous conseillera et vous informera sur l'état de vos cheveux, sur les



PARIS
4, rue de Castiglione (1^{er})
Tél. 260-38-84
LILLE : 16, rue Faidherbe.
BORDEAUX : 34, place Gambetta.
TOULOUSE : 42, rue de la Pomme.
Tél. : 23-29-84.



La région parisienne

Vingt-neuf degrés
deux fois moins d'oxygène

La Seine a mauvaise mine

JAMAIS la Seine n'a eu si mauvaise mine. A 350 mètres au-dessous de la surface, ses eaux sont à près de 20 °C, alors que, en année normale, elles ne dépassent pas 12 °C. Elle contient deux fois et demie plus d'ammoniac que d'habitude, quatre fois plus de nitrates et 50 % de plus de chlore. En

revanche, sa teneur en oxygène est deux fois moins élevée que de coutume. C'est ce qu'ont révélé les analyses faites le 29 juin à Paris sur un bateau spécialement affrété par M. Jacques Baudouin, président du conseil général des Hauts-de-Seine. Des plongeurs ont effec-

té des prélèvements à la hauteur de l'île Seguin, qui ont été immédiatement analysés. A cette croisière antipollution participaient, outre des journalistes, M. Paul Granet, secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Pierre Mazeaud, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, et M. Pierre-Christophe Taittinger, secrétaire d'Etat à l'intérieur.

Une ordonnance de vingt milliards

par ANDRÉ BETTENCOURT (*)

La Seine est malade : la sécheresse est la, aujourd'hui, pour mieux le faire savoir. Son débit normal, de l'ordre de quelques dizaines de mètres cubes par seconde à Paris, — pour le Rhin, c'est plusieurs centaines, — draine les effluents de quelque quinze millions d'habitants et du tiers de l'industrie française. Et pourtant, dans l'agglomération parisienne, par exemple, ce sont trois habitants sur quatre qui salissent à partir des eaux de surface. Sommes-nous pris de court par l'événement ?

Depuis l'installation en 1969, des organismes de bassin — chargés, on le sait, de la gestion de l'eau en France dans le cadre des grands bassins hydrographiques, — en sept ans, qu'a-t-il été fait ? Dans le seul bassin de la Seine et des rivières de Basse-Normandie, 3 milliards de francs de travaux ont été réalisés avec leur aide : construction de barrages régulant les rivières et remontant les étiages, protection des nappes souterraines, lutte contre la pollution urbaine et industrielle.

Parmi les principaux ouvrages réalisés, certains, de très grande taille, ont joué un rôle décisif dans l'amélioration de la qualité de l'eau et dans la sécurité de la distribution. Tels les barrages « Seine » et « Marne », dont les apports, d'environ 50 m³/seconde, doublent et au-delà le débit naturel de ces deux rivières à leur confluent aux plus basses eaux. Telle aussi la grande station d'épuration d'Asnières, la plus importante du monde après celle de Chicago : elle rejette à l'aval de Paris un débit du même ordre (40 m³/s) d'eaux usées épurées. Du côté des industriels, des dépenses considérables ont été aussi engagées : elles ont permis d'élimer près de la moitié de la pollution. Sans ces ouvrages, la Seine à sa traversée de Paris, menacée d'être mise à sec par les prises d'eau, ne serait plus réalimentée que par des eaux d'épuration. En bref, qu'est-il résulté de tra-

vaux aussi divers ? Dans un premier temps, l'accroissement de la pollution a été stoppé et, depuis deux ans, elle commence à décroître : l'abaissement est de plus de 10 % par rapport à la situation de 1970. Cet état, malgré la sécheresse, il y aura de l'eau potable en quantité suffisante et de qualité garantie pour la boisson. On frémit à l'idée de ce que pourrait être la situation aujourd'hui si rien de tout cela n'avait été accompli !

Bien sûr, si la situation a pu être renversée, c'est grâce à une politique de l'eau cohérente, arrêtée au sein du comité de bassin. Mais c'est seulement une première victoire et les objectifs doivent être plus ambitieux.

Pour atteindre ces objectifs, le comité de bassin Seine-Normandie s'est donné un délai moyen de quinze ans, au cours desquels il faudra construire d'autres grands ouvrages : les barrages prévus sur l'Aube, et tout particulièrement sur l'Oise, où tout reste encore à faire, puis de nouveaux sur la Marne, la cinquième tranchée de la station d'épuration d'Asnières, qui portera la capacité de la station à plus de huit millions d'habitants, la station de Valenton, qui, en amont de Paris, épurera les effluents de deux millions sept cent mille habitants.

Il faudra également construire de nombreux petits ouvrages, moins spectaculaires mais tout aussi nécessaires. Dans le bassin, on mettra en service, pendant la durée du VII^e Plan, cinq stations d'épuration par semaine, une par jour ouvrable. Pourquoi un délai aussi long ? D'abord parce que ce délai correspond à celui que le président de la République et le gouvernement viennent d'arrêter pour réaliser le sauvetage de l'ensemble des rivières de France. Ensuite, parce qu'il faudra bien réunir l'argent nécessaire pour lancer d'amples travaux. Le programme de l'Agence de bassin Seine-Normandie, qui couvrira le VII^e Plan, prévoit 1 milliard de francs de travaux par an, en provenance de l'Etat, des régions, des départements, des industries, et de chaque citoyen, qui aura à verser une cotisation fixée, par an et par habitant, d'abord à 10 F, puis, à partir de 1979, à 11 F 50. C'est raisonnable, mais il serait sans doute difficile d'aller au-delà.

Naturellement, ce programme quinquennal prend place dans les perspectives plus vastes tracées par le gouvernement. En bref, il s'agit de mettre en place, rivière par rivière, selon un calendrier, une politique d'« objectifs de qualité », qui assigne à chaque cours d'eau ou tronçon de cours d'eau, des usages arrêtés en fonction des hypothèses d'aménagement du territoire, et programmer les actions à entreprendre pour que la qualité de l'eau et les

quantités disponibles correspondent à ces usages.

Cette politique se présente avec un caractère révolutionnaire. Jusqu'ici, on se contentait d'attendre le résultat d'actions dispersées, abondantes à la bonne volonté de chacun. Maintenant, on s'en page dans une voie résolument volontariste qui utilise le pouvoir de la loi. Elle tend à une gestion globale du capital « eau », dont tous les aspects sont complémentaires : remontée des étiages, lutte contre la pollution, valorisation des sites... La décision n'est plus seulement technique, mais politique et législative. Son lieu naturel est, bien entendu, le petit « Parlement » de l'eau qu'on appelle le comité de bassin. Démultiplié, s'il le faut, au niveau des rivières ou des groupes de rivières : comme il a été fait pour la Vire, pour l'Oise et l'Aisne, pour la Basse-Seine... comme ce sera bientôt fait pour l'agglomération parisienne et les rivières de l'amont : l'Yonne, l'Orge, l'Yvette, l'Essonne.

Le coût total d'une telle politique a été estimé, pour l'ensemble des rivières du bassin, à 20 milliards de francs. C'est beaucoup, diront certains. Quinze ans, trois plans successifs : on comprendra sans doute alors que ce n'est pas trop.

Où, la Seine est malade. C'est une maladie grave dont elle ne pourra guérir vite. Mais elle n'est pas incurable : nous pouvons, si nous le voulons tous, sauver la Seine. Grâce au traitement que ses médecins lui appliquent régulièrement, elle va déjà mieux. Ce traitement sera long et cher : il faut le savoir pour éviter les déceptions.

(*) Président du comité de bassin Seine-Normandie, ancien ministre, député républicain indépendant.

Du 5 juillet au 25 août

L'AUTOROUTE DU NORD AURA 8 KILOMÈTRES DE MÔMS

La circulation sur l'autoroute du Nord sera interrompue du 5 juillet au 25 août sur un tronçon de 8 kilomètres, entre Roissy-en-France et Le Bourget dans le sens province-Paris, afin de permettre la réfection de la chaussée.

En effet, la chaussée de l'autoroute est entièrement dégradée du fait d'une part, d'infiltrations d'eau, d'autre part, de l'importance du trafic des poids lourds.

La totalité du trafic sera donc reportée sur la chaussée Paris-province sur trois voies et la bande d'arrêt d'urgence. De plus, les travaux vont engendrer quelques restrictions de circulation : en direction de Paris, les entrées sur l'autoroute de Senlis, Survilliers, Roissy, seront fermées. Cependant, les usagers de l'aéroport de Paris disposeront d'un accès direct sur l'autoroute qui sera aménagée en amont des travaux, l'autoroute 23 (qui relie l'aéroport du Nord à l'aéroport de Bagatelle) ne sera reliée à l'A4 que vers la province.

POLEMES

LOI TOURNÉE ?

Un ascenseur rue Monsieur-le-Prince

A U 80, rue Monsieur-le-Prince (9^e arrondissement), les locataires, conformément à la loi Barrot sur le logement, publiée le 4 janvier dernier, tentent de s'opposer à des travaux de construction d'un ascenseur entrepris par un promoteur. Selon eux, ces travaux mettent en cause la sécurité de l'immeuble. La loi prévoit que les promoteurs qui entreprennent des travaux sans autorisation préalable sont passibles d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 5 000 à 20 000 francs. En outre, le tribunal peut ordonner la remise en état des lieux aux frais du condamné. Mais seul le préfet d'Etat au logement, a demandé que l'enquête soit faite sur cette affaire.

COMPAGNONS INQUIETS

Pour qui la charpente du marché Saint-Germain ?

L'ASSOCIATION, ouvrière des Compagnons du Devoir du tour de France (1) vient d'écrire à M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, à propos du marché Saint-Germain, situé à Paris, dans le sixième arrondissement. Les Compagnons du Devoir déclarent : « Ayant appris avec consternation le commencement des travaux de démolition du marché Saint-Germain, nous venons vous faire part de notre émotion. » Ils ajoutent : « Nous devons vous dire tout notre regret quant à la disparition de la charpente qui faisait la valeur de ce marché. [...] Cette charpente n'est pas d'un intérêt historique évident, mais elle comporte cette particularité qu'elle est un des très rares grands exemples du début du dix-neuvième siècle où déjà on sentait une évolution dans la perspective de la charpente métallique. » Au point de vue de l'état de cette charpente, que nous avons examinée, continuent les Comp-

(1) 82, rue de l'Hôtel-de-Ville, 75004 Paris.

NÉGLIGENCE

La soif de l'« arbre à papier »

TOUT étudiant ou ancien étudiant en Sorbonne connaît le square Paul-Painlevé dans ce minuscule jardin, au carrefour des rues des Ecoles, Du Sommerard et de Cluny, se dresse la statue de Montaigne. Et l'autre ornement du petit square est un arbre magnifique et rare, un « arbre à papier » (Broussonetia papyrifera) haut de 8 mètres et qui a atteint l'âge respectable de 93 ans. En fait, c'est le dernier « arbre à papier » de Paris.

L'arbre va mourir, et le petit jardin, avec sa maigre pelouse jaunâtre, est bien menacé. Les jardiniers de la Ville font de grands efforts pour le remplacer, mais à peu, dans un haut lieu historique de la capitale, entre la Sorbonne et la statue de Cluny, la seule qui est responsable d'un petit square desséché.

Il ne faut pas laisser mourir l'arbre à papier, il ne faut pas qu'un terrain vague remplisse le petit square.

PROMOTEUR-BUCHERON

Moins de dégâts au bois de Nogent

Nous recevons de M. Jean Brenas, préfet des Yvelines, la lettre suivante : « Rend compte du rejet par le tribunal administratif de Versailles de la requête en sursis à l'exécution du permis de construire concernant cent quarante logements dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, le Monde du 29 juin indique que : « la promotion a obtenu l'autorisation d'abattre une partie du bois de Nogent, dont les 4 hectares sont considérés comme le poumon vert de la ville nouvelle. » Pour une meilleure information de vos lecteurs, je vous serais obligé de bien vouloir préciser que l'abattage incriminé concerne seulement six petits arbres arborescents sur une surface totale de 400 m². En outre, l'autorisation de coupe a été subordonnée à la replantation d'une surface minimum de 1 500 m² en arbres de haute tige, dont les essences et les dimensions seront déterminées par M. le directeur départemental de l'agriculture. J'ajoute que les espaces verts prévus dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines représentent une superficie totale d'environ 2 000 hectares, dont 850 sont de vos lecteurs, je vous serais obligé de bien vouloir préciser bte.

LES PETITES SŒURS VONT QUITTER ÉPINAY

Ah ! Si M. Marchais savait ça...

Il n'y a pas un habitant sur cent, à Epinay-sur-Seine, pour refuser de signer la pétition qui circule. Pensez donc ! Les petites sœurs de l'Assomption ! Depuis un demi-siècle, il n'y a guère de malade de la localité, supra, duquel l'une d'elles ne soit venue à la rescousse, sa troupe de perle à la main. Et la municipalité veut les expulser ! Elles, leur centre de soins et les soixante sœurs parohiennes qui finissent à leurs jours parmi des arbres aussi nombreux et plus vieux qu'elles.

Ce n'est pas tant à elles qu'on veut qu'à leurs sœurs remplaçables sous lesquels se rencontrent, à l'abri du béton et des voitures qui gagnent sans arrêt du terrain, quantité de groupes, chrétiens bien sûr, mais à l'occasion aussi laïques que les paralysés et les sclérosés en plaques des environs.

Ah ! Si M. Marchais savait ça... C'est sûr, il sauterait sur l'occasion de manifester, à Epinay-sur-Seine, dont le conseil municipal d'union populaire est peuplé pour moitié de ses camarades, la sincérité de son discours lyonnais sur la main tendue aux chrétiens. Si M. Marchais savait ça, il lèverait la tête de ses militants spinoïstes qui n'ont pas entendu — ou compris — son homélie lyonnaise et leur conseillerait de laisser en paix les vieilles dames qui ont bêtement planté les fesses de bien des camarades de la Seine-Saint-Denis.

Où, sans doute, le ferait-il. Mais il y a les arbres ! Et la bouillie d'espèces vertes d'une municipalité saine par la débâche bétonnière, une mairie qui laisse dresser au cœur de la ville des falaises de ciment

plus vertigineuses que prévu, des habitations sans les aires de jeux promises aux acquéreurs, des magasins et des bureaux dont l'ombre portée ne figurait pas sur les plans présentés, avec des ruses, aux candidats à l'accession à la propriété. A Epinay, on densifie à tour de bras en chapeignant les toits végétaux qui verdoyaient sur les coquettes, maquettes. La rentabilité l'égale. Les élus populaires n'ont que ce mot à la bouche. Il leur tient lieu d'idéologie tout comme s'ils n'étaient que de vulgaires sèches capitalistes-réactionnaires. Et si vous vous demandez, on vous envoie s'éclater dans la figure que c'est la faute à l'Etat.

L'Etat a bon dos, et les bonnes sœurs aussi. Puisqu'on ne peut toucher aux autres ilots verts laissés encore intacts par la marée montante du béton — leurs propriétaires sont trop coriaces — on va expédier les vieillards de l'Assomption mourir ailleurs et mettre à leur place — c'est promis, c'est juré — un parc de culture et de loisirs ouvert à tous.

Les Spinoïstes savent ce que la municipalité a fait des propriétés avoisinantes celles des sœurs : l'une fermée au public, l'autre à ce point rongée par des annexes de la mairie et un parking que les institutions ne peuvent plus y envoyer leurs élèves en récréation. Et ils se tapotent tristement le menton. La mairie veut les arbres des sœurs. Elle les aura et les passera, sauf miraculeux retour au sens commun, sous son rouleau compresseur et densifiera, prétend-on, le parc, elle fera le bonheur du peuple, qui l'a épuisé par ça.

DENIS ARDILLIER.

A 900 m DU PORT
ANTIBES
les comores plabence

2 IMMEUBLES DE GRAND CONFORT dans un parc de 4 hectares Jardin, piscine, parking, garage, centre commercial (Lacoste).

APPARTEMENTS STANDING DU STUDIO AU 5 PIÈCES Livraison en cours

Renseignements, visites et appartements-échantillon sur place, tous les jours sans dimanche : av. Philippe - Bachel (rue de Basse Breuille de l'autoroute) et Ch. de Fay - T. (33) 32.28.88

immobilière STE NOUVELLE DE SERVICES IMMOBILIERS

13, place Maréchal T. (33) 1.45.54.52 et 32.17.25

VOUS

en Région Parisienne

Le mensuel

de la Région Parisienne

Au sommaire du N° 19-20

LISTE NOMINATIVE

DES 164 ELUS

AU CONSEIL REGIONAL

D'ILE-DE-FRANCE

— Christian de La Malène : le vrai pouvoir ;

— Jean-François Seissou : l'avantage d'empêcher grâce à la formation permanente ;

— Paul Dijoud : la région parisienne constitue une préoccupation principale.

En vente dans les kiosques

Diffusion N.M.P.F.

Le numéro : 5 F.

Abonnement : 30 F en écrivant à « VOUS » en Région Parisienne

10, rue Chauchet 75009 Paris

Spécimen sur demande

BANGKOK

Départ Retour

1^{er} Jul. 22 Jul.

15 Jul. 4 Août.

29 Jul. 18 Août.

5 Août. 25 Août.

12 Août. 1^{er} Sept.

2 Sept. 22 Sept.

16 Sept. 6 Oct.

7 Oct. 27 Oct.

2.100 F et 2.200 F

ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR

pour recevoir gratuitement notre brochure 76

Nom

Adresse

Ville

SPORTS

TENNIS

BORG, CHAMPION DE WIMBLEDON face à un adversaire sans colère

Wimbledon. — La finale caniculaire de Wimbledon, samedi 3 juillet, n'a pas donné un très grand match, encore qu'on ait pu applaudir une dizaine d'échanges fulgurants comme on n'en voit qu'une fois par an sur le fameux Centre Court. Elle a été l'apothéose unilatérale d'un phénomène absolu du tennis :

Le faux-pas de Roland-Garros, où il avait fait triste mine, est oublié. Cette fois, c'est un joueur survolté par l'ambition, animé de la « jérémy » dont parle l'écrivain Magnum, qui était devenu maître du terrain, un joueur sur lequel on n'a jamais vu de défaite. Mais, à la fin du match, il a été battu par un adversaire sans colère, Björn Borg, vainqueur d'Illie Nastase en trois sets, à vingt ans champion sur terre après l'avoir été en herbe, l'athlète le plus extraordinaire que la Suède ait produit, dont l'image aux cheveux blancs auréolés va exercer encore davantage les attraites de la jeunesse triomphante.

De notre envoyé spécial

Le virtuose roumain, l'homme qui possède tous les coups du jeu et qui se sert de sa raquette comme d'un instrument, un joueur encore que Santana, cet autre latin couronné, lui, est essentiellement un hyper-émotif qui a besoin de contact avec le jeu, quitte à la faire rive ou à se faire compner. Clown ? Certainement pas. Comédien ? Si l'on veut, mais surtout fantasiste avec ce que ce mot comprend de tempérament, de talent, voire de génie. Or, depuis le début du tournoi, cet artiste incomparable qu'il était, le joueur de tennis a été enlevé par le tour de la ville, se gardant bien de provoquer le moindre incident sur le terrain. Le Dr Jeckyll étant Mr. Hyde, « Nasty » achetant une conduite, tout le côté théâtral du personnage qu'accusent ses regards en coin de rue et son teint olivâtre et qui le rend toujours inquiétant, s'évanouissant.

Un Nastase assagi

Ce qui ne veut pas dire que Nastase, le dernier larron, qui paraît grandissime favori, se soit sagement et simplement effondré. Ce sont plutôt ces impondérables du tennis dont les maléfices flottent dans la cervelle des grands joueurs qui ont joué la carte de la dernière minute. La défaite de Nastase, à nos yeux, a une explication pathologique, sinon pathétique, car il ne retrouvera plus si facilement à terre, le chemin de la finale.

Björn Borg, vainqueur d'Illie Nastase en trois sets, à vingt ans champion sur terre après l'avoir été en herbe, l'athlète le plus extraordinaire que la Suède ait produit, dont l'image aux cheveux blancs auréolés va exercer encore davantage les attraites de la jeunesse triomphante.

Wimbledon et, en fin de parcours, face à un gagnant aux nerfs d'acier comme Borg, contre lequel il faut sortir son caractère. Nastase pas dire que Nastase a mal joué. Il a mené le début de son match en virtuose, a réussi de fabuleux retours du poignet comme on n'en trouve pas dans aucun manuel de tennis. Mais il faisait des fautes indignes de lui, son service n'avait pas d'impact, sa volée ne réussissait pas toujours le point quand il se risquait au filet, où il se faisait le plus souvent transpercer, enfin son lob lequell arma du jeu de fond, dans lequel il s'engageait par une obsession funeste, n'était qu'une chandelle à smash. Nastase n'est pas conforme à sa « figure » qui s'administre sur la dernière balle. Celle-ci, un lob parfaitement ajusté celui-là par Borg étant passé au-dessus de sa tête, hors de sa portée, il se précipita au filet où franchit d'un bond pour aller éteindre fraternellement, en riant, son magnifique vainqueur, lequel essuyait une furtive larme.

Transformé en bon Samaritain, le « méchant » de tant de mélodramas, qui a refusé si souvent les poignées de main de ses adversaires ? Disons tout simplement, pour terminer, un homme de cœur faisant fi de la fortune (1) après la plus grande occasion ratée de sa carrière.

OLIVIER MERLIN.

(1) Le vainqueur était assuré de toucher 12 500 livres et d'espérer 1 million de dollars de publicité.

ATHLÉTISME

Le championnat de France des épreuves combinées EN VUE DU SOLEIL DE MONTRÉAL

De notre envoyé spécial

Montargis. — Les enfants qui se baignent dans la rivière du steeple sont pris de l'évacuer pour permettre aux concurrents du 200 mètres de passer. Le speaker, dans sa sévérité paternelle, ne pouvait mieux définir l'ambiance familiale qui régnait, samedi 3 et dimanche 4 juillet au stade de Chamfort de Montargis. Le chef-lieu d'arrondissement du Loiret, théâtre des championnats de France des épreuves combinées (décathlon et pentathlon), a vécu ces deux journées aussi chèrement que partout ailleurs, le public, quant à lui, étant bien en peine d'opérer le moindre échange communicatif. Il n'y avait là, comme toujours, que parents et amis, cette poignée d'inconditionnels à qui l'on n'a tout de même pas hésité à faire payer 12 F l'entrée quand ils s'attendaient à recevoir une prime de fidélité.

Le « cas de conscience » de M.-Ch. Debeusse

De la journée gâtée on n'a pas retiré les épreuves qui n'ont pas été terminées. Le chœur — est-il besoin d'en parler — est unanime à vouloir que l'on ne parle pas de la victoire de M.-Ch. Debeusse. Le chœur, il est vrai, Gilles Gamielle-Farou, tirent que chez les hommes, on n'est pas entièrement convaincu du talent du troisième prétendant. Le Roy et Bobin étant déjà sélectionnés pour les Jeux olympiques, Gamielle-Farou ira tout de même à Montréal. Il le doit au courage dont il a fait preuve, en poursuivant le concours malgré sa blessure. Il le doit aussi à ses performances antérieures qui lui avaient ouvert les portes de l'Olympique.

Chez les dames, seule Marie-Christine Debeusse confirme qu'elle était de loin la meilleure en France, ce qui n'est pas autrement réjouissant. Car pour être la première dans son pays, elle n'en sera pas moins loin derrière les meilleures concurrentes de Montréal, de sorte qu'elle ne sera toujours pas si elle doit opter pour une participation officielle ou pour un concours de saut en hauteur qui ne la sera pas moins. A Montargis, elle a crânement tenté de battre son record de France en faisant passer la barre à 1,88 mètre. Il était 15 heures, et le soleil impropitiable fit fondre cette prétention.

Le match de M.-Ch. Debeusse et Marie-Christine Debeusse qui s'est déroulé en silence environnant position dans le concert mondial aussi bien en pentathlon qu'en hauteur. On comprend dès lors son hésitation. Derrière elle, on attendait Michèle Chardonnet, si attentivement suivie par sa maman, mais ce fut Laurence Lebeau, qui la précéda. Le sceptre tomba sur la tête de la belle Marie-Christine Debeusse qui n'a pas encore pu se remettre de sa défaite. Voilà pourquoi il n'y aura pas de dauphine à Montréal, les voyages, un l'occurrence, n'ayant pas à former la jeunesse.

FRANÇOIS SIMON.

Automobilisme

GRAND PRIX DE FRANCE AU CASTELLET

1. James Hunt (McLaren), les 313,4 km en 1 h 45 min. 38 sec. 60 (moyenne 128,423 km/h.). 2. Patrick Depailler (Tyrrell), 1 h 41 min. 11 sec. 36. 3. René Arnoux (Renault), 1 h 41 min. 23 sec. 42. 4. Andréotti (Lotus), 1 h 41 min. 42 sec. 52. 5. Niki Lauda (Ferrari), 1 h 42 min. 24 s. 6. Depailler (P. R.), 1 h 42 min. 24 s. 7. Schaeckter (A.R.), 1 h 42 min. 24 s. 8. Regazzoni (Ferrari), 1 h 42 min. 24 s. 9. Lauda (Ferrari), 1 h 42 min. 24 s. 10. Lauda (Ferrari), 1 h 42 min. 24 s.

CLASSEMENT PROVISOIRE DU CHAMPIONNAT DU MONDE

1. Niki Lauda (Autr.), 45 pts ; 2. Depailler (Fr.), 38 ; 3. Schaeckter (A.R.), 24 ; 4. Hunt (G.-B.), 17 ; 5. Regazzoni (Ferrari), 16 ; 6. Arnoux (Renault), 14 ; 7. Lauda (Ferrari), 13 ; 8. Arnoux (Renault), 12 ; 9. Arnoux (Renault), 11 ; 10. Arnoux (Renault), 10.

Athlétisme

CHAMPIONNAT DE FRANCE DES ÉPREUVES COMBINÉES

— Décathlon : 1. Gamielle-Farou (Métro), 7 088 pts (100 mètres : 10 sec. 8 ; longueur : 1 m. 39 ; poids : 12 m. 50 ; hauteur : 1 m. 39 ; 400 mètres : 49 sec. 7 ; 1 100 mètres : 14 sec. 36 ; disque : 30 m. 64 ; perche : 4 m. 10 ;

AUTOMOBILISME

LE GRAND PRIX DE FRANCE

La revanche de James Hunt et de McLaren

Le Castellet. — L'Anglais James Hunt (McLaren), vainqueur du Grand Prix d'Espagne le 2 mai à Madrid, disqualifié par la suite pour cause de non-conformité de sa voiture, a pris une revanche sur l'adversité en gagnant dimanche 4 juillet le Grand Prix de France. Un instant, on a pu craindre que les vérifications désormais assez strictes, qui suivent chaque épreuve d'abandonnent à une nouvelle disqualification de Hunt et de sa McLaren.

La disqualification de la voiture de Watson a été prononcée pour une hauteur d'ailerons arrière supérieure de 1,5 cm à la hauteur tolérée. Il semble que la C.S.I. se serait montrée clémentine si l'équipe Penske n'avait modifié la partie inclinée entre la vérification et la contre-vérification. La « correction » (un centimètre) était trop suspecte pour ne pas donner lieu à sanction.

James Hunt, meilleur temps des essais, a été certainement bien du mal à suivre et, à plus forte raison, à battre Niki Lauda (Ferrari) qui s'était débarrassé, selon son habitude, de tous ses adversaires dès le départ. Lauda, dont la maîtrise s'affirme à chaque grand prix, a connu pour une fois des ennemis réservés le plus souvent aux autres. Il était lors course des huitièmes des cinquante-quatre tours, moteur cassé, et il est possible que la sortie de route qui a entraîné peu après — dix-neuvième tour — l'élimination de son coéquipier, Clay Regazzoni, alors dans les roues de Hunt, ait aussi été provoquée par un problème de moteur.

Déjà le Grand Prix de France ne ressemble à aucune autre épreuve, l'abandon des deux Ferrari donnant à tous les concurrents une chance de victoire. Patrick Depailler, le seul qui aurait pu inquiéter Hunt, a vite limité ses ambitions à la

En définitive, la victoire du vainqueur du Grand Prix de France a été déclarée en tous points conforme à la réglementation en vigueur et c'est au contraire un autre concurrent John Watson (Penske), classé troisième derrière Hunt et Depailler (Tyrrell), qui a fait les frais du zèle, d'ailleurs nécessaire, des commissaires techniques de la Commission sportive internationale (C.S.I.).

De notre envoyé spécial

deuxième place. Les Tyrrell à six roues, contrairement aux espoirs placés en elles sur les circuits dits rapides, en raison de leur conception révolutionnaire, n'ont bénéficié d'aucun avantage déterminant au Castellet. Depailler, qui commence à collectionner les deuxième places — il s'est ainsi classé cette année au Brésil, en Suède et en France — est toujours dans l'attente de la course providentielle qui lui permettrait de gagner son premier grand prix. Et force est de reconnaître qu'il mérite de plus en plus. En fait, il y a trois semaines, c'est un mauvais choix d'amortisseurs qui l'avait écarté du succès — le Grand Prix de Suède avait été modifié par son coéquipier Jody Scheckter — et au Castellet, Depailler pense que c'est le réglage aérodynamique de sa voiture qui est en cause.

Le sport automobile a décidément ses folies et les meilleurs ingénieurs n'arrivent toujours pas à expliquer pourquoi un type de voiture convient à tel circuit et pas à tel autre. Et l'on ne saura sans doute jamais exactement pourquoi, par exemple, les Tyrrell ont toujours été à leur affaire en Suède et pourquoi les McLaren sont tout aussi régulièrement compétitives au Castellet.

L'équipe Ligier connaît une autre énigme. Alors que c'est justement au Castellet que la voiture avait démontré ses qualités il y a huit mois, peu après sa construction, il ne s'agit pas de trouver, au cours des essais du Grand Prix de France, la cause ou les causes qui la re-

semblent dans le groupe des anonymes. Jacques Laffite n'a pu réaliser que le treizième temps, la moins bonne performance de l'équipe Ligier depuis le début de l'année, et nul ne sait encore d'où viennent ses ennemis. Est-ce le moteur (Matra), le châssis, les pneus ou le pilote ? Laffite, et tout indique qu'il a raison, pense conduire la Ligier comme il le faut. Mais chacune des parties concernées par les autres paramètres rejette toute responsabilité dans le comportement décevant de la voiture. C'est d'autant plus malvenu que Laffite disposait pour la première fois de deux voitures, de sorte qu'il lui fallait permis enfin de prendre certains risques, en effet, en l'absence de la réserve. Il avait été prévu que la deuxième Ligier serait conduite par Jean-Pierre Jarier. Mais le contrat qui le liait avec le constructeur Shadow n'a pu être dénoncé, du moins dans des conditions acceptables.

Jarier est donc contraint de ller son sort à Shadow jusqu'à la fin de l'année, et c'est en 1977 qu'il aura la liberté de courir éventuellement pour un autre constructeur. La venue de Jarier chez Ligier aurait eu au moins l'avantage de permettre de mieux cerner la part qui revient au pilote. Étant données l'expérience et la réputation de Jean-Pierre Jarier, il aurait été intéressant de voir une comparaison entre les performances de Jarier et celles de Laffite et de lever le doute qui s'empare quelquefois — à tort — de l'équipe Ligier à propos de Jacques Laffite.

FRANÇOIS JANIN.

FAITS DIVERS

Le corps de Cécile Revelli a été formellement reconnu par ses parents

De notre correspondant

Tours. — Sept mois après sa disparition, le corps de Cécile Revelli, âgée de deux ans et demi lors de son enlèvement, a été retrouvé, samedi, dans l'Indre, à une douzaine de kilomètres au sud de Tours, par une pêcheuse. L'enfant avait disparu le 29 novembre 1975 dans la galerie marchande d'un magasin à grande surface, pendant que ses parents étaient allés acheter des vêtements. Les recherches, aussitôt entreprises avec des moyens très importants, avaient abouti, deux mois plus tard, à l'inculpation d'un déséquilibré parvenu, André Crespin (le Monde du 2 février). L'homme, âgé d'une cinquantaine d'années, s'accusait d'avoir enlevé une fillette qui, alors qu'il la serrait contre lui, serait devenue « comme du caoutchouc ». Affolé, André Crespin aurait alors jeté le corps de l'enfant dans la Loire. Malgré l'absence de preuves et l'incohérence de certains propos du suspect, le juge d'instruction, Mme André Gervais de Lafont, était convaincu de sa culpabilité et le maintenait en détention tout en faisant continuer les recherches.

Parallèlement, les collègues de

M. Revelli, qui est ingénieur à l'E.D.F., déclaraient que Cécile avait été enlevée par un homme qui distribuait dans toute la région tracts et affiches rappelant le signalement de la fillette dont ils voulaient croire avec les parents, le temps le magistrat chargé de l'enquête qu'elle était toujours vivante et avait été enlevée par une femme.

Le cadavre de Cécile, malgré son long séjour dans l'eau, a été formellement identifié par ses parents qui ont reconnu en particulier la forme très caractéristique de sa robe. Le cadavre ne semble pas porter de traces de violence, ce qui tendrait à confirmer la version donnée par André Crespin de la mort par étouffement. Quant au fait qu'il n'y ait pas de traces de violence, ce qui tendrait à confirmer la version donnée par André Crespin de la mort par étouffement. Quant au fait qu'il n'y ait pas de traces de violence, ce qui tendrait à confirmer la version donnée par André Crespin de la mort par étouffement. Quant au fait qu'il n'y ait pas de traces de violence, ce qui tendrait à confirmer la version donnée par André Crespin de la mort par étouffement.

Deux cas, transportant une centaine d'enfants d'une colonie de vacances de Foleys (Yvelines) et de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) se sont heurtés à un feu rouge alors qu'ils se rendaient à Saint-Hilaire-de-Riez (Vendée).

Un conseiller municipal toulonnais est découvert mort. Deux marins ont découvert, vendredi, gisant au pied d'une haute de 10 mètres, au lieu-dit « Le fer à cheval », sur le littoral toulonnais, le cadavre de M. Alfred Moreno, quarante ans, originaire d'Oran, carrossier, demeurant à Toulon. Benjamin de cette assemblée, il avait été élu sur la liste de M. Arreckx, le maire, au titre de rapatrié. Le permis d'inhumation a été refusé et le parquet de Toulon a ouvert une information afin d'établir les circonstances de cette mort. Une autopsie a été ordonnée. La voiture de M. Moreno, qui avait disparu, a été retrouvée dans la journée à 2 kilomètres environ de l'endroit où il a été découvert mort. — (Corresp.)

Un attentat à l'explosif a été commis, le lundi 5 juillet, à 5 h 15 contre la librairie « Lire » située dans le centre de Marseille et spécialisée dans la vente d'ouvrages publiés par des auteurs d'extrême gauche. L'explosion a brisé la grande vitrine du magasin et endommagé les pare-brise de plusieurs voitures en stationnement. Le 9 décembre 1975, la même librairie avait été l'objet d'un premier attentat, des inconnus ayant provoqué un incendie à l'aide d'un cocktail molotov ; une grande partie des livres avait été détruite.

Quatre-vingt personnes ont péri au Népal à la suite d'inondations et de glissements de terrain provoqués par les pluies de la mousson. — (Reuters.)

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

VAN IMPE : UN MAILLOT JAUNE PRÉMATURÉ ?

De notre envoyé spécial

L'Alpe-d'Huez. — Coureur de petit gabarit, le Belge Lucien Van Impe n'était à ce jour qu'un lauréat du Grand Prix de la montagne, offrant les apparences d'un grimpeur spécifique aux ambitions limitées. Il a conquis pour la première fois le maillot jaune, dimanche 4 juillet, au terme de la neuvième étape, Digne-les-Bains-L'Alpe-d'Huez, gagnée par Joop Zoetemelk, et s'est imposé comme un vainqueur possible du Tour de France.

L'épreuve a pris en l'occurrence un tournant décisif. Désormais, il ne mettra pas seulement aux prises les meilleurs spécialistes de l'escalade, qui vont évoluer pendant près de deux semaines sur leur terrain. Elle opposera les plus fins stratèges, et paraît bien difficile de prévoir l'issue de l'affrontement. Les chassés-croisés qui se sont produits dans la montagne vers l'Alpe-d'Huez ont modifié le classement général et, paradoxalement, ils ont resserré les écarts. Van Impe compte seulement 8 sec. d'avance sur Zoetemelk et 1 min. 24 sec. sur Poulidor. Il reste sous la menace directe de sept coureurs, qui se tiennent en moins de deux minutes, et devra supporter tout le poids de la course : un lourd fardeau dont certains favoris, de toute évidence, n'ont pas voulu se charger dans l'immédiat.

An fil de ce Tour de France, on se demande si les incertitudes, les coups d'éclat, seront les plus payants que la régularité ? Il nous a semblé durant la première étape alpine que les personnages importants du peloton hésitent à intervenir afin de ne pas dévoiler leurs armes prématurément. C'est peut-être la raison pour laquelle Van Impe, qui ont incité Thénvenet à ne pas forcer

son talent et Poulidor à prendre ses distances. L'hypothèse selon laquelle tout se jouera dans la dernière semaine, avant le retour à Paris, est un cadeau empoisonné ? Tout dépend des appuis qu'il trouvera au sein de son équipe. Mais s'il parvient à débarrasser de Zoetemelk et s'il renouvelle dans les prochaines arrivées en altitude sa performance de l'Alpe-d'Huez, ses adversaires devront faire preuve d'imagination pour le prendre en défaut.

JACQUES AUGENDRE.

Lire page 19 dans le supplément

EUROPA

notre enquête :

DE NOMBREUX CHEMINS MÈNENT À MONTRÉAL

Tennis

TOURNOI DE WIMBLEDON

Simple messieurs : Borg (Suède) bat Nastase (Roum.), 6-4, 6-2, 9-7. Simple dames : Mrs Evert (E.-U.) bat Mrs Collings-Cawley (Aust.), 6-3, 4-6, 6-4.

Double messieurs : Gottfried (E.-U.) - Barker (Aust.) battent Oss - Masters (Aust.), 3-6, 6-3, 6-4, 7-5.

Double dames : Mrs Evert (E.-U.) - Mills-Kristalova (Tch.) battent Mrs King (E.-U.) - Stora (F.-B.), 6-4, 3-6, 7-5.

Primus Tennis Club (Belgique) a enlevé le 4 juillet, sur le court de la Croix-Castelain, à Paris, le dixième coupe d'Europe des clubs champions de tennis en battant en finale Prague, par cinq victoires à quatre. Pour la troisième place, le Racing-Club de France, tenant du titre, mais privé de François Jauffret et de Patrick Protay, a disposé de Roth Weiss (R.F.A.) par six victoires à trois.

محضان الأنجل

Le Monde
LA STAMPA
THE TIMES
DIE WELT

Europa

Publié simultanément en Allemagne Fédérale, en France, en Grande-Bretagne et en Italie

EUROPE
U
R
O
P
E
U
R
O
P
E
U
R
O
P
E

UNE INTERVIEW DU P.-D.G. DE FIAT

Le redressement de l'Italie exige un plan d'urgence soutenu par les communistes

nous déclare M. Giovanni Agnelli

M. GIOVANNI AGNELLI, P.-D.G. de Fiat et président sortant de la Confédération du patronat italien (Confindustria), estime urgente l'élaboration d'un plan économique destiné à réduire les

difficultés de l'économie italienne. Un plan, précise-t-il, où un rôle reviendrait aux communistes. Pour lui, le salut de l'Italie est étroitement dépendant de son intégration à la C.E.E.

« M. Agnelli, pouvez-vous nous donner votre sentiment sur le résultat des élections italiennes qui ont tant surpris ? »

— Environ 40 % des électeurs ont soutenu le parti démocrate-chrétien. Ils ne veulent donc pas être gouvernés par les communistes. Les petits partis ont beaucoup souffert du fait de leur manque de direction et de coordination certes, mais aussi parce que la peur avait l'élément dominant et qu'elle — j'ai dit impossible de voter d'instinct — selon son goût — a tenu hors de mise en période de danger.

— Comment le pays se-t-il pouvoir être gouverné ?

— Arithmétiquement parlant, plusieurs majorités sont concevables mais politiquement il n'y a pas la chose. Ce sont les démocrates-chrétiens qui doivent prendre la responsabilité de gouverner soit seuls, soit avec des alliés dont l'appui ne leur fera pas atteindre la majorité. Cela s'est déjà vu et peut se voir encore.

— Ce n'est donc pas le problème le plus important ?

— Non. Le plus important ce n'est pas ce qui va se passer au Parlement, c'est la mise en chantier d'un plan d'urgence auquel il faudra absolument faire participer les communistes. Ce plan, commandé qu'il est par la situation du pays, devra viser plusieurs objectifs fondamentaux : ralentissement de l'inflation, amélioration de la balance des paiements, réduction du déficit budgétaire sans chômage corrélatif et avec le souci d'assurer la réinsertion des sans-emploi dans la vie active.

— Et les communistes, dans tout cela ?

— « Tout cela » ne pourra être réalisé que si les communistes sont d'accord. Bien qu'ils soient dans l'opposition, ils peuvent bien vérifier la bonne exécution du programme, formuler des critiques, stimuler les efforts en cas de relâchement. Et ils seront toujours la latitude de créer des problèmes s'ils voient que rien n'est fait.

Des hommes nouveaux

— Et vous croyez la vieille classe dirigeante des démocrates-chrétiens capable de jouer ce jeu ?

— Les démocrates-chrétiens viennent de remporter un succès électoral incontestable. Mais leurs performances dans la manière de gouverner le pays n'ont rien de glorieux. Ce qu'il faut donc, ce sont des hommes nouveaux, capables d'exploiter le succès électoral obtenu par leurs anciens.

— Un tel plan soutenu par des hommes nouveaux ferait sans doute remonter la cote de l'Italie.

— Certainement, s'il est cohérent, s'il rallie l'ensemble des forces politiques, ce plan assurera le soutien international et la confiance indispensables.

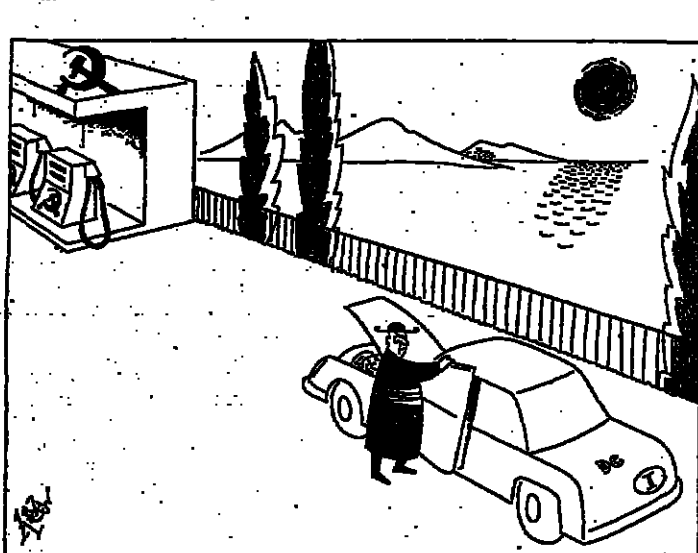
— D'où attendez-vous cette aide ?

— Je pense essentiellement à l'Amérique et à une aide européenne multilatérale (1). Une aide octroyée sans conditions. Ce qu'il faut, c'est que nous nous imposions nous-mêmes une discipline et que tout le monde puisse constater que nous la respectons.

— Cette aide occidentale

serait-elle acceptée par tous les partis ?

— Catholiques et communistes sont allés aux élections avec une politique étrangère commune. Leurs deux partis sont parallèlement occidentaux, européens et favorables à l'OTAN. L'Europe, les États-Unis, l'OTAN ont donc tout intérêt à ce que la démocratie survive en Italie.



— Vous en déduisez que l'aide de tous ces pays vous est acquise ?

— Je pense qu'ils seront disposés à nous aider à certaines conditions symboliques : si le gouvernement est constitué sans les communistes ; si le plan de détresse peut être mis en œuvre avec l'assentiment du parti communiste ; si des hommes nouveaux, capables de prendre ce plan en charge émergent de la démocratie chrétienne.

Pas de vacances cet été

— Dans combien de temps ce plan interviendra-t-il ?

— De toute urgence. Cet été devra être un été de travail, pas de vacances, et les solutions devront être trouvées avant l'automne.

— Pour en revenir à la politique étrangère, pensez-vous sérieusement qu'il n'y a pas de désaccord à cet égard entre les démocrates-chrétiens et les communistes ?

— Je maintiens qu'il n'y a pas de désaccord.

— Bizarre.

— Bizarre mais vrai. Les uns et les autres n'ont pas exactement les mêmes raisons mais leurs conclusions se rejoignent. L'OTAN symbolisait une alliance destinée à nous défendre contre les pays de l'Est. Aujourd'hui, M. Berlinguer déclare, d'une certaine façon, qu'elle protégerait le parti communiste italien contre l'ingérence de Moscou. Leurs raisons ne sont donc pas les mêmes mais se ressemblent beaucoup.

— Vous croyez que M. Berlinguer pense vraiment ainsi ?

— Il pense ainsi. Je ne sais pas s'il croit que ce soit possible, mais il le souhaite sûrement. Je n'ai pas le moindre doute à ce sujet.

— Et en ce qui concerne l'Europe ?

— J'ai la conviction que le sauvetage de l'Italie coïnciderait avec la possibilité pour elle

de s'intégrer dans une Europe moderne. Cela voudrait dire que le citoyen italien deviendrait davantage un citoyen européen et, ce faisant, qu'il se plierait aux disciplines d'une société moderne : la façon de vivre, l'instruction, le paiement d'impôts, le versement de salaires. S'il est un pays auquel l'Europe est indispensable, c'est bien l'Italie.

débouchons sur un État péroniste. Il faut maintenir un équilibre adéquat entre les forces politiques et les partenaires industriels. Mais ceux-ci ont joué un très grand rôle et ils doivent continuer.

— Et les syndicats ?

— Je pense que les syndicats seront d'une grande utilité pour l'élaboration du plan d'urgence. Il me semble que dans le passé ils auraient pu avoir moins d'exigences en ce qui concerne les salaires. Lorsqu'ils disent qu'obtenir des augmentations des rémunérations est leur seule revanche lorsqu'ils ne peuvent rien obtenir d'autre ils énoncent une manière d'agir peu psychologique et fondée mais délibérément non coopérative.

Ce qu'il faudrait c'est qu'ils se disent prêts à des sacrifices sur les salaires moyennant les satisfactions sur le chapitre d'investissement, des transports en commun ou d'autres priorités essentielles. Ils serviraient l'avènement du pays en acceptant un plan d'austerité concernant les revenus, renonçant à toute revendication salariale tant que les objectifs de redressement économique ne seraient pas atteints.

Propos recueillis par PETER NICHOLS.

(1) Cette interview a été prise avant que les chefs d'État et de gouvernement, réunis le 27 juin à Porto Cervo, ne promettent un concours financier à l'Italie. — (M.D.L.R.)
(2) C'est le 22 juillet prochain que M. Giovanni Agnelli passera officiellement ses pouvoirs à M. Guido Carli. — (M.D.L.R.)
(3) M. Umberto Agnelli s'est démis de ses fonctions à la direction de Fiat le 8 juin, quelques jours après l'annonce de sa candidature au Sénat sur une liste démocrate chrétienne à Rome. — (M.D.L.R.)

On the contrary

« WHEN you say summit, » the Queen interrupted, « I could show you summits, in comparison with which you'd call that a valley. » With that, she turned and walked quickly away.

Very soon Alice came to the top of the little hill. There, sitting under a tree, were nine tall little men with their arms round each other's necks. Alice knew which was which in a moment, because each of them had a flag embroidered on his collar. « I suppose they've each got « EUROPE » round at the back of the collar, she said to herself.

« Nowhow ! » cried the one marked with a Union Jack.

« Contrariwise ! » added the one marked a Tricolor.

« He keeps saying No », they both exclaimed in unison, pointing at each other. I'd be happy to say Yes.

« But surely », said Alice in a puzzled tone, « if you'd both be happy ».

« Don't make personal remarks ! » said the first little man.

« Ditto », said the second.

« So you do agree on something », said Alice.

« On lots of things », cried the little men. « On shoes, and chips, and sealing wax, on cabbages, and mayonnaise, and whether chickens have the giblets in. »

« And that's how you build Europe ? » asked Alice.

« Oh, we don't do that ! » said the little men. « We tell them to get on with it. » They pointed down the hill to where nine Ministers were lying, snoring loudly.

« Come », said Alice to herself. « We'll never get anywhere at this rate. »

« Just then it got dark so suddenly that she thought there must be a thunderstorm coming on. »

« It's the crow ! » cried the little men in a shrill voice of alarm ; and they took to their heels. But when Alice looked again she saw that the thick black cloud coming in from the East was the shadow of the Red Queen.

PANGLOSS.

L'EUROPE DES BALKANS

La Communauté est à la recherche de relations nouvelles avec la Grèce et la Turquie. La première, libérée de la dictature depuis deux ans, et soucieuse de se prémunir contre ceux qui, chez elle, demeurent favorables à un régime autoritaire, a demandé à adhérer à la C.E.E. Les Neuf balayant les conseils de prudence que leur prodiguait la Commission européenne, ont donné un appui sans nuances à cette candidature. Ils ont décidé de proposer à la Turquie de tenir un conseil d'association le 21 juillet prochain à Ankara et leur intention serait d'ouvrir formellement, sauf accident, le 27 juillet à Bruxelles les négociations d'adhésion avec la Grèce.

Le mariage ainsi projeté entre la Grèce et la Communauté est observé d'un œil inquiet à Ankara. L'idée-clef de la politique de la Communauté en Méditerranée orientale était de maintenir un équilibre au moins apparent dans les relations avec ses deux grands partenaires balkaniques. Les traités d'Athènes et d'Ankara se ressemblent : l'un et l'autre, mettant l'accent sur l'appartenance européenne des associés, leur reconnaissent explicitement la vocation à l'adhésion. Cet équilibre, tel qu'il a été conçu dans les années 60, se trouve maintenant rompu, car il semble hors de question d'évoquer l'adhésion de la Turquie dans un avenir relativement proche.

Tergiversations

Les gouvernements membres, divisés, affaiblis par la crise économique, tergiversent et au fil des mois, se montrent de moins en moins capables de mettre en œuvre de façon cohérente cette fameuse politique méditerranéenne dont ils rêvent à haute voix depuis 1972. Leur manque d'efficacité se vérifie tout au long du plan politique quinquennal : les très modestes tentatives accomplies par leurs ministres des affaires étrangères pour prêter la sagesse dans l'affaire de Chypre sont restées sans effet.

Les États-Unis, soucieux de maintenir le flanc sud de l'OTAN aussi puissant que possible, appuient les efforts des Neuf pour éviter la déstabilisation de la région. Ils ne manifestent aucune hostilité devant la candidature de la Grèce à l'adhésion et, conscients de l'importance stratégique de la Turquie, sont soucieux qu'elle ne dérive vers le neutralisme.

La présence massive et toute proche de l'Union soviétique et de ses alliés donne une coloration particulière à la diplomatie européenne dans cette zone. La Grèce et la Turquie, chacune à sa manière, sont parvenues à établir des relations à peu près identiques avec leurs voisins slaves. Mais qu'en adviendrait-il

en cas de tension locale subite ? Chacun s'interroge à Ankara, et surtout à Athènes, sur les conséquences possibles de la disparition du maréchal Tito. La Yougoslavie elle-même, peu soucieuse d'aventure, a cherché à chasser, encore, comme pour exorciser les appétits soviétiques, à tisser des liens intimes avec l'Europe des Neuf. Mais la voie n'est pas simple pour un pays non engagé à l'économie européenne. Et les résultats atteints sont modestes.

La Roumanie, quant à elle, en dépit de ses velléités indépendantistes qui pourraient la conduire à forger vers Bruxelles, n'a pas réussi à établir jusqu'à présent un contact un tant soit peu sérieux avec la Communauté.

Les pays des Balkans, bien que placés dans des situations différentes, ressentent tous le besoin de renforcer leurs relations avec l'Europe unie. Celle-ci est-elle capable de répondre à ces aspirations ? L'observation quotidienne de ses atermoiements porte malheureusement à en douter.

Lire page 20
le dossier établi par
PHILIPPE LEMAÎTRE.

Les clés de la conjoncture UN TRIPLE RELAIS

Si le rythme de la croissance industrielle fléchit encore une fois en Allemagne et en France pour revenir vers les 10 %, il

reste en revanche solide aux États-Unis. Fait remarquable surtout, comme nous l'avons déjà noté le mois dernier, la reprise italienne se confirme ; elle est importante et proche de 10 %, en dépit d'une situation qui, sur d'autres points, est grave. On peut faire la même observation pour la Grande-Bretagne, dont le rythme monte à 8 % avec un taux de chômage en léger recul.

Des échanges à assainir

La croissance est maintenant à peu près assurée, en particulier grâce au renforcement de la consommation et des échanges extérieurs. C'est là un premier relais qui est pris. Mais s'il l'est à peu près correctement en intensité, il l'est beaucoup moins en qualité. En effet, les échanges sont loin d'être sains quand on les analyse de plus près. Flottements compétitifs des monnaies anglaise et italienne, mesure de dépôt de 50 % sur les achats de devises prise par l'Italie, ou récente décision du président Ford de contourner les importations d'acier spéciaux : tous ces faits montrent la fragilité et le manque d'assurance de ce renouveau du commerce mondial.

MAURICE BOMMENSATH.

(Lire la suite page 18.)

Le prochain numéro

EUROPA

paraîtra le 5 octobre

Communauté européenne

Pour quoi faire ?

B RUXELLES aura, les 12 et 13 juillet, des allures de Byzance. Au menu du conseil réunissant les chefs d'Etat et de gouvernement : la répartition des sièges à la future Assemblée européenne. Question devenue folle que l'on tente de canaliser dans des propositions aux multiples facettes. Les plus en vue sont aujourd'hui les formules belge et française, celle-ci assortie de variantes allemande et luxembourgeoise. Les experts s'en donnent à cœur joie. Le public, que cela n'amuse plus du tout, demande avec insistance : « Mais enfin, l'Europe, pour quoi faire ? » N'est-ce pas de cela que les futurs candidats au Parlement de Strasbourg devront parler s'ils veulent être élus ?

Qui va définir les tâches immédiates et à long terme de l'Europe ? Les gouvernements ? On a vu les résultats. Toute une littérature bien-pensante a coulé des « sommets », un faisceau de bonnes intentions a été présenté dans des communiqués plus ou moins longs, et, à l'heure du choix, la ligne la plus stricte des seuls intérêts de « clocher » était suivie, chacun cherchant à tirer au mieux parti de la construction européenne pour apporter une pierre à son édifice national.

La Commission de Bruxelles ? Elle paraît victime de cette maladie bien connue des institutions lorsqu'elles vieillissent mal : la « papirocratie », comme si sa légitimité se mesurait au volume de papiers, de documents, de rapports et de statistiques publiés chaque année.

Les partis politiques ? Comme il y a toujours quelque élection proche ou lointaine, il s'agit de rassurer des électeurs, d'en prendre si possible au voisin, et de ménager l'idéologie et de questions à ras de terre nécessaire à cette cuisine intégrée assez peu de piment européen.

L'opinion publique ? C'est finalement de ce côté qu'il faut regarder d'abord pour préparer les votes d'une grande mutation communautaire. La construction européenne, si l'on se rapporte aux sondages, ne vient certes pas en tête des préoccupations du pu-

blic. Mais si, au lieu de déplorer simplement ce fait, on s'efforçait de bâtir l'Europe à partir des premiers centres d'intérêt de l'opinion d'aujourd'hui, ne donnerait-on pas plus de chances à l'entreprise ? Deux sujets sont à l'avant-scène des Neuf : le chômage, l'inflation. C'est sur ces grands thèmes qu'il faut absolument, aujourd'hui, concevoir des stratégies d'ensemble qui donneraient une signification à l'Europe.

Une manifestation comme celle du 24 juin dernier, la « conférence tripartite » de Luxembourg, réunissant autour d'une même table des représentants d'employeurs, de travailleurs et de gouvernements, a été un pas dans la bonne direction. Cette réunion, rappelle-t-on, résultait d'une initiative des syndicats, inquiets, lorsqu'ils lancèrent l'idée d'un dialogue de ce type, en juillet 1975, que l'Europe ne répondait pas de façon plus solidaire aux conséquences de la crise économique.

Les organisations de travailleurs montraient non seulement que l'Europe n'était pas pour elles une « forme vide », mais qu'il n'était plus de mise de traiter séparément ces maux virulents de nos sociétés que sont le chômage et l'inflation. Dans la préparation de cette conférence, qui succéda à la répétition générale « tripartite » du 18 novembre 1975, on vit les progrès de cette idée d'une globalisation des problèmes à traiter pour éviter les classiques « stop and go ».

Comment passer de cette nouvelle prise de conscience « intellectuelle » à des programmes d'action ? Comment la plupart des gouvernements éviteront-ils, surtout à l'approche d'échéances électorales, de retomber dans les mêmes ornières, c'est-à-dire de lâcher du lest aux groupes de pression quels qu'ils soient, ramenant ainsi l'inflation ? Les syndicats du Sud (France-Italie) flincheront-ils à apprécier les conséquences de la cure de sagesse des syndicats du Nord (Allemagne-Grande-Bretagne) et en tenir compte dans leur comportement ? Ce sont là les vraies questions. Tout le reste est littérature.

Une campagne pour élargir le cartel de l'acier

« Il est à souhaiter qu'il n'y ait plus d'année semblable à l'année 1975. » Formulé par le docteur Dieter Spethmann, président du directoire de la Fédération de l'industrie sidérurgique allemande et patron d'Angst-Tyssen Huetfeldt, ce souhait est approuvé par tous ses collègues de l'industrie sidérurgique européenne. En fait, aucune branche industrielle n'a été plus touchée par la récession.

Pour la seule République fédérale, le déficit d'exploitation est évalué à quelque 3 à 4 milliards de DM. Et n'étaient les bénéfices réalisés par certains secteurs, en particulier par ceux de la transformation et de la commercialisation de produits non spécifiques, le déficit aurait été davantage accusé dans les bilans, comme c'est le cas pour un grand nombre d'entreprises métallurgiques européennes.

Les fédérations métallurgiques respectives des Etats membres du Marché commun, dont l'origine remonte à la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), ont réagi, en 1975, différemment devant cette crise profonde.

Pendant que l'industrie sidérurgique française, par la voix de son président Jacques Ferry, réclama avec insistance, à travers de la reconnaissance par tous d'un état de « crise manifeste », les mesures de protection prévues par le traité européen, en l'occurrence un contingentement de la production d'acier adapté à la situation de chaque entreprise, les Allemands et les Hollandais firent partisans de la solution la plus radicale : toute mesure de régulation du marché telle que l'état déclaré de « crise manifeste » pouvait la justifier. Du même coup, la

Fédération de l'industrie sidérurgique allemande se trouva en désaccord profond avec le gouvernement de Bonn. La fixation de prix minimaux aurait momentanément plus de chances d'être retenue que la reconnaissance d'un état de « crise manifeste », d'autant qu'il s'agit d'un moyen offert sous certaines conditions par le traité européen.

Un exemple montrera clairement l'état de confusion qui règne présentement au sein de l'industrie sidérurgique européenne : quand Evert van Veen, patron du groupe sidérurgique germano-hollandais Stal, avec lequel fusionneront volcinc Roogovens et Hoessch,

Modifier le traité ?

Les fédérations sidérurgiques de Grande-Bretagne, de France et d'Italie, qui ont été, avec ou sans ménagements, mises en demeure d'adhérer au nouveau

Point de vue

Élections européennes et pouvoirs nationaux

par JACQUES VAN HELMONT (*)

L E Conseil européen a besoin de trouver dans des députés européens un interlocuteur collectif au sein duquel, aussi bien à l'intérieur des Neuf que vis-à-vis des autres pays,

qui pourrait croire, sans complexes irrationnelles, que des nations aussi anciennes, et pourtant caractérisées et intégrées que les Neuf vont se dissoudre parce qu'elles votent ensemble !

Pourtant, parmi les formes fantasmagoriques de l'actualité européenne, le député européen suscite des inquiétudes au lieu de rendre confiance dans l'avenir.

Ceux qui voudraient empêcher les Européens de voter ont raison quand ils disent qu'une assemblée européenne qui tiendra directement son mandat du suffrage universel est destinée à plus de pouvoirs que l'actuelle assemblée. D'ailleurs, les chefs de gouvernement manqueraient de sérieux à appeler cent cinquante millions d'électeurs à voter, à mettre en campagne partis et candidats pour finalement composer une assemblée inutile. Ils l'ont reconnu, il n'y a pas si longtemps.

Quand, à l'initiative de M. Giscard d'Estaing, les chefs des gouvernements des Neuf se sont réunis à Paris en décembre 1974, ils ont annoncé en même temps l'établissement du Conseil européen et avec réserves britanniques et danoises, les élections européennes ont précédé que l'Assemblée européenne élue « aura certains pouvoirs dans le processus législatif des communautés » et « sera associée à la construction européenne ».

Or les adversaires des élections se trompent, c'est quand ils pensent que pour tenir parole et attribuer des pouvoirs réels à la nouvelle assemblée européenne, il faudrait diminuer les pouvoirs nationaux par une réduction supplémentaire de la souveraineté des Etats et une nouvelle extension de la supranationalité.

Pour le sens commun, s'il y a de véritables députés, ils votent les lois et le budget. Il est possible d'appliquer ce sens commun à la nouvelle Assemblée européenne élue au suffrage universel en se tenant à l'intérieur des compétences déjà limitées des Etats aux Communautés européennes, par les traités de Paris et de Rome depuis les années cinquante. Il suffirait d'apporter quelques modifications simples et compréhensibles à la procédure communautaire en vigueur.

Il faudrait introduire une distinction formelle entre les propositions de la Commission et les actes du Conseil. Le processus communautaire devrait cesser d'être la même chose qu'il s'agit de l'équivalent des lois ou bien des décrets. Les dispositions communautaires de nature législative (ce sont les plus importantes) seraient soumises à l'Assemblée européenne élue au suffrage universel, non plus pour qu'elle donne un simple avis (pratique actuelle) mais pour qu'elle approuve ou rejette (pouvoir législatif nouveau). Le Conseil, comme aujourd'hui, statuerait sur ces dispositions, mais après que les députés européens les aient approuvées.

« club de l'acier », qui opère en accord avec la Commission européenne de Bruxelles, se sont jusqu'à présent abstenus de répondre. Le dossier du « cartel de l'acier » fait au reste partie de ceux que MM. Giscard d'Estaing et Schmidt ont emportés à Hambourg pour le « sommet » franco-allemand des 5 et 6 juillet.

Certes, la conjoncture du marché de l'acier s'est quelque peu redressée. Quantités et prix sont en hausse ; mais il ne s'agit que d'un mouvement trop timide pour que l'on puisse déjà parler d'un nouveau boom. Une question reste sans réponse : comment l'industrie sidérurgique européenne se prépare-t-elle à faire face à la prochaine crise ? Sera-ce par des modifications au traité européen ou, plus probablement, par l'application de mesures de régulation du marché ? Quel qu'il en soit, tout indique que l'on s'oriente vers un renforcement de la cartellisation.

EMIL RUDOLPH.

LA C.E.E. DEMAIN

L E conseil européen des 12 et 13 juillet sera, comme il se doit, le point fort du mois. Compte tenu des progrès qui ont été apparemment réalisés par les ministres des affaires étrangères des Neuf, lors de leur réunion « privée » du 12 juin à Sillingen, au Luxembourg, il semblait raisonnable d'espérer que les chefs de gouvernement parviendraient à cette fois à se mettre d'accord sur les modalités de l'élection du Parlement européen au suffrage universel, à partir du printemps 1978.

Après les palinodes ridicules auxquelles s'est livrée la Communauté avant le « sommet » de Porto-Rico — la participation à cette conférence de MM. Thors et Ortolani a été annoncée quasi officiellement avant que les Neuf, faute de s'être entendus dans le détail sur ce qu'il conviendrait de faire à l'avenir en pareille circonstance, y renoncèrent — les chefs de gouvernement s'efforceront d'arrêter pour plus tard un cadre de bonne conduite. Il s'agira de définir

comment ils réagiront dans le cas où certains d'entre eux, à l'exclusion des autres, seraient une nouvelle fois invités à une conférence internationale appelée à traiter de sujets intéressant directement ou indirectement la vie de la C.E.E.

Trois autres affaires importantes connaîtront sans doute des développements nouveaux en juillet :

— La Commission, préoccupée par l'existence d'excédents latents continus à résorber, présentera début juillet des propositions visant à associer les producteurs aux dépenses jusqu'alors exclusivement supportées par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole. Il s'agit là sans doute de la réforme la plus importante de la politique agricole commune envisagée depuis douze ans. Les ministres de l'agriculture commenceront à en débiter le 13 juillet. Le débat promet d'être long et difficile.

Les Neuf devraient enfin décider comment s'ouvriront les négociations devant conduire à l'adhésion de la Grèce.

— La Commission, consciente des dangers de recartellisation que recèle le projet de création d'un nouveau « groupement économique international » qui lui a été soumis par les sidérurgistes allemands, néerlandais et par la société luxembourgeoise Arbed, présentera des propositions visant à rendre plus efficace le Marché commun de l'acier. — Ph. L.

Sur le calendrier

31 MAI - 1^{er} JUIN. — Nouvel échec des ministres des affaires étrangères sur les conditions de l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Les Neuf ne parviennent pas non plus à s'entendre sur le montant de l'aide financière à accorder à la Grèce et à la Turquie.

10 JUIN. — Les positions des Etats membres sur la manière d'envisager une politique commune des affaires étrangères n'ayant pu être harmonisées, la réunion des ministres chargés des affaires étrangères prévue pour le 10 juin est ajournée.

12 JUIN. — Réunion « privée » des ministres des affaires étrangères à Sillingen. Des progrès sont apparemment réalisés sur la question des élections du Parlement européen.

21-22 JUIN. — Les ministres de l'agriculture adoptent deux premières mesures pour aider les agriculteurs frappés par la sécheresse.

24 JUIN. — Une conférence tripartite, rassemblant des représentants des pouvoirs publics, des employeurs et des travailleurs des neuf pays membres, se réunit à Luxembourg pour examiner comment lutter contre le chômage.

RECRUTEMENT - RESSOURCES HUMAINES

100.000 F

Activités internationales — Le département « Personnel » de PA Conseiller de Direction S.A., filiale du groupe mondial PA International Management (1.000 consultants) recherche pour Paris le responsable de ses activités internationales. Après une période de formation il sera chargé de traiter les problèmes de recrutement et de gestion du personnel (structures, salaires, etc.) posés par des Sociétés étrangères s'implantant en France ou par des entreprises françaises ayant des activités à l'étranger, et ceci en liaison avec ses collègues des bureaux PA de l'Europe entière. Cette fonction très intéressante et active nécessite des déplacements fréquents mais de courte durée en Europe. Le titulaire aura la possibilité de développer et de s'adjoindre d'autres consultants. Ce poste conviendrait à un diplômé d'enseignement supérieur, âgé de 28 ans minimum et possédant une expérience en recrutement et gestion des ressources humaines, acquise dans une Société de conseil ou en entreprise, si possible internationale. La pratique courante de l'anglais est impérative. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 100.000 francs, sera supérieure si l'expérience le justifie. Écrire à R. BOUGÉARD à Paris. Réf. A/1062RM

COMPTABILITÉ CLIENTS

85.000 F

La filiale française d'un groupe international de l'électronique, recherche, pour son siège situé dans la banlieue Sud de Paris, le Chef de son service comptabilité clients. Sous l'autorité du Secrétaire Général, il animerait un service de 8 personnes, et sera responsable de la facturation et du recouvrement (gestion et contrôle du crédit, échéances, conditions, solvabilité, litiges...). Ce poste conviendrait à un candidat possédant un bon niveau de formation comptable et justifiant d'une expérience confirmée des problèmes de facturation et de recouvrement. De bonnes connaissances de la langue anglaise seraient très appréciées. La rémunération annuelle de départ, fonction de l'expérience acquise, sera de l'ordre de 85.000 francs. Écrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2445M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 771-35-79

Amsterdam - Bruxelles - Copenhagen - Frankfurt - Lille - Londres - Los Angeles - Lyon - Madrid - Milan - New York - Stockholm - Zurich

مكتبة الأنجلو

37.10.1976

Comparaison

L'ALLEMAND, PREMIER CONSOMMATEUR DE CAOUTCHOUC

Le caoutchouc a fait du chemin depuis l'époque où le liquide visqueux exsudé par certains arbres d'Amérique du Sud était utilisé par les Indiens pour la confection de leurs balles de jeu et où le chimiste britannique Joseph Priestley s'en servait pour effacer les traces de crayon.

Premier de la dynastie de nos polymères industriels, il fit ses débuts dans la chaussure : ainsi apparaissent les « gum boots », chaussures initialement en caoutchouc, puis en caoutchouc et en tissu, puis en caoutchouc et en cuir, puis en caoutchouc et en tissu et en cuir.

De nos jours, les deux tiers du caoutchouc consommé à travers le monde sont toutefois d'origine synthétique. Sous l'effet de l'augmentation des prix du pétrole, la part du caoutchouc naturel a bien regagné deux points en pourcentage depuis 1973, mais sa tendance antérieure à baisser semble devoir se rétablir : pour l'Institut international des producteurs de caoutchouc synthétique la de-

mande globale va s'accroître d'ici à 1985 de 60 %. Toutefois, il est prévu que les ventes de synthétique progresseront plus rapidement (un tiers) que celles de caoutchouc naturel.

Malgré les exhortations en faveur de la conservation de matières premières, l'utilisation du caoutchouc régénéré est en régression, celui-ci ne s'étant pas révélé avantageux à l'usage. Selon les statistiques du groupe international du caoutchouc, les pays d'Europe ne sont pas équipés actuellement pour régénérer 10 % du caoutchouc qu'ils emploient. En Grande-Bretagne, sur 27 millions de pneus mis au rebut chaque année, 15 millions ne sont pas récupérés (l'industrie fournit par la Plastic and Rubber weekly). Il est cependant possible que la hausse des prix et l'amélioration des techniques de recyclage revalorisent les projets de régénération.

La consommation mondiale de caoutchouc a diminué d'un sixième depuis 1973. Mais l'Allemagne reste la première utilisatrice en Europe. Elle compte pour plus d'un quart dans la consommation totale de la Communauté. En ce qui concerne les trois autres pays d'Europe, la consommation a diminué de 6 à 7 % par rapport aux données statistiques en 1973. Le Royaume-Uni ayant été touché avant les autres. Ce pays utilise à peu près la même quantité de caoutchouc que la France. L'Italie est le quatrième consommateur d'Europe.

L'industrie française du caoutchouc reste plus étroite-

ment dépendante de la fabrication des pneumatiques que ne le sont les industries allemandes, britanniques ou italiennes (tableau II). Cela découle évidemment du fait que c'est Michelin qui fut le premier à se lancer dans la fabrication des pneus pour automobiles. Alors que Dunlop avait tracé la voie avec les pneus pour bicyclettes.

Michelin et l'Union Dunlop-

Les têtes de file

L'Union Dunlop-Pirelli, qui a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires nettement supérieur à celui de Michelin (bien que, sur cette même base, la firme française surpasse toujours Dunlop Holdings), a vraisemblablement été en 1974 le premier fabricant de pneumatiques d'Europe. A côté de Goodyear, les deux compagnies gardent évidemment des dimensions modestes mais, comme nous l'indiquons dans notre tableau ne fait apparaître que le chiffre afférent à la filiale britannique de la firme américaine.

Pour la validité des comparaisons, on n'a retenu, pour le tableau II, que les résultats de 1974. B.T.R. a procédé l'année suivante à des acquisitions qui ont porté son chiffre d'affaires à 150 millions de livres, mais celui qui est présenté pour cette année 1975 par les autres sociétés — pour autant qu'elles l'ont fait connaître — a difficilement suivi le rythme de l'inflation, bien que Dunlop Holdings ait dépassé le milliard de livres.

Dunlop - Pirelli, B.T.R. et Michelin ne produisent pas seulement dans leur pays d'origine. Par l'intermédiaire de filiales en Grande-Bretagne et en Allemagne, Michelin serait (selon *The Times* 1976) le numéro deux de l'industrie caoutchoutière dans ces deux pays. Sans doute en est-il de même en Ita-

lie. Pirelli sont face à face. Dans le tableau II, les chiffres respectifs de Dunlop Holdings (Grande-Bretagne) et de Pirelli (Italie) ont été dissociés, mais le total concernant l'Union apparaît en bas du tableau. A noter que le chiffre d'affaires de Dunlop Holdings pour 1975 provient de sociétés qui sont extérieures à l'Union. Certaines filiales de Pirelli à l'étranger restent parallèlement en dehors du groupe.

Le Dunlop, pour sa part, détient des intérêts importants en Allemagne en Irlande et en France, de même que dans les pays du Commonwealth et en Amérique. Enfin, B.T.R. se distingue parmi

les petites compagnies par l'importance de ses opérations à l'étranger : en Afrique et de puis peu en Europe, où cette firme est propriétaire d'Ethio Italiana et en Allemagne de Petex-B.T.R.

Dans le tableau III, il est procédé à l'analyse de l'industrie caoutchoutière du point de vue de sa rentabilité. La plupart des firmes réalisent des chiffres d'affaires par employé tournant autour de 10 000 livres par an. A cet égard, la disparité entre les compagnies britanniques et les autres n'est pas trop grande. Mais cette similitude relative est trompeuse du fait que la firme britannique dépend plus de ses achats à l'extérieur que les firmes du continent. La valeur ajoutée par leur propre

activité représente moins de 40 % de leur chiffre d'affaires total alors que, pour les firmes du continent, la proportion correspondante atteint facilement 50 %. En conséquence, si l'on chiffre le montant de la valeur ajoutée en fonction du nombre de salariés impliqués — ce qui est le meilleur mode de calcul permettant de mesurer la rentabilité d'une entreprise — on obtient une moyenne par *capita* sensiblement moins élevée en Grande-Bretagne : inférieure à 4 000 livres pour 1974, contre généralement 5 000 et parfois 5 500 sur le continent.

L'interprétation des chiffres relatifs à la part de capital immobilisé par salarié risque d'être faussée du fait des disparités de méthodes comptables. Quoi qu'il en soit, les chiffres ne prouvent absolument pas le point de vue selon lequel les différences de rentabilité seraient dues aux niveaux d'investissements. Hutchinson-Maps et Phoenix, par exemple, ont des chiffres très faibles pour le capital immobilisé par *capita*, mais leur chiffre d'affaires relatif suit de très près celui des autres firmes et dépasse même de 50 % celui des firmes britanniques.

Ces dernières ont réussi, malgré les difficultés de la conjoncture — à l'exception éventuelle d'Avon, — à maintenir en 1974 le rapport dépenses de personnel-valeur ajoutée à un niveau raisonnable. Les firmes françaises ont parallèlement gardé le contrôle de la situation, mais il sera intéressant de savoir s'il en a été de même en 1975. Les firmes allemandes et italiennes ont dû, quant à elles, consacrer au salaires et autres dépenses de personnel les quatre cinquièmes de chaque livre sterling qui a été produite : une ponction qui n'est pas de nature à faciliter la constitution des fonds nécessaires pour le remplacement des équipements ou pour l'extension des entreprises.

JAMES ROTHMAN.

TABLEAU III

ANALYSE DE LA RENTABILITÉ (chiffres de 1974)

	PAR SALARIÉ (en livres sterling)			PART DES DÉPENSES DE PERSONNEL dans la valeur ajoutée
	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Capital immobilisé	
ROYAUME-UNI				
Dunlop Holdings	8 300	3 200	2 300	74 %
Goodyear	10 300	3 700 (1)	2 900	72 % (1)
Avon	7 800	2 700 (1)	1 700	
FRANCE				
Groupe Michelin	9 500 (2)	n. l.	3 500 (2)	72 %
Kléber-Colombes	10 500	5 400	3 700	70 %
Hutchinson-Maps	9 100	4 900	1 700	
R.F.A.				
Continental A.G.	11 200	5 500	4 300	84 %
Phoenix A.G.	10 500	5 100	1 500	87 %
ITALIE				
Industrie Pirelli	10 000 (3)	5 000 (3)	7 100 (3)	82 %

(1) Estimation.

(2) Calculé sur un effectif estimé à cent mille employés.

(3) Calculé sur un effectif estimé à vingt-cinq mille employés en moyenne durant l'année.

TABLEAU I LA CONSOMMATION DE CAOUTCHOUC

	CONSOMMATION de caoutchouc en 1975 (millions de tonnes)	POURCENTAGE d'utilisation pour les pneumatiques	CHIFFRE de la consommation depuis 1973
R.F.A.	513	51 %	15,4 %
France	434	55 %	7,1 %
Royaume-Uni	429	53 % (1)	5,9 %
Italie	338	49 % (1)	6,1 %
Ensemble de la C.E.E.	1 988	n	9,1 %
Ensemble du monde	9 935	n	7,2 %

(1) Chiffre correspondant à la période allant du 1^{er} octobre 1974 au 1^{er} octobre 1975.

Source : le *Rubber Statistics Bulletin*, publié par le secrétariat du Groupe international d'études du caoutchouc.

TABLEAU II LES PRINCIPALES COMPAGNIES

	CHIFFRE D'AFFAIRES DE 1974 (en millions de livres) (1)	POURCENTAGE de la vente de pneumatiques	POURCENTAGE correspondant à la production de pneus dans le pays même
ROYAUME-UNI			
Dunlop Holdings	888	50 %	48 %
Goodyear (G.B.)	112	75 % approx.	100 %
B.T.R.	119	23 %	49 %
Avon Rubber Co.	84	23 %	n.a.
FRANCE			
Goodyear Michelin (2)	954	70-80 %	54 % (3)
Kléber-Colombes	147	—	—
Hutchinson-Maps	108 (4)	15 % (5)	84 %
R.F.A.			
Continental Group	282	37 % (6)	92 %
Phoenix Group	109	—	98 %
Industrie Pirelli			
Dunlop-Pirelli Union	1 593	58 % approx.	presq. 100 %

(1) La conversion en livres est effectuée sur la base de la moyenne quotidienne du cours des changes dans l'année.

(2) A l'exclusion de Citroën et des parts dans la société Kléber-Colombes et Sumitomo.

(3) Pourcentage basé sur le chiffre d'affaires de la manufacture.

(4) Y compris Salpa, acquis en septembre 1974.

(5) Pneus rechapés, pneus pour bicyclettes et motos.

(6) Pourcentage basé sur les résultats d'A.G.

Le Monde publie, en langue anglaise, un numéro spécial de 16 pages AMERICA'S FIRST TWO CENTURIES : A TALE OF TWO WORLDS

Ce cahier de la série « Dossiers et Documents », regroupe l'ensemble des articles publiés à l'occasion du Bicentenaire des Etats-Unis d'Amérique.

Au sommaire :

Pages 1 à 9 : Politique et histoire avec la collaboration d'Ulana Bonnal, Jeanine Brun, Alain Clément, Marcus Cunliffe, Roger Errera, André Fontana, Jack P. Greene, Jean-Jacques Lantz, René Rémont, John Shy et Edmond Wright.

Pages 10 à 14 : Arts et Spectacles Théâtre Collette Godard et Guy Scarpetta Cinéma Louis Marnes et Jacques Siclier. Musique Yves Bourde. Arts : André Chastel.

Pages 15 à 18 : Littérature américaine contemporaine Avec la collaboration de Carlos Fuentes, Pierre Kyrie, Kate Millet, Pierre-Yves Pétillon et Françoise Wogener.

Ce dossier est disponible au « Monde »

5, rue des Italiens, 75427 Paris cedex 09

Prix de vente en France : 5 F.

Avec Iran Air, New York est plus près de Paris.



A Iran Air, nous remuons ciel et terre pour vous faire aller plus vite là où vous voulez aller. Cette fois-ci, nous n'avons pas déplacé New York.

Nous décollons simplement de l'Aéroport d'Orly. Orly le familier, Orly le confortable,

Orly le simple.

Si vous êtes un homme d'affaires occupé et vous devez l'être, nous avons pensé à vous en vous offrant un horaire idéal.

Nous décollons à 18.45 H; vous aurez ainsi une journée complète de travail et vous arriverez à New York à 21 H, heure locale. Vous pourrez alors tranquillement soit vous installer pour la nuit, soit passer une soirée agréable.

Si vous venez de province, c'est à Orly que vous avez le plus de chance d'atterrir. Orly le pratique, puisque c'est de là que vous décollerez pour New York.

Maintenant que nous vous avons dit pourquoi il était plus pratique de voyager avec nous, laissez-nous vous dire pourquoi, en plus, c'est plus agréable.

En montant à bord, la première chose que vous ne manquerez pas de remarquer, ce sont nos hôtes. Elles viennent d'Iran ou d'Europe, parce que nous avons su choisir ce qu'il y a de meilleur dans les deux mondes.

Vous pourrez ensuite vous régaler en savourant nos repas, ils sont fraîchement cuisinés à chaque vol et d'une grande diversité.

Alors la prochaine fois que vous irez à New York, voyagez avec Iran Air, la compagnie la plus jeune qui, déjà sait vous faire mieux voyager.

réservez 225 99 06
IRAN AIR
3 vols par semaine d'Orly.

Paris, Londres, Vienne, Francfort, Zurich, Genève, Rome, Moscou, Athènes, Téhéran, Bagdad, Djeddah, Le Caire, Pékin, Tokyo, Abadan, Koweït, Bahreïn, Abu Dhabi, Dhahran, Doha, Mascate, Kaboul, Karachi, Bombay, New York. Bureaux également à Milan, Hambourg, Munich, Glasgow, Los Angeles et Houston.

Les clés de la conjoncture

UN TRIPLE RELAIS

LE panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la collaboration de Cegos-Economie.

Ont été sélectionnées six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, goulets de production et investissement, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers font l'objet de graphiques, de manière à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui permet ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limitera à ces notes).

Ces appréciations sont obtenues par regroupement des résultats majeurs d'une bonne gestion à court terme : a) croissance la plus forte possible ; b) croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ; c) croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissements suffisant, échanges équilibrés, degré de sensibilité au marché international limité).

(Suite de la page 15.)

Un autre signe beaucoup plus préoccupant que nous avions déjà relevé dans notre dernière situation est que ces échanges se font dans un nouveau climat inflationniste. Très précoce d'ailleurs : en effet, bien avant que le rattrapage soit terminé, la spéculation est déjà repartie, favorisée à nouveau, comme dans les années 1972-1973, par l'instabilité monétaire, de la livre en particulier.

L'indice Reuter des matières premières cotées à Londres, qui se situait à 1140 en décembre 1975 et à 1200 en janvier, était déjà à 1440 le mois dernier. Il est maintenant largement au-dessus de 1500 et vient de dépasser son record historique de 1974.

Cela signifie une progression de près de 35 % en six mois à peine.

Certes, en regard, l'indice américain Moody's progresse plus modérément puisque, de 750 en décembre 1975, il n'en est encore qu'à 850, soit une hausse de 13 %. Mais sur le plan international, c'est le premier qui est prépondérant. Même si cette augmentation est due surtout à la chute de la livre, elle donne quand même une idée du climat spéculatif. Elle explique en grande partie la montée des prix de gros, surtout dans les pays à monnaies faibles.

Ainsi pour l'Italie, on note les augmentations successives sui-

ventes : février 3,1 %, mars 4,6 %, avril 5,2 %. Pour la Grande-Bretagne, on a les résultats suivants : mars 0,5 %, avril 1,25 %, mai 1,50 %. Même en France, où pourtant la monnaie est plus ferme, les prix de gros augmentent fortement de 1,7 % en avril.

Cette nouvelle inflation, dont l'origine est essentiellement à rechercher dans les interactions internationales et les faiblesses monétaires, tend à rendre de plus en plus difficiles les efforts de lutte interne. Elle risque, si elle n'est pas combattue rapidement, de provoquer des réactions brutales annulant les bénéfices des sacrifices nationaux déjà réalisés. Nous pensons ici surtout à la Grande-Bretagne et à l'accord remarquable de limitation des salaires à 4,5 % qui vient d'être accepté massivement par l'ensemble des syndicats.

● Comment faire repartir les investissements ?

Cette modération salariale tend d'ailleurs à devenir générale dans les pays occidentaux. On l'observe aux Etats-Unis, où les augmentations restent inférieures à 10 % et, chose moins surprenante, en Allemagne, où l'objectif est de maintenir les hausses à moins de 5,5 % en 1976 !

Seules l'Italie et la France restent

pour le moment à l'écart de ce mouvement. Pour la première, il n'y a rien d'étonnant. Compte tenu de la confusion politique et économique qui y règne, il est en effet difficile, dans les conditions actuelles, d'envisager un contrat social, et les salaires grimpent à plus de 20 %. Pour la France en revanche l'évolution est plus surprenante, puisqu'elle va exactement à contre-courant de ce qui prévaut ailleurs : en effet, alors que son rythme de hausse avait été ramené de 18 % début 1975 à moins de 11 % à

fin 1975, voici que, sur le premier trimestre 1976 on note à nouveau 17 % ! C'est exactement le mouvement inverse de celui qu'on observe en Grande-Bretagne par exemple.

La France rejoindra-t-elle finalement les autres pays ? L'enjeu est important, puisqu'en modérant les salaires, il s'agit de rectifier la répartition de la valeur ajoutée nationale de manière à augmenter à nouveau les moyens financiers des entreprises, en leur permettant de reconstituer leurs fonds propres.

redémarrage des investissements des entreprises. Mais là aussi, comme pour les échanges internationaux, la manœuvre ne se fait pas sans tensions, comme on peut le constater en suivant l'évolution des taux d'intérêt américains : en dépit des efforts de M. Arthur Burns, président de la FED, pour maintenir l'argent bon marché, les taux des bons fédéraux sont passés récemment de 4,50 à 5,50, et le prime-rate de 6,50 à 7,25. D'où, par une sorte de réaction en chaîne internationale, comme on l'avait

ÉTATS-UNIS : SITUATION ET INCIDENCES

CROISSANCE ++
(++)

PRIX ++
(++)

CHOMAGE —
(—)

CAPACITÉ DE PRODUCTION +
(+)

ECHANGES —
(—)

MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE —
(—)

ECONOMIQUE —
(—)

En mai, le taux de croissance industrielle reste ferme et proche de 10 %. L'indice des Indicateurs économiques, qui est censé précéder l'activité, évolue favorablement : 0,9 % en mai et + 1,1 % en avril. L'autonomie, tout comme en Europe, progresse toujours brillamment avec + 27 % d'accroissement des immatriculations entre mai 1975 et mai 1976, celle-ci profitant surtout aux constructeurs américains. Cependant, les ventes au détail, après un progrès de 1,6 % en mars, stagnent en avril et reculent légèrement de 1,2 % en mai.

En dépit de quelques craintes, l'augmentation des prix de détail reste faible : après 0,2 % en mars, on note 0,4 % en avril, soit en valeur annuelle 3 à 4 %, c'est-à-dire toujours nettement mieux que l'Allemagne avec ses 8 ou 10 %. Alors que, dans les autres pays sous l'effet des cours des matières premières importées, les prix de gros ont tendance à s'emballer, ici rien de tel : après 0,5 % en avril, on retombe à 0,3 % en mai.

On pensait qu'après cinq mois de baisse ininterrompue, le taux de chômage, par rapport à la population active, avait atteint en mars et avril un palier de 7,5 % au-dessous duquel il serait difficile de descendre. Pourtant, mai amène un nouveau progrès avec un taux de 7,3 % et un effectif au travail augmentant encore de 388.000 unités pour atteindre 97,7 millions.

Les Etats-Unis restent, pour le moment, le seul pays occidental où l'on puisse noter un réel progrès en volume des investissements. Ainsi, au premier trimestre 1976, ceux-ci, avec un montant de 115 milliards de dollars, ont progressé de 3,5 %, ont progressé de 3,5 %, par rapport au quatrième trimestre 1975. Et les prévisions faites pour 1976 ont été récemment encore une fois révisées en hausse.

La balance commerciale est déficitaire depuis janvier 1976. Ce déficit, faible en janvier (— 72 millions de dollars) et février (— 140 millions de dollars), s'est aggravé en mars (— 632 millions) et à nouveau atteint en avril (— 288 millions). Au total, sur les quatre mois, il est de 1.066 millions contre un excédent de 2.473 millions sur les quatre mois correspondants de 1975.

La hausse des taux d'intérêt, attendue depuis quelque temps aux Etats-Unis, a été produite : le prime-rate, d'abord relevé de 4,50 % à 5,50 %, est ensuite passé à 7 % pour se stabiliser à 7,25 %. L'effet s'est fait sentir sur le dollar qui est en hausse et, par contrepartie, sur les autres monnaies et plus particulièrement la livre. Cette dernière, déjà fragile à cause des balances sterling, a plongé encore plus en dépit d'une brusque hausse du taux d'escompte de 9 à 11,5 %, décidée par la Banque d'Angleterre.

Cette chute accélérée de la devise anglaise risquant d'être dangereuse non seulement pour la Grande-Bretagne, mais encore beaucoup plus pour les autres pays et leur croissance. En effet, la livre reculant, ce sont les matières premières et aussi l'inflation qui remontent, ainsi que les taux d'intérêt. Et cela avant même que l'atteinte du niveau de la production de 1974 soit terminée et que les investissements repartent. D'où la réaction des Etats-Unis, suivie des pays à aide massive de 5,3 milliards de dollars à la livre, ce qui a permis à cette dernière de remonter et a ramené le calme sur le marché des changes.

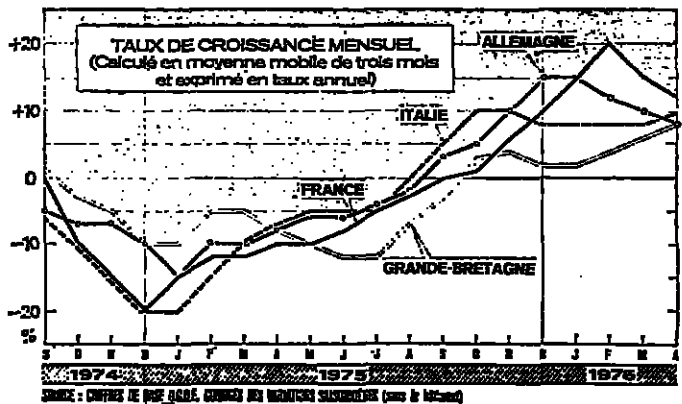
NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

	TAUX DE CROISSANCE	ÉQUILIBRE DES ÉCHANGES	CHÔMAGE	PRIX	INVESTISSEMENTS	SENSIBILITÉ AU MARCHÉ INTERNATIONAL
ALLEMAGNE	++	+	—	+	++	+
FRANCE	++	—	—	—	+	—
ITALIE	++	—	—	—	—	—
GR ^{de} BRETAGNE	++	—	—	—	—	—

+++ excellent ++ bon + assez bien — médiocre — mauvais — très mauvais — tendance précédente

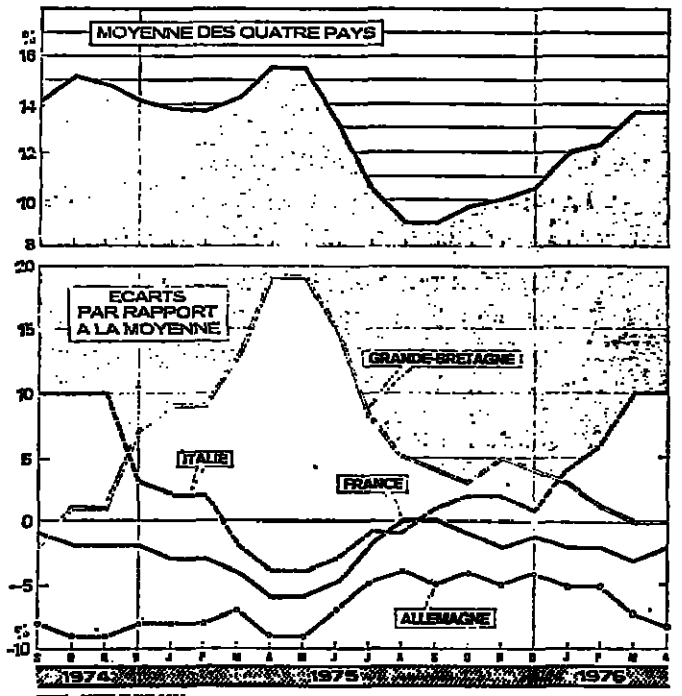
(*) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle constitue un handicap pour la gestion à court terme.

I. — TAUX DE CROISSANCE



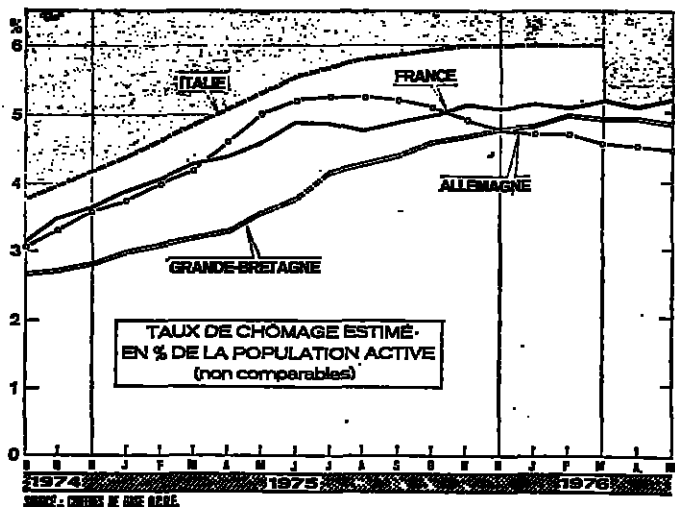
Au mois d'avril le ralentissement des taux de croissance de la production industrielle se poursuit toujours en Allemagne (8 %) et en France (12 %). En revanche, le rythme s'affermit très nettement en Italie (19 %) et en Grande-Bretagne (8 %).

II. — ÉVOLUTION DES PRIX



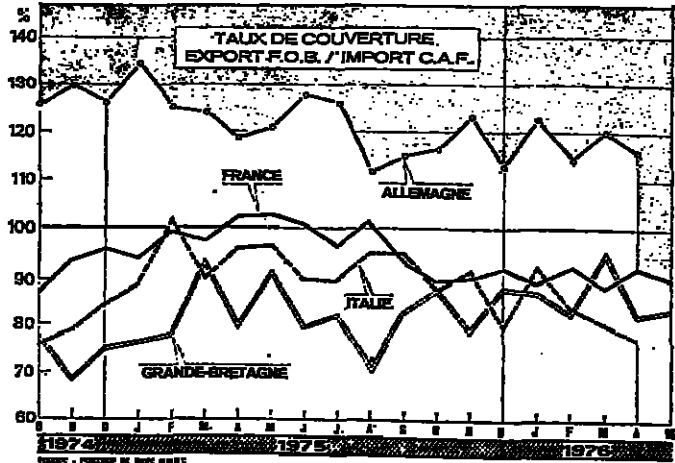
L'inflation moyenne des quatre pays qui semblait avoir atteint un palier de 12 % en janvier et février, s'accroît à nouveau en mars et avril à près de 14 %. En tête on trouve l'Italie avec 24 %, puis la Grande-Bretagne qui remonte de 12 à 14 %. La France, elle, tend à dépasser à nouveau nettement les 11 %, l'Allemagne en restant à 7 %.

III. — NIVEAU DE L'EMPLOI



Le taux de chômage de l'Allemagne, corrigé des variations saisonnières, continue régulièrement à baisser et se situe à 4,5 % en mai. De même celui de la Grande-Bretagne diminue pour la première fois légèrement à 4,3 %. En France, en revanche et en dépit de la reprise et de la remontée des offres d'emploi, le taux plafonne toujours aux environs de 5 %, sans redescendre. Même constatation pour l'Italie où il reste supérieur à 6 %.

IV. — ÉCHANGES EXTÉRIEURS



Le contraste s'accroît entre l'Allemagne et la France d'une part, et la Grande-Bretagne et l'Italie d'autre part. Dans les deux premiers pays, les taux de couverture des exportations par les importations (calculés FOB CAF et corrigés des variations saisonnières) restent fermes à 115-125 % pour l'un et 90 % pour l'autre. Dans les deux autres en revanche, ils fléchissent à 80 % ou moins sous l'effet de la chute de la livre et de la dégradation des termes de l'échange.

Tout cela pour relancer les investissements, à défaut desquels la reprise resterait conquise et menacée à plus ou moins bref délai.

C'est là un deuxième relais primordial à prendre. Rien n'indique qu'il l'ait été pour le moment au niveau mondial. Ce n'est, en effet, que dans les seuls Etats-Unis que les entreprises ont effectivement revu leurs projets et où l'année 1976 dépassera en volume d'équipement l'année 1975, comme l'annoncent d'ailleurs déjà les résultats du premier trimestre 1976 avec des investissements de 115 milliards, en progrès de 2,9 % sur ceux du quatrième trimestre 1975. En revanche, en Allemagne, où pourtant la situation des entreprises s'est nettement assainie, le dégel est plus lent. Ne parlons pas de la France, où le volume des investissements devrait diminuer de 2 à 3 % entre 1975 et 1976, et encore moins de la Grande-Bretagne et de l'Italie.

Un autre signe confirmant ces constatations, c'est qu'au niveau mondial les échanges sont surtout le fait des biens de consommation et intermédiaires, beaucoup moins ceux des équipements, sur lesquels on observe parfois une concurrence acharnée de prix (des Japonais en particulier).

● Du public au privé

Le deuxième relais, celui des investissements et de la relance des entreprises, en conditionne directement un troisième, qui est important aussi : celui du retour du public au privé.

En effet, on oublie trop souvent que le redémarrage des pays occidentaux n'a pu être réalisé que par des déficits budgétaires massifs dont les conséquences monétaires actuelles ou potentielles sont toujours là. Laissons de côté les pays communs l'Italie ou la Grande-Bretagne, où les trous sont énormes et posent autant de problèmes structurels que conjoncturels, avec plus de 13 400 milliards de livres en 1976 pour la première et plus de 10 milliards de dollars pour la seconde.

Limitons-nous au cas des Etats-Unis, de l'Allemagne et de la France, où les déficits, tout en étant massifs, ne sont que conjoncturels et devraient normalement se résorber dans le cadre d'une reprise assainie.

C'est surtout aux Etats-Unis qu'on observe un passage progressif du public au privé, avec le

déjà noté en 1974, une augmentation des taux dans d'autres pays, surtout ceux à monnaies faibles comme la Grande-Bretagne, où le taux d'escompte est brusquement remonté de 9 à 11,50 %.

Ces augmentations de taux, ainsi que l'accélération de l'inflation rendent le redémarrage correct des économies occidentales plus délicat. Plus que jamais, une concertation des pays occidentaux est nécessaire pour remettre la croissance économique à une allure correcte, en passant par les étapes successives de la reprise de la consommation, de l'investissement et de l'inflation privée. Elle vient de se manifester massivement et avec succès pour arrêter la chute de la livre avec une aide de plus de 5 milliards de dollars, mais il faudra encore d'autres preuves.

MAURICE BOMMENSATH.

EUROPE
UNION
EUROPE
EUROPE

Rédaction : Pierre Drouin, Jacqueline Grapin (Le Monde), Piero de Garzanti, Carlo Sartori (la Stampa), John Greig, coordonnateur, David Spenser (The Times), Fritz Wirth, Hans Baumann (Die Welt).

Publicité : Michel Gérard (Le Monde), Riccardo di Corato (la Stampa), Gary Thorne, coordonnateur (The Times), Dietrich Windberg (Die Welt).

Copyright « Le Monde ».

مكتبة الأمل

Sur le devant de la scène

A LA VEILLE DES JEUX OLYMPIQUES

De nombreux chemins mènent à Montréal

BONN

Trop de bureaucratie

M. WILLI WYER, président de l'association allemande pour le sport (Deutscher Sportbund) lance un réquisitoire au sujet de la bureaucratie qui entoure les Jeux olympiques. « C'est une pitié, dit-il, que l'on ne puisse pas faire plus facilement que de l'argent. » Cette affirmation, même si elle est légitime, est-elle, montre en tout cas que dans l'Allemagne libre le sport libre est, pour une part prépondérante, financé par l'Etat.

Qui paie à son tour à Bonn, consacré dans le projet de budget 1976 de 250 millions de DM (un peu plus de 100 millions de francs) au sport (par comparaison, au cours de l'année olympique 1972, l'Etat avait consacré 250 millions). De ces crédits répartis sur presque tous les ministères du gouvernement fédéral, 79,9 millions sont inscrits au budget du ministère de l'Intérieur, compétent pour le « sport » au sens strict du terme.

Quelques 30 millions de DM sont consacrés à l'encouragement du sport. L'association allemande pour le sport, les organisations fédérales spécialisées et le Comité olympique national financent ainsi leurs directions générales. La recherche scientifique, les entraînements, les centres sportifs, les cours d'entraînement, les stages et les voyages de groupes fédéraux pour participer à des matches « étrangers » également à ce chapitre budgétaire.

Les organisations sportives doivent absolument rendre des comptes de l'utilisation des fonds au gouvernement fédéral. La bureaucratie administrative n'a

assez souvent l'octroi de subventions à des justifications concrètes, en invoquant la sévérité de la Cour fédérale des comptes. C'est la raison pour laquelle les dirigeants du sport en République fédérale se sentent à l'occasion tenus en laisse et ont le sentiment qu'ils sont eux-mêmes les courtiers de la transmission de l'Etat fédéral.

Des hommes comme M. Willi Weyer, qui est lui-même en sa qualité d'ancien ministre de l'Intérieur d'un Land et de son propre avec un homme politique, s'élève contre ces interventions de la bureaucratie, qui s'expliquent mal. Les pouvoirs publics donneraient tous les ans aux associations et aux organisations 150 millions de DM. Mais de leur côté celles-ci obtiennent bien plus sous forme de contribution : pas moins de 900 millions de DM en chiffres ronds par an. Quant aux dons aux associations, ils devraient figurer pour environ 1,6 milliard de DM par an.

Tous les hommes politiques à Bonn, à vrai dire, n'acceptent pas sans discussion de tels chiffres, obtenus par extrapolation à partir des dernières analyses de la situation financière des associations sportives allemandes. Certains attirent l'attention sur le fait que les sommes qui, tous les ans, viennent remplir les caisses des organisations sportives de façon générale, proviennent de l'Etat fédéral des Länder ou des communes, pourraient être évaluées en gros à 3 milliards de DM.

Dans cette somme sont compris les 3 millions de DM que coûtera au sport allemand l'envoi de son équipe olympique à Montréal. Ne sont pas inclus toutefois les frais de préparation personnelle des athlètes sur le plan sportif. Ces frais sont pour l'essentiel à la charge de la Fondation pour l'aide au sport allemand, qui est une entreprise d'entraide pour le sport allemand reposant sur des donations volontaires et dirigée par le cavalier Joseph Neckermann.

L'aide au sport, les contributions de base pour une alimentation supplémentaire, les voyages d'entraînement, tout ce qui ajoute à la formation en général, les prestations pour le manque à gagner des professionnels, les soins médicaux, les primes d'assurance et les autres prestations sociales en faveur des athlètes ont totalisé en 1975 une somme de 517 millions de DM. Les recettes n'ont atteint que 348 millions de DM. Il est possible d'évaluer par la différence le déficit qui a été couvert jusqu'à l'aide des surplus provenant de l'année olympique 1972. La Fondation pour l'aide au sport allemand a chiffré ses besoins annuels à 15 millions de DM. Elle espère au moins réduire le déficit grâce à la sortie d'une nouvelle série de timbres consacrée au sport et à la répétition prévue pour cet automne d'une loterie organisée au cours de l'année olympique 1976 et qui avait rapporté beaucoup d'argent.

Sous les frais des Jeux 1972, d'un montant de 197 millions de DM, plus des deux tiers, d'après les derniers bilans, ont pu être couverts grâce à des recettes spécifiques, comme les gains provenant de l'émission des médailles, de la loterie olympique, ou bien encore grâce aux revenus directs du Comité d'organisation. Le reste a été couvert par l'Etat fédéral, le Land de Bavière et de Schleswig-Holstein et les villes de Munich et de Kiel. Encore cette charge ne doit-elle pas être évaluée tout entière dans la colonne des pertes : les experts évaluent les retombées fiscales dues aux Jeux olympiques à 250 millions de DM.

ALOYS BEHLER.

ROME

Nationalisme intégral

Le jambon de Parme, l'un des produits italiens typiques, pénétrera au Canada pour la première fois à la suite de l'équipe nationale italienne pour les Jeux olympiques. Il y en aura 5 quintaux, et il semble douteux que ce soient les athlètes qui le mangeront tout. Une partie sera servie au cours des banquets officiels, ainsi qu'à l'occasion de cocktails de représentation. Bloqué par les lois canadiennes sur l'importation, voici que les Jeux de Montréal offrent une échappatoire au jambon, et favorisent peut-être l'ouverture d'un nouveau marché. De même, la mode italienne et certaines industries d'accessoires vestimentaires et d'articles de sport profiteront aussi des Jeux.

Le Comité olympique national, organisme auquel, en tant qu'activité statutaire, est demandée la préparation et l'organisation des Jeux olympiques, s'est adapté cette année aux conditions de notre économie bloquée (encore qu'une contrepartie principalement publicitaire) de sociétés étrangères, y compris les grandes industries d'équipement de compétition, et a réorganisé son mandat et ses capacités de couvrir le marché mondial.

Ce sera donc une contribution « nationale » dans tous les sens du terme : depuis les muscles des athlètes — selon toute probabilité Marcello Fiasconaro, recordman du monde des 800 mètres, Italien d'origine mais fixé en Afrique du

Sud, n'y figurera pas — jusqu'aux tennés de repos, de défilé et de compétition jusqu'aux vivres qui compléteront les repas fournis par le village olympique et jusqu'au transport, qui, naturellement, sera effectué sur un vol d'Alitalia.

Fas d'argent de l'étranger, par conséquent. Ce qui, toutefois, ne veut pas dire une participation olympique au rabais.

A Montréal, l'Italie sera officiellement représentée par environ trois cents hommes, soit deux cents athlètes et environ quatre-vingt personnes (dirigeants, techniciens, médecins, ainsi que vétérinaires et lads pour les vingt chevaux des épreuves équestres). Au cours des quatre années qui ont suivi les Jeux de Munich, le programme de Montréal a coûté environ 5 milliards de francs au COI.

Un calcul simplifié

Ces 5 milliards ont couvert les frais de préparation et d'assistance, notamment. Les athlètes « olympiques » probables ont reçu un remboursement de leurs frais de voyage et des contributions diverses pour leur manque à gagner au cours des deux années qui ont précédé les Jeux : dans les limites autorisées par l'article 26 du règlement olympique, qui est maintenant plus tolérant sur le terme d'amateurisme.

Divisés par environ trois cents personnes, ces 5 milliards

correspondent, au bas mot, à 16 millions et demi de francs pour chaque membre officiel de l'équipe nationale à Montréal. Le calcul est évidemment simpliste. Les sélectionnés probables étaient, à l'origine, environ six cents, avant d'être ramenés aux deux cent vingt participants. Les dépenses ont, en fait, concerné des milliers de personnes, de ceux qui participent aux compétitions aux employés du COI.

L'organisation olympique italienne repose exclusivement sur les épaules du COI et des fédérations qui en font partie. Le mot de sport ne figure pas dans la Constitution italienne. L'Etat reconnaît au COI un pourcentage des revenus du concours de pronostics footballistiques, fondé sur les rencontres de football dominicales (en 1974, par exemple, 83 millions de francs). Le COI subventionne de cette manière les fédérations (environ 18 milliards par an, dans l'ensemble), tout en retenant le reste pour les frais normaux de gestion et l'activité sportive d'élite, qui n'est pas uniquement celle des Jeux olympiques, bien qu'elle soit prépondérante.

Aux 5 milliards des frais de la préparation à Montréal, il faut ajouter, mais c'est un chiffre difficile à calculer, ce que chaque fédération a dépensé à son tour pour ses propres athlètes, pour tout ce qui concerne la préparation normale, en dehors des sollicitations particulières imposées par les Jeux olympiques. Pour un pays qui, en moyenne, n'est pas riche, s'agit-il d'argent bien dépensé ? Il serait très facile, et démagogique, de parler d'habitants et de maisons qui manquent. Le COI, siéant à Rome, est une organisation, ainsi que les diverses fédérations, qui ont une activité sportive de pointe est très efficace pour promouvoir une activité de base, et qu'en même temps elle permet de retenir l'attention de l'Etat sur le problème du sport, et surtout du sport à l'école, dont la situation est, en fait, désastreuse, confiée seulement à la bonne volonté de quelques-uns.

BRUNO PERUCCA.

LONDRES

A toutes les portes

un stade que les caméras prennent en enregistrement l'action. Il n'y a pas longtemps, la B.B.C. a eu sérieusement mal à partir avec certains conseils d'administration sportif à propos de cette forme de publicité qu'ils estimaient voir figurer par trop sur les écrans.

Les « partisans » commerciaux sont attirés par le sport aussi parce que leur produit peut être cité par les journaux et les magazines en tant qu'organisateur « événement sportif » donné. De nombreux publicitaires et chargés de relations publiques se sont précipités à l'annonce des Jeux olympiques de Montréal, dans une débâche d'action afin de pouvoir, par une philanthropie apparente, se trouver du bon vol.

Enfin, durant les derniers mois, le nombre de parrainages, privés ou semi-privés, de championnats exceptionnels s'est nettement accru. Ainsi, le champion britannique de lancement du poids, Geoffrey Cape, a été ravalé gratuitement en viande par une importante chaîne de boucheries. Certains employés ont offert des emplois, à temps partiel en réalité, à un candidat aux médailles olympiques dans l'espoir qu'il ou qu'elle apporterait par la suite un certain lustre à sa firme. De nombreux chemins mènent à Montréal, comme on le disait jadis pour Rome.

Le Comité olympique britannique reste très vigilant afin que son estimation minutieuse des frais d'envoi de l'équipe britannique à Montréal ne soit pas trop dépassée par la chute de la livre. En révisant ses comptes au début du mois de juin, il avait rajouté 380 000 livres à la somme prévue pour les frais de voyage des cinquante-cinq sportifs et des officiels qui les accompagnent aux Jeux. C'est la plus petite équipe que la Grande-Bretagne ait jamais envoyée à des Jeux olympiques. Ce phénomène est dû non pas au manque de moyens financiers,

mais au niveau plus élevé de la compétition. Lors des Jeux olympiques de Munich en 1972, alors que les frais de transport étaient moindres et que la livre était à 240 dollars, le Comité olympique avait dépensé 132 000 livres pour les Jeux.

Si le Comité olympique britannique avait fixé comme objectif dans son appel une somme de 500 000 livres (dont 350 000 ont été déjà repus), c'est qu'il lui fallait penser non seulement à financer Montréal, mais aussi les quatre prochaines années qui précéderont les Jeux olympiques de Mexico en 1980.

NEIL ALLEN.

PARIS

Subventions d'abord

ment de l'argent, toujours plus d'argent.

Sans doute est-ce pour échapper à ce reproche de l'adversité que le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports. Ce dernier a inscrit à son budget de 1975 la somme de 55 639 000 francs de crédits affectés aux différentes fédérations. A cela s'ajoute l'encadrement financier technique, départementaux, régionaux, départementaux, entraîneurs, etc.) rémunéré par le secrétariat d'Etat et mis à la disposition du mouvement sportif. Si les collectivités locales interviennent, c'est par des subventions de moindre importance, sauf en ce qui concerne les clubs professionnels de football, toujours très richement dotés par la plupart des municipalités.

L'Etat et les communes ont fourni l'essentiel des équipements grâce notamment au vote des trois lois-programmes d'équipement sportif et socio-éducatif portant sur les deux dernières années. L'initiative privée, principalement en ce qui concerne les patinoires ou les manèges pour l'équitation, voire certains comités d'entreprise, aide à compléter ce paysage des installations sportives. Il reste que l'Etat est le principal maître d'œuvre, ce qui en fait la cible obligée de tous ceux qui réclament de l'argent, toujours plus d'argent.

L'organisation du sport en France étant surtout financée par l'Etat, celui-ci peut intervenir constamment de manière presque directe. On peut estimer que c'était le vœu du législateur de 1945 qui, révisant d'une société nouvelle, n'avait pas voulu laisser le sport aux mains d'intérêts privés. Cet état d'esprit a été consacré par une ordonnance (28 août 1945) se trouvant prolongée et renforcée, trente ans après, par le vote d'une loi (28 octobre 1975).

Dans quatre ans, peut-être...

S'appuyant sur ce texte législatif, le premier ministre lui-même, M. Jacques Chirac, président à l'élaboration d'un statut de l'athlète de haut niveau qui prévoit une aide substantielle aux champions, dans des formes compatibles avec les exigences de la charte olympique. Toutefois, qui trouvera à redire à l'attribution de bourses de formation professionnelle à une substantielle de sélectionnés aux Jeux olympiques de Montréal qui souhaiteraient abandonner la compétition ? Qui peut trouver à redire à la généralisation des sections sportives dans les lycées et dans les universités ? Ces moyens et d'autres

(extension du régime du travail à mi-temps, aménagement des horaires de travail dans la fonction publique, etc.) montrent de quelle manière le gouvernement français s'engage dans la préparation de ses champions. Toutefois, la mise au point de ces mesures est encore beaucoup trop récente pour que l'on puisse en attendre des résultats à Montréal. Dans quatre ans, peut-être.

Que va coûter en tout cas l'équipe olympique française pour les Jeux de Montréal ? On peut inclure d'ores et déjà dans ce bilan les crédits de préparation des olympiques de 1976. Le total en est de 8 millions 324 900 F répartis sur vingt-trois fédérations. L'athlétisme, les sports équestres, la voile et l'aviron en reçoivent la meilleure part (entre 600 000 F et 900 000 F chacune). Le football et le tir à l'arc sont les moins bien dotés (respectivement 40 000 F et 15 500 F).

Le coût global du déplacement de la délégation française peut être estimé à près de 650 000 F. On compte une dépense de 1 850 F par personne et il y aura environ deux cent trente athlètes et cent vingt accompagnateurs, ce qui fait une dépense de 647 500 F. A cela s'ajoutent le transport et l'hébergement des chevaux et de tout le matériel, l'hébergement, la nourriture, les transports sur place, ainsi que d'autres dépenses comme celles de l'hébergement. Pour maintenir le rythme de la haute compétition, le comité olympique a fait appel à des grands couturiers, par exemple, à Carven pour les femmes. En bref, le comité olympique a bénéficié de la part du ministère des finances d'une dotation non reconductible de 5 millions de francs. On estime généralement que cela devrait suffire à couvrir tous les frais y compris ceux des stages préparatoires aux Jeux olympiques.

FRANÇOIS SIMON.

ILAIS

ATION ET INCIDENCES

EUROPE

ECOLE NOUVELLE DE GESTION

Baccalauréats
Techniques quantitatives de gestion
Recyclage des candidats.
B.C.D.G.3.

Cours du jour ou du soir.
Bacheliers ou non.
Filière professionnelle de l'expertise comptable.

Brevet de technicien supérieur de comptabilité et de gestion.
Deux ans d'étude.
Diplôme d'état.

RENSEIGNEMENTS SUR SIMPLE DEMANDE A
ECOLE COMMERCIALE PRIVEE "STRASBOURG"

35 Boulevard de Strasbourg
75010 PARIS

523.01.98
226.16.33
523.05.41

BAC G2

APTITUDE PROBATOIRE

BTS

etc

PS

Dossier

L'EUROPE DES BALKANS

Vers une crise avec Ankara ? L'impatience des Grecs

La Communauté est-elle à la veille de connaître une crise ouverte avec la Turquie à laquelle elle est associée depuis 1964 ? Un incident grave a déjà été évité de justesse au mois de mars lors de la dernière réunion ministérielle de l'association. Les Turcs sont depuis constamment à la limite de la rupture, mais les Grecs ne sont jamais tenus. Leur irritation est d'autant plus vive qu'ils ont, sans doute à juste titre, le sentiment que l'association elle-même existe aujourd'hui ne

correspond plus à leurs besoins économiques et sociaux et doit par conséquent être réformée. La Communauté ne semble pas avoir pris la mesure du péril. Alors que pour sauver l'essentiel il serait nécessaire de manœuvrer de très près, les ministres des affaires étrangères ergotent sans fin sur la portée des offres à soumettre à la Turquie et faute de conclusion sont tentés de reporter la réunion du nouveau conseil d'association, pourtant attendue avec grande impatience à Ankara.

ment brutal dans les relations euro-turques pour être favorables à un dénouement. Le débat se trouve cependant obscurci par l'existence en Turquie, et notamment dans les aléas du pouvoir, d'une vieille école pro-européenne qui, pour plusieurs raisons — peur des communistes, manque d'intérêt ou de compréhension pour les réalités économiques, attachement sentimental à l'Europe, etc. — considère l'association comme un tabou intouchable et freine toute tentative de réforme.

La Commission agit-elle à temps pour sauvegarder ce qui peut l'être, et comment ? On hésite à Bruxelles comme à Ankara sur l'ampleur et la forme des arrangements à apporter au protocole additionnel. Est-il opportun, compte tenu de l'environnement politique, d'abandonner officiellement l'idée d'adhésion voire de remplacer l'association par un accord du type de ceux conclus par la C.E.E. avec Israël ou les pays du Maghreb ? Les deux problèmes de présentation pour ne pas être négligeables ne doivent pas rester abusivement l'attention.

Une chose est certaine : en s'attachant au modèle actuel qui impose un partenaire turc des obligations trop lourdes, compte tenu de son niveau de développement, on ne fait que nuire aux relations entre l'Europe et la Turquie. Un rapport récemment rédigé par un groupe mixte d'experts qui avait reçu mandat d'examiner comment favoriser le retour à un meilleur équilibre de la balance commerciale de la Turquie, trace la voie à suivre : quitter à renouer l'établissement d'un nouveau douanier, il conviendrait, selon ses auteurs, d'alléger les contraintes résultant pour la Turquie du traité d'association ; de lui donner ainsi la possibilité d'une part de mieux maîtriser ses importations (par exemple en l'autorisant à rétablir des droits de douane sur les produits en provenance de la C.E.E.), d'autre part, de diversifier ses exportations notamment en concluant des accords préférentiels avec les pays tiers tels les pays arabes sans pour autant, comme le protocole additionnel l'exige, accorder les mêmes avantages à la C.E.E.

Le rapport aussitôt publié a suscité de sérieuses réactions parmi les Neuf. C'est que, nous le savons, la Turquie est plus pauvre que la Communauté, elle comprend qu'elle ne peut offrir le luxe de perdre la Turquie, elle réclame donc elle-même des concessions plus favorables que celles dont elle bénéficie. Les Neuf ont multiplié les promesses, mais n'ont rien offert de substantiel. Et maintenant, ils ont approuvé une déclaration où ils expriment leur intention de consentir enfin un effort sérieux. M. Caglayan, le ministre turc des affaires étrangères, de leur parole, ils ont approuvé une déclaration où ils expriment leur intention de consentir enfin un effort sérieux. M. Caglayan, le ministre turc des affaires étrangères, de leur parole, ils ont approuvé une déclaration où ils expriment leur intention de consentir enfin un effort sérieux.

Des engagements jamais tenus

L'accord d'association a été signé en 1964 à une époque où l'engagement pour la Communauté, encore naissant et par conséquent chargé de promesses, était intact. Il a été complété en 1970 par un « protocole additionnel » qui constitue aujourd'hui la charte de l'association. Celui-ci, conçu dans le même esprit que l'accord de 1964, assigne aux deux partenaires une série d'obligations réciproques avec comme objectif la création d'une union douanière puis l'adhésion de la Turquie à la C.E.E.

Après une « période préparatoire » durant laquelle les liens entre l'association sont restés ténus (mise à part l'aide financière de la C.E.E.), celle-ci est entrée dans une phase active depuis 1973. Il en résulte des contraintes importantes en matière commerciale pour la Turquie (démobilisation de ses droits de douane à l'égard de la C.E.E. selon un calendrier précis) ; il devrait aussi en résulter pour elle des avantages supplémentaires. Or ceux-ci, en dépit des engagements pris, sont restés au plus juste, voire refusés par les Neuf. Trois problèmes litigieux altèrent ainsi actuellement le climat de l'association.

L'AGRICULTURE

Les Turcs réclament depuis deux ans des facilités d'accès supplémentaires pour leurs produits agricoles. Ils s'estiment à l'autant plus en droit de le faire que la C.E.E. au cours de l'année passée a accordé à d'autres pays méditerranéens, notamment à Israël et aux pays du Maghreb, des concessions plus favorables que celles dont ils bénéficient. Les Neuf ont multiplié les promesses, mais n'ont rien offert de substantiel. Et maintenant, ils ont approuvé une déclaration où ils expriment leur intention de consentir enfin un effort sérieux. M. Caglayan, le ministre turc des affaires étrangères, de leur parole, ils ont approuvé une déclaration où ils expriment leur intention de consentir enfin un effort sérieux.

LE SORT DES TRAVAILLEURS TURCS
Le protocole additionnel prévoit que les premières mesures devant conduire, à terme, à la libre circulation des travailleurs turcs dans la C.E.E. entrera en vigueur à la fin de 1976. Environ un million de travailleurs turcs sont actuellement employés dans la C.E.E. (essentiellement en Allemagne) et l'opinion publique turque se montre très sensible à cette affaire : depuis plusieurs mois la presse nationale dénonce le peu d'empressement manifesté par la C.E.E. pour tenir ses engagements.

L'AIDE FINANCIÈRE
Le protocole financier qui lie la C.E.E. à la Turquie prévoit à expiration cette année et doit donc être renouvelé en même temps d'ailleurs que doit être décidé le montant de l'aide à accorder à plusieurs autres pays méditerranéens, parmi lesquels la Grèce. Les Neuf, qui débattent sur cette affaire depuis plusieurs mois, éprouvent les plus vives difficultés à s'entendre sur le volume de l'aide qu'ils peuvent ainsi consentir et sur la façon de la répartir entre les pays concernés.

La position prise par Paris complique le débat : les Français, privilégiant jusqu'au déraisonnable leurs amis méditerranéens, souhaitent que la Communauté, contrairement à ce qu'elle a toujours fait dans le passé, alloue désormais une aide financière plus importante à la Grèce qu'à la Turquie. Les huit autres États membres s'y opposent en faisant valoir qu'aujourd'hui même des raisons objectives la Turquie est plus pauvre et plus pauvre — il serait politiquement peu opportun de retirer une orientation qui serait à coup sûr accueillie comme une provocation à Ankara. Les Français devront sans doute s'incliner.

Il n'en est pas pour autant évident que la proposition communautaire, lorsqu'elle sera arrêtée donnera satisfaction aux Turcs. Il est en effet exclu que la C.E.E. puisse proposer un concours financier supérieur à 840 millions d'unités de compte (une unité de compte = 5,70 F) alors que l'actualisation du précédent protocole financier (pour tenir compte de l'inflation) suppose une aide d'un montant de 600 millions d'unités de compte.

Une association périmée ?

Le prochain conseil d'association n'évitera pas l'éclat majeur si la Communauté ne sur les trois dossiers que nous venons d'évoquer n'est pas en mesure de donner l'impression à ses interlocuteurs que des progrès non négligeables sont réalisés. Si elle y parvient, suivant ainsi la face au gouvernement d'Ankara, elle rendra possible une certaine détente, gènera du temps, mais n'aura pas réussi pour autant à rétablir de façon durable des relations harmonieuses entre la C.E.E. et la Turquie. C'est que le malaise qui les caractérise dépasse largement le contentieux technique en cours de discussion. Une fraction de plus en plus importante des dirigeants turcs considère en effet que l'association telle qu'elle existe aujourd'hui est périmée.

Les Turcs, en signant l'accord d'Ankara, puis le protocole additionnel, avaient cru établir une relation privilégiée avec la C.E.E., et, à travers elle, avec l'Occident. Ce caractère privilégié, quasi exclusif, est devenu pure fiction maintenant que les Neuf multiplient les arrangements préférentiels avec les autres pays du bassin méditerranéen. En fait, l'association apparaît de plus en plus comme un traité inégal qui profite bien plus à la C.E.E. qu'à la Turquie.

Les statistiques confirment cette analyse : le déficit du commerce extérieur de la Turquie vis-à-vis de la C.E.E., qui était de 17 millions de dollars en 1964, s'est élevé à 991 millions de dollars en 1974 pour atteindre 1,7 milliard de dollars en 1975.

De tels résultats ont conduit le patronat turc à changer radicalement de position : naguère majoritairement favorable à l'association, graduelle d'une union douanière, il considère au-

jourd'hui dans son ensemble que l'industrie nationale ne peut pas supporter la démolition partielle, faire que suppose l'application du protocole additionnel, et il plaide dans ce sens auprès du gouvernement de M. Demirel.

A cet assaut des industriels vient s'ajouter une pression de nature politique. Au sein même de la coalition gouvernementale, plusieurs partis sont de plus en plus séduits par un redéploiement diplomatique qui implique un désengagement vis-à-vis de l'Occident et, en contrepartie, l'établissement de liens plus intimes avec les pays arabes, ou avec l'Iran et le Pakistan. Ce phénomène nouveau — il était inconcevable avant 1974 de mettre ainsi en doute la validité de l'engagement occidental du pays — a surgi à l'occasion de la crise de Chypre mais, bien sûr, des origines multiples : les difficultés avec les États-Unis et la montée en force des pays arabes ou encore l'attitude paranoïaque de l'Europe.

Celle-ci peut-elle répondre avec efficacité à ce défi ? On peut penser que les Turcs le souhaitent. Les possibilités concrètes offertes par une alternative islamique à tiers-mondiste sont incertaines, pour le moins, ne semblent convaincre ni le Parti de la justice — qui domine la coalition gouvernementale — ni le parti républicain du peuple de M. Demirel, qui anime l'opposition. L'un et l'autre, le second peut-être plus encore que le premier, considèrent nécessaire de rechercher une relation plus équilibrée avec l'Occident et en particulier avec l'Europe, mais sans pour autant vouloir rompre les ponts. Les militaires, toujours actifs sur la scène turque, s'ils ne se montrent pas sourds aux critiques adressées à l'association, craignent trop les répercussions politiques possibles d'un change-

ment brutal dans les relations euro-turques pour être favorables à un dénouement. Le débat se trouve cependant obscurci par l'existence en Turquie, et notamment dans les aléas du pouvoir, d'une vieille école pro-européenne qui, pour plusieurs raisons — peur des communistes, manque d'intérêt ou de compréhension pour les réalités économiques, attachement sentimental à l'Europe, etc. — considère l'association comme un tabou intouchable et freine toute tentative de réforme.

La Commission agit-elle à temps pour sauvegarder ce qui peut l'être, et comment ? On hésite à Bruxelles comme à Ankara sur l'ampleur et la forme des arrangements à apporter au protocole additionnel. Est-il opportun, compte tenu de l'environnement politique, d'abandonner officiellement l'idée d'adhésion voire de remplacer l'association par un accord du type de ceux conclus par la C.E.E. avec Israël ou les pays du Maghreb ? Les deux problèmes de présentation pour ne pas être négligeables ne doivent pas rester abusivement l'attention.

Une chose est certaine : en s'attachant au modèle actuel qui impose un partenaire turc des obligations trop lourdes, compte tenu de son niveau de développement, on ne fait que nuire aux relations entre l'Europe et la Turquie. Un rapport récemment rédigé par un groupe mixte d'experts qui avait reçu mandat d'examiner comment favoriser le retour à un meilleur équilibre de la balance commerciale de la Turquie, trace la voie à suivre : quitter à renouer l'établissement d'un nouveau douanier, il conviendrait, selon ses auteurs, d'alléger les contraintes résultant pour la Turquie du traité d'association ; de lui donner ainsi la possibilité d'une part de mieux maîtriser ses importations (par exemple en l'autorisant à rétablir des droits de douane sur les produits en provenance de la C.E.E.), d'autre part, de diversifier ses exportations notamment en concluant des accords préférentiels avec les pays tiers tels les pays arabes sans pour autant, comme le protocole additionnel l'exige, accorder les mêmes avantages à la C.E.E.

PHILIPPE LEMAITRE.

YOUgoslavie : un exercice d'acrobatie

Pour la Yougoslavie, pays socialiste à la jonction de l'Occident, de l'Orient et du tiers-monde, établir des relations avec la Communauté relève de l'acrobatie. Depuis plus de quinze ans, elle cherche à se rapprocher de la C.E.E. mais en écartant les idées de préférence à spécificité politico-économique. Il en résulte des rapports curieusement hybrides.

C'est pour des raisons politiques — se démarquer de l'Est — et économiques — 40 % de ses échanges extérieurs sont avec la C.E.E. — que la Yougoslavie a signé avec la Communauté, en 1970, puis à nouveau, en 1973, un accord commercial au prétexte d'un accord politique et économique. Mais c'est aussi pour des raisons politiques et économiques qu'elle n'est pas allée au-delà de ce qui est à la limite de la concurrence avec le Marché commun. Un arrangement préférentiel auquel pourtant, comme pays méditerranéen, elle aurait pu prétendre.

Les accords non préférentiels conclus par la Communauté sont peu attrayants. Dans ce cadre limité, les négociateurs yougoslaves sont, cependant, parvenus à obtenir des avantages non négligeables : la liberté d'exporter en franchise de produits industriels vers les marchés des Neuf ; les aménagements techniques à la réglementation agricole communautaire, conçus pour faciliter leurs exportations de viande bovine, et, enfin, l'inclusion dans l'accord de la notion de coopération économique, qui permet maintenant à Belgrade d'être candidat aux prêts de la Banque européenne d'investissement. Ces cadres ont permis à Belgrade d'obtenir, au cours des cinq prochaines années,

50 millions d'unités de compte). La mise en œuvre de l'accord de 1973 s'est cependant révélée décevante. Ainsi, les Yougoslaves n'ont guère profité des clauses agricoles de l'accord. Car la Communauté, face à des difficultés internes croissantes, a fermé depuis deux ans ses frontières aux importations de viande bovine, qui représentent au temps normal le premier poste des ventes de la Yougoslavie aux Neuf.

Les dirigeants yougoslaves, animés par les mêmes raisons que dans le passé — ce serait sans doute dans leur esprit un élément de sécurité appréciable de pouvoir se prévaloir d'une solidarité étroite avec l'Europe — lorsque le maréchal Tito se retirera de la vie politique, persisteront à essayer de tirer un profit maximum de l'accord de 1973. Deux sous-commissions mixtes, l'une agricole, l'autre industrielle, viennent de se réunir dans ce sens à Belgrade. Les résultats de leurs travaux sont modestes. De fait, la Communauté, sans à l'heure stratégique commerciale traditionnelle, n'a pas les moyens de répondre favorablement aux requêtes de la Yougoslavie. Celle-ci, aussi grande soit l'habileté de ses négociateurs, peut en effet difficilement prétendre à des relations préférentielles dans un cadre juridique non préférentiel.

Sur un plan plus technique, la Roumanie a cependant pris sur elle d'établir des contacts directs avec les Neuf. Elle a demandé et obtenu, moyennant certaines précautions, à bénéficier du code des préférences généralisées, qui lui permet d'exporter en franchise ses produits industriels vers la C.E.E. Elle négocie maintenant avec celle-ci, dans le cadre de l'arrangement multiforme de GATT, un accord d'autorisation de ses exportations de produits textiles.

ROUMANIE : attendre et voir

Les symptômes d'une spécificité roumaine se sont manifestés de façon discrète dans ses relations avec la Communauté. À l'instar des autres pays socialistes, elle n'a pas répondu à l'invitation qui lui a été présentée en 1973 par les Neuf de négocier un arrangement commercial avec la C.E.E. Sans doute soupçonneux sur l'intérêt d'un tel engagement et peu soucieux d'indisposer leurs voisins soviétiques, les Roumains préfèrent attendre, tant de se manifester, le résultat des tractations laborieuses entre la C.E.E. et le COMECON (le Conseil économique mutuel) pour proposer, validé dans les deux sens, de négocier avec la Communauté

BULGARIE : par la bande

La Bulgarie, irréprochable allié de Moscou, n'a jusqu'ici aucune relation avec la C.E.E. Elle a fait savoir, par des voies indirectes, qu'elle souhaiterait bénéficier du régime des « pré-

férences généralisées », mais n'a pas tenté de le faire. Lorsque la Communauté lui a fait répondre que cette requête ne pouvait être prise en considération que si elle était adressée directement à Bruxelles. — Ph. L.

sant trancher un pas qualitatif à leurs relations avec l'Europe, ils espèrent acquiescer à l'égard des États-Unis et surtout barrer définitivement la route aux nostalgiques, encore nombreux, d'un régime autoritaire.

Telle est, en substance, l'analyse du parti très majoritaire de M. Caramanlis et de l'Evic (ex-Union de centre), le principal parti d'opposition. Elle est partagée par le parti communiste de l'intérieur (branche du parti communiste italien) Une partie de la gauche (essentiellement le parti socialiste hellénique de M. Papandréou, le parti communiste extérieur), convaincue que la participation à la C.E.E. ne fera qu'accroître la dépendance politico-économique de la Grèce sans la mettre pour autant à l'abri d'un retour à la dictature, est hostile à l'adhésion. Trop peu nombreux et encore incapables de présenter une alternative rationnelle à l'option européenne du gouvernement, elle ne parviendra certainement pas à remettre en cause le processus engagé.

Les Grecs pour justifier leur refus font valoir que l'association les a très largement préparés à l'adhésion. Les droits de douane et les restrictions quantitatives qui traitaient les importations des produits industriels de la C.E.E. ont déjà été considérablement réduits (ce qui est exact, sinon que les secteurs les plus vulnérables de l'industrie hellénique demeurent protégés) et l'harmonisation des politiques agricoles est en bonne voie. Désireux d'apaiser les craintes françaises et italiennes, ils soulignent volontiers que l'agriculture grecque est davantage complémentaire que concurrente de celle des Neuf. L'accent mis par Bruxelles sur l'écou structurel — leur semble exagéré, et au demeurant, bon nombre d'entre eux sont convaincus que seule l'adhésion et ses contraintes peuvent obliger l'établissement économique à entreprendre les réformes nécessaires.

Les fonctionnaires grecs les plus familiers avec les habitudes bureaucratiques observent encore que le modèle conçu par la Commission, en admettant même qu'on lui reconnaisse abstraitement une certaine séduction, est dépourvu de tout réalisme. Comment imaginer que les Neuf, pusillanimes et parcimonieux, impulsants aujourd'hui même à favoriser l'évolution harmonieuse de l'association, se montrent capables demain de prendre les décisions difficiles et coûteuses que supposent la mise en œuvre d'une période de pré-adhésion telle qu'elle a été suggérée par la Commission ? Il est exact en vérité que la difficulté d'entreprendre ce travail de façon de plus en plus chronique la Communauté n'incline pas à choisir des formules complexes et nuancées. — Ph. L.

RECYCLAGE
en septembre, des
BACHELIERS
A.B.C.D., pour
P.C.E.M. et pharmacie
CEPES
groupement libre de professeurs
71, r. Charles-Lafitte, 92 Neuilly
722-94-94 - 745-03-19

(Publié)
L'AN PROCHAÎN
A JÉRUSALEM
Depuis 2000 ans, LES JUIFS
répètent cette petite phrase.
Aujourd'hui,
ce rêve est devenu réalité.
Afin de découvrir notre pays,
notre un seul autre que celui
des défilés touristiques,
PARTICIPEZ AU SÉMINAIRE
DU C.E.E.S.
• POUR DÉCOUVRIR LA REALITÉ
JÉRUSALEM : DES
P.E.E.S. ON N'ALTES POLITIQUES
• POUR VISITER NOTRE PAYS
DU NORD AU SUD (y compris
le SINAÏ)
VOYAGE ET SÉJOUR
DU 3 AU 27 AOÛT
(nourriture cachée)
1500 F tout compris
Pour tous renseignements :
Téléph. : 803-28-02 (après-midi)
ou Tél. : C.E.E.S., 88, rue de
la Police-Mélieux, 75011 PARIS
C.E.E.S., 74, rue de Paradis,
13006 MARSEILLE

مكتبة الناصر

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	36,00	42,03
Offres d'emploi Placards encadrés	38,00	44,37
minimum 15 lignes de hauteur	8,00	9,18
DEMANDES D'EMPLOI		
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



emplois internationaux

DIRECTEUR DELEGUE

AFRIQUE EQUATORIALE
200.000 F.F. RÉF. 30.501

Une Compagnie Minière Franco-Américaine (effectif 5600 personnes C.A. 500 millions de F.) opère en Afrique Equatoriale, recherche un Directeur Délégué pour l'une de ses installations. Sous l'autorité de la Direction des Exploitations, il assurera et contrôlera l'activité des services techniques (gestion générale, entretien des installations, stocks, études techniques, efficacité...) et des services administratifs (travaux, fournitures, problèmes de change...) et enfin la gestion du personnel, du matériel, etc. Il sera l'interlocuteur des syndicats, des autorités locales, des administrations, et de différents organismes. Le candidat devra être âgé d'au moins 35 ans, de formation ingénieur (Centrale, A. et M., ICAI, Supélec...) posséder une expérience professionnelle lui ayant permis de bien connaître les problèmes posés par la direction d'une usine ainsi que sur le plan technique-production que sur le plan gestion humaine et relations sociales. La connaissance de l'Afrique constituerait un atout supplémentaire. A la rémunération, s'ajoutera un logement et une voiture de fonction. Ecrire à Fach.

Toutes les candidatures seront rigoureusement traitées de façon confidentielle.

Adresser lettre manuscrite + curriculum vitae détaillé + photo + souhaits de rémunération, en rappelant la référence du poste à :

SOCIÉTÉ INFORMEVE
35940 CLAIR, rue Lesdiguières
Téléphone : (76) 98.07.02.
75008 PARIS
45, rue Boissy d'Anglas
Téléphone : 265.53.79 et 99.

groupe infors - conseils de direction

CLEM CORPORATION

SPECIALISÉ DANS LE DOMAINE DE
LA DIRECTION ET L'ASSISTANCE
TECHNIQUE DE L'INDUSTRIE
PÉTROLIÈRE ET PÉTROCHIMIQUE

recherche
POUR L'AFRIQUE

INGÉNIEURS SÉCURITÉ
INGÉNIEURS GÉNIE CIVIL
INGÉNIEURS MÉCANIQUES
INGÉN. INSTALLATIONS PORTUAIRES
OPÉRATEURS TABLEAU
CONDUCTEUR TRAVAUX
MINIMUM 7 ANS D'EXPÉRIENCE
Veuillez envoyer C.V. détaillé
Dir. du personnel
20, avenue Général-de-Longueville, B 1150
BRUXELLES (BELGIQUE)

SI vous cherchez à changer d'environnement.
SI l'Afrique vous tente.
SI vous ne cherchez pas un « job » traditionnel.
SI vous êtes diplômé d'enseignement supérieur.
SI vous avez au moins 3 ans d'expérience professionnelle.
SI vous êtes intéressés par la formation et l'intervention en entreprises (relations humaines, finances, contrôle ou marketing).
Adresser votre C.V. manuscrit, accompagné d'une photo à : M. BERNARD JULHIET, 93 bis, rue Beaumour, PARIS-20, qui transmettra. Réponse assurée.

BRUEL ET KJAER FRANCE
Instr. de mesure de bruit et de vibration
traitement du signal
recherche pour poste au Danemark

JEUNE ING. DIPL. GDE ECOLE

Attaché au service études et développement de l'usine, située à proximité de Copenhague. Il sera chargé, en collaboration directe avec les ingénieurs responsables des études, de la conception et de la rédaction des documents techniques destinés à la filiale française.

Qualités requises :
- haut niveau technique
- bilingue de la rédaction en français et en anglais.
- excellente pratique de l'anglais parlé.
Il sera proposé au candidat retenu un contrat de deux ans avec possibilité de renouvellement.
Adresser C.V. à B et K France - 38 rue du Champoreux - 91540 MENNECY.

IMPORTANT BUREAU D'ETUDES NATIONAL

recherche pour Côte d'Ivoire en vue démarrage différentes études :

3 URBANISTES

- un urbaniste, économiste formation ingénieur, 5 ans d'expérience minimum, libre de suite.
- un architecte urbaniste, 3-4 ans d'expérience, libre au 1^{er} octobre 1976.
- un économiste urbain, 2 ans d'expérience, libre au 1^{er} janvier 1977.
- un économiste et un sociologue, 5 à 10 ans d'expérience dans études socio-économiques urbaines dans le tiers-monde. Libres décembre 1976.
- un ingénieur V.R.D., 5 ans d'expérience dans études assainissement des grandes zones. Disponible 15 août 1976.
- deux projecteurs V.R.D., 3 ans d'expérience. Disponibles 1^{er} septembre 1976.

Première contact ou écrire à M. FERRIER DU SERT, 20, rue Clément-Marot, 75008 PARIS - Tél. 22-77-99. Avant le 18-7-1976.

Ingénieur pour Hong Kong

Vous avez quelques années d'expérience, de préférence à l'étranger et notamment dans la réalisation de grands ouvrages de travaux publics. Après une formation d'ingénieur à Paris au sein de notre équipe d'ingénieurs, nous vous offrons de prendre la responsabilité des affaires que nous traitons en Extrême-Orient, à partir de notre bureau de Hong Kong. Notre Société, la SCOR, en forte expansion est l'un des premiers réalisateurs mondiaux. Les risques de nature technique que vous apprendrez à évaluer vous mettront en contact permanent avec les réalités financières et économiques à un échelon international. Nous pourrions vous offrir d'autres perspectives de carrière. Réponse et discussion assurées à toute lettre manuscrite : C.V. + photo + rémunération sous réf. A/3004 à Mme. Butterlin.

bernard julhiet psycom
93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

IMPORTANT GROUPE BANCAIRE recherche pour son implantation aux ANTILLES

RESPONSABLE INFORMATIQUE ET ORGANISATION

- Expérience sur ordinateur IBM 314 ou 315.
- Expérience idéalement souhaitée mais non indispensable.
- Connaissance des problèmes bancaires.

Ecrire sous n° 25.897 à PUBLICITE BOGHE BLEX, 101, rue Beaumour, 75002 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche pour ses établissements de

MARTINIQUE ET GUADELOUPE

Gadres Comptables

possèdent une expérience de plusieurs années de la comptabilité générale, analytique, de la paie et des bilans, ainsi que l'habitude de diriger du personnel.

Logement assuré. Avantages divers (voyage payé).

Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence 152 A, PLEIN EMPLOI 152, bd Beaumour, PARIS-20

Recherchons

INGÉNIEUR AGRICOLE

de préférence connaissant culture tropicale pour S&C commerciale au CAMEROUN, pour diriger département vente produits phytosanitaires.

Ecr. sous réf. 150, à P. L. CHAU S.A., 10, rue Louvois, 75003 Paris Cedex 02, qui tr.

Vente de produits chimiques industriels et agricoles. S&C installée à DAKAR, rech.

CHIFF DES VENTES

30 ans min., connaissant cette activité en ayant bonnes connaissances commerciales. Expérience africaine souhaitée.

Ecrire sous référence 151, à P. L. CHAU S.A., 10, rue Louvois, 75003 Paris Cedex 02, qui tr.

emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux

Société informatique recherche pour son Unité d'EST-SUR-MER son Chef de Bureau de **Ingénieurs de vente**
Ces postes sont proposés à des **jeunes femmes**
DIPLOMÉES DE TENSEIGNEMENT SUPERIEUR Grande Ecole ou Université, de préférence scientifique ou gestion, débutantes ou ayant une 1^{ère} expérience, désirant après une formation adéquate accéder à d'importantes responsabilités commerciales. Rémunération élevée dès la 1^{ère} année, avantages sociaux et perspectives de carrière intéressantes. Adr. lettre manuscrite, CV et photo en précisant réf. 6480 L à : **ORIS** 23, rue de Valenciennes 59000 LILLE

CHAUSSEON

recherche pour son établissement de

MAUBEUGE

UN CADRE ORGANISATION

IL DEVRA :

- diriger une équipe d'Agents Techniques ;
- assurer l'étude et la mise en place des processus administratifs ;
- définir et mettre au point les imprimés ;
- participer avec les services centraux aux projets concernant plusieurs usines.

Ce poste peut convenir à un Jeune Ingénieur ou Cadre ayant 3 ou 4 ans d'expérience en milieu industriel, ayant des qualités d'ordre et de méthode, un goût réel des contacts et une bonne connaissance de l'informatique.

Adresser cur. vitae avec photo et prétentions à M. BERNARD, Service Gestion des Cadres, B.P. 72, 52801 ALENÇON - Tél. : 790-51-33, poste 3615.

POSTE DE PREMIER PLAN

dans

NÉGOCE ACIERS ET FOURNITURES BATIMENT

DIRECTEUR

Région Centre-Est

Il s'agit de prendre en main l'ensemble de la gestion d'une Société. Le Directeur devra principalement rechercher de nouvelles expansions et de diversification, tout en développant les activités existantes.

Ce poste conviendrait à un homme actif et dynamique ayant une formation supérieure de base (HES, ESSE, SUP de Co si possible), une solide expérience du négoce des aciers et fournitures bâtiment, l'habitude de négocier avec fournisseurs et clients, la pratique du commandement et l'envie de progresser dans sa carrière.

Envoyer C.V. détaillé, photo récente et prétentions à CORER - 14, rue de Liège, 75008 PARIS, qui tr.

Société Nationale pour son établissement de Lille, recherche :

INGENIEUR DEBUTANT

A qui, après une période de formation, le Directeur confiera un poste lié à la production.

Ecrire avec C.V. manuscrit sous réf. 32153 A, à Gérard STIKER EFFORES qui s'engage à répondre.

Centre Vaubans 201, rue Colbert 59000 LILLE

Groupe BOSSARD

SOCIÉTÉ LOGABAX

recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

ou

ATTACHÉ COMMERCIAL

CONFIRMÉ sur ordinateur de bureau et mini-systèmes de gestion.

Secteur DEUX-SEVRES, VENDEE, MAINE-et-LOIRE

Adr. C.V. et prétentions, à Sté LOGABAX CAP 64, 1-3, rue Marcel-Sembat - 49430 NANTES.

FACOM

recherche pour son Unité d'EST-SUR-MER son Chef de Bureau de

LANCERMENT-ORDONNANCEMENT

Responsable de la gestion des stocks, du suivi des en-cours et des statistiques de production. Ce poste de gestion des productions et des produits finis convient à un

TECHNICIEN SUPÉRIEUR

DE LA MÉTALLURGIE

ayant 3 à 5 ans d'expérience dans la fonction ou encore à un JEUNE INGÉNIEUR DÉBUTANT.

Ecrire avec C.V. explicite sous réf. G.S.U. à

CETAG 30, avenue Amiral Linois 92000 NANTERRE

Important Constructeur Matériel Electromécanique

recherche DIRECTEUR DES VENTES

- France et Etranger ;
- 35 ans minimum ;
- Ingénieur grande Ecole (dominante Electromécanique) ;
- Expérience vente matériel électrique industriel ;
- Très disponible pour déplacements fréquents ;
- Anglais indispensable ;
- Résidence : Strasbourg (de préférence).

Pour tous renseignements complémentaires, écrire sous réf. 72031 E.

ORES SECTE 11, Allée de Robertsau 67000 STRASBOURG

Les Forges THOME

Unité d'un ensemble industriel de 1.200 personnes C.A. 200 millions, recherchent un

ingénieur d'affaires

Vous avez 35 ans minimum et vous êtes attiré par l'activité commerciale. Après une formation technique, vous avez acquis une expérience confirmée de vente en clientèle industrielle et si possible une connaissance des problèmes de broyage. Vous serez responsable du développement des ventes d'une gamme de corps broyeurs à haute performance technique. Lieu de travail à proximité immédiate d'une grande ville de province. Réponse et discussion assurées à toute lettre manuscrite + C.V. + photo - r.n. adresse sous réf. B/3008 à Mme. Butterlin.

bernard julhiet psycom
93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

PREMIER CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE FOURS ET MACHINES POUR L'ALIMENTATION

installé à VALENCE

recherche

INGÉNIEUR

A.M. ou SIMILAIRE ou TECHNICIEN DE TRES GRANDE VALEUR ayant une bonne expérience en petite chaudronnerie, mécanique et électricité qui sera, après quelques mois de formation par le Directeur actuel, appelé à d'autres fonctions :

DIRECTEUR DU BUREAU D'ETUDES ET DU SERVICE RECHERCHE

Envoyer curriculum vitae et prétentions à SOCIÉTÉ FAVALLE - 25900 Bourg-les-Valence.

SOCIÉTÉ exploitant PLUSIEURS HYPERMARCHÉS

recherche

JEUNE INGÉNIEUR ORGANISATION

Il apportera :

- une formation type A. et M., ESAM ou équiv. ;
- une expérience de 5 années dans l'industrie ;
- Il aura pour rôle :
- d'organiser travail à niveau élevé ;
- d'améliorer technique de gestion, d'approvisionnement, de coordination ;
- de participer à conception d'implantation d'installations nouvelles ;
- d'assurer maintenance des investissements mobiliers et immobiliers.

Il recevra la formation complémentaire nécessaire. Adresser C.V. photo et prétentions sous n° 23.078 à CENTRE DE PSYCHOLOGIE APPLIQUÉE, 104, rue Ney - 68006 LYON.

GRANDE SOCIÉTÉ APPAREILLAGE ÉLECTRIQUE

RÉGION LYONNAISE

INGÉNIEURS ÉLECTRICITÉ

Après quelques années d'expérience. Pour activité exportation technico-commerciale. Parler anglais et si possible autre langue.

Adresser C.V. et prétentions, HAVAS LYON, 6331.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	36,00	42,03
Offres d'emploi "Placards encadrés"		
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	25,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

3M

Pour ses Services techniques Européens (Division allemande incorporée)

ingénieur

bilingue français, allemand

- Rôles principaux :
 - réalisation d'essais en salle de démonstration
 - formation technique du personnel de vente
 - visites des filiales et de la clientèle européenne
- Formation souhaitée :
 - Mécanique type ISA, EMI, AM, etc.
 - expérience appréciée 4 à 5 ans dont une partie en atelier de finition métaux
 - Connaissance de l'allemand indispensable et de l'anglais nécessaire, pour fréquents voyages en pays de langue allemande et anglaise.

Nombreux avantages sociaux, 13^e mois, prime de vacances, etc.

Envoyer C.V. + photo et prétentions à : Service Recrutement 3M - Avenue Boudé 95050 BEAUCHAMP.

SOCIÉTÉ D'ETUDES ET DE REALISATIONS D'ENSEMBLES INDUSTRIELS EN FORTE EXPANSION RECHERCHE

INGENIEURS ET TECHNICIENS SUPERIEURS

POUR ETUDES DE CONCEPTION DES CIRCUITS DE CHAUDIERES NUCLEAIRES.

Une pratique de quelques années dans ce domaine est requise. La connaissance de l'anglais, au moins écrit, est nécessaire.

Ecrire sous référence 66-262 Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

emploi régionaux

SOCIÉTÉ DE MONTAGE INDUSTRIEL recherche

CHEF DU BUREAU D'ETUDES

- Togéneur ou niveau.
- 35 ans minimum.
- Appt à diriger et à animer une équipe de projection-calculatrice spécialisée en lavage et grosses manutentions.
- Compétences techniques indispensables pour promotion de la production.
- Facilité de relations avec les unités de la société et la clientèle.
- Résidence dans grande ville région RHONE-ALPES.

Adresser curriculum vitae, prétentions, n° 66-333, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, PARIS (1^{er}), qui tr.

Association de Tourisme social recherche :

M.N.S.

Dirigence à partir du 10 juillet pour Village Touriste et Travail Les Crêpes Le Maréchal 85100 LAUNAY.

S'adresser au directeur Téléph. : (01) 89-37-61-81.

INGÉNIEUR SYSTÈME INFORMATIQUE

Par centre expérimentation MODANE

Compétences : 10 à 15 ans de formation préalable dans région industrielle. Disponible très rapidement.

Adresser C.V. dét. à O.M.E.R.A. 25, avenue de la Division-Lachère 92200 CHATILLON-LEZ-LAGNY.

Importante Cie exploitation thermique recherche

CADRE CCIAL

- Expérience 5/6 ans auprès clientèle industrielle.
- Niveau école supérieure de commerce de Lyon ou équivalent.

no 1 09248 M Régie Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

IMPORT. ENTREP. BAT. T.P. ROUEN

recherche

D. U. T. DISTRIBUTION

II reçoit une formation qui lui permet une évolution intéressante.

Envoyer C.V. photo, prêt. à : JD/26 SNP HAVAS (S.P. 707), 76002 ROUEN CEDEX.

30 construction aéronautique rech. pour NORMANDIE expérience du poste. Formation

CONTRÔLEUR DE GESTION

NEC, ESSEC, DECS

INGÉNIEUR CONTRÔLE

fabriquant spécialiste qualité, exp. du poste exigée.

Ad. C.V. et photo ASSISTANCE SERVICE - 11, rue Jeanne-d'Arc, 76000 ROUEN

L.I.F.C.S. (Institut de Formation aux Carrières Sociales)

de Rennes qui ouvrira le 1^{er} sept. 76, assurera la formation des Professionnels :

- D'ANIMATEUR-EDUCATEUR
- D'ASSISTANT SERV. SOC.
- DE CONSEILLER EN ECONOMIE FAMILIALE ET SOC.
- D'EDUCATEUR SPECIALISE.

L'institut rech. d'urg. pour la formation d'Assist. de Serv. soc. des Cadres Pédag. permanents. Les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

- FORMATION : une PIÈGE de TRAVAILLEUR SOCIAL.
- EXP. PROFESS. DE 5 ANS.
- EXP. PSYCHO-PEDAGOGIQUES.

Priorité sera donnée aux candid. tit. du diplôme d'Etat d'Assist. de Service Social Convert. Collect. de l'Entente Indépendante.

Adresser les candidatures à : Direction de l'I.F.C.S. 2 av. du Bob-Avance, B.P. 1301, RENNES-VILLEJEAN 35014 RENNES CEDEX

RIVORE ET CARRET

recherche pour son

UN TECHNICIEN

STATUT AMT article 36

Elablit et contrôle le programme de fabrication et d'approvisionnement.

- Formation technique supérieure (B.T.S.).
- Qualité d'analyse et de synthèse exigées.

POSTE A POURVOIR AVANT LE 1^{er} OCTOBRE

Si vous êtes intéressé, écrivez en envoyant C.V. complet, photo et prétentions, à RIVORE ET CARRET, Relations du Travail, 22, bd de la Liberté, 13015 MARSEILLE Cedex 1

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

recherche pour Clermont-Ferrand

CHEF DE PRODUIT

Expérience dans la fonction ou de un poste similaire souhaitée.

Ad. HAVAS 3300 CLERMONT-FERRAND qui tr. n° 54102

AUCHAN

17 HYPERMARCHÉS Chiffre d'affaires prévus en 1976 : 3,5 milliards. Progression annuelle 40 % depuis 10 ans. Prépare l'ouverture de nouvelles unités en France.

recrute

dans le cadre de son expansion

CHEFS DE SECTEURS

Alimentaire et non alimentaire

Co-responsables avec le directeur du magasin, de la dynamique commerciale Ils doivent prendre toutes mesures et initiatives (personnel, organisation, investissements, politique commerciale) favorisant le développement de leur secteur et l'animation de leurs hommes.

CHEFS DE RAYON

Responsable de la sélection de leurs produits, des achats, des prix de vente, de la gestion des stocks et de leurs résultats dans le cadre d'objectifs négociés.

Ils doivent être d'excellents animateurs d'hommes.

Votre formation sera assurée par nos soins, notre expansion vous garantit de larges possibilités de carrière.

Si cette proposition vous intéresse envoyer un C.V., photo récente et prétentions exigées à :

M. Jean-Jacques FASCIOLX Hypermarché AUCHAN Avenue Charles Garcia - 94101 FONTENAY-SOUS-BOIS

compagnie générale d'informatique

société de conseil en informatique de gestion offre carrière

analyste-programmeur

à débutants

- ayant au moins 2 années d'études scientifiques après le baccalauréat
- libérés de leurs obligations militaires

les candidats engagés recevront une formation aux techniques de la CGI (CORIG, PAC)

envoyer C.V., photo à madame Janet cgl, 84 rue de grenelle 75007 paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Produits de Grande Consommation recherche

UN (E) RESPONSABLE MARKETING INTERNATIONAL

directement rattaché (e) au Directeur de la Division Internationale

Ce poste requiert :

- Un diplôme de grandes écoles de commerce ou d'ingénieur.
- Une bonne expérience Marketing, en particulier dans le secteur

VENTE PAR CORRESPONDANCE

en tant que Chef de Produits.

- Anglais indispensable, et si possible allemand et espagnol.
- une grande disponibilité (voyages fréquents).
- Cette fonction consiste à :
- participer à l'étude de nouveaux marchés étrangers.
- participer à la création de filiales à l'étranger.
- conseiller et contrôler les approches Marketing des filiales.

Envoyer C.V. et photo à SECTA, 41, avenue Foch, 75118 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIE ALIMENTAIRE

LEADER SUR SON MARCHÉ recherche pour une de ses unités (1500 personnes) située dans la région parisienne

UN INGÉNIEUR

30 ans minimum

DIPLOME ARTS ET METIERS, CENTRALE ou équivalent

Adjoint au Chef de Département MAINTENANCE - TRAVAUX NEUFS

(ETUDE ET REALISATION) 150 personnes

Il aura, dans une première étape, la responsabilité :

- De service gestion (budgets, achats, activités) ;
- Des méthodes et de l'ordonnement ;
- De la coordination des différents services du département.

Pour ce poste, qui doit évoluer vers la direction totale du département, il faut un homme d'adaptation et de commandement capable de résoudre les problèmes techniques, de gestion, d'organisation, de relations humaines.

Anglais parlé et écrit.

Le salaire, non inférieur à 75.000 francs par an, sera fonction de la valeur du candidat.

Ecrire sous n° 6.815 à

COFAP 40, rue de Chabrol 75016 Paris 16

DIRECTEUR DES VENTES

Nous recherchons un Directeur des Ventes expérimenté et dynamique pour poursuivre le développement commercial d'une société en pleine expansion sur le marché français et européen. Les produits qui favoriseront votre réussite comprennent une très large gamme de semi-conducteurs (circuits linéaires, microprocesseurs bipolaires, transistors petits signaux, beam-lead...). Si vous avez une expérience minimum de 5 ans dans la vente des semi-conducteurs, dont 2 de responsabilité commerciale.

Si vous avez une bonne connaissance dans le suivi des principaux clients O.E.M. (industriels, militaires et Télécom).

Si vous possédez parfaitement la langue anglaise.

Envoyer curriculum vitae + prétentions :

RAYTHEON SEMI-CONDUCTEUR FRANCE

2-14, rue Ferrus - 75014 PARIS

ou téléphonez au 644-78-60.

Les candidatures seront examinées lors d'une entrevue dans la semaine du 5 juillet.

Ford ESSEC - ESC

Jeune diplômé, vous avez choisi la vente comme première expérience professionnelle, vous y réussissez mais votre cadre actuel ne vous permet pas de développer davantage votre compétence et votre potentiel.

Venez rejoindre notre équipe de Conseillers Commerciaux Pièces Détachées : vous animerez et conseillerez notre réseau :

- organisation et stratégie de vente
- action promotionnelle et publicitaire
- politique de formation et de recrutement.

Particulièrement attentifs au développement des jeunes diplômés, nous vous donnerons les opportunités d'évoluer à terme vers des positions de managers dans le Marketing, la Direction des Ventes ou la Finance.

Ecrire Ford France S. A. Service Développement & Organisation du Personnel 344 av. Napoléon Bonaparte 92504 RUEIL MALMAISON

digital

Ingénieurs et Techniciens ayant au moins

QUATRE ANNEES D'EXPERIENCE EN INFORMATIQUE (matériel)

si vous êtes REELLEMENT ATTIRÉS PAR L'ENSEIGNEMENT A PLEIN TEMPS

vous intéressez le Service Education de DIGITAL EQUIPMENT FRANCE Filiale du 1^{er} Constructeur Mondial de mini-ordinateurs qui recherche des

ANIMATEURS de FORMATION TECHNIQUE

pour :

- COURS STANDARD
- Initiation à l'Informatique
- Structure et Interfaces des matériels Digital
- Maintenance des équipements
- COURS SPECIAUX chez nos clients.

Si vous avez une très bonne connaissance de l'Anglais, adressez votre candidature sous référence AF2 à :

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE

Direction du Personnel 18, rue Sarrinen - Cédex 1, 225 - Zone Sille 94533 RUNGIS

Filiale française important groupe pétrolier recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

DIPLOMÉS HEC, ESSEC SUP. de CO ou équivalent

Liberté du Service National. Minimum 2 ans d'expérience problèmes de contacts commerciaux et gestion pour postes

Attachés Commerciaux

suivant besoins du Service, en résidence Paris ou province.

- Fonction comportant nombreux déplacements.
- Formation complémentaire assurée.
- Possibilité développement carrière en fonction aptitudes.

Adresser C.V. et photo sous le numéro 66.461, à Contesse F., 20, av. Opéra, 75001 Paris, qui trans.

IMPTE SOCIÉTÉ D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES AUTOMOBILE

recherche pour son siège à CRÉTEIL

ADJOINT AU CHEF DES VENTES FRANCE

- Animation du réseau d'inspecteurs.
- Contacts clients.
- Déplacements en France (30 à 40 %).

Formation commerciale, expérience automobile souhaitée - 30 ans minimum.

PROMOTEUR VENTES FRANCE

Promotion de nos produits.

Formation technique de base, expérience solide dans la vente des produits de grande concurrence. 25 ans minimum.

Ad. C.V. prêt., photo à DUCELLE et Co, Service du Personnel, ECHAT 930, 94024 CRÉTEIL, CEDEX.

FABRICANT DE MATERIELS MECANQUES ET ELECTRIQUES POUR L'AUTOMOBILE ET L'AVIATION

recherche

CADRE COMMERCIAL SUPERIEUR

Diplômé école supérieure de commerce ou école d'ingénieurs.

Agé d'au moins 30 ans, connaissant le marché automobile, ayant l'esprit d'initiative et l'expérience de quelques années dans le commerce de produits de large diffusion.

Il aura à vendre les produits d'un département de grande série, organiser et contrôler le réseau de distribution, négocier avec les clients et les fournisseurs et participer à la politique commerciale.

Pratique de l'Anglais ou de l'Allemand souhaitée.

Promotion possible au sein d'un groupe en évolution.

Adresser CV sous référence 20613 à :

GEDEV SÉLECTION

34 BIS, RUE VIGNON, 75009 PARIS

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX DU		
PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19

(chaque mercredi et chaque vendredi)

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

comptable

important laboratoire pharmaceutique nous recherche un comptable expérimenté en comptabilité générale et de gestion.

Si vous avez 30 ans minimum, une formation de niveau BTS et une expérience analogue d'au moins cinq années, nous vous proposons de vous intégrer dans notre service comptabilité. En étroite collaboration avec les responsables de groupe, car nous avons une comptabilité intégrée, vous traiterez les problèmes de comptabilité générale et vous participerez à des travaux d'analyse concernant la gestion et le budget. La classification : agent de maîtrise. De nombreux avantages sociaux sont offerts par notre groupe.

Réponse et candidature adressées à : lettre manuscrite, CV + photo + lettre adressée à : ref. A/5018 à Mme Sigolier.

bernard julhiet psycom

93, avenue Charles de Gaulle 92200 Nanterre

DEUX INGÉNIEURS

Position II ou III A

- Spécialiste télécom dans le domaine de la transmission de données. Formation Grande Ecole + Université.
- Spécialiste systèmes de télésurveillance industrielle. Formation Grande Ecole.

Une expérience de 5 ans minimum dans le domaine et la pratique courante de l'anglais sont exigées.

Adresser curriculum vitae et présentations sous n° 68455, COTIERIE PUBLI, 24, av. Opéra, PARIS (1^{re}), qui transmettra.

CHEF DE BUREAU ADMINISTRATIF

pour MELUN-VAUX-LE-PENIL, 285, av. Clemenceau

Niveau licence et expérience dans contacts humains nécessaires, expérience d'administration publique souhaitée.

Compétences : acquisitions foncières, gestion financière, procédures administratives, secrétariat de l'arrondissement études et grands travaux autoroutiers.

Curriculum vitae et présentations à adresser à : M. ALBERT, Chef d'Arrondissement, Barrage de la Mance, 7107 MEAUX CEDEX. Téléphone : 434-39-72.

LA DIRECTION FINANCIERE

d'une SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE et de CONSTRUCTIONS NUCLEAIRES

recherche son

CORRESPONDANT INFORMATIQUE

Il sera chargé : - au niveau des projets d'exprimer les besoins, de définir les règles de gestion, d'élaborer les procédures et de vérifier l'adéquation des systèmes développés aux besoins exprimés par les services, - au niveau de l'exploitation de veiller au bon fonctionnement des circuits, au respect du planning et de rechercher toute amélioration au système existant.

Il a une bonne expérience de la technique et de l'organisation comptable (minimum 3 ans) ainsi que de la conduite d'une analyse fonctionnelle. Il doit avoir mis en place des procédures administratives. Il connaît les problèmes de l'exploitation quotidienne et sait les résoudre.

Envie sous référence 66260, Contesse Publicité - 20, Avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Assistante du Directeur Général

Pont de Neuilly 50.000 +

Vous êtes le trait d'union entre la direction générale et les autres services de la Société, tout en possédant les qualités et l'expérience d'une parfaite secrétaire : frappe, mise en page, même si ces activités ne représentent qu'une faible part de votre temps. Dans une petite Société le rôle de l'assistante est primordial et nécessite autant de poise que de discrétion. Vous avez au moins 28 ans pour répondre à notre attente. Réponse et candidature assurées à : lettre manuscrite, CV + photo + lettre adressée à : ref. B/4005 à Mme Berné.

bernard julhiet psycom

93, avenue Charles de Gaulle 92200 Nanterre

CADRE FISCALISTE

Le candidat, diplômé de l'Ecole nationale des Impôts, aura :

- Une expérience d'au moins 3 années soit dans l'administration, soit dans un service juridique d'entreprise, soit dans un cabinet d'experts.
- Il se verra confier l'ensemble des problèmes fiscaux des sociétés du groupe.

Env. C.V. et prêt. sous réf. A.900 à P. LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75004 Paris Cedex 02, qui transmettra.

RANK XEROX

RECHERCHE

DEUX RESPONSABLES RECOUVREMENT CLIENT

MISSION :

- Analyser la balance client,
- Elaborer et mettre en œuvre des plans d'action destinés à atteindre les objectifs recouvrement.

PROFIL :

- Formation de base comptable.
- Esprit de méthode et d'analyse.
- Expérience professionnelle similaire souhaitée (la pratique du recouvrement en clientèle serait un atout supplémentaire).

Postes à pourvoir à PUTEAUX et à LYON.

JEUNES COMMERCIAUX

DYNAMIQUES ET AMBITIEUX

Pour diffuser la gamme de ses copieurs duplicateurs.

VOULEZ-VOUS :

- Travailler dans une équipe jeune.
- Etre responsable et gestionnaire de votre secteur de vente, tout en bénéficiant d'une assistance technique et d'un appui publicitaire permanent.
- Avoir une rémunération proportionnelle à vos résultats.

VOUS DEVEZ :

- Etre un vendeur qui a fait ses preuves ou un jeune diplômé prêt à les faire.

NOUS GARANTISSONS :

- Une formation solide (5 semaines de stage rémunérées).
- Un salaire élevé dès le départ (31.200 F. de fixe annuel + commissions importantes + frais professionnels + participation aux fruits de l'expansion).
- Des possibilités d'évolution.

CELA VOUS TENTE ?

Des postes sont à pourvoir à PARIS, DIJON, et AMIENS.

Merci de faire parvenir votre candidature avec C.V. (en précisant l'affectation désirée) sous ref. C 12 à François ESCOFFIER - sous ref. V 88 à Catherine RICAUME

RANK XEROX Service Recrutement BP 63 93602 AULNAY-S/BOIS

GD

CONTROL DATA

POUR SES ACTIVITES logiciels

GESTION

COMMUNICATIONS

SYSTEMES

SCIENTIFIQUES

le Département

CONSEIL ET APPLICATIONS

Recherche plusieurs

INGENIEURS

débutants grandes écoles

ou équivalent

Env. C.V. et objectifs professionnels à Mlle BAUDIN, Control Data - 185, rue de Bercy, 75582 Paris Cedex 12 - Tél. 345.50.45.

UNE GRANDE

BANQUE NATIONALE

recherche

JURISTE

IL DEVRA :

- Etre licencié en droit privé,
- Etre au fait de la pratique des sûretés, de préférence en matière bancaire. Quelques années d'expérience dans ce domaine seront appréciées.

IL LUI SERA PROPOSE :

- de participer à la mise au point de dossiers de garanties,
- une rémunération en fonction de l'expérience acquise,
- une situation stable.

LIEU DE TRAVAIL : PARIS

Envie avec C.V. et présentations sous N° 70781 BA :

BLEU

17, rue Lobel - 94300 Vincennes

deux ingénieurs

grande école

L'un, jeune, bilingue Allemand, de formation mécanique ou génie chimique et ayant de préférence une expérience de production chimique, sera destiné à jour vis à vis d'un groupe d'établissements industriels de province un rôle permanent de

gestionnaire industriel Réf. : 837

en matière de production, de qualité, de productivité, d'investissements et d'organisation d'ateliers.

L'autre, âgé de 30 ans au moins, de formation mécanique ou électromécanique, et ayant de solides connaissances en Anglais et quelques années d'expérience d'étude et de réalisation de travaux neufs, en particulier en matière de fluides et de services généraux sera

adjoint au chef de bureau d'études. Réf. 838

Toutes informations sur ces offres seront données

confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi

9 h à 12 h 30 - 13 h 30 à 18 h par Information Carrière

SVP 11.11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.

65, avenue de Wagram 75017 Paris

Information Carrière

SVP 11.11

IMPORTANT SOCIÉTÉ

TRAVAUX PUBLICS

recherche

ADJOINT AU CHEF DE COMPTABILITÉ

de son Siège Social

- Jeune diplômé E.S.S.E.C., E.S.C. avec D.E.C.S. complet.
- Quelques années d'expérience comptabilité générale et analytique, branche T.P. appréciée.
- Lieu de travail : Quartier Saint-Lazare.
- Situation évolutive si réussite.
- Disponible rapidement.

Adresser curriculum vitae, photo et présentations à ARCHAT, 24, boulevard Haussmann, 75009 Paris (sous référence B 313), qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ÉDITION

RECH. POUR SÉRIERES CADRES DE VENTE

EXPERIMENTÉS (E) CAPABLES DE MENER À BON

TERME LA CRÉATION D'UNE INSPECTION.

RECRUTEMENT FORMATION ET SUIVI SUR LE

TERRAIN.

CETTE INSPECTION POURRA ABOUTIR À UNE

DIRECTION RÉGIONALE.

SALAIRE INTERESSANT ET MOTIVANT À FIXER

SELON L'EXPÉRIENCE.

Envie avec curriculum vitae à O.P.F. (n° 1.947), 2, rue de Séze, 75009 PARIS, qui transmettra.

digital

Ingénieurs et Techniciens

QUATRE ANNÉES D'EXPERIENCE EN INFORMATIQUE (niveau 3^e année de l'enseignement supérieur)

ATTIRÉS PAR L'ENSEIGNEMENT A PLEIN TEMPS

vous intéressez le service Éducation de DIGITAL EQUIPMENT FRANCE

Filiale de la 1^{re} Constructeur Mondial de mini-ordinateurs qui recherche des

ANIMATEURS de FORMATION TECHNIQUE

pour

- COURS STANDARD
- Initiation à l'informatique
- Structure et interfaces des systèmes Digita
- Maîtrise des équipements
- COURS API (AUXILIAIRES) des clients
- Si vous avez une expérience dans ces domaines, adressez votre candidature à :
- 18, rue Four...

digital

Filiale française

important groupe pétrolier

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

DIPLOMÉS HEC ESSE

REF. 10

ATTACHES COMMERCIALES

suivant besoins du service

un responsable technique, gestionnaire

PROMOTEUR VENTES FRANCE

CADRE COMMERCIAL SUPERIEUR

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	30,35
Achat-Vente-Location	32,00	37,36
EXCLUSIVITES		
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

L'une des plus importantes
SOCIÉTÉS FRANÇAISES
DE SOUS-VÊTEMENTS FÉMININS
disposant de plusieurs filiales en Europe
recherche pour PARIS
CHEF DE PUBLICITÉ
(FEMME)
MISSION :
Responsable sur le plan européen de la Publicité, de la Promotion des Ventes, de la P.L.V., du Packaging, ainsi que de la gestion des budgets correspondants.
PROFIL :
— Formation supérieure.
— Quelques années d'expérience, soit en agence, soit chez l'annonceur (spécialisation souhaitée dans le domaine du textile et de la mode).
— Bons contacts sociaux et personnalité affirmée.
Ecrire avec C.V., photo, présent. n° 66285 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER PARIS
recherche
RESPONSABLE DE PROGRAMMES
pour sa division construction en économie mixte. Sa mission comprendra la conception du produit, les études financières et juridiques, les études d'exécution, le contrôle de l'évolution commerciale, les relations avec les architectes, les entrepreneurs, les maîtres.
Nous nous adressons à des candidats de 2 à 3 ans d'expérience comparable, diplômés S.C. P.O. (Bco FI) DES DROIT, Sup. de Co. Sc. Eco.
Adressez curriculum vitae sous référence OOSG, (mentionnée sur l'enveloppe) à

EMPLOIS et CARRIÈRES
30 rue Verneil 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS
EN EXPANSION
recherche

directeur commercial
• Responsable du développement des ventes des ouvrages édités par la Société : études de marché, prospection, budget, choix des canaux, actions publicitaires...
• Expérience indispensable de la vente par les canaux traditionnels et les techniques modernes.
• Poste de haut niveau exigeant connaissances de Marketing et de Gestion.
• Anglais courant.
• Résidence PARIS.
Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 620/14 à

guillon selection
23, AV. DE LIVRY - 93440 LE RAINCY

GROUPE MULTINATIONAL
recherche pour filiale française

CHEF COMPTABLE
Pour poste comportant :
— tenue comptabilité plusieurs sociétés (bilans, déclarations fiscales, etc., etc.) ;
— animation et direction d'unités de personnel.
Le candidat retenu devra :
— être âgé au minimum de 30 ans ;
— avoir une formation supérieure comptable ;
— justifier d'une expérience d'au moins 5 ans dans poste à responsabilité analogue ;
— avoir la capacité d'évoluer vers poste à responsabilité supérieure.
Ecrire avec C.V. det. photo et présent. n° 66210 CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
Secteur Chimie
Porte de Paris SUD
Nous souhaitons compléter notre Direction des Relations Sociales en créant la poste de

CHEF DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET PROFESSIONNEL
En collaboration directe avec le Directeur des Relations Sociales, il a la responsabilité des fonctions formation, information interne et externe, promotion des méthodes de développement des hommes et de l'organisation.
C'est un cadre de formation supérieure, d'expérience forte et variée dans la fonction personnel et ayant assuré dans sa carrière d'autres responsabilités (organisation, gestion opérationnelle...). Il est à même d'aborder les réalités sociales et professionnelles par de multiples approches modernes. Son salaire dépasse déjà 110 000 F.
L'allemand est un atout qui pourrait remplacer un anglais couronné.
Envoyer C.V. sous n° 14.600 M à GEN Publité, 142, rue Montmartre, 75002 PARIS, qui transmet.

GROUPE DE TRAVAUX PUBLICS
ACTIVITÉ INTERNATIONALE
recherche pour BUREAU D'ÉTUDES

UN INGÉNIEUR CHEF DE PROJET
pour étude de prix et méthode
GENIE CIVIL
— capable d'animer une équipe d'ingénieurs et de techniciens pour mener à terme l'étude d'importantes projets de génie civil ;
— expérience professionnelle similaire nécessaire ;
— expérience direction de chantier souhaitée ;
— missions à l'étranger de courte durée.
Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions sous référence n° 3.302 à :
L.T.P., 21, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS CEDEX 02.

offres d'emploi

Cours privé enseignement secondaire et supérieur Paris
rech. professeurs sciences phy. Maths dont 2 niveaux CAPES et 2 cycles 2 années classes préparatoires mathématiques supérieures, biologie, Act. C.V. et prêt. n° 7 000232, Rôle Presse, 85 bis, r. Réaumur, 2^e STE ARTÈRES FRANCE
TECHNICO-COMMERCIAL
pour sa nouvelle division
STOCKAGE
Expérience et connaissances en sciences physiques, chimiques, biologie, etc.
2000 Indus. Ouest Longueville du Rhône, 92-93-12 (zone 23) 1^{er} service maintenance rech.
TECHNIQUE
ELECTRONICIEN
Connaissances en électronique, mini calculateur, systèmes Soft.
Anglais : lu, parlé, écrit. Dispositif de recrutement. 11 et 13, r. Lacaze, 75014 Paris

UN CHEF DE SERVICE
« METAUX EN FEUILLES »
Ingénieur Grandes Ecoles, minimum 25 ans, pour diriger une équipe d'ingénieurs et techniciens de recherches.
Bonne connaissance en mécanique, métallurgie, soudage et formabilité. Expérience des procédés de découpage, emboutissage, chaudronnerie. Anglais indispensable.
Alerant souhaité.
Ecr. avec C.V., photo et prêt. n° 66397, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris 1^{er} qui tr.

LICENCIÉ (EE)
en DROIT PRIVE
2 ans expérience professionnelle souhaitée. Connaissances Droit des Assurances, Droit des Sociétés, tenue des Assemblées. Disponible très rapidement.
Env. C.V., photo et prêt. n° 66397, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris 1^{er} qui tr.

REDACTEUR (TRICE)
possédant connaissances générales des assurances.
Préférence sera donnée à personnes connaissant assurance décente.
Env. C.V., photo et prêt. n° 66397, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris 1^{er} qui tr.

IMPORTANTE CENTRALE D'ACHATS
recherche
ACHETEUR FILLETTE-BABY
avant de la pratique l'achat de préférence dans ce rayon. Libre rapidement, elle devra établir les commandes, suivre les livraisons pour grandes surfaces et grands magasins.
Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prêt. n° 66397, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris 1^{er} qui tr.

CADRE SUPÉRIEUR
FORMATION E.C. ou EQUIVALENT
BONNES NOTIONS D'ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET D'INFORMATIQUE
C'est un poste de haut niveau, un candidat jeune, qui, après une période de formation, assurera la Direction du service « Gestion des commandes » et contribuera à mettre en œuvre la Direction générale un système informatique de traitement des commandes clients. Dans une deuxième étape, le candidat sera orienté vers un poste de :
DIRECTEUR ADMINISTRATIF
Adresser C.V. manuscrite avec photo et prêt. n° 66397, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris 1^{er} qui tr.

UN CHEF DE GINCHET
des crédits documentaires
UN COMPTABLE
pour prendre en main la gestion comptable d'un secteur d'activités. Ecrire M. MALABO, 50, avenue des Terres, 75017 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche pour
VILLENEUVE-LA-GARENNE
JEUNE FEMME
COMPTABLE
DEUXIÈME ECHELON
Libre rapidement, pour postes, déclarations sociales, trésorerie et fournisseurs.
Tél. pour r.v. à Mme Overt, 78 00 00
F.M.A. recherche
PROGRAMMEUR
exp. Cabot Assemblée, équipement, J.B.M., 20-12, D.O.S., trav. par petites équipes, application très diversifiée. Lieu de travail Paris (1^{er}).
Envoyer C.V. manuscrite et prêt. n° 66397, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris 1^{er} qui tr.

LABORATOIRE UNIVERSIT.
recrute sur Postes C.N.R.S.
TROIS TECHNICIENS
Pr la conduite d'un accélérateur de particules et pour les améliorations techniques de la machine. Trav. horaire normal et décalé en alternance avec un poste de maintenance. B.T.S. ou D.I.T. exigé. Électronique ou mesures physiques.
Désirés D.A.
M. P. MARIN, LABORATOIRE DE L'ACCELERATEUR LINEAIRE Bâtiment 20 91400 ORSAY CEDEX

PHARMACIEN
pour assister son Directeur technique Chargé d'examiner les résultats de laboratoire de début et d'établir les documents nécessaires au service commercial et à la clientèle. Il devra pouvoir rédiger avec aisance.
Ce poste conviendrait à un certain d'études supérieures de pharmacologie ayant 2 à 3 ans d'expérience min. de laboratoire et la pratique des manipulations.
Excellente ambiance de travail au sein d'une équipe dynamique.
Adressez C.V. en indiquant votre référence actuelle sous référence 605

BOIS DE PLACAGE, recherche
UNE COLLABOREUR
libre, actif, expérimenté, accepté, formé, assuré, qualifié, respectant : initiatives, contacts humains, sens commercial, anglais, anglais qu'il apprend ou espagnol. Tél. pour r.v. à : 34-65-50.
Société de conseil en organisation, recherche

PARIS-EST
importante S.A. commerciale de matériels premiers à usage pharmaceutique recherche un

PHARMACIEN
pour assister son Directeur technique Chargé d'examiner les résultats de laboratoire de début et d'établir les documents nécessaires au service commercial et à la clientèle. Il devra pouvoir rédiger avec aisance.
Ce poste conviendrait à un certain d'études supérieures de pharmacologie ayant 2 à 3 ans d'expérience min. de laboratoire et la pratique des manipulations.
Excellente ambiance de travail au sein d'une équipe dynamique.
Adressez C.V. en indiquant votre référence actuelle sous référence 605

PHARMACIEN
pour assister son Directeur technique Chargé d'examiner les résultats de laboratoire de début et d'établir les documents nécessaires au service commercial et à la clientèle. Il devra pouvoir rédiger avec aisance.
Ce poste conviendrait à un certain d'études supérieures de pharmacologie ayant 2 à 3 ans d'expérience min. de laboratoire et la pratique des manipulations.
Excellente ambiance de travail au sein d'une équipe dynamique.
Adressez C.V. en indiquant votre référence actuelle sous référence 605

PHARMACIEN
pour assister son Directeur technique Chargé d'examiner les résultats de laboratoire de début et d'établir les documents nécessaires au service commercial et à la clientèle. Il devra pouvoir rédiger avec aisance.
Ce poste conviendrait à un certain d'études supérieures de pharmacologie ayant 2 à 3 ans d'expérience min. de laboratoire et la pratique des manipulations.
Excellente ambiance de travail au sein d'une équipe dynamique.
Adressez C.V. en indiquant votre référence actuelle sous référence 605

PHARMACIEN
pour assister son Directeur technique Chargé d'examiner les résultats de laboratoire de début et d'établir les documents nécessaires au service commercial et à la clientèle. Il devra pouvoir rédiger avec aisance.
Ce poste conviendrait à un certain d'études supérieures de pharmacologie ayant 2 à 3 ans d'expérience min. de laboratoire et la pratique des manipulations.
Excellente ambiance de travail au sein d'une équipe dynamique.
Adressez C.V. en indiquant votre référence actuelle sous référence 605

PHARMACIEN
pour assister son Directeur technique Chargé d'examiner les résultats de laboratoire de début et d'établir les documents nécessaires au service commercial et à la clientèle. Il devra pouvoir rédiger avec aisance.
Ce poste conviendrait à un certain d'études supérieures de pharmacologie ayant 2 à 3 ans d'expérience min. de laboratoire et la pratique des manipulations.
Excellente ambiance de travail au sein d'une équipe dynamique.
Adressez C.V. en indiquant votre référence actuelle sous référence 605

PHARMACIEN
pour assister son Directeur technique Chargé d'examiner les résultats de laboratoire de début et d'établir les documents nécessaires au service commercial et à la clientèle. Il devra pouvoir rédiger avec aisance.
Ce poste conviendrait à un certain d'études supérieures de pharmacologie ayant 2 à 3 ans d'expérience min. de laboratoire et la pratique des manipulations.
Excellente ambiance de travail au sein d'une équipe dynamique.
Adressez C.V. en indiquant votre référence actuelle sous référence 605

PHARMACIEN
pour assister son Directeur technique Chargé d'examiner les résultats de laboratoire de début et d'établir les documents nécessaires au service commercial et à la clientèle. Il devra pouvoir rédiger avec aisance.
Ce poste conviendrait à un certain d'études supérieures de pharmacologie ayant 2 à 3 ans d'expérience min. de laboratoire et la pratique des manipulations.
Excellente ambiance de travail au sein d'une équipe dynamique.
Adressez C.V. en indiquant votre référence actuelle sous référence 605

PHARMACIEN
pour assister son Directeur technique Chargé d'examiner les résultats de laboratoire de début et d'établir les documents nécessaires au service commercial et à la clientèle. Il devra pouvoir rédiger avec aisance.
Ce poste conviendrait à un certain d'études supérieures de pharmacologie ayant 2 à 3 ans d'expérience min. de laboratoire et la pratique des manipulations.
Excellente ambiance de travail au sein d'une équipe dynamique.
Adressez C.V. en indiquant votre référence actuelle sous référence 605

recrutement et communication

Nous sommes une agence de publicité prestataire de services de la fonction Personnel. Nous avons élaboré un concept de communication publicitaire allant dans le sens de l'évolution des recrutements dans l'entreprise. Nous souhaitons compléter notre équipe et intégrer à partir de Septembre prochain, un(e) jeune diplômé(e) de l'enseignement supérieur. Nous lui demanderons d'avoir vécu une première expérience dans l'entreprise, de se sentir attiré(e) par la fonction personnel, et d'être un homme (ou une femme) aimant et pratiquant les contacts extérieurs. Sous la responsabilité du Directeur Commercial de l'Agence, il (elle) assurera :
— la promotion de notre concept auprès des Directions du personnel
— la gestion d'un portefeuille de clients auprès desquels il (elle) interviendra comme un véritable conseil.
La première lettre manuscrite avec c.v. est à adresser à Christian Guillermo, Havas Contact, 156 Bd Hausmann 75008 Paris.

G.E.C.O. ASSURANCES
recherche pour son service production
REDACTEUR (TRICE)
possédant connaissances générales des assurances.
Préférence sera donnée à personnes connaissant assurance décente.
Env. C.V., photo et prêt. n° 66397, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris 1^{er} qui tr.

IMPORTANTE CENTRALE D'ACHATS
recherche
ACHETEUR FILLETTE-BABY
avant de la pratique l'achat de préférence dans ce rayon. Libre rapidement, elle devra établir les commandes, suivre les livraisons pour grandes surfaces et grands magasins.
Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prêt. n° 66397, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris 1^{er} qui tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ EUROPÉENNE
recherche pour son réseau de vente PARIS
DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX
— jeunes, dynamiques, expérimentés ;
— ayant pratique des contacts haut niveau avec industries et adaptés à travail intense ;
— niveau études secondaires.
POSITION CADRE - Fixe élevé + Commission
Nombreux avantages.
Ecrire avec photo et C.V. à n° 2.122, PUBLICITES REUNIES, 112, boulevard Voltaire, 75011 PARIS qui transmet.

LE GROUPEMENT INDUSTRIEL DES ARMEMENTS
recherche pour son Siège
ANALYSTE-PROGRAMMEUR
B.T.S. ou D.I.T.
Expérience informatique
Adresser C.V. et prétentions à : D.T.A.T. - SAINT-CLOUD, 10, Place Georges-Clemenceau, 92211, Saint-Cloud.

Société d'Engineering
LA DÉFENSE
Accès direct R.E.P., Autisme, S.N.C.F., 13^e mois, avantages sociaux
AGENT ADMINISTRATIF
(Homme ou Femme)
TRILINGUE
ANGLAIS - ALLEMAND - FRANÇAIS
UV licence ou Institut Goethe, Chambre commerce britannique pour compilation et établissement de documents périodiques. Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 652 à : ORGANISATION et PUBLICITE, 4, rue Maréchal, Paris-16, qui tr.

Pour CORSEIL
DESSINATEURS NOTICES TECHNIQUES
DESSINATEURS PERSPECTIVES
Se prés. B.L.P., 110, Bd Gabriel, 92, 92 MALAKOFF, Téléphone : 75-94-00.

COMPTABLE QUALIF.
Env. C.V. et prétentions à : CABINET TOUBER, 53, r. de l'Assommoir, Paris 16.

BANQUE AMERICAINE
à Paris
recherche
COMPTABLE BILINGUE
Français-Anglais
Expérience de comptabilité bancaire minimum 2 à 3 ans, et bonnes connaissances anglaises lu, écrit, parlé, indifférentes.
Ambitieux, dynamique, ayant l'esprit d'équipe. Possibilités d'avancement. Nationalité française ou Marché Commun.
Prévoir lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : MICHEL MORAZIN, The First National Bank of Chicago, 12, avenue Roche, 75008 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE COMMUNICATIONS
recherche pour son service informatique
TITULAIRES
ou B.T.S.
Société gestion de informatiques. Ecrire avec C.V. pris. A.O.I.P., S.P., 20, Paris-19.

ATTENTION
BIEN
spécialiste en petites annonces téléphoniques 17, rue du Docteur Lebel - 94300 VINCENNES

Vous informent de leur nouveau numéro de téléphone depuis le 1 juillet 1976

374.12.12.
TELEX 240728 TELECOPIEUR

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

ATTENTION
BIEN
spécialiste en petites annonces téléphoniques 17, rue du Docteur Lebel - 94300 VINCENNES

Vous informent de leur nouveau numéro de téléphone depuis le 1 juillet 1976

374.12.12.
TELEX 240728 TELECOPIEUR

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

ATTENTION
BIEN
spécialiste en petites annonces téléphoniques 17, rue du Docteur Lebel - 94300 VINCENNES

Vous informent de leur nouveau numéro de téléphone depuis le 1 juillet 1976

374.12.12.
TELEX 240728 TELECOPIEUR

TRES IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
plusieurs usines et filiales, recherche pour son siège TROCADERO

ADJOINT (le) AU CHEF DU SERVICE JURIDIQUE
(effectif 3)
Licence en Droit et au moins 5 années d'expérience dans service juridique, il (elle) interviendra spécialement au départ dans le droit des contrats, le droit des brevets, les assurances.
Evolution de carrière certaine pour candidat (s) de valeur (en attendant que ce poste soit pourvu possibilité d'envisager pour un juriste d'entreprise retraité un contrat à durée limitée).
Adressez d'urgence C.V. détaillé, photo et présent. sous référence 2331 à

CORT
Discretion assurée.
65, avenue Kléber, PARIS-16^e.
Entretien prévu avec le Chef du Service avant dernière semaine de juillet.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ÉTUDES ET RÉALISATIONS D'ENSEMBLES INDUSTRIELS
recherche pour important chantier métropole, **ingénieur de sécurité** très qualifié ayant au moins 10 ans d'expérience dans cette fonction.
Envoyer C.V., photo, prétentions s/référence 3320 à P. LICHOU S.A., 10, rue de Louvois - 75003 Paris cédez 02 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TELECOMMUNICATIONS ET TECHNIQUES ASSOCIÉES, CREES A PARIS
LA POSITION FONCTIONNELLE DE : **ADJOINT AU CHEF DU SERVICE MARKETING**
ou **RECHERCHEUR ELECTRONICIEN**
— 30 ans minimum ;
— formation complémentaire supérieure commerciale ou économique ;
— expérience de quelques années en étude de marketing France et étranger, de biens d'équipements industriels sophistiqués. Bonnes connaissances des techniques générales de commercialisation de ces mêmes produits ;
— anglais parlé obligatoire.
De larges possibilités d'évolution ultérieure existent au sein de la société.
Ecrire avec C.V. et présent. à n° 599, PUBLI G.R., 27, rue Fg-Montmartre, 75009 PARIS, qui transmet.

INGÉNIEUR BREVETS
top niveau pour assurer
CO-DIRECTION
d'un Cabinet de Conseil renommé
Discretion absolue
Ecrire sous n° 7.188 à « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens 75427 PARIS, qui transmettra.

Filiale d'un grand groupe
Secteur PARAPUBLIC
spécialisée dans prestations informatiques recherche
CADRE COMMERCIAL
Très bien rémunéré sur les résultats, connaissances informatiques et comptables indispensables.
Adressez C.V. et photo sous n° 45.630 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, PARIS (2^e).

SOCIÉTÉ PRODUITS ALIMENTAIRES
GRANDE CONGLOMÉRATION
recherche
POUR SON DÉPARTEMENT MARKETING
UNE CHARGÉE DE PRODUITS
— 25 ans min., dynamique, sens commercial, facilités de contacts ;
— Aménagée à se déplacer, elle devra ETRE DISPONIBLE ;
— Excellentes connaissances de l'anglais ;
— S'intégrera à l'équipe existante ;
— elle participera à la définition des stratégies et sera responsable de leur mise en œuvre.
Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à MICHEL MORAZIN, 29, rue Davioud, 75016 PARIS, qui transmettra.

ATTENTION
BIEN
spécialiste en petites annonces téléphoniques 17, rue du Docteur Lebel - 94300 VINCENNES

Vous informent de leur nouveau numéro de téléphone depuis le 1 juillet 1976

374.12.12.
TELEX 240728 TELECOPIEUR

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

ATTENTION
BIEN
spécialiste en petites annonces téléphoniques 17, rue du Docteur Lebel - 94300 VINCENNES

Vous informent de leur nouveau numéro de téléphone depuis le 1 juillet 1976

374.12.12.
TELEX 240728 TELECOPIEUR

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

ATTENTION
BIEN
spécialiste en petites annonces téléphoniques 17, rue du Docteur Lebel - 94300 VINCENNES

Vous informent de leur nouveau numéro de téléphone depuis le 1 juillet 1976

374.12.12.
TELEX 240728 TELECOPIEUR

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

ATTENTION
BIEN
spécialiste en petites annonces téléphoniques 17, rue du Docteur Lebel - 94300 VINCENNES

Vous informent de leur nouveau numéro de téléphone depuis le 1 juillet 1976

374.12.12.
TELEX 240728 TELECOPIEUR

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

ATTENTION
BIEN
spécialiste en petites annonces téléphoniques 17, rue du Docteur Lebel - 94300 VINCENNES

Vous informent de leur nouveau numéro de téléphone depuis le 1 juillet 1976

374.12.12.
TELEX 240728 TELECOPIEUR

75.10.1976

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

En Allemagne fédérale

Après la reprise et avant les élections

(Suite de la première page.)

Le parti dont il est le chef en a fait son slogan électoral. « Modél Deutschland » (l'Allemagne modèle) affirmait ostensiblement les affiches de la SPD, et les socialistes allemands de mettre en avant les résultats, directs ou non, de leur gestion avec les libéraux depuis l'arrivée au pouvoir de l'actuelle coalition (octobre 1969). Une reprise économique plus vigoureuse que prévue par les plus optimistes ; une inflation tenue en laisse, du moins par comparaison avec ce qui se passe chez les voisins, puisque les prix ne monteront pas de plus de 5 % en 1976 ; des garanties sociales parmi les plus élevées du monde. Finalement, les résultats, ce qui frappe l'étranger et notamment la France, c'est l'apparente maîtrise dont ont été prélevés les dirigeants de la République fédérale. A observer leur politique sur une période suffisamment longue, on s'aperçoit qu'ils tiennent solidement la barre. Comme partout, les déviations sont possibles, mais une déviation importante, montrée aux citoyens allemands que, dans une pareille éventualité, la situation n'échapperait pas longtemps aux responsables. Par exemple en 1973 : le monde capitaliste se soumet à l'inflation qui, conjuguée avec le quadruplement du pétrole, débouchera l'année suivante sur la récession. L'Allemagne pour sa part ne se laissera pas longtemps passive. Dès le mois de mars, Bonn (le gouvernement) et Francfort (la banque centrale) prennent les premières mesures restrictives en essayant (en vain) de convaincre la France d'en faire autant. Les Allemands sont-ils, comme on le dit, plus disciplinés que les Français ou les Anglais ? Laissons cette question vague sans réponse précise. L'Allemagne contemporaine a connu aussi sa période d'anarchie, et en particulier monétaire (l'énorme inflation de 1922-1923 et de 1946-1948) dont on ne trouve l'équivalent dans l'histoire d'aucun pays (sauf dans l'Europe balkanique et la Russie). Mais constatons que depuis un quart de siècle, les gouvernements de la R.F.A. ont su se constituer un capital de crédibilité qui, soit dit en passant, ne pourra pas être épuisé. Un ministre allemand des finances annonce-t-il qu'il va lutter contre la hausse des prix, l'opinion publique a de bonnes raisons de le croire. Un ministre français fait-il la même promesse, les Français, instruits par leur propre expérience, accueillent ses propos avec scepticisme.

Les soucis ne manquent pas

Pourtant les soucis ne manquent pas aux Allemands. « Quelle est dans la conjoncture présente votre principale préoccupation ? » Si on pose la question à M. Karl Klagen, président de la Bundesbank, il répond, comme il l'a fait à plusieurs reprises en public de puis chez ou six semaines : « Si les chefs d'entreprise, dont les profits ont été sévèrement touchés au cours des trois dernières années, acceptent de suivre une politique modérée des prix, alors les chances d'une nouvelle période durable d'expansion sont grandes. » S'adresse-t-on à M. Manfred Lahnstein, directeur du budget, ancien militant socialiste, qui fut, après avoir travaillé à la Commission de Bruxelles, un proche collaborateur de l'actuel chancelier, on reçoit une réponse non pas opposée mais quelque peu différente sur l'ordre des priorités. « Mon principal souci reste celui du chômage et celui d'autant plus que l'Allemagne fédérale se trouve au seuil d'une nouvelle période de son histoire démographique. » Ne tirons pas de ces propos l'idée qu'il y a actuellement discordance, comme cela est arrivé à plusieurs reprises dans le passé, dans les politiques menées respectivement par les autorités politiques et par les autorités monétaires. Mais la séparation des pouvoirs effectivement pratiquée en Allemagne a le mérite de susciter constamment un dialogue public sur les grandes affaires de l'Etat. « A l'heure » ou pas le libéralisme, n'est-ce pas ainsi et d'abord cela ? Modél Deutschland en offre un assez bon exemple, sans doute à peu près inaccessible à la société française, de plus en plus soumise, malgré les apparences et les affirmations du pouvoir, à la toute-puissance de l'administration agissant en secret. Cela dit, le statut d'indépendance, reconnu de tous, dont jouit la Bundesbank, n'exclut ni une étroite collaboration avec le gouvernement ni éventuellement les pressions exercées par celui-ci. M. Hans Apel, ministre des finances, assiste aux réunions les plus importantes du conseil de la

Banque fédérale (Bundesbank) comme à celle du mois de mai où a été décidé le relèvement des réserves obligatoires imposées aux banques afin d'éponger les liquidités créées massivement en février et en mars pour soutenir le franc (quand la Bundesbank rachète des francs, elle met des reichsmarks en circulation). Comment les « gens de Francfort » comprennent-ils la « neutralité », ou si l'on préfère l'« objectivité » de leurs fonctions ? « Ce qui est rassurant, et probablement utile, c'est que la Bundesbank fait souvent et dit à peu près toujours ce qu'on apprend à l'université », nous dit le jeune responsable des études économiques d'une des trois grandes banques (privées, comme il se doit) du pays. Quand, en France, on rappelle les impératifs de l'ordre financier, on risque de se faire rappeler à l'ordre, comme a pu le constater l'ancien gouverneur de la Banque de France, aujourd'hui ambassadeur de France à Bonn.

Des subventions...

Mais revenons au fond de l'affaire, c'est-à-dire à l'emploi et au prix. Il est possible que les prévisions, en général assez pessimistes, faites au sujet de celui-ci, finissent par être démenties par l'événement. Au mois de mai, le nombre de gens classés comme chômeurs est pour la première fois depuis dix-sept mois tombé en-dessous du million : nous cent cinquante mille cinq cents personnes, soit 4,3 % de la population active. Mais deux données fondamentales, assombrissent l'horizon. L'une a trait à une particularité de l'évolution démographique de l'Allemagne de l'Ouest. Le « baby boom », qui a, dans tous les pays, eu lieu après la guerre, s'y est produit ici avec retard. Résultat : alors que la population active décline depuis une quinzaine d'années (depuis l'arrivée du mur de Berlin qui a stoppé l'afflux des réfugiés de la D.D.R.), on est en train d'assister à un renversement de la situation. Selon le ministre de l'économie, M. Hans Friedrichs, il faudra créer quelque huit cent mille emplois supplémentaires d'ici à 1985 pour « absorber » l'afflux des jeunes arrivés à l'âge du travail.

Mais, sans parler du système scolaire et universitaire insatisfaisant en nombre et en qualité, les structures existantes de la formation professionnelle (Berufsbildung) — dont la qualité est sans doute une des bases de la puissance de l'industrie allemande — paraissent insuffisantes pour accueillir un nombre sensiblement accru de jeunes. La question a pris un aspect politique. Bien qu'elle ne manque pas une occasion pour dénoncer l'« orgueil » des dépenses publiques provoquées par les programmes sociaux-démocrates, l'opposition réclame subsides et dérogations fiscales pour aider les entreprises à développer la Berufsbildung. « Nous ne sommes pas, nous dit le directeur du budget, en faveur de cette distribution des rôles, qui consiste à confier à l'Etat le soin de payer et aux entreprises la responsabilité. Les sociaux-démocrates ne contestent pas cette responsabilité, mais ils refusent les subventions. La mythologie voudrait que les Allemands se comportent, dans une pareille affaire, fondamentalement de façon différente que les Français : « Qui donc, dans un pays qui se réclame si fort du libéralisme, demande des subventions à l'Etat ? »

— Mais tout le monde, bien sûr ! », nous répond notre interlocuteur.

Cependant, le grave problème du chômage est évidemment dominé par cette autre donnée fondamentale : exprimée dans la même unité monétaire, les salaires allemands, avantages compris, ne sont pas élevés, pour la première fois dans l'histoire contemporaine, au niveau américain. Encore s'agit-il d'une moyenne : au bas de l'échelle, les rémunérations sont plus élevées en R.F.A. qu'en États-Unis et, par conséquent, que partout ailleurs dans le monde. Phénomène capital, chef des problèmes actuels et futurs. Il est d'abord la conséquence du formidable durcissement, à partir de 1969 environ, des luttes pour le partage du revenu national. La montée des revendications n'a pas été propre à l'Allemagne. Après une longue période de prospérité des affaires, elle était probablement une réaction inévitable, devenue à son tour puissant facteur d'évolution du cycle économique (par l'incidence négative qu'elle a eue sur les profits). Ce qui a été plus particulier à la République fédérale est que,

simultanément, la monnaie nationale s'est revalorisée (+ 86 % par rapport au dollar, depuis août 1969). L'effet automatique a été d'accroître le pouvoir d'achat des revenus allemands sur le marché mondial. C'est pourquoi les entreprises sont le dos au mur. Elles ne peuvent pas compter sur la dépréciation de la monnaie nationale pour rester compétitives. Nécessairement spectaculaire, de rationalisation auquel elles se livrent avec une ardeur renouvelée. Une période de reprise est toujours favorable aux progrès de productivité. Ces progrès sont tels actuellement en Allemagne que le coût du travail par unité produite est en train de baisser. Mais on retrouve ici le problème de l'emploi, l'effort en question visant par définition à économiser la main-d'œuvre au maximum.

« Malgré la reprise des affaires, nous n'embauchons pas, sauf des jeunes, pour prévenir d'éventuelles difficultés sociales dans la région », nous dit-on chez Bayer (firmes qui n'a pas min plus, pendant la récession, l'investissement de fonds, semble-t-il, tout aussi politiques).

C'est dans ce contexte que, employeurs, syndicats et gouvernement se sont lancés dans une des plus délicates manœuvres de réajustement des revenus qu'on ait tentées depuis la guerre. Les syndicats ont accepté notamment, à l'occasion des réunions tripartites dites d'« action concertée », l'idée qu'il était nécessaire de reconstruire les « gains » (erträge) des entreprises, terme que l'on préfère à celui de profit, qui, tel que nous l'avons vu, est une mauvaise presse. A toute occasion, le chancelier explique le sens de la nouvelle politique : « Les revenus d'aujourd'hui des entreprises, dit-il, sont les investissements de demain, et les investissements de demain sont les emplois d'après-demain. » Voilà typiquement une politique de relance par l'offre et non par la consommation.

La hausse des salaires horaires devrait être de 5 à 5,90 % cette année, les fonctionnaires ayant consenti à voir la leur limitée à 5 %, ce qui correspond à une légère baisse de leur pouvoir

d'achat. Il est en revanche tactiquement entendu que les marges bénéficiaires des firmes devraient augmenter de 15 à 17 % — ce qui représente le quart de ce qu'elles ont perdu depuis quelques années, nous fait remarquer M. Otmar Humminger. Le vice-président de la Bundesbank est prêt à partir pour sa part que le rythme annuel de la hausse des prix baissera au-dessous de 5 % au cours des prochains mois. L'enjeu est de taille. Si les employeurs essaient d'augmenter leurs bénéfices en plus de ce qui leur a été tacitement accordé, les syndicats ont fait savoir qu'ils demanderaient une renégociation. Porte-parole adjoint du gouvernement, économiste de formation, M. Armin Grünewald estime que « le principal danger sera à la fin de l'année, de retomber dans l'erreur commise à l'automne de 1969. Les accords de salaires négociés à ce moment-là, au lieu de déterminer le partage des revenus déjà gagnés par les entreprises, ont anticipé sur d'hypothétiques résultats à venir. Si les profits de 1976 se révélaient supérieurs à ce qui est prévu (ce qui est très probable), la tentation sera forte d'en tirer immédiatement avantage... »

La se trouve sans doute le point où se jouera l'évolution de l'économie allemande, au cours des prochaines années. D'un côté, les autorités monétaires, pour des raisons de lutte contre l'inflation, ne veulent pas laisser le deutsche mark baisser par rapport au dollar (elles espèrent même le voir monter...). D'un autre côté, comme le dit aussi M. Humminger, la rentabilité des entreprises est actuellement inférieure à celle des entreprises américaines, et il est souhaitable qu'elle le reste, car c'est la condition de l'entente avec les syndicats. Mais, dans ces conditions, l'industrie allemande ne risque-t-elle pas d'être en perte de vitesse par rapport à sa grande concurrente ?

PAUL FABRA.

Prochain article :

UNE COOPÉRATION
CONFLICTUELLE

CONSOMMATION

Une controverse oppose Coca-Cola au gouvernement danois sur l'utilisation d'un colorant

De notre correspondante

Copenhague. — Le 1^{er} juillet 1976 est entrée officiellement en vigueur, au Danemark, une loi qui institue un contrôle renforcé de la composition des produits alimentaires et réglemente notamment de façon très stricte l'usage des colorants dans l'alimentation. Directement inspiré des conclusions et recommandations élaborées ces dernières années par l'Organisation mondiale de la santé et les commissions scientifiques de la C.E.E., ce texte a été voté au printemps 1975 par le Parlement danois à une très forte majorité.

La mise en application de cette loi soulève une très vive polémique. La firme américaine Coca-Cola, en effet, annonce qu'elle refusait de se plier aux nouvelles directives danoises : celles-ci exigent que la quantité de « caramel ammoniacal » de la boisson gazeuse, qui était jusqu'à 4 grammes par litre soit abaissée à 3 grammes par litre. L'argument que les responsables de Coca-Cola invoquent pour justifier leur refus est simple : « Depuis quatre-vingts ans que nous fabriquons Coca-Cola, personne n'est mort pour en avoir bu dans les cent trente-neuf pays où nous en vendons... »

Le « caramel ammoniacal » mis en cause — connu sous le code européen de E 150 — est un sucre végétal brun par cuisson, dont la fabrication industrielle requiert la présence d'un agent chimique. Il semble que les experts européens qui ont admis une quantité importante (100 milligrammes par kilogramme de poids corporel) comme dose journalière admissible, se sont surtout inquiétés des impuretés que le procédé de fabrication peut laisser subsister dans le colorant. Quant aux autorités danoises, elles se préoccupent de l'accumulation de ce colorant : les Danois, très amateurs d'aliments « bruns » (gateaux, glaces, bières, sauces, plats cuisinés), en absorbent beaucoup sous des formes très diverses. Coca-Cola n'est d'ailleurs responsable directement que de 10 % des 200 millions de litres de boissons sucrées que les Danois absorbent par an (40 litres par habitant).

La composition du Coca-Cola — identique en France et au Danemark — comporte un autre additif, E 338, qui est l'acide orthophosphorique. — J. D.

● EN GRANDE-BRETAGNE, le nombre des journées de travail perdues du fait de grèves de janvier à mai 1976 a été inférieur de moitié à celui enregistré pendant la même période de 1975, soit 1 369 000 contre 2 970 000 en 1975 qui fut l'année la plus satisfaisante de ce point de vue depuis 1968. (A.F.P.)

La direction de Coca-Cola France dément que les embouteilleurs de Coca-Cola au Danemark aient refusé de se conformer à la législation. Selon elle, c'est le

IMPORTANTE SOCIÉTÉ CAMEROUNAISE DE DISTRIBUTION

opérant sur le marché national, nouvellement créée, constitue son équipe de direction et recherche des cadres expérimentés, de nationalité camerounaise, capables de faire équipe pour lancer des activités nouvelles avec l'appui des pouvoirs publics.

La société entend appliquer, en les adaptant, les méthodes de gestion les plus modernes. Les perspectives de développement personnel dans le groupe dont elle dépend sont particulièrement favorables. Dans un premier temps ces responsables seront épaulés par des consultants et assistants techniques. Ils pourront recevoir sur place et à l'étranger une formation professionnelle complémentaire. Les candidatures provenant d'hommes ou femmes ayant peu d'expérience professionnelle mais pouvant faire la preuve d'études solides et sérieusement menées seront examinées favorablement.

Les postes à pourvoir sont :

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

(REF. B-101)
Il assurera l'organisation administrative, la gestion du personnel et la direction financière (suivi des comptes clients et fournisseurs, trésorerie, comptabilité générale et analytique, rapports avec les banques). Formation juridique et financière et expérience de plusieurs années d'une fonction similaire dans entreprise privée ou organisme financier sont nécessaires.

CONTROLEUR DE GESTION

(REF. B-102)
Rattaché au Directeur Général, il mettra sur pied le système de comptabilité prix de revient et les budgets par secteur. Il assurera la responsabilité du contrôle de gestion et de la formation comptable et statistique sont nécessaires. Expérience acquise dans groupe privé ou organisme financier sont souhaitables.

RESPONSABLE DE LA LOGISTIQUE

(REF. B-103)
Il assurera la responsabilité de toutes les opérations sur marchandises depuis le fournisseur (local ou à l'étranger) jusqu'au distributeur final : transport, stockage, conditionnement, préparation, livraison, et gère les hommes et le matériel nécessaires à ces tâches. Le poste exige esprit d'organisation, bonne maîtrise des procédures de transit et douane et expérience gestion des stocks, organisation des transports et maintenance du matériel. Une formation technique est souhaitable.

RESPONSABLE DES ACHATS

(REF. B-104)
Il participera à la constitution des gammes de marchandises, recherchera les fournisseurs locaux, négociera les contrats et en contrôlera l'exécution. Il travaillera en liaison avec le bureau d'achats situé à Paris. Formation juridique en commerciale et expérience de plusieurs années dans la fonction sont requises.

CHEF DE PRODUITS

(REF. B-105)
Il définira la politique propre à la famille de produits dont il sera chargé et appliquera la politique commerciale définie avec la Direction Générale (programmation, prix, conditions, règlements, etc.). Il assurera les connaissances juridiques et commerciales sont nécessaires, ainsi que l'expérience des milieux de l'administration et des entreprises du Cameroun.

CHEF DE RÉSEAU DE VENTES

(REF. B-106)
Il constituera les réseaux de distributeurs suivant des formules adaptées dans le pays et appliquera la politique commerciale définie avec la Direction Générale (programmation, prix, conditions, règlements, etc.). Il assurera les connaissances juridiques et commerciales sont nécessaires, ainsi que l'expérience des milieux de l'administration et des entreprises du Cameroun.

INSPECTEUR-ANIMATEUR DES VENTES

(REF. B-107)
Il contribuera à la création du réseau de distribution puis aidera les distributeurs à organiser et gérer leurs opérations pour réaliser les objectifs commerciaux convenus. Ce poste comporte une activité de formation et d'entraînement qui exige enthousiasme et psychologie. Il conviendra à un homme de terrain connaissant bien les problèmes du commercialisme et de la vente au détail des produits de grande consommation.

RESPONSABLE DES ÉTUDES ET PROGRAMMATION

(REF. B-108)
Il observera en permanence la conjoncture économique, les flux de marchandises et l'évolution de la demande, et préparera la programmation à moyen et long terme de l'entreprise. Ce poste convient à économiste-statisticien de haut niveau ayant bonnes connaissances et si possible expérience vécue du marketing.

Adresser curriculum vitae détaillé et lettre manuscrite décrivant activités actuelles et rémunération à :
CEGOS-EXPORTATION - B.P. 50 - 92153 SURESNES

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Libres opinions

Détournements de fonds publics

par JEANNE DELAIS (*)

Le montant des sommes accordées par l'Etat aux associations a but non lucratif s'est élevé, en 1974 à 1 milliard 735 millions de francs (11,1 milliards de francs). L'Etat gère bien le capital qui lui est confié, chaque année, par la voie des impôts, les discussions sur le budget et les crédits attribués à chaque ministère nous sont relatées par la presse. Mais au-delà de ces zones lumineuses, s'étend la marge d'ombre; notamment celle des subventions accordées selon des critères sur lesquels nous ne savons rien.

Pour consentir à l'effort fiscal que l'on exige d'eux, les contribuables alimentent être informés des modalités d'attribution des crédits, des impératifs qui dictent leur répartition, du mode de contrôle de la gestion des subventions, car ils ne sont pas dupes: seules les associations les plus riches ont les moyens de faire orchestrer leur action, grâce aux médias.

On peut imaginer que les mieux dotées sont celles qui alimentent les villes, aident à l'apprentissage de la démocratie, ont des activités orientées par l'ensemble des membres et non par un directeur tout-puissant mis en place grâce à des relations politiques ou privées. On peut aussi supposer que la favoritisme joue un rôle et faible que sont subventionnées par le gouvernement même les associations qui peuvent se retourner contre lui.

Que signifie d'ailleurs « servir les intérêts publics »? Est-ce le cas de telle société de loi à l'arc? Est-il juste d'offrir, par exemple, 5 500 F aux Ballets parisiens; 43 550 F aux dames des P.T.T.; 25 000 F à un groupe de recherche sur le divorce; 50 000 F à Sud-Est foie gras et 70 000 F au Comité national interprofessionnel de la châtaine et du marron?

Qu'on lise avec plus d'attention le document sur les subventions et l'on découvre que chaque ministère a ses parasites et ses obligés: l'un pratiquant une politique de largesses, l'autre misant sur des associations d'utilité véritablement publique; un troisième répartissant les sommes dont il dispose en une poussière d'aumônes; un dernier paraissant fort habile dans l'art de se créer des clients, sans latin du terme. Bref, la généralité n'est pas toujours fonction du budget. Le plus principal: le travail et la santé publique (758 millions de francs à distribuer, plus 176 millions de francs du ressort de la santé publique et de la Sécurité sociale). Viennent ensuite, très loin en arrière, les affaires étrangères (129 millions de francs), les affaires culturelles (124 millions de francs), l'agriculture et le développement rural (120 millions de francs). Lanterne rouge: le ministère de l'Intérieur.

Autre découverte: les associations privilégiées cumulent les subventions offertes par différents ministères.

Sans annoncer ici une micro-polémique bien vaine, il faut pourtant dénoter grilles et critiques de ceux qui tolèrent mal d'être ainsi généreux à leur insu comme à leurs dépens. Prenons un exemple parmi les associations favorisées, celle de l'École des parents. Elle est aussi connue que contestée par ceux qui, se jugeant adultes, refusent de recourir à cet organisme privé. Que l'École des parents inculque son idéologie moderniste à qui elle voudra. Mais qu'elle n'attende pas de ceux qui financent, sans le savoir, ses activités, une sorte de caution morale, grâce aux subventions et au privilège fiscal! Voilà de l'argent qui servirait les intérêts réels de la communauté s'il était transféré aux services de recherches de l'Institut Pasteur! Alors que les nombreuses associations familiales regroupées place Saint-Georges reçoivent près de 115 millions d'anciens francs par an, l'École des parents, pour elle seule, bénéficie d'une dotation de près de 80 millions d'anciens francs par an. Soit la somme gagnée par un O.S. en trente-cinq ans de travail à la chaîne. Somme sur laquelle les payeurs n'exercent aucun contrôle.

Il ne saurait être question de mettre en cause le principe même des associations à but non lucratif, car elles jouent un rôle important dans l'évolution comme dans l'équilibre de la vie sociale. Mais encore faudrait-il qu'un certain consensus justifie les prodigalités de l'Etat envers quelques-unes d'entre elles et que les commissions, chargées de surveillance de la gestion des sommes allouées, comptent parmi leurs membres des « observateurs » délégués par un comité de défense des contribuables.

En effet, nombre d'entre eux commencent à prendre conscience des problèmes posés par les subventions qui sont à leur charge et de ce qu'ils considèrent parfois comme des abus de confiance. Le temps est venu de définir les droits des payeurs, mieux d'élaborer une charte des droits des contribuables et des devoirs de l'Etat. L'Etat doit mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour que les sommes recueillies par les impôts servent l'intérêt de tous et non d'une minorité de privilégiés. Qu'il favorise le mouvement associatif, mais, en échange, qu'il vérifie si les initiatives privées sont vraiment à but non lucratif et la décaissent. Il doit, avant de reconduire chaque année les subventions précédemment accordées, faire procéder à des enquêtes.

Des enquêtes aussi s'imposent pour repérer les entreprises déguisées en associations; la mendicité maquillée en œuvres philanthropiques; une forme d'évasion fiscale particulièrement habile, puisque les revenus acquis par la voie de prétendues associations compensent souvent les sommes versées au fisc. Il convient que les subventions ainsi détournées soient récupérées au profit de la collectivité, après avoir été dénoncées par la Cour des comptes. A la condition expresse qu'aucun de ses membres ne « protège » telle association. Depuis quelques années se pose le problème du contrôle des actes du gouvernement. Les contribuables légitimement des comptes et un recours. Ce recours est du ressort du médiateur. Encore faut-il qu'il joue un rôle actif et ne soit pas le coliveau de la table.

(*) Auteur du livre *Les Enfants méfugues*, Gallimard (1975).

(1) Liste des associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant reçu directement, sur le plan national, au cours de 1974, une subvention à quelque titre que ce soit. Imprimerie nationale, Paris, 1975.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

A FOUGÈRES

UN « CARREFOUR DES LUTTES » SOULIGNE LES DIVERGENCES INTERNES DE LA C.F.D.T.

De notre correspondant

Rennes. — L'appel des ouvriers de la société Renault, qui occupent depuis le 10 février leur usine de chaussons en liquidation, et de la fédération de l'habillement, du cuir et du textile (H.C.U.T.) de la C.F.D.T., un « car-

refour des luttes » a eu lieu en fin de semaine à Fougères (Ille-et-Vilaine).

Cette manifestation, qui rassemblait des délégations d'Annonay (tannerie), des industries textiles du Nord (C.I.P.), de Rhône-Poulenc, de Lip et de Griffet-Marseille (grues autoportées), ne semble pas avoir recueilli l'approbation des instances de la C.F.D.T. Soulignant l'absence de représentants de l'union régionale de Bretagne et de l'union départementale, M. Roger Toutain, secrétaire général de la fédération H.C.U.T., a critiqué cette défection, peu favorable à « l'élargissement de l'action indisciplinée pour le maintien de l'emploi ».

M. Toutain a d'autre part reproché au pouvoir de rechercher « le pourrissement des luttes » et a dénoncé les orientations du VII^e Plan prévoyant, selon lui, une diminution des emplois dans les usines et les usines.

Durant les deux journées du vendredi 3 et du samedi 4 juillet, s'est exprimée avec fermeté la volonté de conserver un emploi sur place et de « vivre du pays ».

LA GREVE DU PERSONNEL DES NOUVELLES GALERIES S'EST ÉTENDUE À L'AGGLOMÉRATION GRENOBLAISE où la société possède deux magasins et deux dépôts. Depuis le 21 juin les employés ont participé à plusieurs arrêts de travail. Leurs revendications principales portent sur la parité des salaires avec les autres magasins des Nouvelles Galeries. Ils demandent l'alignement de leurs salaires sur ceux des magasins de Saint-Laurent-du-Var (Nice) où existent les syndicats « l'écart des rémunérations est actuellement de 350 F à la suite d'une grève de trois semaines dans ce magasin ». La lutte des travailleurs et travailleurs des Nouvelles Galeries de Grenoble avec les syndicats C.F.D.T. et C.G.T. s'inscrit dans un mouvement de grève qui s'étend sur le plan national, affirment les syndicats. — (Corresp.)

APRÈS L'OPERATION

« PORTES OUVERTES » DU

GROUPE BOUSSAC, dans les

Vosges, la présence de deux

délégués du comité central

d'entreprise à une réunion de

presse organisée par M. Jean-

Claude Bousac — MM. Vau-

thier (C.F.D.T.) et Sargent

(C.G.T.) — est vivement

critiquée par l'union régionale

lorraine de la fédération

Renault-C.F.D.T. et par

l'union départementale C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

de la région de la C.G.T.

IMMIGRATION

Les parlementaires ont renforcé les mesures visant les passeurs d'hommes et les marchands de sommeil

Après l'adoption définitive par le Sénat, le mardi 29 juin, du projet de loi complétant les dispositions de la loi du 17 juin 1973 sur l'hébergement collectif, le secrétaire d'Etat aux travaux publics et à l'habitat, M. Paul Dijoud, a communiqué, que ce texte et celui renforçant les mesures en matière de trafics et d'emplois irréguliers de main-d'œuvre étrangère, voté en seconde lecture, le 25 juin, par l'Assemblée nationale, vont permettre de « lutter efficacement contre les deux fléaux qui entachent encore la nouvelle politique d'immigration menée par le gouvernement depuis 1974 : les marchands de sommeil et l'immigration clandestine » (« le Monde » daté 2-3 mai et 27-28 juin).

Le ministre rappelle que la loi du 17 juin 1973 donnait aux préfets la possibilité de fermer les locaux ne répondant pas aux prescriptions légales en matière d'hygiène et de sécurité, mais n'apportait pas de solutions satisfaisantes au problème du logement des occupants. Avec les nouvelles dispositions présentées par le gouvernement, sur l'initiative de M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux travaux publics et à l'habitat, les préfets pourront soit réquisitionner, soit — conformément aux dispositions de la loi du 10 juillet 1970 sur l'habitat insalubre — exproprier tout ou partie du local.

Sauf dans le cas où le propriétaire pourra prouver qu'il était étranger à l'usage fait de son bien, l'indemnité qui lui sera versée sera réduite du montant des frais engagés par le bénéficiaire de la réquisition ou de l'expropriation pour aménager les locaux et relouer les occupants qui ne pourraient trouver place dans les locaux rénovés.

Quant aux textes votés par le Sénat, ils visent en premier lieu les passeurs, qui pourront se voir infliger diverses peines complémentaires. Les employeurs, pour leur part, pourront être condamnés à l'amende et à la publication des jugements relatifs aux infractions commises. Ceux qui utiliseraient des étrangers démunis du titre de travail prévu par la loi se verront réclamer par l'Office national d'immigration une contribution spéciale, dont le minimum a été fixé par la loi à cinq cents fois le salaire horaire garanti, soit 2 700 F.

Les parlementaires ont ainsi apporté leur caution au renforcement des mesures contre les trafiquants de main-d'œuvre.

M. DIJOU : une nouvelle forme d'esclavage.

Dans une interview accordée à l'Express, M. Paul Dijoud déclare notamment : « Si l'objectif du gouvernement consiste à défendre les immigrés qui sont en situation régulière et à leur donner les mêmes droits qu'aux travailleurs français, il est absolument nécessaire que les Français prennent conscience que le recours à la main-d'œuvre étrangère est une faute grave, car cette pratique entretient une nouvelle forme d'esclavage ».

Le secrétaire d'Etat a d'autre part souligné qu'une meilleure coopération s'établisse non seulement avec tous les pays pourvoyeurs de main-d'œuvre pour maîtriser les mouvements migratoires, mais encore avec nos partenaires européens.

CORRESPONDANCE

LE PRIX D'UN TRAVAILLEUR AGRICOLE

Suite à l'article intitulé « Le gouvernement espère enrayer la hausse des fruits et des légumes » paru dans nos éditions du 16 juin, M. Henry Merland de Saint-Fort-

sur-Eyrieux (Ardèche) nous a donné les précisions suivantes en ce qui concerne le salaire des ouvriers agricoles.

« J'ai géré des contrats de saisonniers étrangers (quatre mois), SMIC 6,08 à l'heure. Charges sociales :

Part patronale A.S.O. 16,45 %
Médecine travail 0,45 %
Camarcas 2,94 %
Ass. chômage 1,60 %
Fond. nat. aide logement 0,01 %
Accidents travail 5,00 %
Total 26,45 % du salaire.

Soit 2,137 F à l'heure. Au total 8,08 + 2,14 = 10,22 F l'heure.

Ce prix est payé pour 40 heures par semaine, plus 25 % pour 8 heures supplémentaires et 50 % si nous devons effectuer plus de 48 heures par semaine (ce qui se produira certainement en pleine saison).

En plus, frais d'introduction (300 francs par contrat) et frais de retour du salarié (250 francs environ).

M. Merland ajoute : Père de neuf enfants (dix à vingt-cinq ans), je me demande s'il en restera un pour me succéder. C'est maintenant qu'il faut trouver une solution décente à nos problèmes. Il sera trop tard lorsqu'il n'y aura plus de jeunes dans notre corporation.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschemarks	Francs suisses
48 heures	5 1/2	3 1/4	4 1/4
1 mois	5 1/2	3 1/4	4 1/4
3 mois	5 3/4	3 1/2	4 1/2
6 mois	6 3/8	3 3/4	4 3/4

UN NOUVEL HOTEL ★★★★★
A MARSEILLE MARIGNANE

sofitel
Jacques borel

180 chambres climatisées et insonorisées, restaurants, piscine, sauna, tennis, salons de réunions et de réceptions équipés en matériel audiovisuel, à l'aéroport près des avions qui arrivent et près de ceux qui partent.
Sofitel Jacques Borel 13700 Marignane -
Tél (91) 89.91.02. Tél. 401.980.

RESERVATION CENTRALE PARIS
TEL 657.11.43 TELEX 200.432.

ECONOMIE

ENERGIE

SOMBRE BILAN POUR LES HOUILLIERES DU NORD

De notre correspondant

Lille. — Le bilan de l'exercice 1975 pour les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais est assez sombre. La production de houille n'a atteint que 7,7 millions de tonnes (moins 1,3 million de tonnes par rapport à 1974).

Aux difficultés d'exploitation du gisement se sont ajoutées l'accroissement des charges et les effets d'une conjoncture médiocre qui a fortement perturbé l'activité des établissements de jour (la production des cokeries a été inférieure de 16 % et celle des centrales électriques de 15 %).

Contrairement aux années précédentes, le chiffre d'affaires des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais est en diminution :

2 719 millions de francs contre 2 807 millions de francs en 1974. Après compensation par l'Etat des charges non liées à la production pour un montant de 416 millions de francs, la perte d'exploitation ressort à 883 millions de francs, et la perte nette (après participation de l'Etat pour 319 millions de francs) à 238 millions de francs. Les Houillères ont été amenées à embaucher, pour l'ensemble des années 1974 et 1975 près de trois mille cinq cents ouvriers autochtones, dont près de deux mille cent pour le fond.

Le conseil d'administration note que l'espoir suscité par l'amélioration des résultats techniques survenue à la fin de l'exercice ne doit pas cependant faire oublier la perte d'emploi que provoque dans la région la récession insupportable de l'entreprise : deux mille trois cents en 1975 et deux mille cinq cents à trois mille dans les années qui vont suivre. Il en conclut que l'industrialisation et l'équipement de la région minière doivent recevoir une impulsion nouvelle. — G. S.

SC. PO.

Plusieurs cycles de préparation. Entree en année préparatoire. Admission en 2^e année. Prof. de Fac. et Enseignants I.E.P. Résultats performants. Groupes de 15 étudiants maximum. Nombre limité de places. Préparation par correspondance. Possibilité d'inscription conditionnelle.

I.P.E.C. 35 Bd St-Michel 533.81.23 / 033.45.37

PREPARATION COMMERCIALE SUPERIEURE

centre de préparation aux Grandes Ecoles

Les concours d'entrée aux grandes écoles sont des épreuves difficiles. P.C.S. s'adresse aux bacheliers B. C. D. conscients de ces difficultés et motivés par les débouchés des écoles commerciales.

Développée au sein d'un centre d'enseignement supérieur de gestion : l'Ecole Supérieure Libre

P.C.S.

Enseignement Supérieur Privé
1, rue Bougainville, 75007 PARIS - Tél. 551-32-59

DEMANDE D'ADMISSION

EN ANNÉE PRÉPARATOIRE AUX GRANDES ÉCOLES

NOM :
 PRÉNOMS :
 Date et lieu de naissance :
 Baccalauréat : Série B Série C Série D
 Langues :
 Adresse :
 Concours envisagés : ☐ HEC ☐ ENSA ☐ ESCP ☐ EMLSCA
 Autres écoles :
 Date :

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

SOCIÉTÉ CENTRALE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE VIE ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE I.A.R.T.

Le collège exerçant les pouvoirs de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société des assurances générales de France et des sociétés d'assurances constituant le groupe A.G.F. s'est réuni le 29 juin 1976 sous la présidence de M. Daniel Ferry, conseiller d'Etat, pour examiner et approuver les comptes de l'exercice 1975.

M. Georges Fieschi, président du groupe des A.G.F., a présenté les comptes des trois sociétés.

● Pour la société A.G.F. Vie : le chiffre d'affaires mondial pour l'exercice 1975 s'est élevé à 1 984 millions de francs, enregistrant une progression de 15 % par rapport à l'exercice précédent.

Après distribution aux assurés des participations bénéficiaires qui sont passées de 185 millions à 203 millions, et dotation aux fonds propres de 24,7 millions (13,6 millions en 1974), les résultats de l'exercice, 35,4 millions de francs (13 millions en 1974), permettant de distribuer un dividende net aux actions de 13 millions, soit, compte tenu de l'impôt déjà versé au Trésor, de 8,5 millions, un revenu global de 4,5 millions.

● Pour la société A.G.F. I.A.R.T. : le chiffre d'affaires mondial s'est élevé à 3 118 millions, en augmentation de 15,6 % sur l'exercice précédent.

Les résultats de l'exercice, après dotation aux fonds propres de 22,5 millions (20,7 millions en 1974), permettant de distribuer un dividende net aux actions de 3 millions, soit, compte tenu de l'impôt déjà versé au Trésor, de 1,5 million, un revenu global de 4,5 millions.

Pour l'ensemble des deux sociétés A.G.F. Vie et A.G.F. I.A.R.T., le chiffre d'affaires s'élève à 5 002 millions, en augmentation de 15,4 % par rapport à l'exercice 1974.

L'augmentation des frais généraux a été moins sensible que pour l'exercice précédent.

Les effectifs administratifs sont restés stables.

Le portefeuille de placement est passé de 7 300 millions à 9 180 millions de francs (en augmentation de 25,8 % par rapport à l'exercice précédent) et les revenus correspondants se sont élevés à 711 millions (en augmentation de 24 % par rapport à l'exercice précédent).

● La SOCIÉTÉ CENTRALE A.G.F. aura ainsi à verser à ses actionnaires en 1976 la somme de 16 millions, à laquelle s'ajoutera un avoir fiscal de 8 millions, soit pour chaque action composant le capital social :

Dividende 16 F
 Avoir fiscal 8 F
 Dividende global 24 F

En 1974, la SOCIÉTÉ CENTRALE avait distribué un dividende de 12 F, soit, compte tenu de l'avoir fiscal, un revenu global de 20 F par action.

En 1975, la SOCIÉTÉ CENTRALE avait distribué un

	1974	1975
Chiffre d'affaires mondial consolidé (titiales françaises et étrangères comprises)	4.400	4.980 (+13,7 %)
Chiffre d'affaires mondial	3.838	4.316 (+12,5 %)

Le chiffre d'affaires mondial 1975 (5 013 millions) se répartit ainsi :

EN ASSURANCES VIE (FRANCE)
 Branche populaire 586,9 M (+13 %)
 (1^{re} place sur le marché français)
 Grande branche 550,6 M (+13,7 %)
 (2^e place sur le marché français)

Assurances de groupe 872,6 M (+19,9 %)

EN ASSURANCES DOMMAGES (FRANCE)
 Automobile 782,6 M (+12,4 %)
 Incendie risques divers 873,2 M (+18 %)
 Assurance de groupe 545,5 M (+18,9 %)
 Maladie 150,8 M (+18,5 %)
 Transports 73,1 M (+15,5 %)

EN ASSURANCES DE RÉASSURANCES :
 Vie + Dommages 381,6 M
 A L'ÉTRANGER (par l'intermédiaire de 10 succursales, 22 agences et 24 filiales) :
 Vie + Dommages 529,1 M

Il convient d'ajouter à ce dernier élément le chiffre d'affaires réalisé par l'intermédiaire des filiales, de qui représente, au prorata des participations détenues par le groupe en France et à l'étranger : 705,3 millions.

PLACEMENTS :
 Le groupe des A.G.F. a investi en France (à long terme) en 1975 : 1 300 millions, et le total des fonds placés se répartit ainsi au 31 décembre 1975 :

31 décembre 1975 :	Montant	% de l'Actif
	—	—
Obligations	5 971	60,7
Prêts	582	6,3
Actions	1 905	20,8
Immeubles et S.C.J.	1 122	12,2
	9 180	100

EFFECTIFS :
 Environ 14 000 collaborateurs,
 dont 7 300 pour le personnel administratif,
 et plus de 6 000 producteurs salariés.

LUCHAIRE S.A.

L'Assemblée annuelle s'est réunie le 17 juin 1976 sous la présidence de M. Jean-Jacques Wilmet-Roussel, qui a ouvert la séance en rendant hommage à la mémoire du regretté président Paul Richard, administrateur de la société depuis 1964, décédé brusquement et auquel la société conserve toute sa reconnaissance pour les grands services qu'il lui a rendus.

L'Assemblée a approuvé les comptes de l'exercice 1975, qui font apparaître un bénéfice net de 9 175 447 F, dont 2 480 581 F de plus-value nette à long terme (contre, en 1974, 4 504 656 F, dont 2 672 804 F de plus-value nette à long terme), après dotation de 29 687 584 F (25 611 544 F en 1974) aux amortissements et provisions, dont pour la provision de hausse de prix, et après impôt sur les sociétés de 2 017 149 F (contre 4 159 507 F en 1974, contribution exceptionnelle comprise).

Le cash-flow ressort à 29 043 303 F (contre 30 194 400 F en 1974).

L'Assemblée a décidé de répartir 10,30 F par action (contre 9,40 F en 1974), ce qui, avec l'impôt de 3,25 F déjà payé au Trésor, assure un revenu global de 13,75 F par action (14,10 F en 1974). Ce dividende, représenté par le coupon n° 61, sera mis en paiement le 15 septembre 1976 aux guichets du Crédit lyonnais et de la Banque Worms.

L'Assemblée a, en outre, ratifié la nomination comme nouvel administrateur de M. Xavier Rouquié-Luchaire.

Dans son rapport, le conseil indique que le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 529 865 433 F, en augmentation de 18,3 % par rapport à celui de l'exercice précédent (502 079 912 F). Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'établit à 725 000 000 F après déduction des débits internes.

Dans son allocution, le président a indiqué que l'exercice 1976 s'annonçait favorablement. A fin mai, l'augmentation du chiffre d'affaires, par rapport à la même période de l'exercice précédent, provenait essentiellement du secteur armement.

COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

« La Compagnie française des pétroles et le Groupe Total en 1975 », compte rendu d'activités et de résultats de l'exercice 1975, est disponible (en français et en anglais) sur demande, à compter du 15 juillet, au secrétariat général (service diffusion) de la C.F.P., 5, rue Michel-Ange, 75001 Paris. Coder 18. Tél. : 524-45-46 (poste 24-71).

audito 16, rue La Fayette
 75009 PARIS - Tél. 824.92.70

une nouvelle station
TELEFUNKEN

NOUVEAU T.V. COULEUR
 COLORIMAGE 8025

écran 51 cm - Tube 110°
 encombrement minimum
 Avec Télécommande

Chez vous pour
950 F (+ 21 mensualités de 215 F)
 ou comptant : 4.700 F

PRÉPARATION A SCIENCES - P O

— Sur place (1-31 août)
 — Par correspondance (15-7 - 31-8)

● Examen d'entrée en année préparatoire.
 ● Examen d'entrée directe en 2^e année.
 ● Session fin d'année préparatoire.
 ● Recyclage d'anglais (seconde session fin d'A.P. et diplôme).

PSP 76, rue de la Pompe, 75016 PARIS - Tél. : 504-19-73

SLIVARENTE
 Société Lyonnaise d'Investissement en Valeurs à Forte Rentabilité

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
 du 28 juin 1976

Réunie le 28 juin 1976 sous la présidence de Monsieur SCHLOGLER, l'Assemblée Générale Ordinaire a approuvé les comptes de l'exercice 1975 qui se soldent par un bénéfice distribuable de F 176 386 745,83 et a fixé le dividende à F 8,95. Compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor, le revenu global par action ressort à F 11,22.

Ce dividende sera matérialisé par des coupons d'actions de F 11,22.

Comme les années précédentes, le montant de ces coupons pourra être réinvesti dans un délai de 3 mois en actions de la Société en franchise totale de droit d'entrée.

le paiement le 29 juin 1976 :
 — du coupon n° 18 de F 7,75 net représentant le produit des obligations françaises non-indexées,
 — du coupon n° 19 de F 2,20 net correspondant aux autres revenus encaissés par la Société.

Ces coupons donnent droit à des crédits d'impôt de respectivement F 0,28 et F 0,20.

Comme les années précédentes, le montant de ces coupons pourra être réinvesti dans un délai de 3 mois en actions de la Société en franchise totale de droit d'entrée.

REPARTITION DES ACTIFS
 28/06/76-30/06/76 (en F)

Obligations françaises	74,15
Actions françaises	7,85
Obligations étrangères	2,40
Actions étrangères	2,15
Liquidités	8,05

Crédit d'impôt
 1974/75 : 1,18
 1975/76 : 1,27

Dans son allocution, le Président a souligné, d'une part que dans un contexte général marquée, la valeur liquidative de l'action SLIVARENTE a progressé de F 145,86 contre F 142,72 le 31 Mars 1976 et F 138,18 le 1^{er} avril 1975 ; d'autre part, que les actifs de SLIVARENTE s'établissent au 31 mars 1976 à F 2 558 millions, soit environ 10 % de l'ensemble, confirmant ainsi la première place que détient à ce titre, depuis plusieurs années, cette Société.

Dresdner Bank, Votre associé d'envergure internationale vous rend compte de 1975

- un accroissement de 22% du volume d'affaires du groupe
- une expansion internationale remarquable

L'extension de la Dresdner Bank au cours des quelques dernières années avec ses nouvelles agences, bureaux et filiales dans le monde entier, s'est traduite par un accroissement considérable de ses affaires.

La Dresdner Bank a élargi ses activités internationales en dépit de la contraction du commerce mondial. Les résultats remarquables des filiales de la Dresdner Bank ont apporté une contribution majeure au développement des affaires de la banque. La Compagnie Luxembourgeoise de Banque SA (CLB), dont l'activité s'est accrue de 50 % — principalement dans le domaine du crédit international et des transactions monétaires —, mérite une mention particulière. La Deutsch-Südamerikanische Bank (DSB), spécialisée dans le financement du commerce avec l'Amérique latine, a accru son volume d'affaires à plus de DM 3 milliards.

La coopération avec les banques associées, au sein de l'Associated Banks of Europe Corporation SA (ABECOR) a été constamment intensifiée. L'ABECOR représentant un total

de DM 400 milliards d'actifs, est le plus important groupement bancaire du genre.

Compte tenu de 100 ans d'expérience dans le domaine bancaire international, la Dresdner Bank opère à l'échelle mondiale, dans plus de 50 pays.

Succursales à Chicago, Londres, Los Angeles, New York, Singapour, Tokyo, Panama (DSB).

Bureaux de représentation à Assomption, Beyrouth, Bogota, Buenos Aires, le Caire, Caracas, Istanbul, Johannesburg, La Paz, Lima, Madrid, Mexico, Montevideo, Moscou, Panama, Paris, Quito, Rio de Janeiro, Santiago du Chili, São Paulo, Sydney, Téhéran.

Faites appel à nous „Dresdner Bank“. Vous trouverez en nous le partenaire bancaire international dont vos affaires ont besoin.

Siège central: Dresdner Bank AG, 7-8 Gallusanlage, 6 Frankfurt/Main
 Téléphone: 2631, Telex: 4-1230
 République Fédérale d'Allemagne

Chiffres importants du bilan annuel consolidé au 31 décembre 1975

	1975	1974
Total du bilan	74 102	62 164
Volume du crédit	57 836	48 676
Crédits d'escompte	3 670	3 661
Créances sur clients	25 469	23 476
Prêts hypothécaires	15 678	12 573
Engagements par aval	9 808	6 774
Créances sur banques	3 211	2 192
Emprunts et obligations	2 024	1 863
Autres titres	1 009	1 021
Dépôts clientèle et engagements à long terme	54 623	43 301
Dépôts à vue	8 479	7 449
Dépôts à terme	16 447	12 025
Dépôts d'épargne y compris certificats d'épargne	13 789	11 476
Obligations hypothécaires émises	15 908	12 351
Fonds propres	2 191	1 907
Capital social	670	610
Réserves	1 521	1 297

Muni du visa inconditionnel des Commissaires aux comptes. Le bilan annuel sera publié au „BUNDESANZEIGER“ (B.A.L.O) No. 100 du 29 mai 1976.

Dresdner Bank

GIMIXTE
 UPIMENT POLK ITI MANAGEMENT
 H SOCIETE D'EDUCATION
 437 600 000 francs
 ABORTIS DE LA MA
 DES COLLECTA
 UPIMENT UPIANT
 E LONG TERM
 VITEL SOCIETE
 B ECONOMI

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

244. LE RAID ISRAËLIEN SUR L'AÉROPORT D'ENTEBBE

4. PROCHE-ORIENT

5. AFRIQUE
— L'Algérie : une « déclaration universelle des droits des peuples » a été proclamée.

5. DIPLOMATIE

5. ASIE
— VIETNAM : six Sudistes entrent dans le gouvernement.

5. Océanie

— Des délégués de deux districts micronésiens réclament le droit à l'indépendance.

6. EUROPE

7-8. AMÉRIQUES

— L'Amérique, bicentenaire et adolescent (II), par Alain-Marie Caron.

8. POLITIQUE

— Le P.S.U. veut donner une nouvelle impulsion à la lutte pour l'auto-gestion.

9. ÉDUCATION

— POINT DE VUE : « La loi d'orientation de l'enseignement supérieur, huit ans après », par Gérard Antoine.

9. DÉFENSE

10-11. ARTS ET SPECTACLES

— CULTURE : les incertitudes budgétaires pèsent sur les projets.

12. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

12. JUSTICE

13. LA RÉGION PARISIENNE
— Vingt-sept degrés, deux fois moins d'oxygène : la Seine a mauvaise mine.

14. SPORTS

14. FAITS DIVERS

EUROPA

PAGES 15 A 20

— Une interview de M. Giovanni Agnelli, président-directeur général de Fiat.
— DOSSIER : L'Europe des Balkans.
— COMPARAISON : L'Allemagne et le consommateur de caoutchouc.
— LES CLÉS DE LA CONJONCTURE : un triomphe.
— SUR LE DEVANT DE LA SCÈNE : De nombreux chanteurs mènent à Montréal.

21. MÉDECINE

22. FEUILLETON
— Un train d'or pour la Crimée.

28-30. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— LA LUTTE CONTRE LA SÉCHÉRESSE : « Il ne saurait être question de compromettre l'équilibre du budget », déclare M. Chirac.
— LIBRES OPINIONS : « Dévoilements de fonds publics », par Jeanne Delais.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (12)
— Annonces classées (23 à 27) : Aujourd'hui (21) ; Carnet (22) ; Journal officiel (23) ; Météorologie (24) ; Mots croisés (25) ; Bourse (26).

Le numéro du « Monde » daté 4-5 juillet 1976 a été tiré à 490 623 exemplaires.

CERRUTI 1881
à partir du 6 JUILLET
VENTE SPECIALE D'ÉTÉ
27, RUE ROYALE - PARIS 8^e

A B C D E F G

L'épilogue du détournement de l'Airbus en Ouganda

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS N'AVAIT PAS ÉTÉ PRÉVENU À L'AVANCE DE L'OPÉRATION ISRAËLIENNE

C'est par un message de l'ambassade de France à Kampala que le ministre français des affaires étrangères a appris, dans la nuit de samedi à dimanche, sans autres précisions, l'attaque de l'aéroport d'Entebbe par un commando « non identifié ». Quelques heures après, M. Ygal Allon, ministre israélien des affaires étrangères, adressait un message à M. Jean Sauvagnargues pour l'informer de l'opération entreprise par l'armée israélienne sur le terrain d'Entebbe, après que celle-ci ait été achevée. M. Rabin, premier ministre d'Israël, adressait en même temps à M. Giscard d'Estaing un message faisant suite à celui de M. Allon.

Les dirigeants français n'ont donc pas été prévenus à l'avance de l'intention d'Israël de procéder en Ouganda à une opération de force (1), dont la réalisation les a d'autant plus surpris que jeudi encore les israéliens les avaient informés qu'ils étaient disposés à libérer un certain nombre de prisonniers. Ils récusent donc par avance toute accusation de complicité qui pourrait être portée contre la France.

On estime, au contraire, à Paris, que l'attitude adoptée a été irréprochable. La France a tout fait pour que les nombreux passagers de nationalités diverses que l'Airbus transportait, et dont elle était responsable, soient relâchés au plus vite. C'est pourquoi elle a mené une double négociation, d'une part, à Entebbe avec les terroristes par l'intermédiaire de l'ambassadeur de France, d'autre part, à Paris avec les gouvernements étrangers qui détenaient les prisonniers réclamés par ces terroristes.

Samedi, cette négociation n'était pas rompue et avait déjà donné des résultats appréciables. Les israéliens, dit-on à Paris, ne peuvent donc accuser la France d'avoir pas fait tout ce qui était en son pouvoir pour obtenir la libération des passagers de l'Airbus. De même, le

MORT DU POÈTE POLONAIS ANTONI SŁONIMSKI

Varsovie (U.P.). — Antoni Słonimski, l'un des plus célèbres poètes polonais, est mort dimanche 4 juillet, à l'âge de quatre-vingt-un ans, à la suite d'un accident de la route survenu près de Varsovie, annonce l'Union des écrivains polonais, qu'il présidait. La voiture à bord de laquelle se trouvait le poète était entrée en collision avec un autre véhicule. Il a succombé à ses blessures à l'hôpital où il avait été transporté.

(Les œuvres d'Antoni Słonimski avaient en pendant longtemps une vaste audience en Pologne, mais son opposition aux purges des Polonais d'origine juive à l'époque de Gomułka et à la modification de la Constitution pour renforcer le rôle dirigeant du parti communiste dans le pays en décembre fit qu'il fut pratiquement réduit au silence, le gouvernement ne l'autorisant que de rares années à écrire que dans l'hebdomadaire catholique « Tygodnik Powszechny ».)

Dans les années 30, il avait joué un rôle important dans les lettres polonaises : il a constitué — à lui seul — une institution humaniste, écrit en 1971 la revue varsoivienne « Kultura », alors qu'il était resté en exil après trois ans d'expulsion. C'est d'ailleurs l'un des fondateurs de l'UNESCO.)

Sept des dix-sept personnes écrouées après l'occupation d'un local militaire dans l'enceinte du camp du Larzac ont été mises en liberté dans l'après-midi du samedi 3 juillet. Cette décision a été prise par le juge d'application des peines, la sécheresse de leur exploitation des sept personnes libérées (tous des agriculteurs). — (Corresp.)

ÉCOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS
Établissement privé d'enseignement technique supérieur
PRÉPARATION AUX DIPLOMES D'ÉTAT
GESTION - COMPTABILITÉ - MARKETING
préparer le D.E.C.S., c'est bien
préparer le B.T.S. de Distribution, c'est bien...
...préparer les deux à la fois, c'est mieux !
130, rue de Clignancourt, 75018 PARIS
262.27.27. Documentation gratuite sur demande.

LES ÉTATS-UNIS VONT LIVRER DE L'URANIUM À L'INDE

Washington (A.P.). — La commission de contrôle nucléaire américaine a approuvé, vendredi 2 juillet, l'envoi d'une première cargaison — 9 165,600 kilogrammes d'uranium — à faible teneur — à la centrale atomique indienne de Tarapur. La poursuite de ces livraisons est à l'étude. Le président de la commission a déclaré qu'il n'y avait pas d'urgence à l'égard de la livraison à l'Inde et la nécessité d'attendre la conclusion d'un accord de coopération avec l'Inde — doit être, en vertu d'un accord — de l'Inde, prévu pour l'année 1977, la livraison d'uranium aux États-Unis de nouvelles quantités sur la politique étrangère américaine nous ont persuadés de la nécessité d'effectuer cette livraison.

La centrale de Tarapur, près de Bombay, — la première construite en Inde — doit être, en vertu d'un accord — de l'Inde, prévu pour l'année 1977, la livraison d'uranium aux États-Unis de nouvelles quantités sur la politique étrangère américaine nous ont persuadés de la nécessité d'effectuer cette livraison.

La centrale de Tarapur, près de Bombay, — la première construite en Inde — doit être, en vertu d'un accord — de l'Inde, prévu pour l'année 1977, la livraison d'uranium aux États-Unis de nouvelles quantités sur la politique étrangère américaine nous ont persuadés de la nécessité d'effectuer cette livraison.

A la Caisse d'assurance-maladie des non-salariés

LE CID-UNATI S'ORIENTE VERS UNE GRÈVE ADMINISTRATIVE

Les administrateurs — en majorité CID-UNATI — de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs indépendants (CANAM), qui devaient se prononcer, lundi 5 juillet, sur l'augmentation des cotisations, envisageaient, avant la réunion du conseil d'administration, de déclencher une grève administrative, sans abandonner pour autant leur mandat.

Lors des discussions, la semaine dernière, avec le ministre de l'économie et des finances, les administrateurs CID-UNATI étaient favorables à une majoration des cotisations (11,40 % au lieu de 9,40 %) à condition que le remboursement des frais de maladie pour le petit risque soit amélioré (50 % au lieu de 50 %).

LA RÉGLEMENTATION DU CONTRÔLE DES CHANGES VA ÊTRE LÉGÈREMENT ASSOUPLIE

La réglementation du contrôle des changes va être légèrement assouplie sur la proposition du comité des usagers du commerce extérieur, présidée par M. Caro, député réformateur du Bas-Rhin. Le financement des créances sur certains étrangers, ceux de l'ancienne zone franc mais à part, pourrait se faire désormais sur « matelas ». Autrement dit, en prenant en considération un portefeuille global de créances. La Banque de France autoriserait l'ouverture de comptes à l'étranger par des exportateurs français, sous réserve que ces comptes permettent l'encaissement de créances multiples et ne présentent pas de déficits, sans ceux affectés au rapatriement des devises. Les banques agréées, agissant dans le cadre de leur délégation, pourraient admettre le règlement anticipé des opérations de vente à terme de devises effectuées par leurs clients dans la mesure où les devises auront été rapatriées plus tôt que prévu et où celles-ci seront simultanément cédées au comptant sur le marché des changes, de même qu'en cas de réévaluation du contrat commercial.

M. CHIRAC A REÇU UNE DÉLÉGATION DE LA FEN

Une délégation de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) conduite par M. André Henry, son secrétaire général, a été reçue ce lundi 5 juillet par M. Chirac à l'hôtel Matignon. La délégation a notamment souhaité que la reconnaissance de la FEN comme « centrale syndicale », annoncée il y a un an par M. Chirac, soit effectivement appliquée : qu'elle fasse d'abord l'objet d'un texte officiel, puis que la FEN soit représentée dans un certain nombre d'organismes, comme les conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale.

La FEN souhaite que la « résorption » de l'auxiliaire prévue soit accélérée, notamment dans l'enseignement secondaire. La FEN a aussi attiré l'attention du premier ministre, comme elle l'a fait le 21 mai avec le secrétaire d'État aux universités, sur la nécessité de régler le problème des carrières des enseignants du supérieur.

Enfin, la délégation a fait

remarquer que les organisations syndicales sont pénalisées par la nouvelle application de la T.V.A. à la presse : dans la mesure où ne « vendant » pas leurs publications périodiques, elles ne peuvent « récupérer » le montant de l'impôt.

Cette rencontre avec M. Chirac est considérée par la C.G.T. comme la confirmation de ses réserves sur l'attitude de la FEN « vis-à-vis de la politique d'assistance pratiquée par la coalition gouvernementale et patronale » : en signant le « relevé de conclusions » sur les salaires dans la fonction publique, a écrit M. Georges Ségué à M. Henry le 23 juin, la FEN a « cautionné » cette politique. M. Ségué répondait ainsi à la lettre que lui avait adressée le 25 mai le secrétaire général de la C.G.T. une « escalade dans la critique » : « Nous nous refusons à faire que de nous déclarer publiquement, déclarait-il, et de nous jeter l'anathème ? »

A cause d'un vice de forme

Mme SAUNIER-SEITÉ REFUSE L'ÉLECTION DE M. BOUTANG A LA SORBONNE

La procédure ayant abouti à l'élection de M. Pierre Boutang à l'université de Paris-IV, au poste de maître de conférences de philosophie, aurait donné lieu à un vice de forme de nature à l'annuler. C'est la raison pour laquelle Mme Alice Saunier-Seité, secrétaire d'État aux universités, ne signera pas l'arrêté de nomination de M. Boutang. La procédure devra être reprise à son début pour pouvoir au remplacement du titulaire de la chaire qui était M. Emmanuel Lévinas.

L'élection de M. Boutang, connu pour ses opinions extrêmes de droite, avait provoqué une certaine émotion dans les milieux universitaires. Le Monde s'est fait l'écho (dans ses éditions des 15 juin et 1^{er} juillet) d'une pétition du Collège de philosophie, association de philosophes, protestant contre le choix de cet enseignant. Cette pétition avait, à son tour, suscité une vive émotion d'universitaires choqués par son « intolérance ».

Film japonais de Nagisha Oshima

« L'EMPIRE DES SENS » SAISI EN ALLEMAGNE

Le film japonais de Nagisha Oshima, « L'Empire des sens », présenté au dernier Festival de Cannes (« le Mouvement du 68 »), a été saisi après sa projection au Festival de Berlin-ouest, sous prétexte de « pornographie » et de « brutalité ».

L'association du festival a déposé plainte pour abus de pouvoir, se référant à l'article 5 de la Constitution allemande qui prévoit la libre circulation des œuvres d'art. Ce recours devrait être entendu ce lundi.

M. Le Tac, député U.D.R. de Paris, a déposé une proposition de loi visant à rendre obligatoire la communication des rémunérations des députés de la part de tiers, toutes personnes ayant fourni un sujet pour une émission programmée par une des sociétés de radio-télévision.

M. Le Tac souhaite que « le refus de notification des rémunérations et prestations soit puni d'un emprisonnement d'un à trois ans et d'une amende de 600 à 15 000 francs ».

L'Année de la presse 1975, bien chronologique des principaux faits et événements de l'année dans le secteur de l'information, fait l'objet d'une plaquette éditée par le Centre d'études de presse de l'université de Bordeaux-III. (Maison des sciences de l'homme, Domaine universitaire, 33405 Talence.)

Imaginez le très grand luxe et le raffinement d'un des plus beaux instituts de Paris (entièrement climatisé).
Imaginez aussi un massage tout en douceur et en douceur pratiqué en bain d'eau tiède et discrètement parfumée.
C'est le massage thaïlandais tel que le royauté Claude Massard et son équipe de douze massothérapeutes vous le font découvrir de toute urgence. Prenez pour cela un rendez-vous personnel par téléphone.
Institut Corporel Claude Massard
6, rue de la Paix 75002 Paris
Tél. 261.21.25-261.21.97

مكتبة الأنجلو